

**CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES** 76

2014 / 2



SOMMAIRE

CHRONIQUE

- **Les doubles funérailles du *Papá Grande*** 7
par Florence Olivier

VARIA

- **Políticas de vinculación del Estado uruguayo e inmigración uruguaya en Argentina** 13
par Zuleika Crosa
- **La question du métissage et de l'héritage africain dans la musique populaire de Veracruz, Mexique** 33
par Christian Rinaudo
- **Apprécier les impacts sociaux des activités minières au Pérou : une étude de cas à l'échelle de la région Ancash** 53
par Nicolas Merveille
- **Un estudio sobre el uso del patrimonio cartográfico indígena como material pedagógico en América hispana. Una función marginalizada en comparación con la función estratégico-legal** 71
par Vildan Bahar Tuncay
- **Diplomáticos, Unión Europea y MERCOSUR: una primera comparación de los grupos profesionales de la integración en los casos de Argentina y Francia** 93
par Facundo Solanas
- **La présence de l'*Idéologie* à Buenos Aires. Un élan philosophique dans le processus de professionnalisation de la médecine, 1820-1840** 111
par Mariano Di Pasquale
- **Por mar, terra e ar: Dakar, Natal e as conexões transatlânticas (1880-1940)** 131
par Rubenilson B. Teixeira

LECTURES

- J.-C. William et al., *Mobilisations sociales aux Antilles : Les événements de 2009 dans tous leurs sens*** 161
par Pierre Odin
- Irène Bellier, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*** 165
par Carlos Agudelo
- Nicolas Ellison, *Semé sans compter*** 169
par Florent Kohler
- Georg Ciccariello-Maher, *We Created Chávez. A People's History of the Venezuelan Revolution*** 172
par Mila Ivanovic
- AUTEUR.E.S** 177

CHRONIQUE

Les doubles funérailles du *Papá Grande*

Gabriel García Márquez d'Aracataca de Sucre de Zipaquirá de Cartagena de Indias de Barranquilla de Bogotá de Caracas de Paris de La Havane de New York de Barcelone de Mexico est mort. Gabriel García Márquez, petit-fils dans la vie du colonel Márquez, fils de Gabriel Eligio García et de Luisa Santiaga Márquez, aîné d'une fratrie de onze frères et sœurs, époux de Mercedes Barcha dite le « Serpent du Nil », père de deux fils aux prénoms de conquérants ou de braves chevaliers, Gonzalo et Rodrigo, est mort. Gabriel García Márquez, père putatif dans son autre vie d'Isabel qui regarde tomber la pluie à Macondo ; père du colonel qui attend en vain une lettre ; père de Prudencio Aguilar, de José Arcadio Buendía, d'Úrsula Iguarán et de toute leur descendance profuse et gémellaire ; père du Gitan Melquiades ; père d'Ángela Vicario, de Santiago Nasar, de Bayardo San Román au nom sonore ; père des amoureux Florentino Ariza et Fermina Daza qui durent ajourner leur union cinquante-sept ans durant, est mort. Gabriel García Márquez, sorcier aux quatre boutons, père de Francisco El Hombre, d'Eréndira et de sa grand-mère sans cœur, est mort. Gabriel García Márquez, père du Père de la Patrie, du général dans son labyrinthe, de Mandinga Bolívar, et père, croyez-le bien, du Patriarche en personne, du Dictateur solitaire, est mort. Le 17 avril 2014, à Mexico.

La solitude, les labyrinthes, les défaites, les vieillesse fanées et les agonies des grands et des puissants, l'envers et les revers de la tyrannie, la déchéance magnifique et dérisoire des héros, il les avait parcourus dans sa jeunesse et dans sa maturité, écrits et conjurés pour les autres, ses lecteurs. Il les savait, Gabriel l'Archange, terrassant le pouvoir ; les ailes de Gabriel Icare, trop proches du soleil,

avaient parfois, disaient les mauvaises langues, risqué de fondre. Car des puissants, il s'était approché, que dia! Fidel Castro, oui, mais aussi Felipe González mais aussi Bill Clinton. Gabriel le chroniqueur soignait ses sources, avait parfois son mot à dire, faisait l'habile médiateur.

Savait-il, cet inimitable conteur, que la mémoire qu'il gardait de sa propre vie, vécue à raconter, vécue pour raconter, s'égarerait un jour dans le labyrinthe de l'oubli, qui n'est autre que le tréfonds du souvenir? Cruel ou clément sort. Mais ses lecteurs, et ils sont légion de par le monde, ont reçu sa mémoire en partage, la mémoire de son monde et de ses créatures, devenues leur. Et Gabriel García Márquez, doublant la mise des funérailles de la Grande Mémé, a eu droit à de doubles et grandes obsèques, au Mexique, son pays d'élection, et en Colombie, son premier et dernier pays. Ainsi, malin qui sait où est l'esprit. Un peu ici et un peu là, ou encore, comme l'écrit le journaliste colombien Winston Manrique Sabogal, dans la splendeur du couchant de la mer Caraïbe, là où disparut le Noyé le plus beau du monde.

En attendant, nous sommes le 20 avril 2014 à Mexico et, le lendemain, honneur est rendu au conteur suprême, dans le palais des Beaux-Arts, qui a connu nombre d'hommages funèbres nationaux aux plus grandes personnalités des Arts et des Lettres du Mexique. García Márquez le Colombien en est une, sans nul doute. Un double et gigantesque portrait de l'écrivain flanque l'entrée du Palais, en attente de son public. Le pèlerinage des lecteurs anonymes commencera tôt; deux présidents de la République, le Colombien Juan Manuel Santos, le Mexicain Enrique Peña Nieto, prononceront, tard dans l'après-midi, des discours d'adieux. C'est bien le moins pour le véritable Latino-américain qu'a été García Márquez.

Le lundi 21 avril, rendez-vous pris avec un autre lecteur de Gabriel García Márquez, mon ami Mario Rey, colombien et mexicain, qui dit avoir horreur des hommages funèbres, la première station a lieu à 14 heures dans le vaste Café La Habana, où Fidel Castro complotait naguère, où le Prix Nobel colombien tenait volontiers conversation à ses amis dans les années soixante. Une plaque au mur en atteste. Un serveur, la tête ailleurs, nous montre et nous commente une photo ancienne des lieux où la légende veut reconnaître un esprit, l'ombre d'une femme, passant entre les tables parmi les clients. Le café est bel et bien hanté. Le serveur ignore néanmoins quel est le dernier en date de ses fantômes. Mario et moi sommes vêtus pour l'occasion. Lui porte le panama.

Nous parcourons à pied les dix ou douze rues plus qu'animées qui nous séparent du Palais des Beaux-Arts. Sur l'avenue de Bucareli, déjà, la police a limité la circulation en prévision du passage dans quelques heures des deux cortèges présidentiels. Le soleil brille haut dans le ciel. L'arrivée au Palais des Beaux-Arts nous laisse apercevoir des dais en toile plastifiée blanche, marquant des parcours différents pour avoir accès à l'édifice, selon le rang, officiel ou non, des visiteurs. Nous faisons le tour du Palais pour avoir une perception d'ensemble de la cérémonie.



Sur le côté droit, dans une sorte de basse-fosse ou de cour inférieure, une petite foule de journalistes nationaux attend l'autorisation de pénétrer dans l'enceinte. Parmi eux, Federico Campbell Peña, qui s'approche, reconnaissant Mario, et lui demande un entretien futur sur le défunt. Mais c'est en contournant le Palais que le défilé des lecteurs apparaît dans toute sa dimension. Une queue ondulante, qui fait des coudes successifs, occupe l'autre façade latérale de l'édifice, se prolonge loin dans le parc de l'Alameda sur l'Avenue Juárez. Nous la remontons. Mario prend des photos de ces lecteurs enthousiastes et recueillis. Peu à peu, un détail de leur tenue se fait remarquable : ils portent presque tous des roses jaunes, les préférées de l'écrivain, en bouquets, au revers de leur veste ou à l'échancrure de leur décolleté. Certains tiennent et lisent, tels des bréviaires, des romans ou des recueils de nouvelles de leur cher disparu. Un monsieur, seul, digne, élégant, supporte la chaleur. Une dame accompagnée s'offusque qu'on photographie sa fleur jaune, craignant de dévoiler son sein. D'autres femmes s'abritent du soleil sous des parapluies reconvertis en ombrelles, comme si elles remontaient la grand-rue du village où il n'y a pas de voleurs, à l'heure de la sieste et du qu'en dira-t-on, là-bas sur la côte atlantique colombienne. De petits groupes échangent des impressions. On se souvient de l'émerveillement ressenti à la lecture de telle ou telle page. On fait dolence. Il est 15 heures.

Nous décidons de nous installer sur la petite terrasse du grand magasin Sears dont la cafétéria offre une vue privilégiée du palais des Beaux-Arts. La façade du Sears, trouée de grandes baies vitrées à chacun de ses neuf étages, montre des grappes de spectateurs, debout, presque au garde-à-vous. En haut de l'immeuble, deux queues face à l'entrée du petit café : l'une pour les photographes de la circonstance, amateurs ou professionnels, qui ont droit à un séjour de trois minutes sur la terrasse ; l'autre, pour les clients. Nous patientons. Là aussi, répliques, conversations, doléances fusent. Trois presque adolescents, l'une colombienne, se plaignent de n'avoir pu rester plus d'une minute face à l'urne, alors qu'ils avaient fait la queue depuis dix heures du matin. À l'intérieur du Palais, des gardes font circuler les lecteurs. Le défilé est incessant. Vingt minutes plus tard, nous voilà enfin installés sur la terrasse. Au-dessous, de l'autre côté de l'avenue, des préparatifs annoncent l'imminence d'un concert de *vallenatos* sur le parvis du palais des Beaux-Arts. La musique de la côte atlantique colombienne accompagnera les premières funérailles de Gabriel García Márquez, amateur de ces *parrandas* qui, trois jours et trois nuits durant, célèbrent l'éphémère de la vie. Aux premiers sons de l'accordéon et de la *guacharaca*, nous quittons les lieux. Les lecteurs danseront-ils dans la queue ? Il est 17 heures 30.

À vingt heures, les deux cortèges présidentiels arrivés avec la ponctualité qui, dit-on, est la politesse des rois, les portes du Palais sont fermées, les discours officiels, prononcés. Santos, l'invité d'honneur, parle le premier, avec aisance, chaleur, simplicité. Peña Nieto, l'hôte, fidèle au protocole du Parti révolutionnaire

institutionnel, se montre plus raide mais sa parfaite élocution vient à bout d'un discours impeccable, où semble transparaître le souvenir de la grande diplomatie mexicaine. Le lendemain, au téléphone, Fernando Vallejo, fort peu enclin à l'éloge des hommes politiques, présidents ou papes de tous poils, concédera que Juan Manuel Santos a fait preuve d'éloquence, dans un registre à la fois admiratif et affectueux. Pour l'heure, les deux présidents se sont inclinés devant les restes de l'écrivain, ont fait tour à tour des gardes d'honneur auprès de l'urne. Les lettres l'ont emporté face à la politique. Et l'orchestre de *vallenato* a pénétré dans l'enceinte du palais, a joué autour des cendres de Gabriel García Márquez. Ah, que cela ne s'est-il terminé en carnaval ! Mais ce serait littérature. Quelque spectacle touchant, néanmoins, a été offert au bon peuple des lecteurs, aux spectateurs des chaînes télévisées : du haut de l'édifice, une pluie de papillons jaunes, pareils à ceux qui, dans *Cent ans de solitude*, nimbent la présence de Mauricio Babilonia, quoiqu'en papier, a voltigé sur les dolents.

La Colombie attendait, le jour suivant, les restes de son écrivain, pour ses deuxièmes funérailles, assorties d'une cérémonie solennelle dans la cathédrale *Primada* de Bogotá lors de laquelle l'Orchestre symphonique national de Colombie devait jouer le *Requiem* de Mozart en présence du gouvernement au complet et de trois anciens présidents de la République. Le moment venu, chacun des musiciens et chacun des lutrins, chacun des membres du chœur et chacun des solistes portait encore un papillon jaune. Une deuxième pluie de papillons jaunes en papier a été lancée, sous une pluie battante. Et Gabriel García Márquez, dans la malice de cette pluie, fit voguer les papiers et les détritiques, tout comme on balaie les rues de Macondo après les funérailles de la Grande Mémé.

Très loin de là, dans la vaste Chine, l'écrivain Mo Yan, autre Prix Nobel de littérature, aura rendu un hommage chinois au réalisme magique de Gabriel García Márquez, qui a prêté ses ailes de papillon à son écriture ; tandis que, quelque part ailleurs sur la planète, Salman Rushdie se sera rappelé la connivence qui lie ses *Enfants de Minuit* aux personnages du Colombien. Ce n'est là que juste retour littéraire. Les contes indiens, orientaux, les fables du monde, la *Bible* et le *Quichotte*, la littérature anglophone de l'autre Amérique, ne s'étaient-ils pas donné rendez-vous dans *Cent ans de solitude* ? Partout, nous, les lecteurs, avons des papillons d'histoires au cœur. Leurs ailes battent.

VARIA

Zuleika Crosa*

Políticas de vinculación del Estado uruguayo e inmigración uruguayana en Argentina

Introducción

El estudio del transnacionalismo practicado por los migrantes permitió modificar antiguas concepciones en torno a los procesos de aculturación. Los mismos predecían la asimilación de los grupos migrantes al nuevo ámbito. Por el contrario, las perspectivas transnacionales demostraron que la incorporación de los migrantes a las sociedades de recepción y sus vínculos más allá de las fronteras no son procesos contradictorios, más aún, pueden darse al mismo tiempo y reforzarse entre sí.

Desde estos enfoques transnacionales se plantea el análisis de las configuraciones sociales que surgen al desarrollar, los migrantes, prácticas vinculadas con sus lugares de origen. Asimismo, se analizan las respuestas desplegadas por los Estados a la hora de considerar a su población emigrada, cuando asumen nuevas funciones frente a sus prácticas transnacionales y/o redefinen la membresía de esos grupos.

En este trabajo nos ocupamos de la particularidad de dichos procesos, teniendo en cuenta las políticas migratorias de vinculación del Estado uruguayo que promovieron un marco novedoso para la institucionalización del vínculo

* Instituto de Ciencias Antropológicas, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, Argentina

con su población emigrada mediante el programa Departamento 20 –La Patria Peregrina. Al mismo tiempo, observamos las implicancias que tales políticas tuvieron en el movimiento asociativo de uruguayos en Argentina.

Con estos objetivos presentamos, por un lado, la dinámica demográfica de Uruguay, en particular la emigración poblacional, fenómeno constante en la historia de ese país. Por otro lado, la conformación de la inmigración uruguaya en Argentina, atendiendo a sus formas colectivas de identificación sobre la base de proyectos políticos, sociales y artísticos.

Desde este marco nos ocupamos de las políticas migratorias del Estado uruguayo: principalmente los programas de vinculación y retorno, para luego centrarnos en el programa Departamento 20 –La patria peregrina, implementado en el año 2005. A partir de este, observamos que el Estado uruguayo gestionó el vínculo con su población emigrada mediante un escenario institucional que acarrea tanto reformas ministeriales y consulares como la reorganización de los grupos en el exterior del país en Consejos Consultivos, espacios propuestos para la representación y participación en dicho programa.

En último término, para referirnos a las implicancias que el programa tuvo en el movimiento asociativo preexistente en Argentina, estudiamos la creación y desarrollo del Consejo Consultivo de Buenos Aires entre los años 2006 y 2011. Así, indagamos en los procesos de vinculación desde los propios migrantes (sus intereses, objetivos y proyectos), además de la manera en que redefinieron sus prácticas transnacionales con el fin de formar parte de dicho programa.

Perspectivas transnacionales para el estudio de las migraciones

El registro etnográfico y las perspectivas transnacionales permitieron cambiar algunas concepciones acerca de los procesos de integración y el cambio social. En particular, cuestionaron los estudios sobre “aculturación”, que consideraban el contacto entre culturas “diferentes” como procesos de asimilación y/o fusión cultural, de integración por niveles y de biculturalismo [Redfield, Linton, Herskovits, 1936; Malinowski, 1945; Steward, 1955; Vogt, 1951 cit. en Bartolomé, Barabas, 1996]. A la vez, permitieron superar las investigaciones que desde la teoría de la modernización (heredera del esquema del continuum folk-urbano postulado por Robert Redfield) planteaban la transformación de los grupos campesinos o indígenas en seres modernos mediante el movimiento migratorio [Arizpe, 1984].

De manera novedosa, las recientes perspectivas transnacionales destacaron el estudio de las identidades de los grupos migrantes que no pierden la vinculación con el lugar de origen [Kearney, 1995; Besserer, 1999]. Estos enfoques piensan en un tipo de migración que supone el desarrollo de articulaciones entre los



emigrados y sus localidades de origen [Bartolomé, 2006]. Conforman una teoría de “rango medio” que adopta el concepto de transnacionalismo para aludir al conjunto de actividades de los grupos migrantes que implican una participación en la vida económica, política y cultural del país de origen [Portes, 2001; Basch, Glick Schiller, Blanc-Szanton, 1994].

Como ya mencionamos, el transnacionalismo no constituye una teoría, se trata de una perspectiva que recoge y cuestiona distintos enfoques. Tampoco su uso resulta universalmente aceptado. De hecho, si bien como perspectiva en su momento inspiró cierto cuestionamiento a los modelos asimilacionistas que predominaban en Estados Unidos con respecto a los migrantes, no identificó los rasgos distintivos de la migración a través de los Estados y su elemento político [Waldinger y Fitzgerald, 2004]. Otras limitaciones fueron señalar aspectos inherentes a las migraciones como la relación entre los puntos de origen y destino de la migración y no enfatizar en el rol de los Estados que controlan el movimiento a través de las fronteras territoriales. Por último, los autores mencionados advirtieron que asimilación y transnacionalismo podrían convertirse en una dicotomía simplista para el análisis del fenómeno migratorio. Por lo tanto, enfatizaron en el estudio de los mecanismos de los Estados-nación que colisionan con la regularidad de la migración internacional.

El transnacionalismo de los grupos migrantes

Existe un relativo consenso sobre algunas de las características básicas de las prácticas transnacionales de los migrantes. Por un lado, son iniciativas de base autónomas, a diferencia de otro tipo de actividades transfronterizas realizadas por las agencias multinacionales de cooperación y desarrollo, los gobiernos y/o las empresas. Por otro lado, se constituyen en organizaciones o comunidades cuyo activismo depende de los contextos de salida y de recepción y tienen consecuencias en los países de origen. Asimismo, estas prácticas no conforman un *a priori*; por el contrario, requieren investigación empírica que dé cuenta de su existencia y modalidad.

Entre sus postulados básicos, los estudios plantean que la incorporación de los migrantes al nuevo lugar de residencia y la creación de conexiones transnacionales son procesos simultáneos [Glick Schiller, Levitt, 2004] vinculados con la integración, y que en su desarrollo establecen nuevas configuraciones sociales (eventualmente culturales e identitarias) [Bartolomé, 2006]. La simultaneidad refiere a que la vida de los migrantes incorpora instituciones, actividades y rutinas diarias situadas tanto en el país de destino como transnacionalmente. Sin embargo, existe una vinculación conciente y voluntaria de los migrantes y otra difusa: es la diferencia entre ser y pertenecer [Glick Schiller, Levitt, 2004]. Un individuo puede sostener altos niveles de vinculación con su lugar de origen y otros sujetos pueden

no identificarse o participar tan activamente, aunque de hecho son parte manteniéndose informados y pudiendo ocasionalmente volverse activos.

Por su parte, las nuevas configuraciones sociales fueron abordadas de diferentes maneras. Por un lado, se trabaja con la idea de “comunidades transnacionales” para hablar de grupos cuyos objetivos y actividades se localizan parcial o totalmente en países distintos de aquel en que residen sus miembros [Portes, 2005; Castro Neira, 2005]. Por otro lado, se propone la noción de “campo social transnacional” para indicar el conjunto de múltiples redes de relaciones sociales que atraviesan las fronteras nacionales [Glick Schiller, Levitt, 2004; Suárez Navaz, 2008]. En estas redes se intercambian, organizan y transforman ideas, prácticas y recursos. Además, se crean vínculos estratificados (de carácter histórico, político, económico, geográfico, familiar, etc.) que distinguen a los actores y determinan sus prácticas.

De todas formas, se trate de comunidades, campos o redes, estos grupos son comúnmente actores no institucionales de la sociedad civil. Es decir que sus emprendimientos se ubican al margen de la regulación y el control del Estado, pero no por eso dejan de estar afectados por las políticas estatales [Portes *et al.*, 1999; Portes, 2005]. De allí, la importancia de destacar las críticas realizadas a las perspectivas transnacionales, estas no deberían ignorar la incumbencia de los Estados en los fenómenos migratorios, que controlan y regulan el movimiento de las personas a través de las fronteras e incluso interceden en sus formas organizativas en los lugares de residencia, según analizamos más adelante.

El transnacionalismo de los Estados de origen migratorio

La cuestión estatal es un eje analítico insoslayable dentro de las perspectivas transnacionales. Si bien las prácticas transnacionales se plantean al margen de los Estados de origen –muchas veces a pesar de su voluntad y fuera del ámbito político y discursivo que los Estados generan para sus ciudadanos [Bartolomé, 2006]– no es menos cierto que las mismas han obligado a ciertas reformulaciones por parte de los propios Estados [Glick Schiller, Levitt, 2004].

En general, los Estados de origen efectuaron importantes cambios en cuanto a leyes, políticas y prácticas migratorias (reformas ministeriales y consulares), con el objetivo de estimular el contacto con su población emigrada y así favorecer el retorno o continuar la membresía y la lealtad a la distancia.

Estas acciones, que buscan recuperar los recursos humanos fuera del país, representan un cambio de paradigma respecto de las visiones tradicionales acerca de las migraciones, entendidas como pérdida, y de los migrantes, pensados como sujetos pasivos y asimilados al nuevo ámbito [Crosa, 2010 (a)]. Incluso desde los organismos internacionales se sugiere a los Estados miembros considerar los beneficios de las migraciones. Por ejemplo, Naciones Unidas remarcó



la importancia de generar vínculos con las “comunidades transnacionales” de migrantes. Estas constituyen activos para el desarrollo de los países de origen por sus remesas colectivas¹ y por su carácter empresarial que permite expandir las economías entre los países de origen y de destino (en particular el comercio, el turismo y las telecomunicaciones) [ONU, 2006]. Otro tipo de beneficio reside en las redes de científicos y técnicos que hacen posible la transferencia de conocimientos especializados de tipo productivo y tecnológico y, por último, la vinculación cultural y política mediante la promoción del asociacionismo transnacional y la doble ciudadanía de los migrantes.

Sin embargo, estos procesos de inclusión encontraron su propio límite en el campo de los derechos políticos [Crosa, 2010 (b)]. Es un hecho que las migraciones impactan de forma particular en los derechos ciudadanos. Generalmente, el desplazamiento poblacional implica la pérdida o suspensión de los derechos políticos de los migrantes, si no se implementan mecanismos especiales de inclusión jurídica. La voz política de los grupos inmigrantes debería incorporarse más allá de su nacionalidad, y la representación política de los emigrados admitirse en la sociedad de origen.

Ahora bien, los Estados difieren históricamente a la hora de conceder los derechos políticos, a tal punto que estos se vuelven un elemento diferenciador de ciertos grupos sociales [Crosa, 2010 (b)]. De acuerdo con la caracterización propuesta por Glick Schiller y Levitt, las respuestas de los Estados de origen migratorio al transnacionalismo de su población emigrada los convierten en Estados “transnacionales”, cuando conceden la doble ciudadanía en el exterior del país con derechos plenos, “selectivos”, si admiten la doble ciudadanía cuando se regresa al país de origen, “desinteresados y denunciante” si niegan los derechos políticos de sus emigrados [2004].

De forma breve, analizamos las acciones estatales en el Cono Sur de América Latina antes de indagar en el caso uruguayo. En Chile se creó la Dirección para la Comunidad de Chilenos en el Exterior dentro del Ministerio del Interior. Sus objetivos fueron la organización, participación, intercambio y vinculación con los residentes en el exterior y la difusión de las políticas públicas del Estado chileno, aunque no se implementó el voto en el exterior. Argentina propuso la Provincia 25, en el Ministerio del interior, para generar la participación democrática y facilitar el ejercicio del derecho al voto consular existente desde el año 1993. En Bolivia, desde la llegada al gobierno del Movimiento al Socialismo (2006) las migraciones adquirieron cierta importancia en la agenda política [Doménech, Magliano, 2007]: fueron contempladas en el Plan Nacional de Desarrollo,

1. En general se reconoce que las remesas pasibles de impactar en los países de origen, que ameritan políticas específicas, son aquellas que superan el 10% de su Producto Bruto Interno (PBI). Uruguay recibe un porcentaje de remesas inferior al 1% de su PBI.

atendiendo al cumplimiento de los derechos de los bolivianos en el exterior y reglamentando en 2009 el voto extraterritorial en Argentina, Brasil, Estados Unidos y España. Por su parte, según Emerich y Peraza Torres (2011) Brasil permite el voto en el exterior y Paraguay canceló en el año 1990 una disposición constitucional que concedía el derecho al voto extraterritorial. México, aunque no pertenece a la región analizada, merece nuestra mención ya que difiere de otras situaciones y políticas de migración; aprobó el voto epistolar en las elecciones nacionales (2006) e implementó diversos programas de vinculación y referidos a las remesas [Delgado Wise y Márquez Covarrubias, 2006].

Uruguay: un país de emigración

Uruguay, ubicado en el Cono Sur de América Latina, entre Brasil y Argentina, fue históricamente caracterizado como una nación de inmigrantes en crecimiento. Durante décadas, el volumen poblacional se sobrevaluó en un 10% mediante métodos de conteo ineficaces que reemplazaron los censos nacionales de población [Aguiar, 1982; Porrini, 1995]. En efecto el Estado, a pesar de su temprana modernización en otros ámbitos, no efectuó censos poblacionales durante cincuenta y cinco años (1908-1963).

El optimismo demográfico relativizó y postergó el fenómeno de la emigración poblacional que, sin embargo, fue una constante en el devenir demográfico de Uruguay. De acuerdo con Aguilar [1982], la estructura económica y social del país tendió progresivamente a la disminución de su población mediante la emigración y la baja fecundidad. La existencia de límites estructurales en el crecimiento demográfico generó excedentes de población a partir de los cuales se desarrolló una histórica propensión migratoria, particularmente efectiva en períodos de crisis o transformaciones sociales.

Esta situación se remonta al período de inserción de Uruguay en el mercado económico europeo como país productor primario, lo que tuvo como consecuencia social más importante el desarraigo de la población rural [Jacob, 1969]. De hecho, desde su constitución política (1825-1830) y luego en pleno período de poblamiento y de crecimiento urbano, en especial de Montevideo, Uruguay expulsó a una parte importante de la población nativa y de la inmigración procedente de Europa hacia Buenos Aires, las ciudades del litoral argentino y el sur de Brasil [Aguiar, 1982; Campiglia, S/F].

Durante las primeras décadas del siglo XX, la emigración uruguaya fue atraída por la expansión económica de la zona bonaerense y la región pampeana argentinas. A tal punto que se estima, en comparación, que la población uruguaya en Argentina crecía a una tasa media anual del 4% entre 1869 y 1914 mientras la población en Uruguay crecía en un período similar (1860-1908) a una tasa del 3,2% anual [Aguiar, 1982].



La consolidación definitiva de la emigración como fenómeno estructural de la dinámica demográfica uruguaya comenzó en la década de 1960, cuando el estancamiento económico impactó sobre el mercado de trabajo y los niveles de ingreso de la población [Nahum, Frega, Maronna, Trochon, 2007]. La intensidad y el ritmo sostenidos de la emigración se entrelazaron más tarde con las implicancias políticas de la dictadura civil y militar desde el año 1973. Las cifras indican que entre los años 1963 y 1976 emigraron 200.000 personas –el 8% de la población total– [Wonsewer, Teja, 1985]. El destino principal de estos grupos continuó siendo Argentina, en particular Buenos Aires.

De aquí en adelante, se calcula que Uruguay pierde cada década más del 5% de la población total por emigración. Las estimaciones revelan un total de 100.000 personas emigradas entre los años 1976 y 1985, 100.000 entre 1985 y 1996 y otras 100.000 entre 1996 y 2004. En este último período, los destinos se centraron en Europa y Estados Unidos [Pellegrino, Cabella, 2005] y, recientemente, se comenzó a detectar un incremento en los volúmenes de retorno, hecho relacionado con la “crisis” europea y el aumento en los controles migratorios en Estados Unidos, que plantea un escenario novedoso a futuro [Crosa, de Souza, Diconca, 2012].

Uruguay: políticas migratorias y población emigrada

En Uruguay, las recientes políticas de vinculación con la población emigrada implicaron un cambio radical con respecto a las posturas tradicionales del Estado. Luego del optimismo demográfico que ocultó el fenómeno de la emigración, sobrevino, en el período dictatorial (1973-1985), la vigilancia y persecución directa de los grupos emigrados en distintos países. Con este fin, se utilizó el sistema consular –plataforma por la cual circulaba información– para el trabajo sistemático de agentes policiales y militares que seguían a determinados grupos e individuos [Rico, 2008]. Asimismo, se realizaron operaciones represivas de secuestro y asesinato de ciudadanos uruguayos, particularmente en Argentina, mediante el denominado Plan Cóndor –plan sistemático de represión coordinado por los gobiernos y las fuerzas militares de Brasil, Paraguay, Bolivia, Chile, Argentina y Uruguay.

Con la restitución del sistema republicano y constitucional en Uruguay (1985) hubo cierto reconocimiento de los grupos emigrados. De hecho, el retorno de los exiliados por razones políticas fue parte de las reivindicaciones presentes en las plataformas electorales de todos los partidos políticos, para después transformarse efectivamente en programas estatales y privados de reinserción social y económica [Aguar, 1990]².

2. Diversos autores analizaron las políticas migratorias y los programas de vinculación y retorno en Uruguay. Entre ellos, Taks [2006], Supervielle [1989], Pellegrino y Cabella [2005].

Entre tanto, a partir del año 1986 surgieron programas de vinculación destinados a otro sector de la emigración, los científicos. Los primeros en desarrollarse fueron realizados por la Universidad de la República en Uruguay y la División de Población de Naciones Unidas. A partir del año 2001, encontramos un nuevo programa dirigido a los “uruguayos altamente calificados” –académicos, empresarios y artistas. Para este sector se trazó un programa patrocinado por el Ministerio de Relaciones Exteriores y la Organización Internacional para las Migraciones (OIM), cuya difusión podíamos encontrar hasta el año 2005 en la página de la Embajada uruguaya en Washington [Crosa, 2007].

Para terminar, con un criterio más inclusivo, se diseñó a partir del año 2005 un nuevo programa de vinculación, el Departamento 20³ – La patria peregrina⁴, también dentro de dicho Ministerio y patrocinado por la OIM en su origen. En otra parte lo hemos caracterizado como “el primer programa estatal de reconocimiento de las colectividades de uruguayos en el mundo” [Crosa, 2009; Crosa, 2011 (a)].

Este programa fue parte de un proyecto político poblacional más amplio que buscó incorporar la cuestión migratoria en la agenda estatal por medio de distintas estrategias. Por ejemplo, los intentos por establecer el voto extraterritorial⁵ y el diseño de una ley de migraciones. Cabe destacar que en Uruguay no hubo leyes de este tipo durante todo el siglo XX. De manera novedosa, la Ley de Migraciones n° 18.250 del año 2008 incluyó un apartado sobre los uruguayos residentes en el exterior (el Artículo n° 74), mención que los enmarca definitivamente en una política de Estado.

El proyecto poblacional contó a su vez con una serie de dispositivos institucionales que le dieron sustento. Entre ellos: la Dirección de Servicios Consulares y Vinculación (conocida como Departamento 20) creada en el año 2005⁶, la Oficina de Retorno y Bienvenida del año 2008 (ambas funcionan dentro del Ministerio de Relaciones Exteriores) y el Consejo Consultivo Asesor de Migración, órgano asesor de la Junta Nacional de Migración que incluye además organizaciones de migrantes y de derechos humanos [OIM, 2011].

3. Esta denominación incluye a todos los uruguayos residentes en el exterior y alude a la división política y administrativa del territorio uruguayo, que consta de 19 departamentos.

4. Dichas políticas fueron diseñadas por el Frente Amplio, partido que gobierna Uruguay desde el año 2005.

5. Un análisis exhaustivo sobre esta temática puede consultarse en Crosa [2010 (b)], disponible en: http://encuru.fhuce.edu.uy/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&cid=17&Itemid=20

6. Esta dirección existía previamente sin el agregado de la vinculación.



Departamento 20 – La patria peregrina: la gestión estatal de la vinculación

El programa Departamento 20 tuvo por objetivo contener al conjunto de la población emigrada en un proyecto de “reconocimiento y valoración de la ciudadanía más allá de las fronteras” [D20, 2006]. Para lograr dicha integración, se diseñó un “escenario institucional” integrado por la Dirección General de Asuntos Consulares y Vinculación del Ministerio de Relaciones Exteriores en Montevideo, el Servicio Consular de Uruguay en el extranjero y los Consejos Consultivos – forma organizativa unificada que debían adoptar los emigrados para formar parte de esta política de vinculación. Estos debían regirse por principios democráticos y poseer un reglamento interno para ser reconocidos por la representación consular correspondiente y la Dirección de Vinculación en Montevideo.

En lo que concierne a la implementación de estas políticas, es importante señalar que se trató de un proyecto sin partida presupuestaria. Además, las gestiones a cargo del Departamento 20 en Montevideo tuvieron visiones políticas diferentes, e incluso contradictorias. Por último, la formación de los Consejos implicó la reorganización de los grupos emigrados.

La falta de presupuesto restringió la concreción de estas políticas. Únicamente se contó con la infraestructura básica de la oficina de Vinculación en Montevideo y el trabajo del director general y un funcionario. Esta restricción comenzó a notarse con el correr del tiempo y se tornó crítica a la hora de efectivizar los proyectos.

Al mismo tiempo, el trabajo de las distintas gestiones del Departamento 20 presentó algunas discontinuidades. La primera gestión (2005-2008) surgió con un gran impulso y logró una sustancial adhesión de las distintas colectividades. Fue generalizada la formación de Consejos en prácticamente todos los destinos de la migración uruguaya y su participación en los primeros Encuentros Mundiales de Consejos Consultivos realizados en Montevideo (2006-2007).

Durante los primeros años reinaron el entusiasmo y la expectativa. Las políticas de vinculación crearon espacios institucionales donde las colectividades uruguayas pudieron mostrar por primera vez la organización, el trabajo y los vínculos preexistentes, así como el enorme potencial a futuro si el Estado brindaba su colaboración [Crosa, 2010 (a)].

A principios del año 2008, se dispuso una segunda gestión a cargo de un funcionario del Ministerio de Relaciones Exteriores que no pertenecía al partido político del gobierno impulsor de estas políticas, el Frente Amplio. Su filiación a un partido de la oposición fue relevante si tenemos en cuenta que, históricamente, ese partido se resistió a otorgar el voto extraterritorial (consular o epistolar) a los ciudadanos uruguayos emigrados [Crosa, 2010 (b)]. En general, dicha gestión tuvo una impronta burocrática que paralizó la vinculación y generó incompreensión y enojo en las colectividades.

La tercera gestión, que duró algunos meses entre mediados del año 2009 y principios del año 2010, estuvo a cargo de otro funcionario (en este caso miembro del partido de gobierno) que restauró la comunicación directa con las colectividades y trajo cierta distensión en las relaciones.

La cuarta gestión se consolidó en el año 2010 en un contexto particular. Por un lado, el tema migratorio en Uruguay había adquirido una fuerte institucionalización a nivel estatal y de la sociedad civil. Por el otro, empezaba a incrementarse la inmigración regional y el retorno de uruguayos emigrados [Crosa, De Souza, Diconca, 2012]. Muchas de las acciones llevadas a cabo por esta gestión (como la coordinación de políticas con dependencias del Estado: ministerios de Trabajo, Salud, Vivienda y Desarrollo Social) tuvieron como destinatario al grupo de retornados, cuya problemática ya era significativa.

Señalamos ya que la constitución de Consejos Consultivos requería la representación unificada de los grupos preexistentes en el exterior del país. Este problema puede vislumbrarse en los documentos presentados en los primeros Encuentros Mundiales de Consejos realizados en Montevideo, donde se plantearon las dificultades que demandaron la preparación de estatutos y reglamentos, el empadronamiento de los miembros y la elección de autoridades. Esta situación se agravó considerablemente, a partir del año 2008, cuando los Consejos pasaron a ser materia de exhaustiva regulación por parte del Estado uruguayo. En efecto, a través de un decreto presidencial de 16 puntos se establecieron las condiciones para su conformación y funcionamiento⁷. Entre ellas destacamos el carácter jurisdiccional, acotado al ámbito territorial de influencia consular (en caso de formarse varios Consejos en un mismo ámbito se requería un mínimo de veinte integrantes). Los miembros y las autoridades debían ser uruguayos (o hijos mayores de 16 años), residir en el área de influencia y anotarse en el Registro de Nacionalidad y Ciudadanía (registro voluntario que data de principios del siglo XX y se encuentra en poder de los consulados). El órgano directivo (electo por voto secreto, universal y directo), se conformaba con cinco representantes y sus respectivos suplentes renovables cada dos años. El reconocimiento efectivo de un Consejo y sus autoridades quedaba en manos del Consulado respectivo y, por su intermedio, de la Dirección de Vinculación en Montevideo.

Para terminar, los Consejos debían funcionar mediante por lo menos una reunión mensual, con quórum, listado de temas (del que se excluyeron expresamente las temáticas políticas partidarias, ideológicas o religiosas) y un orden de actas firmadas por tres integrantes. Asimismo, se establecía que era función de

7. Toda la información expresada sobre el reglamento del Artículo N° 74 de la Ley de Migraciones N° 18.250/2008 fue tomada de la página web http://www.uruguayos.fr/IMG/pdf/597_00003.pdf, durante el mes de marzo del año 2012.



los Consejos dialogar, cooperar, apoyar y difundir la información, los programas y las actividades del Estado uruguayo que afectaran a los ciudadanos en el exterior.

Las restricciones que implicaba esta reglamentación fueron duramente cuestionadas en los sucesivos Encuentros Mundiales de Consejos en Montevideo (2009 y 2011). Los planteos fueron categóricos en el último de esos encuentros: revisar y reformar el reglamento fue considerado un problema que “asfixia” el funcionamiento de los Consejos en lugar de facilitarlos⁸. Como consecuencia de esto, y atendiendo a los cuestionamientos ya insoslayables, el Estado uruguayo dio fin al problema decretando que los Consejos Consultivos elaboraran sus propios reglamentos sobre bases “democráticas, participativas, transparentes, plurales y respetando la diversidad y la inclusión”⁹. Este nuevo escenario, aunque más flexible, asemeja los Consejos a una asociación de migrantes, típica forma organizativa de estos grupos que debe relacionarse de forma particular con la oficialidad del país de origen y viceversa.

Uruguayos en Argentina: configuraciones organizativas y dinámicas identitarias

En su historia de larga data, los inmigrantes uruguayos en Argentina construyeron variadas formas colectivas de identificación mediante proyectos políticos, sociales y artísticos. La formación política ocupó un lugar preponderante y se orientó a sostener el vínculo con el país de origen [Crosa, 2007]. En este aspecto, son destacables la acción colectiva y la movilización para la participación electoral en Uruguay (incluyendo elecciones nacionales, plebiscitos y referéndums): como no existe el voto vía epistolar o consular, los uruguayos en el exterior deben –hasta hoy– desplazarse a Uruguay en cada oportunidad [Crosa, 2010 (b)].

Una figura central del movimiento político para su accionar militante y proselitista fueron los “comités de base” del Frente Amplio de Uruguay. La historia de este partido político –que abarca un conjunto de partidos de izquierda o “progresistas”– se encuentra desde temprano vinculada con la emigración en ese país pues desde su creación, en 1971, fue blanco de la represión y persecución estatal [Hobsbawm, 1994]. Se transformó así en un movimiento físicamente fragmentado, con sede política en Uruguay, parte de sus miembros dispersos y una creciente capacidad de organización en el exterior [Crosa, 2007]. Cabe aclarar, que dadas las condiciones políticas en Argentina en la década de 1970, la inmigración uruguaya que permaneció residiendo en ese país hasta la actualidad no formó parte del exilio político

8. En estos términos se playaron los Consejos de Chile, Córdoba (Argentina), París y Madrid, entre otros. Las distintas ponencias presentadas en el IV Encuentro Mundial de Consejos Consultivos (2011) pueden consultarse en la página web <http://www.d20.org.uy/-Encuentro-CCU-2011->.
9. La información acerca del nuevo decreto fue tomada de la página web <http://www.d20.org.uy/NUEVO-REGLAMENTO-DE-LOS-CONSEJOS>, durante el mes de marzo del año 2012.

según la definición de la Agencia de las Naciones Unidas para los Refugiados. Sin embargo, fue de todas formas, una inmigración por motivos políticos y económicos.

En lo que respecta a los proyectos sociales resaltamos la presencia de asociaciones de diverso tipo que representan, con distintos énfasis, el sentido de la experiencia migratoria uruguaya en Argentina. En general, una “asociación de residentes” es un proyecto que propone nuclear a los uruguayos, sus familias, vecinos y amigos –entre los cuales suele haber argentinos. Entre sus principios, se destacan las ideas de hermandad rioplatense y latinoamericana, de integración a la Argentina por los vínculos familiares y de unidad y encuentro de los residentes uruguayos. Las actividades mayormente recreativas y de socialización se orientan al mantenimiento de ciertas tradiciones uruguayas: festejos durante las fechas patrias y difusión de la música popular (folklore, tango, murga y candombe), la historia, la literatura, el cine y el teatro.

En cuanto al desarrollo de proyectos artísticos distinguimos a los grupos circunscriptos a la fiesta del Carnaval, como las murgas. Se trata de agrupaciones corales, teatrales y musicales características del Carnaval en Uruguay y en Buenos Aires, que pueden desarrollar el estilo artístico uruguayo (en torno a un coro de varones) o una mezcla de estilos en la que incluso tienen lugar innovaciones del arte circense, por ejemplo [Crosa, 2012].

Ahora bien, a partir del año 2005 el Estado uruguayo empezó a involucrarse en las formas organizativas de su población emigrada, según ya mencionamos, cuando implementó una serie de políticas migratorias mediante el programa de vinculación Departamento 20 –La Patria Peregrina. En el caso de Buenos Aires implicó una reorganización del asociacionismo preexistente, porque fue necesario conformar un tipo de organización unificada de la colectividad para participar en el programa. Con este objetivo, no sin conflictos y tensiones, los grupos predecesores conformaron, a instancias de las políticas del Estado uruguayo, el Consejo Consultivo de Buenos Aires. [Crosa, 2011 (a); Crosa, 2011 (b)].

El Consejo Consultivo de Buenos Aires: la vinculación vista desde los migrantes

La formación del Consejo de Buenos Aires significó un esfuerzo colectivo y voluntario por parte de un espectro heterogéneo de organizaciones preexistentes. Participar en las políticas de vinculación implicaba emprender un proyecto representativo que requería un gran acuerdo político y tenía costos (infraestructura, fondos y asesoramiento legal) que debían ser asumidos por las colectividades.

En Buenos Aires, luego de meses de reuniones abiertas se conformó un Consejo “provisorio” (medida también adoptada por otros Consejos, en diversos países, que no lograban cumplir con los requisitos para la representación del grupo ante el Estado uruguayo). Esta solución fue efectiva en tanto permitió sostener



las actividades colectivas desarrolladas entre los años 2006 y 2011, incluso cuando entró en vigencia el reglamento para la organización de Consejos en 2008.

Las restricciones que acarrea dicho reglamento fueron muy claras en el caso de Argentina. Primero, como la jurisdicción del Consulado de Buenos Aires llega hasta la ciudad de Ushuaia a 3.000 km. de distancia, los Consejos que en dicha región se formaran debían tener un mínimo de 20 miembros. Esta situación planteaba una exigencia diferencial con respecto a los Consejos creados en otros países.

Segundo, la nacionalidad uruguaya restringía el acceso a otras nacionalidades. Según hemos registrado, en un proceso migratorio de larga historia como el uruguayo en Argentina, la presencia binacional en todas las agrupaciones es ineludible por el desarrollo de afinidades y alianzas.

Tercero, la estructura directiva y las formas de funcionamiento pautados para un Consejo desconocieron la existencia de una colectividad heterogénea con un movimiento asociativo de larga data. En él, las jerarquías y liderazgos (de personas o grupos) son dinámicas y se relacionan con el manejo de tareas concretas [Crosa, 2010 (a)]. En general, los grupos poseen un núcleo de responsables y miembros (que pueden contarse por cientos) que participan periódicamente en eventos o coyunturas específicas.

De todas formas, el escollo más importante fue la elección de autoridades definitivas, situación que comprometía la legitimidad y el carácter representativo del Consejo. Este problema acaparaba las reuniones, desgastaba la participación y en definitiva condujo a enfrentamientos y tensiones entre los miembros y con la oficialidad del país de origen. En particular, con los consulados que en el escenario de la vinculación debían ser el eslabón entre las colectividades y el Departamento 20 en Montevideo. Además, debían empadronar a los votantes (en el Registro de Nacionalidad y Ciudadanía que obra en su poder) y oficializar la elección de autoridades. Nada de esto se realizó en Buenos Aires.

Puestos a definir brevemente qué fue el Consejo de Buenos Aires, podemos hablar de un ámbito de trabajo colectivo. Sus objetivos fueron la defensa de los derechos políticos extraterritoriales y el desarrollo de “actividades sociales, culturales y de promoción humana con la colectividad uruguaya” [CCBA, 2007]. A futuro se proponía considerar el problema de la gestión jubilatoria y la promoción de planes de turismo social (con el Ministerio de Turismo de Uruguay). Igualmente esperaba trabajar en conjunto con el Consulado y la Embajada de Uruguay en Buenos Aires en vías de resolver problemáticas ya detectadas, mediante la relocalización edilicia, la ampliación de sus funciones y la reducción de los costos administrativos. Entre otras medidas, se firmaron convenios con compañías de transporte fluvial para abaratar los costos del viaje a Uruguay, se editó una revista de distribución gratuita y se realizó una campaña por el voto en el exterior a través de distintos eventos durante 2009.

Con el paso de los años, la elección de autoridades se tornó un problema central a resolver y monopolizó casi por completo la vida del Consejo. Incluso, durante el año 2010, se creó una comisión electoral que trabajó con ese objetivo. De todas maneras las actividades continuaron: el año 2011 comenzó con la Muestra Fotográfica de Mujeres Uruguayas, traída desde Uruguay¹⁰, y continuó con la organización de los festejos por el Bicentenario uruguayo. Mediante una comisión ad hoc se realizaron dos viajes a Uruguay para “*sentar presencia como uruguayos en Argentina*” en los festejos allí realizados, además de actividades en Buenos Aires (un espectáculo artístico de gran envergadura, edición de libros y eventos con historiadores de ambos países). Estas, entre otras, se realizaron con el trabajo voluntario, colectivo y paciente de quienes con su esfuerzo sostuvieron el Consejo de Buenos Aires entre los años 2006 y 2011, porque reconocieron en él “*un ámbito estratégico para el desarrollo de proyectos colectivos*”. Nos referimos a un pequeño grupo de militantes del Frente Amplio de Uruguay en Argentina y a dos asociaciones de residentes dedicadas a actividades recreativas y culturales mediante las cuales construyen su identidad como uruguayos en Argentina.

Conclusión

El análisis hasta aquí planteado deja entrever que los grupos migrantes desarrollan prácticas que los vinculan con sus lugares de origen, situación que no contradice su incorporación al país de residencia sino que suele reforzarla. De diversas formas, las perspectivas transnacionales para el estudio de las migraciones han planteado que la integración y las conexiones transnacionales son procesos simultáneos.

Por su parte los Estados de origen, incluso impulsados por lineamientos políticos internacionales, responden al transnacionalismo de su población emigrada mediante políticas de vinculación tendientes a fortalecer a sus comunidades transnacionales en sus aspectos políticos, culturales y económicos.

En Uruguay, el fenómeno de la emigración ha sido una constante de la dinámica demográfica. Sin embargo, solo recientemente se implementaron políticas migratorias destinadas a su reconocimiento. Tal es el asunto del programa Departamento 20 – La patria peregrina, el más abarcativo hasta el momento porque reconoce al conjunto de los emigrados. La gestión del vínculo en este caso se estableció mediante un escenario que incluía a la oficialidad del país de origen y a los grupos en el exterior del país. Con respecto a estos últimos, el Estado dispuso su representación unificada mediante la creación de Consejos Consultivos obviando la heterogeneidad de organizaciones y grupos preexistentes.

10. La muestra se presentó en centros culturales, acompañada de un festival de cine uruguayo y espectáculos artísticos de la colectividad.



En su larga historia, los inmigrantes uruguayos en Argentina desarrollaron distintas formas colectivas de identificación a partir de proyectos políticos, sociales y artísticos. Esto generó una colectividad variada en intereses, objetivos y liderazgos, situación difícil de compatibilizar con las estructuras de representación requeridas desde Uruguay para conformar un Consejo Consultivo. En este punto, el problema que implicaba lograr la representación unificada de colectivos heterogéneos fue el punto ciego de las políticas de vinculación propuestas por el Estado uruguayo entre los años 2005 y 2011. La pretensión de establecer el vínculo con un solo interlocutor, en este caso el Consejo Consultivo, resultó imposible durante esos años y fue duramente criticada cuando se sostuvo que “*el Consejo Consultivo es el Estado uruguayo buscando la unificación de las asociaciones para bajar políticas públicas*”. Sin embargo, los Consejos lograron, mediante diferentes estrategias de representación, sostener un ámbito para el trabajo colectivo aunque no cumplieran estrictamente con la normativa estipulada.

En el caso de Buenos Aires, la creación del Consejo fue un proceso conflictivo que demandó tiempo, trabajo y dinero aportados de forma voluntaria. Su funcionamiento fue, en principio, una solución provisoria para comenzar a existir y participar del programa de vinculación (situación reiterada en otros países) y, después, ante la escalada de restricciones que trajeron las nuevas disposiciones de Montevideo, se optó por funcionar mediante una comisión ad hoc. Así, recurriendo a las formas tradicionales de funcionamiento, organización y liderazgo, soslayaron cualquier posible problema de representación que les impidiera concretar las distintas actividades y sostener el Consejo de Buenos Aires, considerado un ámbito adecuado para “*unificar esfuerzos en pos de espacios mayores de participación ciudadana*”.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUIAR César, “Reinserción laboral de los migrantes de retorno al Uruguay”, en César AGUIAR (dir.), *La migración de retorno*, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria, 1990, s/d.
- AGUIAR César, *Uruguay: país de emigración*, Montevideo, Banda Oriental, 1982.
- ARIZPE Lourdes, “Migración y marginalidad”, en Héctor Díaz POLANCO (dir.), *Indigenismo, modernización y marginalidad. Una revisión crítica*, México, Juan Pablos, 1984, p. 187-221.
- BARTOLOMÉ Miguel, *Procesos interculturales. Antropología política del pluralismo cultural en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006.
- BARTOLOMÉ Miguel, BARABAS Alicia, *La pluralidad en peligro*, México, Instituto Nacional Indigenista, 1996.
- BASCH Linda, GLICK SCHILLER Nina, BLANC-SZANTON Claire, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-State*, Amsterdam, Gordon and Breach, 1994.
- BESSERER Federico, “Estudios transnacionales y ciudadanía transnacional”, en Gail MUMMERT (dir.), *Fronteras fragmentadas*, México, Colegio de Michoacán, 1999, S/D.

- **CAMPIGLIA Néstor**, *La migración interna en el Uruguay*, Montevideo, Universidad de la República, S/F.
- **CASTRO NEIRA Yerko**, “Teoría transnacional: revisitando la comunidad de los antropólogos”, *Política y Cultura*, n° 23, 2005, p. 181-194.
- **CCBA, Consejo Consultivo Provisorio de Buenos Aires**, *Revista*, n° 1, 2007.
- **CROSA Zuleika**, *Inmigrantes uruguayos en Argentina. Participación en la política uruguaya, a través de organizaciones partidarias*, Tesis de Licenciatura en Ciencias Antropológicas, Universidad de Buenos Aires, 2007.
- **CROSA Zuleika**, “Derechos de ciudadanía en contextos migratorios internacionales: el caso de la inmigración uruguaya en Argentina”, *Cuadernos de Antropología*, n° 1, 2009, p. 53-69.
- **CROSA Zuleika**, “Políticas estatales de vinculación y retorno de emigrados. El caso de la inmigración uruguaya en Argentina: entre la ciudadanía peregrina y la promoción del desarrollo”, en *VI Jornadas de Investigación en Antropología Social*, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, 2010 (a).
- **CROSA Zuleika**, “El voto de los uruguayos en el exterior. La extensión de los derechos políticos en el debate parlamentario”, *Revista Digital Encuentros Uruguayos*, n° 3, 2010 (b), [Disponible en: <http://encuru.fhuce.edu.uy>].
- **CROSA Zuleika**, “Argentinos y uruguayos estamos juntos: asociacionismo migrante y prácticas transnacionales”, en *IX Reunión de Antropología del MERCOSUR*, Curitiba, Universidad Federal de Paraná, 2011 (a).
- **CROSA Zuleika**, “Configuraciones de la inmigración uruguaya en Argentina: de la organización política a la patria peregrina”, en *Cuadernos*. Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano, Buenos Aires, 2011 (b), en prensa.
- **CROSA Zuleika, DE SOUZA Lydia, DICONCA Beatriz**, “Caracterización de las nuevas corrientes migratorias en Uruguay. Inmigrantes y retornados: acceso a derechos económicos sociales y culturales”, en *Informe Final*, Montevideo, Ministerio de Desarrollo Social, 2012, p. 1-148.
- **CROSA Zuleika**, “Dinámicas identitarias y modelos de integración en el movimiento asociativo de uruguayos en Argentina. ‘Hicimos la murga rioplatense para integrarnos al barrio y empezar a vivir’”, en *Papeles de trabajo*, Centro de Estudios Interdisciplinarios en Etnolingüística y Antropología Sociocultural, n° 23, 2012, p. 01-10. [Disponible en: <http://www.scielo.org.ar>]
- **DELGADO WISE Raúl, MÁRQUEZ COVARRUBIAS Humberto**, “El sistema migratorio Mexico-Estados Unidos: dilemas de la integración regional, el desarrollo y la migración”, *Migración y desarrollo*, n° 7, 2006, p. 38-62.
- **D20, Departamento 20 – La patria Peregrina**, Montevideo, Ministerio de Relaciones Exteriores, 2006.
- **DOMENECH Eduardo, MAGLIANO María**, “Migraciones internacionales y política en Bolivia: pasado y presente”, *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, n° 62, 2007, p. 3-41.
- **EMERICH Gustavo, PERAZA TORRES Xiomara**, “Sufragio transnacional, experiencias latinoamericanas de voto desde el exterior y voto de los extranjeros”, en *IV Congreso de la Red Internacional de Migración y desarrollo*, Quito, FLACSO, 2011
- **HOBBSAWM Eric**, *Historia del Siglo XX*, Buenos Aires, Planeta, 1994.
- **ONU**, “Globalización e interdependencia: migración internacional y desarrollo. Informe del Secretario General”, 2006. [Disponible en: <http://www.un.org/esa/population/migration/>].
- **GLICK SCHILLER Nina, LEVITT Peggy**, “Perspectivas internacionales sobre migración: conceptualizar la simultaneidad”, *Migración y desarrollo*, n° 4, 2004, p. 60-91.
- **JACOB Raúl**, *Consecuencias sociales del alambramiento (1872-1880)*, Montevideo, Banda Oriental, 1969.



- **KEARNEY Michael**, "The Effects of Transnational Culture: Economy and Migration on Mixtec Identity in Oaxaca/California", en **Paul SMITH** (dir.), *The Bubbling Caldron: Race, Ethnicity and the Urban Crisis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, S/D.
- **MALINOWSKI Bronislaw**, *The Dynamics of Cultural Change: an Inquiry into Race Relations in Africa*, New Haven, Yale University Press, 1945.
- **NAHUM Benjamín**, **FREGA Ana**, **MARONNA Mónica**, **TROCHON Yvette**, *El fin del Uruguay liberal. 1959-1973*, Montevideo, Banda Oriental, 2007.
- **OIM**, **Organización Internacional para las Migraciones**, "Perfil migratorio de Uruguay", 2011.
- **PELLEGRINO Adela**, **CABELLA Wanda**, "Una estimación de la emigración internacional uruguaya entre 1963 y 2004", *Serie de Documentos de Trabajo*, n° 70, 2005, S/D.
- **PORRINI Rodolfo**, "Estado y población: aproximación al análisis de las miradas sobre población desde los ámbitos estatales. 1903-1931", Unidad multidisciplinaria, Facultad de Ciencias Sociales, n° 18, 1995, S/D.
- **PORTES Alejandro**, **RUMBAUT Rubén**, *América inmigrante*, Barcelona, Anthropos, 2010.
- **PORTES Alejandro**, "Convergencias teóricas y evidencias empíricas en el estudio del transnacionalismo de los inmigrantes", *Migración y desarrollo*, n° 4, 2005, p. 2-19.
- **PORTES Alejandro**, "Debates y significación del transnacionalismo de los inmigrantes", *Revista Estudios Migratorios Latinoamericanos*, n° 49, 2001, p. 469-485.
- **PORTES Alejandro et al.**, "The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and Racial Studies*, n° 2, 1999, p. 217-237.
- **REDFIELD Robert**, **LINTON Ralph**, **HERSKOVITS Melville**, "Memorandum for the Study of Acculturation" en *American Anthropologist*, vol. 38, EUA, 1936, S/D
- **RICO Álvaro**, *Investigación histórica sobre la dictadura y el terrorismo de Estado en el Uruguay. (1973-1985)*, Montevideo, Universidad de la República, 2008.
- **STEWART Julian**, *Theory of Culture Change: the Methodology of Multilinear Evolution*, Urbana, Illinois, EUA, University of Illinois Press, 1955.
- **SUÁREZ NAVAZ Liliana**, "Lo transnacional y su aplicación a los estudios migratorios. Algunas consideraciones epistemológicas", en **Enrique SANTAMARÍA** (dir.), *Retos epistemológicos de las migraciones transnacionales*, Barcelona, Anthropos, 2008, p. 55-78.
- **SUPERVIELLE Marcos**, "Recuento histórico de las políticas migratorias en el país y propuestas de nuevas políticas", *Cuadernos de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales*, n° 11, 1989, p. 115-136.
- **TAKS Javier**, "Migraciones internacionales en Uruguay: de pueblo transplantado a diáspora vinculada", *Theomai*, n° 14, 2006, p. 139-156.
- **WALDINGER Roger**, **FITZGERALD David**, "Transnacional in question", *The American Journal of Sociology*, n° 5, 2004, p. 1 177-1 195.
- **WONSEWER Inés**, **TEJA Ana María**, *La emigración uruguaya. 1969-1975. Sus condicionantes económicas*, Montevideo, Banda Oriental, 1985.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

LES POLITIQUES MIGRATOIRES EN URUGUAY ET L'IMMIGRATION DES URUGUAYENS EN ARGENTINE
Cet article examine les politiques migratoires en Uruguay par rapport à la population uruguayenne émigrée, et ses implications pour les associations d'Uruguayens en Argentine. Pour l'analyser, on observe les perspectives transnationales par l'étude des migrations internationales qui ont redéfini les façons de comprendre les processus d'intégration dans des contextes migratoires. De la même manière, on envisage le travail ethnographique réalisé avec la méthodologie et les techniques de l'anthropologie sociale de 2005 à 2011. En particulier des processus d'institutionnalisation du lien État-population émigrée seront abordés. On compare, d'un côté, le programme *Departamento 20 - La patria peregrina*, qui est une partie des politiques orientées à incorporer la problématique migratoire dans l'agenda public de l'État uruguayen. D'un autre côté, ce sont les processus susnommés qui sont analysés du point de vue des migrants eux-mêmes à travers la communauté uruguayenne à Buenos Aires, qui a pour particularité d'avoir été réorganisée sous la figure d'un Conseil consultatif qui établit ainsi un lien avec l'État d'origine.

En este artículo se examinan las políticas migratorias de vinculación del Estado uruguayo con su población emigrada y sus implicancias en el movimiento asociativo de uruguayos en Argentina. El análisis toma en cuenta las perspectivas transnacionales para el estudio de las migraciones internacionales que redefinieron las formas de comprender los procesos de integración en contextos migratorios, así como la labor etnográfica, con metodología y técnicas propias de la Antropología Social, realizada entre los años 2005 y 2011.

En particular se abordan los procesos de institucionalización del vínculo Estado-población emigrada considerando, por un lado, el programa *Departamento 20 - La patria peregrina*, que formó parte de una serie de políticas tendientes a incorporar la problemática migratoria dentro de la agenda pública del Estado uruguayo. Por otro lado, dichos procesos se analizan desde el punto de vista de los propios migrantes, en este caso la colectividad uruguaya en Buenos Aires, reorganizada a partir de la creación del Consejo Consultivo a instancias de la política migratoria para su vinculación con el Estado de origen.

ENTAILMENT MIGRATORY POLICIES IN URUGUAY AND URUGUAYAN'S IMMIGRATION IN ARGENTINA

This article examines the Uruguayan State's entailment migratory policies with their emigrated population and the implications for the Uruguayan associations in Argentina. The paper examines the transnational perspectives in the study of the international migrations that redefined the understanding of the integration processes in a migration context, as well as social anthropology methodology and techniques-based ethnographic work conducted from 2005 to 2011.

To tackle the process of institutionalization of the State-migrated population entailment the article considers, on the one hand, the program *Departamento 20 - La patria peregrina*, that was part of a series of policies oriented to incorporate the migratory problematic into the Uruguayan State public agenda. On the other hand, it analyzes this process from the point of view of the migrants themselves, in this case the Uruguayan community in Buenos Aires, reorganized like an Advisory Council by application of the immigration policy for their entailment with the State of origin.

**MOTS CLÉS**

- immigration uruguayenne
- Argentine
- politiques migratoires de lien
- transnationalisme

PALABRAS CLAVES

- inmigración uruguaya
- Argentina
- políticas migratorias de vinculación
- transnacionalismo

KEYWORDS

- Uruguayan immigration
- Argentina
- entailment migratory policies
- transnationalism

La question du métissage et de l'héritage africain dans la musique populaire de Veracruz, Mexique

En dépit de sa longue histoire comme port d'arrivée et de commerce des esclaves africains¹, on ne rencontre pas, dans la ville de Veracruz contemporaine, d'activités collectives visant à la formation d'une conscience d'appartenance à un même groupe social auto-identifié comme noir, ou afro-descendant, ni d'organisations cherchant à parler et agir au nom de « populations d'origine africaine », comme c'est le cas dans d'autres régions du Mexique [Lewis, 2012 ; Lara Millán, 2008]. Ici, l'idée de l'existence d'un groupe spécifique du type « les afro-veracruzians » n'a pas beaucoup de sens dans l'espace urbain où les habitants s'identifient surtout à partir de distinctions de classe ou de références régionales. Et le terme *jarocho*, servant à désigner, souvent indistinctement, les habitants du sud de l'État de Veracruz, de la côte du Sotavento et de la ville de Veracruz elle-même, renvoie plus à la question du

* Université Nice Sophia Antipolis, Urmis (UMR CNRS 8245 - UMR IRD 205).

1. L'histoire de la population d'origine africaine au Mexique commence avec les premiers conquistadores et se poursuit avec l'organisation du commerce d'esclaves pour pallier la baisse démographique de la population indigène liée à la conquête. La plus grande quantité d'esclaves en provenance d'Afrique a été introduite dans la première période de l'époque coloniale, entre 1580 et 1640 [Aguirre Beltrán, 1972]. Durant cette période, le nombre d'esclaves arrivés serait d'environ 30 000 pour le seul port de Veracruz, et de 100 000 pour l'ensemble des ports situés sur la côte atlantique du Mexique [Ngou-Mve, 1999].

métissage et de ses différentes « racines », espagnoles, indigènes et africaines, qu'à celle d'une putative « identité noire ».

C'est pourtant dans ce contexte que l'on assiste depuis quelques années à la mise en relief de la dimension culturelle dite noire ou africaine dans la musique populaire de cette ville et de sa région. L'analyse d'un tel processus amène en premier lieu à s'interroger sur ces qualificatifs totalisants qui désignent une culture populaire comme noire ou africaine. Dans un texte célèbre, Stuart Hall expliquait que le noir à l'origine d'une politique culturelle dite noire ne devait pas être considéré comme une essence, mais comme « un ensemble d'expériences noires distinctes et historiquement définies » contribuant à produire un répertoire alternatif [Hall, 1992, p. 21-33]. Pour autant, il ne questionnait pas ce qu'il appelait le répertoire noir, l'expérience noire, l'expressivité noire, l'esthétique noire ou la subjectivité noire, expressions à partir desquelles il constatait le caractère divers que cette subjectivité pouvait prendre : « c'est sur la diversité et non sur l'homogénéité de l'expérience noire que nous devons porter notre attention créative » (*idem*). En d'autres termes, la diversité à laquelle se référait Hall se limitait à la « variété des disparités subjectives noires » selon la localisation sociale des sujets noirs en fonction de leur genre, classe, orientation sexuelle, etc. Ainsi faudrait-il reformuler le questionnement de Hall à la manière de Peter Wade lorsqu'il se demande, dans ses propres travaux, en quoi la musique commerciale de la côte colombienne est-elle « noire » ? [Wade, 2011] ou, comme cela est formulé dans les réponses et commentaires à la lettre ouverte de P. Tagg [Raïbaud, 2009; Tagg, 2009], ou encore dans le titre d'un numéro de la revue *Volume!* [2011] s'attachant à déconstruire les catégories raciales dans la musique, « peut-on parler de musique noire ? ».

Un tel questionnement implique de s'intéresser aux usages sociaux des catégories et des stéréotypes renvoyant à l'héritage africain. Dans le Mexique contemporain et urbain, ces usages sont ceux qui apparaissent dans les processus historiques de transformation des représentations du métissage et des identités régionales, mais aussi qui émergent dans des situations concrètes telles qu'on les observe dans les espaces urbains où la dimension ethnique n'est pas toujours présente et peut prendre des sens différents selon les contextes, allant de la valorisation au stigmat, de l'expression d'un supplément d'âme aux manifestations de l'exclusion.

Dans cette optique, le travail d'enquête réalisé entre 2007 et 2012 dans la ville de Veracruz a consisté à étudier les moments, les modalités et les raisons pour lesquelles des frontières ethniques sont marquées, entretenues, signifiées, revendiquées, déniées ou valorisées. Nous nous sommes notamment intéressé à l'histoire des catégories en tenant compte des spécificités des acteurs qui en font usage : universitaires, représentants d'institutions culturelles, promoteurs culturels, musiciens, danseurs. L'objectif était de rendre compte des conditions d'émergence, de diffusion, d'appropriation ou de rejet de catégories comme celles de noir, brun (*moreno*), afro-métis, afro-descendant, afro-caribéen, sans compter celles désignant



des appartenances locales comme *jarocho*, pour n'en citer qu'une, dont Ricardo Pérez Montfort a bien montré les conditions dans lesquelles s'est opéré l'oubli de son usage premier comme catégorie du métissage [Pérez Montfort, 2007].

L'approche ethnographique adoptée a également porté sur des contextes ou des moments de plus ou moins forte expression d'une groupalité [Brubaker 2002] pouvant être définie en termes culturels, sur les usages sociaux des catégories renvoyant à la couleur de la peau [Glenn, 2009] ou à une putative origine africaine, sur la mise en valeur de l'héritage africain dans la définition des politiques culturelles, sur les acteurs qui insistent sur les racines africaines de la ville et son inscription dans l'espace caribéen, sur les mises en scènes individuelles et collectives d'un rapport à l'Afrique et à la Caraïbe. Une attention particulière a également été accordée à la gestion des apparences physiques [Lyman et Douglass, 1973], aux manières de marcher, danser, s'habiller qui puisent dans les registres mondialisés et relocalisés de ce qui peut être socialement défini comme une culture noire [Sansone, 2003].

Ainsi, l'hypothèse qui a guidé cette démarche est que ces phénomènes, parfois peu consistants, inconséquents dans certaines situations, jouent en réalité un rôle important dans le maintien des frontières ethniques. En dehors des cas où des consciences identitaires s'élaborent contre l'idéologie du métissage, d'autres relations entre métissage et ethnicité peuvent être observées, qui ne laissent pas d'être importantes socialement [Rinaudo, 2012]. Celle par exemple qui s'établit dans les relations de pouvoir à partir des distinctions sans cesse marquées et reproduites entre les « gens chics », à la peau claire, bien vêtus, vivant dans les quartiers résidentiels, fréquentant les restaurants chers et les discothèques à la mode, et les gens pauvres, du peuple, facilement qualifiés d'Indiens, Noirs, paysans, ouvriers, comme le signalait Guillermo Bonfil lorsqu'il décrivait la coupure entre le « Mexique imaginaire », moderne, de culture urbaine, cosmopolite, héritier de la conquête espagnole et de ses projets de civilisation, et le « Mexique profond » [Bonfil Batalla, 1990]. Ou encore, la relation entre métissage et ethnicité, qui consiste à sans cesse penser, justifier, réaffirmer l'idée de métissage et à décliner, ordonner, ses différentes racines et les populations qui y sont associées.

Pour traiter ces questions, un des principes méthodologiques retenu a été de restituer le sens social que les acteurs confèrent aux définitions ethniques parmi d'autres possibles (sexuelle, générationnelle, sociale, etc.). En d'autres termes, il s'agit de prendre au sérieux les propos de Moerman selon lesquels « l'ethnicité n'est pas [...] une peau dans laquelle les personnes sont cousues, mais un vêtement parmi d'autres dans leur garde-robe; ce n'est pas "un travail à plein-temps", mais une tâche pratique quelquefois accomplie, un rôle quelquefois joué, un réflexe quelquefois provoqué » [Moerman, 1994, p. 135]. De ce point de vue, dans un espace urbain marqué par la présence d'une classe moyenne qui s'emploie à rendre visible la distance sociale vis-à-vis des classes populaires, un autre principe important pour l'enquête a été de

tenir compte du fait que les définitions ethniques sont souvent enchâssées dans des logiques de distinction sociale et de réponses aux distinctions sociales.

C'est donc à partir de ce regard sociologique, capable de saisir ce qui se joue dans les situations concrètes, tout en étant suffisamment panoramique pour voir comment les définitions ethniques s'articulent avec d'autres logiques sociales, que ce terrain urbain portant sur la mise en relief de la dimension culturelle perçue comme noire ou africaine dans la musique populaire a été abordé. D'un point de vue plus strictement méthodologique, celui-ci a consisté à recueillir tout type de sources (écrites, orales, entretiens ethnographiques, observations de situations sociales concrètes) dans les divers domaines où des distinctions liées à la couleur de la peau, aux traits physiques ou à l'imputation de caractéristiques culturelles sont rendues saillantes.

Dans un premier temps, c'est surtout au niveau de politiques culturelles formulées en termes de troisième racine que la question de la présence africaine a fait l'objet de débats et de positions spécifiques de la part des différents acteurs locaux. Ainsi, après avoir retracé les principaux éléments qui ont contribué à la mise en œuvre d'une politique culturelle centrée sur cette dimension afro-caribéenne, on s'intéressera aux discours de musiciens de Veracruz avant de procéder à la description ethnographique d'un programme culturel pour tenter de comprendre comment s'exprime cette dimension africaine du métissage.

Mise en œuvre d'une politique culturelle afro-caribéenne

Dans ses travaux sur la culture populaire et les stéréotypes nationalistes mexicains, Ricardo Pérez Montfort a bien montré comment, dans les années 1920-1930 au Mexique, la construction de symboles culturels nationaux s'est faite aux dépens de la grande diversité des formes d'expressions régionales [Pérez Montfort, 2003]. Les années 1970-1980 marquent la fin de cette période postrévolutionnaire et d'un nationalisme culturel centraliste et homogénéisateur [Jiménez, 2006]. Commence alors un processus de décentralisation culturelle impulsé par l'administration fédérale, et la mise en place, dans tous les états de la République, de secrétariats, instituts ou conseils de la culture. Créé en 1987, l'Institut culturel de Veracruz (Ivec) va mettre en œuvre une politique qui va insister sur une définition afro-caribéenne de la région identifiable à partir de trois éléments.

Le premier d'entre eux a consisté à faire la promotion du *son² jarocho* rural, et du *fandango* communautaire caractéristiques de la région reconnue par García

2. Le *son* est une musique populaire d'origine rurale répandue dans la Caraïbe hispanophone et pouvant combiner des influences diverses, espagnoles, indigènes, africaines. Il se caractérise par l'improvisation de textes autour d'un thème (un animal, un personnage...). Le terme *son* est utilisé dans plusieurs styles musicaux : le « son cubain » connu à Cuba sous le nom de « son montuno » et mondialement popularisé dans les années 1930, le « son jarocho » de Veracruz, le « son huasteco » de la Sierra Huasteca au Mexique...



de León comme la Caraïbe afro-andalouse [García de León, 1992]. Les origines de ces pratiques devenues une composante culturelle largement répandue dans le pays remontent à l'époque coloniale. Souvent décrit comme le résultat du métissage de trois racines, espagnole (musique baroque et andalouse), africaine (rythmes et percussions), et indienne (thématiques abordées), le son *jarocho* a été l'objet dans les années 1940 d'un processus de commercialisation et de folklorisation qui a entraîné des changements importants tant du point de vue musical (accélération du tempo, transformation des instruments...) que de l'évolution des représentations de ce qui s'est imposé comme un élément du folklore national en évacuant au passage cette relation historique avec l'Afrique : « La tenue et les accessoires que portaient ceux qui représentaient les dits *jarocho*s n'avaient plus rien à voir avec le monde rural et les secteurs populaires de la côte. Désormais on appelait "costume jarocho" une tenue blanche immaculée, très élaborée et coûteuse telle que la portaient les élites hispanophiles du port, des villes principales et des anciennes *haciendas* de Veracruz. [...] Un tel tableau du *son jarocho* s'imposa de manière définitive dans le répertoire des représentations régionales stéréotypées en 1940 quand un groupe de Veracruz choisit le chant et la musique de *la Bamba* comme leitmotiv de campagne politique entre 1945 et 1946 » [Pérez Montfort, 2001, p. 156-157]. Dans ce contexte, l'objectif de la politique culturelle menée à partir de la fin des années 1980 était de se défaire du *son jarocho* commercial et de renouer avec une définition de celui-ci centrée sur l'idée de métissage entre trois racines.

Un autre élément de cette politique s'est concrétisé par la revalorisation du *danzón* et du *son montuno* dans la ville de Veracruz, deux styles musicaux et de danse d'origine cubaine qui ont été introduits à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e grâce aux communications permanentes qui existaient alors entre les ports de La Havane et de Veracruz, mais aussi grâce à la présence d'une petite communauté cubaine qui a facilité leur rapide implantation dans les quartiers populaires et sur les places publiques de Veracruz [García Díaz, 2011] jusqu'à devenir une des principales attractions de la ville signalée dans les guides touristiques. Et c'est à partir de ce travail initié à la fin des années 1980 qu'ont été rendus possibles quelques années plus tard la création du Festival de *son montuno*, puis du Festival international Agustín Lara entre autres événements importants, mais aussi le développement de nombreuses autres activités organisées dans le but de promouvoir les manifestations artistiques de ce qui allait être appelé par certains promoteurs culturels la « tradition afro-caribéenne de Veracruz » [Figueroa Hernández, 2002], comme les *Noches de danzón*, les cours de danse et de percussions afro-cubaines, les ateliers de salsa, de *son* et de *danzón*, etc.

Enfin, un troisième élément de cette politique a consisté à impulser une réflexion académique sur la Caraïbe et son héritage africain en l'associant à un programme national lancé en 1989, qui portait sur la valorisation de ladite

troisième racine du métissage mexicain. Cette orientation a démarré avec l'organisation de deux forums universitaires en 1989 et 1990, intitulés *Veracruz también es Caribe* [Castañeda, 2004; Muñoz Mata, 1990]. Ces rencontres, organisées par l'Ivec, avaient pour but de promouvoir, à partir de la présentation de travaux de recherche, une représentation de Veracruz comme région culturellement tournée vers la Caraïbe. Une dynamique similaire a eu lieu au même moment à Cancún dans l'État du Quintana Roo avec ce qui dès 1988 s'est intitulé le Festival international de culture de la Caraïbe. Mais ce qui précisément allait devenir une caractéristique de la politique culturelle de Veracruz est d'avoir associé cette inscription régionale dans la Caraïbe au programme national « Notre troisième racine » dont l'objectif était d'étudier et de valoriser la présence africaine au Mexique [Martínez Montiel, 1993]. C'est cet assemblage de la définition d'une politique culturelle tout à la fois centrée sur l'inscription de Veracruz dans le bassin culturel caribéen [Juárez Hernández, 2006] et sur une prise en compte locale de ce programme qui a débouché, en 1994, sur la création du Festival international afro-caribéen considéré à l'époque comme un projet prioritaire national et bénéficiant du soutien du gouvernement de l'État de Veracruz [Rinaudo, 2011].

Ainsi, ce festival est le résultat de la mise en œuvre d'une politique culturelle qui, elle-même est le fruit de réflexions académiques menées durant cette période charnière de l'histoire du Mexique et de l'Amérique latine durant laquelle les questions de la diversité, du multiculturalisme, du patrimoine culturel, de la mémoire des minorités et de leur reconnaissance, de la décentralisation et de la globalisation culturelle ont émergé dans les débats et dans les agendas publics. Cette politique a consisté à associer diverses orientations qui commençaient à émerger, tant dans le domaine de la recherche académique que dans celui de l'action publique.

Il est possible de conclure, à l'instar de Christina Sue, que cette politique de promotion institutionnelle de la troisième racine n'a pas réussi à forger localement un sentiment communautaire autour de l'afro-descendance [Sue, 2013]. Mais on peut aussi faire l'hypothèse que toutes ces années de promotion de la troisième racine du métissage mexicain, ponctuées par des rencontres académiques, des expositions, et de nombreux concerts mêlant groupes invités de toute la région caraïbe et formations musicales locales n'ont pas été sans effet. Dès le début, les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce programme se sont par exemple retrouvés dans une critique sans appel de la position dominante exercée par l'élite conservatrice locale qui refusait toute forme de reconnaissance d'un héritage commun lié aux origines africaines et à la proximité culturelle de Veracruz avec la Caraïbe. C'est ce que décrit bien la première directrice de l'IVEC, Ida Rodríguez Prampolini :

« Quand nous avons inauguré la première exposition sur la relation entre Veracruz et Cuba où figurait évidemment beaucoup la population noire, mes propres amies d'enfance, réactionnaires comme pas deux me l'ont reproché, pourquoi tu fais cela ?



Ce que nous autres avons cherché à oublier, toi tu viens nous le remémorer. Et cela a été la réaction de la classe supérieure de Veracruz, tous avec leurs cheveux frisés, de race noire trois générations en arrière et niant tout cela, ce fut terrible et réellement impressionnant» (Entretien, mai 2008).

De ce point de vue, trente années de politiques publiques centrées sur le *son jarocho* rural et la tradition des *fandangos* communautaires, sur la musique afro-caribéenne, sur la Caraïbe comme espace culturel spécifique et sur la troisième racine du métissage ont eu pour effet de modifier en profondeur les critères de légitimation culturelle. Plus encore, elles ont contribué au passage d'une période historique (celle des années 1930-1970) caractérisée par la négation de l'héritage africain et par des entreprises de blanchiment des cadres stéréotypés de l'identité *jarocho*, à une période où la racine africaine et le métissage font désormais partie de la représentation de la société locale.

Métissage et héritage africain dans les discours sur la musique populaire

L'historiographie locale contemporaine a bien décrit les différentes influences qui ont contribué à la formation, d'un côté, d'expressions culturelles telles que le *fandango* et le *son jarocho* dans la Caraïbe afro-andalouse organisée autour du bétail et de l'élevage sans être pour autant coupée de la ville; de l'autre, d'une culture populaire urbaine caractérisée par l'appropriation de la musique cubaine (*danzón*, *son montuno* ou cubain, boléro...) et plus largement afro-caribéenne [Malcomson, 2010; Figueroa Hernández, 1996].

L'impulsion, au niveau des politiques culturelles, de cette nouvelle norme de valorisation de l'héritage africain et du métissage trouve un écho dans les discours des musiciens de la région qui rendent compte à la fois de leur propre prise de conscience de cet héritage, de leur manière de lui donner un sens et de l'exprimer dans leurs propres projets musicaux. Par exemple, Gilberto Gutiérrez, leader du groupe Mono Blanco à l'origine du mouvement de récupération du *son jarocho* traditionnel, explique bien comment, dans les années 1980, un changement de la vision du monde de cette pratique s'est opéré, mais aussi comment les musiciens ont été amenés à identifier certaines personnalités de ce monde comme noires et à faire sonner leur musique comme africaine :

« Dans les années 1980, il était très important de prendre conscience de la troisième racine comme on l'appelle aujourd'hui et que l'on n'appelait pas ainsi à cette période. Don Arcadio, qui était noir, on ne le pensait pas comme noir, peut-être à cause de la conscience visuelle que l'on avait alors du monde du *son*, peut-être parce qu'officiellement tout cela était alors pensé comme un monde blanc et parce que, disons que, racialement parlant, l'existence des noirs était éludée [...] Et ainsi nous avons

commencé à prendre conscience de cela et nous avons commencé à sentir que nous avons des racines africaines... et je ne sais plus comment cela s'est produit exactement, mais d'un coup on s'est mis à en parler et à dire que le son jarocho, et que le flamenco, et que la musique africaine... en fait on ne savait pas grand-chose de ce que l'on racontait, mais on commençait à avoir au moins conscience de tout cela, de l'existence de l'Afrique... Et quand est sorti le disque *Al primer canto del gallo*, on a épuré notre musique en y mettant moins d'instruments à cordes et on a laissé les percussions seules, comme une manière de revendiquer le côté africain et pour que ça sonne africain...» (Entretien, janvier 2009).

Cette activité d'appropriation de l'héritage africain est également très présente dans la carrière de Patricio Hidalgo, autre musicien devenu incontournable dans le mouvement de récupération du *son jarocho* dit traditionnel, petit fils de Don Arcadio Hidalgo et à l'origine d'un projet culturel intitulé « Afrojarocho » :

« Les Noirs ont joué un rôle important dans l'histoire du Mexique, et pas seulement dans la région du Sotavento... Nous avons Yanga dont on peut dire qu'il fut le premier Noir libérateur des Amériques, nous avons aussi des Noirs malangas près de la ville de Veracruz, mon grand-père Arcadio Hidalgo qui a vécu la révolution, avec sa poésie, sa jarana, sa pratique du fandango... le père de mon grand-père, lui aussi était noir et chantait des décimas et jouait de la jarana... mon père faisait aussi de la musique et il était noir également... donc il y a cet élément noir dans la famille... par exemple on disait de mon grand-père Arcadio qu'il était le dernier Noir troubadour du Sotavento... et donc qu'est-ce qu'on fait avec notre projet Afrojarocho? [...] On s'empare de ce thème qui a été ignoré pour le mettre en débat, en jouant, en chantant...»

Le thème en question dont s'empare Patricio Hidalgo dans ce projet n'est pas seulement celui de la présence, longtemps ignorée, d'une population d'origine africaine dans la région, mais celui qui consiste à inscrire la pratique du son *jarocho* et des *fandangos* dans une trajectoire de révolte sociale dont les débuts remontent à l'époque des rébellions d'esclaves. C'est bien ce qui ressort également de ce projet lorsqu'il est question de récupérer une forme musicale, la conga, décrite comme faisant partie du patrimoine culturel de la région et comme une pièce supplémentaire à inscrire dans cet héritage d'activisme social et de mobilisations collectives :

« La conga est un genre qui s'est maintenu vivant dans un petit répertoire... Nous avons la Conga del Viejo... qui avait perdu ses textes et son rythme de conga... on a écrit de nouveaux textes, on lui a redonné son rythme et on l'a accompagné avec de la jarana, du requinto, du tambourin, de la quijada, du marimbol dans un groupe que nous avons formé et qui s'appelait Chuchumbé... Et comment est née la Conga del Viejo? Selon Francisco Rivera Ávila, connu comme Paco Píldora, chroniqueur



de la ville de Veracruz, elle aurait été composée collectivement par les dockers du port de Veracruz, comme un acte de protestation sociale [...] parce qu'ils vivaient dans les pires conditions sociales, ils étaient exploités, et durant les fêtes de Noël, ils allaient réclamer de meilleures conditions de vie au rythme de la conga, la Conga del Viejo [...] On voit en ce moment que les gens s'intéressent à la conga... à Oaxaca, il a été composé une conga, là aussi comme un acte de protestation par rapport à la situation que traverse le Mexique [...]

Il est intéressant de noter que si cette narration des origines du *son jarocho* peut, comme dans les cas mentionnés ici, insister sur cet héritage africain en lui conférant une signification particulière, c'est dans tous les cas comme une pratique issue du métissage entre les colonisateurs espagnols, les esclaves et descendants d'esclaves africains et les populations indigènes présentes dans la région qu'elle est désormais présentée dans les très nombreux festivals, fandangos et ateliers d'apprentissage de la pratique organisés tant au Mexique, qu'aux États-Unis et en Europe. En ce sens, les projets cherchant à faire sonner cette musique plus africaine ou à explorer le mélange de sonorités afro-caribéennes présentes dans le *son* et la *conga* visent plus à inscrire cette pratique dans le cadre d'un métissage populaire propre à la Caraïbe afro-andalouse que de chercher à en faire une « musique noire ».

Cette manière de mettre l'accent sur la dimension africaine d'un métissage populaire et contestataire caractéristique de la région se retrouve dans les discours des musiciens de salsa et de *son montuno* de Veracruz qui, depuis l'apparition du Festival afro-caribéen, commencent à utiliser des catégories soulignant cet héritage tout en continuant à associer le terme « salsa » à l'idée de musique commerciale propulsée par l'industrie du disque nord-américaine au début des années 1970. Par exemple, Cheo pianiste du groupe *Son de esquina* raconte comment s'est imposé ce terme comme une catégorie du métissage avant même que l'on commence à définir cette même musique comme afro-caribéenne :

« En avril 1982, j'ai eu la chance d'être présent à un spectacle ici à Veracruz où étaient présents la Sonora Veracruz et Melón qui avaient invité Johnny Pacheco, et j'ai pu écouter l'entretien qu'il a donné à la radio où il disait à l'époque à propos de la définition du terme salsa : " nous autres à New York, nous avons affaire à tant d'ethnies, à tant de races que pour pouvoir commercialiser le nom de quelque chose qui puisse englober tout, nous lui avons donné le nom de salsa, et salsa désormais englobe les musiques autochtones du Venezuela, de Cuba, de la République dominicaine, de Porto Rico" . [...] Aujourd'hui, tu vas rencontrer des gens traditionalistes qui vont te dire non, ça, c'est afro-caribéen, et si tu leur dis, "mais c'est de la salsa", ils te disent "oui mais c'est afro-caribéen"... Pourquoi afro-caribéen, parce que quasiment tout naît dans la Caraïbe du fait des esclaves africains qui sont arrivés et se sont installés là, et de là s'est créé l'afro-caribéen... » (Entretien, janvier 2008).

Gonzalo, percussionniste de cette même formation musicale, se qualifie lui-même de *moreno* (brun) et se présente comme une personne d'origine populaire ayant vécu son enfance dans un quartier pauvre du nord de Veracruz. Précisant les éléments du contexte mexicain dans lequel a surgi le mouvement *salsero*, il explique :

« Pour moi, personnellement, le fait qu'on joue ce type de musique va avec l'idée du coin de la rue, de la "salsa brava"... parce que lorsque j'ai su ce qui a permis l'existence d'un groupe comme Las Estrellas de Fania³ qui sont ceux qui ont travaillé cette dénomination de "salsa", moi ça m'a fasciné et j'ai compris cette nécessité du peuple latino-américain de s'exprimer de la sorte [...] c'est ce que nous sommes... parce qu'ici au Mexique on dirait quelquefois qu'il n'y a même pas une définition de race métisse... le Blanc est 100 % blanc, le Noir est 100 % noir et l'Indien est 100 % indien, et tous ceux qui ne sommes ni blancs, ni noirs, ni indiens, quoi ? Qu'est-ce que nous sommes ? Nous ne sommes rien ? Parce que moi je ne suis ni blanc, ni noir, ni indien, moi je suis un peu de tout ça [...] et donc c'est ça, comme la salsa qui est un mélange, la race que nous sommes... » (Entretien, janvier 2008).

Ces propos permettent de voir comment s'articulent différentes dimensions autour de la question du métissage. La première est celle qui renvoie à l'affirmation d'une forme d'expression culturelle aux influences diverses tout en étant marquée par son héritage africain. Ici, le terme *salsa*, souvent déprécié par l'élite intellectuelle qui en souligne le caractère commercial, vient mettre un nom sur un des aspects de ce mouvement culturel transnational caractérisé par le fait de ne pas chercher à opposer une musique noire à une musique blanche, et d'assumer pleinement ce mélange expérimenté dans les quartiers populaires latino-américains. Quant au label afro-caribéen, il vient, là encore, mettre l'accent sur l'héritage culturel lié à l'histoire de l'esclavage. En d'autres termes, l'héritage culturel africain est ici ce qui vient donner une couleur particulière à ce mélange.

Les propos de Gonzalo posent toutefois une autre question, formulée en termes identitaires (« ce que nous sommes »). Il n'est plus question ici du métissage, mais de l'existence d'une population métisse issue du mélange, renvoyant à l'identification de Gonzalo comme *moreno* [Sue, 2009], et que la couleur de peau polarisée entre blanc et noir rend invisible [Raibaud, 2009, p. 171]. Ainsi, l'analyse livrée par Gonzalo est une tentative d'articuler le mélange culturel au mélange racial (« moi je ne suis ni blanc, ni noir, ni indien »), et d'assumer à la fois les influences africaines « peu recommandables » de cette musique et le fait de faire partie d'un « nous » qui n'est ni blanc, ni indien, ni noir, mais qui est, selon sa formule, « un peu de tout ça ».

3. Las Estrellas de Fania, littéralement les étoiles (vedettes) de Fania, renvoie aux quatre compilations des différents artistes produites par le label Fania Records suite au concert donné en août 1971 au Cheetah à New York, et qui a propulsé la salsa comme genre commercial mondialement connu.



Expressions de l'héritage africain et frontières sociales

Cette insistance sur l'héritage africain ou afro-caribéen en même temps que sur le métissage peut aussi s'observer dans les espaces publics urbains où les performances des musiciens et des danseurs peuvent jouer sur ces différentes racines et sur les questions sociales qu'elles soulèvent. Pour tenter de comprendre ce phénomène, nous nous intéresserons ici à une manifestation culturelle intitulée *Noches de callejón* qui se déroulait chaque fin de semaine entre 2007 et 2012 au Portal de Miranda, une ruelle piétonne qui donne sur la place centrale de Veracruz, en plein cœur de son centre historique.

Cette manifestation culturelle a été impulsée par le directeur artistique, chanteur et guitariste du groupe Juventud Sonera, dont le projet initial, inspiré de la sortie du film *Buena Vista Social Club*, était de réhabiliter la tradition du *son montuno* qui existe à Veracruz depuis la fin des années 1920. Bien que bénéficiant d'autorisations précaires de la part des autorités locales, elle s'est imposée comme un rendez-vous culturel de la ville attirant un public assidu venant des quartiers populaires. De par sa localisation, à la croisée des circuits touristiques et des promenades nocturnes des habitants, cette scène de la vie urbaine de Veracruz constitue un lieu de rencontre entre des passants ordinaires intéressés par ce qui s'y passe, et un milieu d'interconnaissance composé d'habités, plus ou moins assidus, qui saluent les musiciens en arrivant, forment des petits groupes de sociabilité, se mettent à danser, engagent des conversations. Ceux-ci ne forment pas pour autant un groupe social homogène. Beaucoup ont entre 16 et 30 ans, mais les individus plus âgés, venant seuls ou en couple, ne sont pas moins fréquents. Certains viennent de quartiers populaires voisins, d'autres résident dans les secteurs pauvres de la périphérie, ou font partie d'une élite culturelle locale appréciant ce type de musique et d'ambiance urbaine. On y retrouve également des musiciens de la ville qui évoluent dans les domaines du *son jarocho*, du *son montuno*, de la salsa et autre musique tropicale, du rap et du reggaetón, mais aussi des musiciens de passage à Veracruz, mexicains ou étrangers, qui viennent se joindre au groupe et partager avec les membres permanents de la formation un moment de convivialité musicale.

Parmi ces habitués qui fréquentent le Portal de Miranda, lorsque le groupe Juventud Sonera joue, se donne à voir, bien que de manière différente chez les jeunes et les moins jeunes, les femmes et les hommes, les danseurs et les musiciens, une forme d'expression qui passe par le fait de partager certaines références culturelles dont les codes peuvent être interprétés, signifiés. Il ne s'agit pas tant de se définir en tant que « noir » que de danser certaines séquences rythmiques en sur-jouant la gestuelle et les mouvements chorégraphiques de différentes expressions corporelles renvoyant au monde afro-caribéen et au dialogue transocéanique à l'origine de pratiques artistiques qui, à l'instar de la danse afro, sont le

résultat d'échanges répétés entre artistes, intellectuels et politiques réunis par le même désir de célébrer l'héritage culturel noir [Capone, 2011].

Le plus souvent, ces manifestations sont identifiées par le public et les musiciens comme des performances qui se distinguent des danses de couple plus classiques. Progressivement, un cercle se forme autour de la personne qui démarre une performance de ce type, le public lance des encouragements, les habitués échangent des commentaires et les musiciens sortent de leur routine, réalisant des improvisations et des solos plus emphatiques. Certaines personnes sont des habitués de ces performances, à l'instar de Jaina, une jeune fille de 20 ans vivant dans un quartier populaire de Veracruz, dont la couleur de peau et les traits physiques ne sont pas particulièrement identifiés comme noirs ou mulâtres, qui se lance régulièrement dans une performance lorsque les musiciens interprètent *Pelotero a la Bola* de Carlos Oliva. À la fin, un des musiciens du groupe ne manque jamais de la remercier en annonçant son nom au public et en lançant une petite phrase de commentaire du type « *qué bárbaro como baila esa negra* »⁴. Au dire des personnes interrogées sur la performance de Jaina, son style s'inspirerait à la fois de celui des *rumberas* de cabaret et des danses érotiques pratiquées dans les *table dance* en associant, de manière stéréotypée, sexualité débridée et africanité.

D'autres personnes peuvent se lancer dans des performances, à l'instar de Doña Caro, une dame âgée d'origine modeste qui danse généralement pour les touristes près des restaurants du centre historique et vient quelquefois se divertir en fin de soirée au Portal de Miranda. Cette fois, les habitués du programme et les musiciens décrivent sa manière de danser comme créole. Cette catégorie est utilisée localement pour désigner les traditions rurales de la Caraïbe, les origines du *son*, le mélange de la guitare espagnole et des rythmes syncopés apportés par les esclaves africains. Ainsi, en plus de susciter l'admiration de ce public averti, la performance de cette dame est décrite comme une expression encore vivante de cet héritage afro-caribéen de Veracruz.

De jeunes garçons et filles de la ville ou de la région habitués des espaces culturels plus alternatifs mais régulièrement présents lors de ce programme peuvent également entrer dans ce jeu de mise en scène de soi, combinant des signes emblématiques de la Caraïbe noire (dreadlocks, barbe, couleur et style des vêtements...) et des manières de se mouvoir et de danser qui, là encore, et dans un style différent, sont décrites comme des formes d'expression s'inscrivant dans cet héritage culturel africain. C'est ce qu'explique Lalo, un garçon de 23 ans issu d'un quartier populaire de Veracruz, qui joue des percussions et chante avec ses copains dans les transports urbains lorsqu'il a besoin d'argent :

« Moi j'aime bien venir ici en fin de soirée lorsqu'il y a cette ambiance un peu particulière où chacun rentre un peu dans ce jeu de faire sortir le Noir [rire]

4. « Quelle folie comment danse cette noire », commentaire recueilli en juin 2009.



Christian : tu te définis comme Noir ?

Lalo : non, mais nous sommes tous un peu descendants de Noirs, non ? et donc quand tu entends cette musique et que tu te plonges dans cette ambiance, forcément tu te mets à bouger d'une certaine manière...

Christian : de quelle manière justement ? Est-ce que tu peux l'expliquer ?

Lalo : pas vraiment, moi je ne me vois pas... mais si tu prends les autres, Ricardo par exemple il ressent ça plutôt à la manière des Jamaïcains tu vois, reggaeman, tranquille [...], Fallo lui, il va être super influencé par le mouvement rap, hip-hop [...] et Sara, ma copine, elle part dans ces trucs de danse afro, c'est un autre style...», avril 2008, *transcription approximative*.

Un autre élément qui ressort de ces observations est que l'expression de cet héritage vient souvent se combiner avec une frontière sociale : celle qui consiste à se démarquer des pratiques de distinction qui marquent fortement l'organisation de la vie nocturne de Veracruz. Par exemple, lors d'une discussion collective sur ce sujet qui a eu lieu dans une des brasseries du centre historique, Paco, un jeune artiste qui fréquente régulièrement les différents lieux nocturnes de Veracruz explique à sa manière cette articulation :

«Moi je préfère venir ici [Portal de Miranda] plutôt que d'aller dans les discothèques branchées du bord de mer. D'abord, ici c'est de la musique live, et c'est gratuit, tu es dans la rue... tu peux aller et venir, partir boire une bière, aller voir ce qui se passe ailleurs... disons que ça correspond plus à mon état d'esprit, *callejero* [de rue]... c'est vraiment l'esprit de Veracruz... non ? Et puis surtout moi ce que je ne peux pas supporter dans les lieux à la mode, c'est cette manière super codifiée de s'habiller, de marcher, de parler... de regarder les autres, de te faire des remarques sur tes fringues, sur tes fréquentations... bon ils ne sont pas tous comme ça, tu as des endroits plus sympas, plus ouverts on va dire, mais en général c'est plutôt comme ça...

Christian : et ici c'est comment ?

Paco : ben dans ce genre d'endroit tu fais ce que tu veux, tu ne te poses pas la question de savoir si ce que tu fais va être bien ou mal apprécié, à la limite même tu prends un certain plaisir à prendre le contre-pied, à parler mal, à t'habiller mal, à faire tout ce qui va être pensé comme "mal" par les "gens biens"...

Christian : c'est-à-dire ?

Paco : fréquenter les lieux dans la rue, ne pas être avec une fille qui passe son temps à se préparer avant de sortir... quand Julia [sa copine] s'habille de manière un peu élégante, avec une robe, des talons, du vernis à ongle, je lui dis fais gaffe, tu es en train de devenir "branchée", et on rigole...

Christian : et il y a une relation avec le fait d'écouter ce genre de musique aux influences afro-caribéennes plutôt qu'autre chose ?

Paco : cette musique renvoie à ce passé des esclaves, des pirates, de la contrebande, toute cette vie nocturne du port, les dockers, les bars populaires autour du marché...

et même si moi j'aime bien aussi d'autres genres de musiques et d'ambiances, j'aime bien cette idée de tirer du côté de ce que les "gens biens" rejettent plus que tout...» (juin 2008, *transcription approximative*).

En d'autres termes, il est question ici de partager avec les autres certaines pratiques culturelles pour les transformer en signes [Hebdige, 2008; Rancière, 2008]. Signes, pourrait-on dire, qui ne relèvent pas seulement d'une culture populaire, mais d'un mode de vie qui se situe à distance des cadres normatifs fixés par la bonne société. Signes, en d'autres termes, de non-alignement avec les « gens biens »⁵ qui fréquentent certains bars à la mode et « parlent en zozotant »⁶ pour accentuer la distinction sociale, ou qui ont fait le choix de désertier le centre de Veracruz pour y préférer les lieux plus cosy de la municipalité voisine de Boca del Río, où se retrouvent désormais les jeunes de bonnes familles dans leur volonté affirmée de redoubler la distance sociale d'une plus grande séparation spatiale. Signes enfin qui, en adoptant des mouvements corporels sexuellement explicites, marquent un commun écart avec ce que l'on appelle aussi les gens « décents » et dont une des caractéristiques consiste à rendre manifeste la distance morale avec les gens « ordinaires » et à gommer tout ce qui peut apparaître comme des signes d'africanité dans la manière de se présenter aux autres.

Ici, la mise en scène de traits physiques, des postures, gestuelles et des esthétiques puisant dans les différents registres culturels évoquant l'héritage africain est une manière de signifier son empathie avec cette culture de rue qui réinterprète à sa manière les frontières ethno-raciales et entretient une relation élective avec l'Afrique et les Amériques noires. Et c'est aussi une façon de se situer dans un rapport de classe qui s'exprime à partir des signes attribués localement aux différentes origines du métissage. Danser en faisant « sortir le noir », tout comme « parler en zozotant » sont des marqueurs sociaux qui s'opèrent à partir de la représentation locale du métissage. Celle-ci peut être plus ou moins acceptée ou reniée, et les traits culturels et physiques qui lui sont associés plus ou moins exhibés ou masqués, noircis ou blanchis, africanisés ou européens. C'est en ce sens que les expressions de cette africanité observables dans ces contextes ne s'opèrent pas *en dépit*, mais *du fait même* de cette représentation qui consiste à faire sans cesse référence à l'une ou l'autre de ces différentes « racines » et qui amène les individus à se positionner socialement, physiquement et culturellement vis-à-vis de la supposée racine africaine.

5. Terme emprunté à l'anglais et employé pour désigner la « gente nice » (les gens élégants) que l'on voit dans les magazines people.
6. L'expression en espagnol « hablar con la zeta » est localement utilisée pour parler des Espagnols qui prononcent les sons « c » et « z » de manière distincte des sons « s », ce qui ne se fait pas au Mexique en général, sauf précisément pour évoquer avec un certain snobisme ses origines espagnoles. On peut dire également « hablar agallegado ».



Conclusion : métissage et distinction sociale

Deux éléments de conclusion peuvent être tirés de cette analyse. Le premier renvoie à la question du métissage telle qu'elle se pose au Mexique. Dans ce pays comme dans d'autres en Amérique latine, l'histoire du métissage a surtout été comprise depuis les Indiens, à partir des processus d'assimilation au XIX^e et dans la première partie du XX^e siècle, puis d'une relative réindianisation opérée sur la base des reconnaissances indigènes accompagnées du rejet de l'idéologie du métissage. Il faut dire qu'à la fin du XX^e siècle, celle-ci commence à être interprétée comme moteur d'une homogénéisation culturelle forcée, élément central des processus de fabrication d'un récit national qui ont ignoré l'importance d'autres phénomènes démographiques [Viqueira, 2010]. En particulier, les populations d'origine africaine ont été largement ignorées, jusqu'à la fin du XX^e siècle, lorsque sera lancé le programme national intitulé « Notre troisième racine ». Dans ce contexte, la question de voir comment le lien entre l'histoire de l'esclavage et des populations d'origine africaine est activé ou non, revendiqué ou non, utilisé politiquement ou non ne se pose pas dans les mêmes termes selon qu'il s'inscrit, comme sur la côte pacifique, dans une posture militante de racialisation visant à sortir du métissage ou qu'il consiste à réaffirmer, comme dans le cas de Veracruz ici étudié, l'hybridation culturelle de la musique populaire de la région en insistant sur les origines racialisées des expressions culturelles identifiées au métissage [Hoffmann et Rinaudo, 2014]. C'est ce qu'avait bien perçu Peter Wade en écrivant : « comme c'est toujours le cas dans les discussions sur le métissage, la musique est considérée comme un symbole de fusion, de dépassement de la différence, mais la représentation de ce symbole implique le rappel constant de la différence » [Wade, 2000, p. 66]. Dans la région de Veracruz, le programme national de la Troisième racine a été l'occasion d'élaborer des politiques culturelles qui ont mis l'accent sur l'inscription de cette localité dans l'espace caribéen tout en valorisant des formes d'expression culturelle largement identifiées au métissage. Ce faisant, il a contribué au passage d'une période historique caractérisée par la négation de l'héritage africain à une autre, où la racine africaine du métissage fait désormais partie des représentations de la société. Cela ne signifie pas que cette représentation soit acceptée comme telle par tout le monde, mais qu'elle s'impose désormais comme une norme légitime de définition de l'identité locale. Et tout le jeu, ensuite, des acteurs inscrits dans des situations concrètes consiste à se situer vis-à-vis de cette norme qu'ils acceptent ou qu'ils refusent, qu'ils assument ou qu'ils subissent, et vis-à-vis de cette dimension spécifique de la représentation du métissage – ladite racine africaine.

Ce dernier aspect nous conduit à aborder un second élément de conclusion, à savoir que cette manière par laquelle les acteurs sont amenés à se situer vis-à-vis de telle ou telle racine du métissage est imbriquée dans des logiques de distinction

et de contre-distinction sociale. À Veracruz tout comme dans les autres grandes villes du Mexique, la distinction sociale basée sur les apparences physiques, la couleur de peau, la manière de s'habiller et de se comporter, la profession exercée, les lieux fréquentés ou évités, le moyen de transport public ou privé utilisé pour se déplacer dans la ville, est un phénomène très courant dans la vie quotidienne. On comprend dès lors que, face aux injonctions de prise de distance vis-à-vis des «gens ordinaires», des formes de contre-distinction puissent se développer en jouant également sur ce double registre tout à la fois social et racial. En ce sens, les expressions célébrant l'héritage culturel africain observées dans le domaine de la musique populaire relèvent moins d'une rhétorique militante contre l'idéologie du métissage que de l'affirmation d'un mode de vie reposant sur une autre lecture du métissage et de ses supposées racines, valorisantes ou stigmatisantes.

BIBLIOGRAPHIE

- **AGUIRRE BELTRAN G.**, *La población negra de México: estudio ethnohistórico*, México, Fondo de Cultura Económica, 1972.
- **BONFIL BATALLA G.**, *México profundo. Una civilización negada*, México, CNCA-Grijalbo, 1990.
- **BRUBAKER R.**, « Ethnicity without Groups », *Archives européennes de sociologie*, vol. XLIII, n° 2, 2002, p. 163-189.
- **CAPONE S.**, « Conexiones diaspóricas: redes artísticas y construcción de un patrimonio cultural afro », in **F. AVILA DOMINGUEZ, R. PEREZ MONTFORT et C. RINAUDO** (éds), *Circulaciones culturales. Lo afrocaribeño entre Cartagena, Veracruz, y La Habana*, México D.F., Publicaciones de la Casa Chata, 2011, p. 228-266.
- **CASTAÑEDA A.N.**, *Veracruz también es Caribe: Power, politics, and performance in the making of an Afro-Caribbean identity*, Ph.D. of Philosophy, Indiana University, 2004.
- **FIGUEROA HERNANDEZ R.**, « Rumberos y jarochos », in **B. GARCIA DIAZ et S. GUERRA VILABOY** (éds), *La Habana/Veracruz Veracruz/La Habana. Las dos orillas*, Veracruz, Universidad Veracruzana – Universidad de la Habana, 2002, p. 383-399.
- **FIGUEROA HERNANDEZ R.**, *Salsa mexicana. Transculturación e identidad*, México D.F., Con Clave, 1996.
- **GARCIA DE LEON A.**, « El Caribe afroandaluz: permanencia de una civilización popular », *La Jornada Semanal*, n° 135, 12 de Enero 1992, p. 27-33.
- **GARCIA DIAZ B.**, « El Puerto de Veracruz, cabeza de playa de la música cubana », in **F. AVILA DOMINGUEZ, R. PEREZ MONTFORT et C. RINAUDO** (éds), *Circulaciones culturales. Lo afrocaribeño entre Cartagena, Veracruz, y La Habana*, México D.F., Publicaciones de la Casa Chata, 2011, p. 247-268.
- **GLENN E.N. (éd.)**, *Shades of difference: why skin color matters*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2009.
- **HALL S.**, « What is this "Black" in Black Popular Culture ? », in **M. WALLACE et G. DENT** (éds), *Black Popular Culture*, Seattle, Bay Press, 1992, p. 21-33.
- **HEBDIGE D.**, *Sous-culture. Le sens du style*, Paris, Zones, 2008.
- **HOFFMANN O. et RINAUDO C.**, « The Issue of Blackness and Mestizaje in Two Distinct Mexican Contexts: Veracruz and Costa Chica », *Latin American and Caribbean Ethnic Studies*, 2014, p. 1-18.
- **JIMENEZ L.**, *Políticas culturales en transición. Retos y escenarios de la gestión cultural en México*, México, Conaculta, 2006.
- **JUAREZ HERNANDEZ Y.**, *Persistencias culturales afrocaribeñas en Veracruz. Su proceso de conformación desde la Colonia*



- hasta fines del siglo XIX*, Veracruz, Gobierno del Estado de Veracruz, 2006.
- **LARA MILLAN G.**, *Política, espacio y construcción social del poder local-regional en la Costa Chica de Oaxaca*, Tesis de doctora en Antropología, Centro de Investigación y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS) 2008.
 - **LEWIS L.A.**, *Chocolate and Corn Flour. History, Race and Place in the Making of Black Mexico*, Durham (NY), Duke University Press, 2012.
 - **LYMAN S.M. et Douglass W.A.**, « Ethnicity: Strategies of Collective and Individual Impression Management », *Social Research*, vol. XL, n° 2, Summer 1973, p. 344-365.
 - **MALCOMSON H.**, *Creative Standardization: Danzon and the Port of Veracruz*, Mexico, PhD Thesis, Department of Sociology (PPSIS), University of Cambridge, 2010.
 - **MARTINEZ MONTIEL L.M.**, « La cultura africana : tercera raíz », in **G. BONFIL BATALLA** (éd.), *Simbiosis de culturas. Los inmigrantes y su cultura en México*, México, Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 111-180.
 - **MOERMAN M.**, « Le fil d'Ariane et le filet d'Indra. Réflexion sur ethnographie, ethnicité, identité, culture et interaction », in **C. LEBAT et G. VERMES** (éds), *Cultures ouvertes, sociétés interculturelles. Du contact à l'interaction*, Paris, L'Harmattan, vol. 2, 1994.
 - **MONTALVO TORRES A.**, *Salsa con sabor a Xalapeños. Una historia social de la salsa en Xalapa*, Xalapa, Universidad Veracruzana, 2009.
 - **MUÑOZ MATA L.**, « La presencia del Caribe en México. Una retrospectiva histórica », Segundo Foro Veracruz también es Caribe, Veracruz, Instituto Veracruzano de Cultura, 1990.
 - **NGOU-MVE N.**, « Los orígenes de las rebeliones negras en el México colonial », *Dimensión Antropológica*, Inah, vol. 16, 1999.
 - **PEREZ MONTFORT R.**, « El jarocho y sus fandangos vistos por viajeros y cronistas extranjeros de los siglos XIX y XX. Apuntes para la historia de la formación de un estereotipo regional », *Veracruz y sus viajeros*, México, Gobierno del Estado de Veracruz, 2001, p. 123-187.
 - **PEREZ MONTFORT R.**, *Estampas de nacionalismo popular mexicano. Diez ensayos sobre cultura popular y nacionalismo*, México, CIESAS, 2003.
 - **PEREZ MONTFORT R.**, « El negro y la negritud en la formación del estereotipo del jarocho durante los siglos XIX y XX », *Expresiones populares y estereotipos culturales en México. Siglos XIX y XX. Diez ensayos*, México, CIESAS, 2007, p. 175-210.
 - **RAIBAUD Y.**, « Peut-on parler de musique noire ? », *Volume ! La revue des musiques populaires*, vol. 6, n° 1-2, 2009, p. 171-175.
 - **RANCIERE J.**, préface au livre *Peaux blanches, masques noirs. Représentations du blackface, de Jim Crow à Michael Jackson*, Paris, éditions Kargo, 2008.
 - **RINAUDO C.**, « Lo afro, lo popular y lo caribeño en las políticas culturales en Cartagena y Veracruz », in **F. AVILA DOMINGUEZ, R. PEREZ MONTFORT et C. RINAUDO** (eds), *Circulaciones culturales. Lo afrocaribeño entre Cartagena, Veracruz, y La Habana*, México D.F., Publicaciones de la Casa Chata, 2011, p. 37-68.
 - **RINAUDO C.**, *Afro-mestizaje y fronteras étnicas. Una mirada desde el Puerto de Veracruz Veracruz*, Mexique, Editorial de la Universidad Veracruzana, 2012.
 - **SANSONE L.**, *Blackness without ethnicity. Constructing race in Brazil*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.
 - **SUE C.A.**, « The Dynamics of Color: Mestizaje, Racism and Blackness in Veracruz, Mexico », in **E.N. GLENN** (ed.), *Shades of difference: why skin color matters*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2009, p. 114-128.
 - **SUE C.A.**, *Land of the Cosmic Race: Racism, Race Mixture, and Blackness in Mexico*, New York, Oxford University Press, 2013.
 - **TAGG P.**, « Lettre ouverte sur les musiques "noires", "afro-américaines" et "européennes" », *Volume ! La revue des musiques populaires*, vol. 6, n° 1-2,

2009, p. 135-175.

- **VIQUEIRA J.P.**, « Reflexiones contra la noción histórica de mestizaje », *Nexos*, mayo 2010.
- **VOLUME!** *La revue des musiques populaires*, vol. 8, n° 2, 2011.
- **WADE P.**, *Music, Race and Nation. Musica tropical in Colombia*, Chicago, University of Chicago Press, 2000.
- **WADE P.**, « La mercantilización de la música negra en Colombia en el siglo XX », in **F. ÁVILA DOMÍNGUEZ, R. PÉREZ MONTFORT et C. RINAUDO** (éds), *Circulaciones culturales. Lo afrocaribeño entre Cartagena, Veracruz, y La Habana*, México D.F., Publicaciones de la Casa Chata, 2011, p. 147-164.

WEBOGRAPHIE SONORE

- **CENTRE de documentation du son jarocho**, <http://centrosonjarocho.blogspot.fr>

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

À partir d'une enquête de terrain menée dans la ville de Veracruz au Mexique, cet article explore les conditions selon lesquelles sont produites les identifications ethno-raciales renvoyant aux racines africaines du métissage. En l'absence de mobilisations militantes afrodescendantes dans cette région, c'est surtout dans le domaine de la musique populaire que l'on assiste à la mise en relief de la dimension culturelle dite noire ou africaine. Après avoir retracé les éléments qui ont contribué à la mise en œuvre d'une politique culturelle centrée sur cette dimension afro-caribéenne, l'auteur analyse les usages sociaux des catégories et des stéréotypes renvoyant au métissage et à l'héritage africain dans le discours des musiciens. À partir d'une description ethnographique d'une manifestation culturelle, il montre enfin comment s'exprime cette dimension africaine du métissage dans les espaces urbains.

- **CENTRE national de recherche et de diffusion du danzón**, <http://www.danzon.com.mx/>
- **CÓMOSUENA (Espace dédié à la diffusion de la musique afrocaribéenne et au son jarocho depuis le Mexique)**, <http://comosuenta.com>
- **GROUPE Juventud Sonera**, Veracruz (Page Facebook) : <https://www.facebook.com/pages/Juventud-Sonera/116975167452>
- **GROUPE Mono Blanco**, Veracruz (Page Facebook) : <https://www.facebook.com/pop.utxo?fref=ts>
- **GROUPE Patricio Hidalgo y el Afrojarocho**, <https://www.facebook.com/pages/Patricio-Hidalgo-y-el-Afrojarocho/136478713096509>
<https://www.youtube.com/watch?v=r70mWuOpWXU>
- **JAROCHELO (Portail dédié au Son Jarocho à Los Angeles, Californie)** : <http://jarocheo.com>

A partir de un trabajo de campo llevado a cabo en la ciudad de Veracruz (México), el texto trata de las condiciones de producción de las identificaciones etno-raciales remitiendo a las raíces africanas del mestizaje. En ausencia de movilizaciones militantes afrodescendientes en esa región, la dimensión cultural llamada negra o africana resalta más que todo en el ámbito de la música popular. En primer lugar, el autor analiza la dinámica social que contribuyó a la puesta en marcha de una política cultural centrada en esta dimensión afro-caribeña. Luego, toma en consideración los usos sociales de las categorías que sirven a calificar estas músicas. En fin, la descripción etnográfica de un programa cultural permite entender cómo esta dimensión africana del mestizaje se expresa en los espacios urbanos.

Based on a fieldwork carried out in the town of Veracruz (Mexico), this article explores the ethnic and racial identifications, which come under the



African roots of the *mestizaje*. In absence of afro militant mobilization in the area, it's mostly in the field of popular music, that one attends the highlighting of the black or African cultural dimension. At first, the elements, which contributed to the implementation of a cultural policy centred on the afro-Caribbean aspect,

are recalled. Then, the uses of social categories to qualify these music styles are analysed. Finally, the ethnographic description of a cultural program will allow us to understand how this African aspect of the *mestizaje*, is played on in the urban public space.

MOTS CLÉS

- musique populaire
- Veracruz
- métissage
- héritage africain
- ethnicité
- ethnographie urbaine

PALABRAS CLAVES

- música popular
- Veracruz
- mestizaje
- herencia africana
- etnicidad
- etnografía urbana

KEYWORDS

- popular music
- Veracruz
- mestizaje
- african heritage
- ethnicity
- urban ethnography

Nicolas Merveille*

Apprécier les impacts sociaux des activités minières au Pérou : une étude de cas à l'échelle de la région Ancash

Repenser la procédure de l'étude d'impact

Dans la plupart des régions du monde, un projet d'aménagement du territoire est légalement astreint à la mise en œuvre d'une série d'études d'impacts. L'objectif de la procédure – scientifique, technique et juridique – est de qualifier puis quantifier la portée d'une innovation ou d'une transformation (physique et immatérielle) pour les agents, leurs milieux de vie et leur interconnexion.

Les effets et les conséquences générés par l'apparition d'un nouveau composant ou d'un facteur inédit dans un espace-temps singulier sont généralement estimés d'après l'étalon coût/bénéfice qui consiste à comparer les aspects négatifs (perturbation) engendrés par l'événement inédit (traduits en valeur monétaire) avec les bénéfiques (les plus-values socioéconomiques) escomptés.

L'exécution d'une étude d'impact suit, bien souvent, une logique linéaire d'explicitation des événements qui émergent dans le monde et qui présupposent un lien direct et unilatéral entre un effet et sa conséquence. L'opération consiste à dresser des listes de facteurs dont on veillera à qualifier les effets et l'on tentera *in fine* d'en jauger les conséquences.

* Université Antonio Ruiz de Montoya (UARM) à Lima.

C'est la pratique de la mesure qui, par la fabrication de chiffres, aidera *a posteriori* à lever le voile de l'incertitude et à déterminer les niveaux d'impacts produits par les nouveaux agencements et équipements. Ce bilan comptable du projet est finalement envisagé par les aménageurs comme un outil d'aide à la prise de décision. On se trouve au cœur de la gouvernance par indicateurs où le chiffre avale les choix. Je ne développerai pas les analyses¹ pléthoriques qui ont été faites à l'égard de ce régime de gouvernance même s'il convient de préciser que je ne les ignore pas pour autant. J'ai toutefois repris un passage du livre *Désacraliser le chiffre dans l'évaluation du secteur public* d'Albert Ogien qui résume très bien l'idée que je souhaite développer dans le corps du texte :

«Il faut donc revenir à la distinction qu'Émile Durkheim a introduite entre le profane et le sacré. Pour lui, chaque société s'invente des choses auxquelles elle confère un caractère sacré. Cette opération consiste à soustraire cette chose à la critique humaine. Cette chose peut-être un élément naturel, un dieu ou une idée. Dans les sociétés rationalisées de longue date qui sont les nôtres, on peut prétendre que chacun est dans la disposition de conférer au chiffre les attributs de la sacralité, puisqu'il y semble communément admis que ce qu'un chiffre exprime est absolument immunisé contre le doute (comme le dit bien la maxime : le chiffre ne ment pas)» [Ogien, 2013, p. 75].

Mon intention n'est pas de questionner la légitimité de la mesure d'impacts que j'estime primordiale mais de souligner les limites de la procédure. J'entends, par ce travail, questionner les certitudes qui égarent parfois le scientisme quant à la prévisibilité des transformations des dynamiques territoriales :

«La définition d'un objet sacré engendre l'invention de règles qui en organisent le respect. Dans le cas du chiffre, un des objets de ce culte est l'objectivité scientifique. Avec la quantification des données administratives ce culte a été transféré dans l'ordre politique» [Ogien, 2013, p. 75].

De fait, il me semble plus judicieux de suivre l'invitation d'Ilya Prigogine à penser l'évolution et les transformations des territoires depuis une perspective probabiliste (formulation de scénarios des possibles évolutions) et se décharger de la peine de l'illusoire calcul de trajectoire des collectivités humaines [Allen P.M. *et al.*, 1988].

On n'évaluera le coût et le bénéfice d'un projet d'aménagement du territoire qu'en l'abordant sous l'angle de l'indétermination, plus précisément au travers du prisme de la probabilité, de l'incommensurabilité et de l'émergence. C'est une invitation à sortir de la logique photographique (ici et maintenant), statique par

1. Consulter en particulier les excellents travaux d'Isabelle Stengers, Albert Ogien et Alain Desrosières.



essence, pour s'orienter vers la formulation de scénarios où l'interconnexion entre les collectifs serait abordée depuis la variation et le changement.

Pour cela je souhaite reconsidérer la logique du processus d'identification puis de qualification des agents, des variables et des facteurs ainsi que leurs effets pour aborder autrement l'estimation du rapport coût/bénéfice de l'impact [Bell et Morse 1999; André *et al.* 2010]. L'œuvre de Whitehead est un apport conceptuel précieux pour charpenter ma proposition. Suivant sa recommandation, j'appréhende la notion d'impact au travers de la dynamique d'infection :

« Pour Whitehead, les parties ne composent pas le tout sans que le tout n'infecte les parties. En d'autres termes, l'identité, ou le mode enduring de structuration, du tout et des parties sont strictement contemporains. C'est pourquoi on peut utiliser le terme "infection", tant pour désigner les rapports entre tout et parties que pour décrire les relations de l'organisme vivant avec son environnement » [Stengers, 2002, p. 200].

En décrivant les pratiques des industries du narcotrafic et du vice, je montrerai qu'elles génèrent des infections, que je qualifie pour ma part de boucles d'insoutenable, au sein des territoires qu'elles s'arrogent.

Bien que les différentes parties prenantes soient absentes des grilles des études d'impacts, leurs manières de faire influent sur les logiques puis animent des variables jusqu'alors latentes qui finissent par restructurer les dynamiques sociales. La critique que je formule à l'égard des procédures de mesure des impacts est qu'elles ignorent superbement le potentiel infectieux de ces pratiques illicites au sein des secteurs licites.

Mon objectif est de comprendre comment les parties prenantes procèdent pour accroître ou maintenir leurs capacités d'appropriation². Une fois que les modalités d'appropriation sont décrites et comprises, il convient d'étudier la dynamique de transformation générée par les activités du narcotrafic et du vice. Par exemple, les fonds du narcotrafic et du vice participent au financement du système national des aires protégées péruviennes [Merveille, 2011]. Pour étayer mon propos je citerai Bertrand Saint-Sernin :

« Whitehead, à la différence de Cicéron, ne parle pas globalement de la solidarité des choses ; il parle d'une "solidarité entre beaucoup de choses actuelles". Par chance, l'univers n'est pas d'un seul tenant ; il est fait de régions ou, comme dit Whitehead, de "sociétés" de choses en devenir. Les processus réels d'interconnectivité ou de concrescence ne lient pas tout à tout, indistinctement » [Saint-Sernin, 2000, p. 84].

2. L'étude des modalités et procédures d'appropriation (de l'espace, du temps, des signes, des imaginaires, des ressources, du pouvoir) tout comme la gestion à leur accès, la définition de leurs usages et la régulation de leur acquisition est *la condition sine qua non* pour saisir le social. C'est en décrivant comment les agents procèdent pour s'arroger puis en identifiant ce qu'ils cherchent à acquérir que l'on pourra lancer une analyse sérieuse des dynamiques des territoires.

Saisir l'essence de l'instant, autrement dit comprendre l'actualité de l'interconnexion entre les parties prenantes qui donne vie au territoire, non s'en extraire (il faut tenter d'éviter l'écueil de la fuite en avant pour imaginer un futur), pour qualifier la nature du devenir³, c'est tout l'enjeu, du moins je le crois, de la formulation d'une étude d'impact. Or, dans la procédure contemporaine de quantification de l'effet et des conséquences, deux principes me posent problème :

(1) « la solidarité entre beaucoup de choses » n'est pas tant actuelle que donnée, instituée et apparemment immuable ;

(2) il me semble que seul le degré de variabilité de la solidarité entre les choses est pris en compte alors que bien souvent on assiste à une mutation de la nature même des liens de « solidarité entre beaucoup de choses actuelles ». En d'autres termes, le projet d'aménagement infecte « les solidarités entre beaucoup de choses actuelles » qui en se métamorphosant animent à leurs tours des variables latentes, des sociétés et des régions du territoire. C'est ainsi que l'on observe au Pérou l'apparition de boucles d'insoutenabilité qui reconfigurent les dynamiques sociales.

Le chiffrage du méga-projet minier Antamina

Pour mener à bien mon projet je décrirai les évolutions des dynamiques territoriales d'une haute vallée andine, le Callejon de Huaylas, au Pérou, qui, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, se recompose du fait de l'implantation d'une myriade d'entreprises d'extraction minière et le développement, quelque peu anarchique, des activités touristiques.

Les chercheurs francophones⁴ en sciences sociales qui travaillent dans cette contrée des Andes s'accordent sur le fait que le tremblement de terre qui s'est produit en 1970 fut l'événement qui conduisit à la reconfiguration culturelle, sociale et économique contemporaine de la région Ancash. Les victimes qui survivaient au drame, devenues pour la plupart orphelines, fuyaient le champ de ruines pour panser leurs plaies et tenter de faire leur deuil. Les habitants du Callejon de Conchucos et de la ville côtière de Chimbote profitaient du programme de reconstruction de la ville de Huaraz exécuté par la coopération technique internationale. La ville de Huaraz se repeuplait d'immigrés. Les survivants autochtones partaient pour d'autres régions ou préféraient s'installer dans les zones

3. Le terme devenir est ici utilisé au sens deleuzien : « Dans tout dispositif, il faut distinguer ce que nous sommes (ce que nous ne sommes déjà plus), et ce que nous sommes en train de devenir : la part de l'histoire, et la part de l'actuel. L'histoire, c'est l'archive, le dessin de ce que nous sommes et cessons d'être, tandis que l'actuel est l'ébauche de ce que nous devenons » [Deleuze, 1989], *Foucault, historien du présent*, extrait de l'intervention au colloque « Michel Foucault, philosophe », 1988.
4. Doris Walter, Thierry Lefebvre.



périurbaines de la capitale. La culture *huaracina* se couplait à la quotidienneté du *cono norte* de Lima apportant sa part de mythes et de rites aux légendes urbaines.

À l'instar du roman-fleuve *Nostramo* de Joseph Conrad, nous prendrons le temps de poser le décor et les personnages. La conclusion servira à ouvrir le récit d'une histoire qui, en réalité, vient de s'amorcer. Dans cet univers complexe et bouillonnant, la mine est le pôle d'attraction (l'attracteur) où vient se télescoper une pluralité d'intérêts et de logiques.

Intéressons-nous, tout d'abord, au domaine du développement économique⁵, c'est-à-dire au chiffrage de l'opération ainsi qu'à la quantification de ses répercussions financières. Ludwig Huber qualifie le projet de la compagnie Antamina de mégaprojet du fait des quasi 2,3 milliards de dollars US qui ont été investis pour construire les infrastructures et rendre opérationnelle l'extraction des différents minerais :

«La compagnie Antamina a construit 210 kilomètres de routes, une ligne de transmission électrique de 57 kilomètres ainsi qu'une canalisation de 302 kilomètres pour transporter le minerai sous pression jusqu'au port de Huarney» [Huber, in De Echave *et al.*, 2009, p. 100].

Implanté à une altitude moyenne de 4 300 mètres dans le district de San Marcos du Callejon de Conchucos, en région Ancash, à plus ou moins 270 kilomètres au nord-est de Lima et 111 kilomètres de Huaraz, le théâtre des opérations est principalement constitué d'une mine à ciel ouvert, d'un bassin de résidus, d'un bassin d'eau douce, d'une plateforme de concentration, d'une décharge pour les gravats et d'un campement.

Jusqu'en 2009, le site d'extraction de la compagnie Antamina était considéré comme la troisième mine de zinc au monde qui extrayait et traitait 70 000 tonnes de minerais par jour. La durée d'exploitation avait été estimée à vingt ans. Pourtant, le 5 juillet 2010, la compagnie Antamina présentait au ministère de l'Énergie et des Mines son projet de modification de l'étude d'impact environnemental pour l'accroissement de réserves et l'optimisation du plan de dynamitage⁶. Ces nouveaux aménagements rendent désormais obsolètes les études de faisabilité et d'impact environnemental de la période 1996-1998 tout comme les recherches publiées jusqu'alors puisqu'il est annoncé que ces travaux permettront d'augmenter la quantité d'extraction et le traitement du minerai à 130 000 tonnes

5. Gabriel Tarde écrit : «De fait, la notion du développement est liée à celle de la quantité» [Tarde, 1999, p. 84].

6. Compañía Minera Antamina S.A., *Modificación del Estudio de Impacto Ambiental del proyecto Minero Antamina por Incremento de Reservas y Optimización del Plan de Minado*, 25 de junio del 2010, Ministerio de Energía y Minas. [Http://intranet2.minem.gob.pe/web/archivos/dgaam/inicio/resumen/RE_2007217.PDF](http://intranet2.minem.gob.pe/web/archivos/dgaam/inicio/resumen/RE_2007217.PDF)

par jour pouvant atteindre jusqu'à 175 000 tonnes par jour. Je reviendrai sur les conséquences du doublement du tonnage au cours du texte.

Lors de la phase de construction, de 1999 à juin 2001, des différentes infrastructures (avant exploitation), la compagnie Antamina a contracté les services de cinquante entreprises qui employèrent une main-d'œuvre de 9 795 personnes et a généré indirectement 35 262 emplois [Merveille, 2010].

La production commerciale de la compagnie Antamina débutait en octobre 2001. En décembre 2003, 1 332 personnes étaient employées à durée indéterminée et déterminée. 96 % d'entre elles étaient péruviennes, 192 provenaient de la région d'Ancash – soit 14 % de la main-d'œuvre de l'entreprise –, 112 étaient qualifiés de personnels permanents et 80 de travailleurs temporaires [Compañía Minera Antamina, 2004]. Du fait de la haute technologie du process et du niveau de compétence requis pour travailler sur le site d'exploitation, il était pronosticable que l'implantation de ce site d'extraction ne s'accompagne pas d'un recrutement important dans le vivier de main-d'œuvre locale. Les chiffres rendus public en 2005 faisaient état d'une augmentation du personnel: 1 463 travailleurs. 16 % de l'équipe était originaire du district de San Marcos alors que 77 % de la main-d'œuvre provenait d'autres régions du Pérou [Compañía Minera Antamina, 2006].

TABEAU 1. EMPLOI DIRECT DE L'ANNÉE 2005

	Proche de la Mine	De la région Ancash	D'autres régions du Pérou
Mine	212	97	987
Ville de Huaraz	0	2	4
Le port	14	5	85
Siege social de Lima	0	0	49
Ville de San Marcos	1	2	5
Total	227 (16 %)	106 (7 %)	1130 (77 %)

Source : CMA, Plan de Cierre de la Mina Antamina. 2006

L'extension du site d'extraction et de traitement des minerais créera 225 postes supplémentaires. Les recrutements se feront directement dans le bassin de l'emploi du district de San Marcos.

La question de la plus-value minière au sein des territoires

Selon l'article 77 de la Constitution politique du Pérou (1993), les gouvernements régionaux perçoivent un pourcentage du montant total des impôts prélevés par l'administration centrale sur les activités industrielles qui exploitent



les ressources naturelles de leur juridiction. Les fonds sont récoltés puis redistribués au sein d'un dispositif intitulé *canon*. Conformément à la loi n° 2756 de juillet 2001, qui dresse le cadre légal de la gestion du *canon minero*, puis tenant compte des textes de loi postérieurs (loi n° 28077 du 26 septembre 2003, loi n° 28322 du 10 août 2004, loi n° 29281 du 25 novembre 2008), qui sont venus modifier la ventilation des fonds, la répartition de l'argent s'organise de la façon suivante: (i) 10% pour le gouvernement régional du district où sont exploitées les ressources. De cette somme, le gouvernement se doit d'investir 30% en projets d'infrastructures pour améliorer les conditions de vie des communautés de la zone d'influence de la mine; (ii) 25% de la somme est distribuée entre les gouvernements locaux des districts et provinces de la zone où sont exploitées les ressources naturelles; (iii) 40% de la somme est répartie entre les gouvernements locaux et provinciaux du département où sont exploitées les ressources naturelles; (iv) 25% du montant est adressé au gouvernement régional qui reversera 20% de la somme qu'il a reçue aux universités publiques de son territoire.

Le département Ancash a reçu, pour la période 2001-2008, 3,475 milliards de nuevos soles. Néanmoins, depuis l'année 2007, la chute des prix des métaux comme le cuivre et le zinc, induit une diminution des transferts du *canon minero*. D'après le ministère de l'Économie et des Finances, le volume financier transféré aux différentes institutions de la région Ancash s'élevait en 2007 à 1 628 350 nuevos soles alors qu'en 2011 il n'était plus que de 756 046 nuevos soles. Une réduction de 54%.

Les travaux d'amplication de la zone d'extraction et de traitement supposent qu'entre les années 2009 et 2029 (date à laquelle les stocks de minerai seront épuisés) les institutions de la région Ancash auront bénéficié d'un montant total de 2,723 milliards de dollars US par le biais du *canon minero* ainsi que 530 millions de dollars US pour le concept de redevance entre 2016 et 2029. De plus, le montant moyen annuel des dépenses de la compagnie Antamina en « Biens et Services » provenant de la région Ancash a été réévalué à 5 millions de dollars US soit 119% d'augmentation par rapport à l'année 2009.

Cette reconfiguration de la plateforme des opérations de la compagnie Antamina conduit aux estimations suivantes: la mine générera un impact économique de l'ordre de 0,8% du produit intérieur brut (Pib) du Pérou pour les vingt prochaines années et représentera près de 18% du Pib de la région Ancash.

À l'échelle internationale, la compagnie Antamina est qualifiée de « responsable » et s'est vue remettre un certain nombre de prix pour sa stratégie « d'éthique entrepreneuriale » [Echave, 2009]. Au plan national, en décembre 2006, le gouvernement péruvien et les représentants du secteur minier signaient un accord de création d'un programme général d'apports volontaires. C'est ainsi que les différentes compagnies s'engagèrent à apporter volontairement entre 1% et 3,75% de leurs gains après imposition à des associations ou fondations indépendantes créées à cet effet. La compagnie Antamina annonçait, en 2007, la constitution de

son fond minier Antamina (FMA) qui était alimenté à hauteur de 3,75% de ses bénéficiaires. Au 31 mai 2010, le FMA aurait déjà injecté 145 300 000 dollars US dans différents programmes sociaux et d'infrastructures.

L'association Cad⁷ – citoyens à jour –, dont l'analyse se base sur l'information publiée par le ministère de l'Économie et des finances, a estimé qu'en 2011 les administrations publiques n'avaient utilisé que 71% des fonds alloués pour l'année. En 2005, le ministère de l'Économie et des Finances avertissait que 300 millions de dollars US du canon minero étaient gelés au niveau des gouvernements municipaux et régionaux pour cause d'incapacité technique à la formulation et la mise en œuvre de projets d'aménagements des territoires.

Les gouvernements locaux basés dans la région Ancash ne dérogent guère à cette règle puisqu'en moyenne les dépenses engagées ne représentent que 63% du montant total de leurs budgets annuels. Par exemple, le district d'Uco, non loin du site d'extraction de la compagnie Antamina, fait partie des vingt gouvernements locaux du pays qui ont le moins utilisé les fonds qui leur avaient été alloués pour l'exercice de l'année 2011. Concrètement, les dépenses effectuées par le gouvernement local du district d'Uco ne représentent que 26% du montant total de son budget alors qu'en 2005 l'indicateur de développement humain (IDH) avait été évalué à 0,5641.

Javier Arellano Yanguas, qui a analysé l'incidence des transferts du *canon minero* sur la qualité des politiques publiques mises en œuvre par les municipalités et les gouvernements régionaux, considère qu' :

« À l'échelle régionale, les transferts du *canon minero* n'ont eu aucun effet bénéfique réel dans le développement de l'économie ni dans l'amélioration des indicateurs de bien-être pour la période 2002-2008. À l'échelle locale, les municipalités qui bénéficièrent majoritairement du volume de transferts du *canon minero* entre 2001 et 2007 n'ont guère plus amélioré leurs indicateurs de bien être durant la période 1997-2007 que le reste des municipalités du pays »⁸ [Arellano Yanguas, 2011, p. 213].

La région Ancash, une illustration de pouvoirs forts mais d'un État faible

Interpellé par la situation et pressé par la Banque mondiale, le gouvernement d'Alan Garcia sollicitait l'appui de la Société financière internationale (IFC)⁹ pour accompagner les gouvernements locaux dans leur gestion des subventions.

7. CAD, Ejecución Presupuestal de los Gobiernos Locales 2011, BoletínCAD, n°136-18 de enero-2012. http://www.ciudadanosaldia.org/boletines/repositorio/b136/BoletinCAD_136_Ejecuci%C3%B3n_Gobiernos_Locales.pdf

8. Traduit par l'auteur.

9. Consulter le site web : <http://www.ifc.org/french>



Le 28 mars 2007, le président du Conseil des ministres (PCM), le président de la Société nationale des mines du pétrole et de l'énergie (SNMPE), le président de la Confédération nationale des institutions entrepreneuriales privées (CNIEP) et le gérant général des Bureaux et services d'Amérique latine et Caraïbes de l'IFC, signaient l'accord de création du Programme national du canon minier du Pérou (*Programa Canon*)¹⁰.

L'objectif du programme Canon est de : « Contribuer à un usage plus efficient des bénéfices fiscaux qui proviennent du secteur minier pour le développement local ainsi que renforcer les capacités municipales pour convertir les fonds versés dans le cadre du canon minier en investissements viables pour le développement local au sein de la juridiction municipale et la lutte contre la pauvreté »¹¹.

Depuis sa création le *Programa Canon* propose un bouquet de formations à l'attention des élus et fonctionnaires des gouvernements locaux ainsi que des guides pour formater les procédures de gestion sur des modèles formalisés et standardisés des pays de l'OCDE. L'enjeu est évidemment de première importance puisqu'il s'agit à fois de décongestionner le dispositif d'investissement à toutes les échelles du territoire mais aussi de rendre opérationnels les différents mécanismes de redistribution des revenus liés au modèle de développement extractiviste [McPhail, 2008].

À titre d'illustration, Arellano écrit :

« Seulement en 2008, Antamina a investi 4,6 millions de dollars dans le renforcement institutionnel de cinq gouvernements municipaux – Huaraz, Huari, Huarmey, San Marcos et Chavin de Huantar » [2011, p. 216].

Dès à présent, l'objectif pour le secteur minier est de formaliser et rendre transparent le fonctionnement de l'administration publique en s'appuyant sur les manuels de la mise en œuvre de la bonne gouvernance des institutions internationales. J'appréhende, quant à moi, le dysfonctionnement de l'administration péruvienne non comme le symptôme d'une quelconque « pathologie » du régime politique mais plutôt comme l'expression symptomatique de logiques sociales qui découlent des règles de la vie collective au Pérou [Merveille, 2013].

Les conditions de création du ministère de l'Environnement (MINEM) sont une formidable opportunité pour éclairer ce qui se joue. La publication, le 14 mai 2008, du décret législatif n° 1013 de loi de Création, organisation et fonctions du MINEM entérinait la naissance d'un nouvel acteur dans la gestion territoriale. Un mois et douze jours plus tard, l'article 2 du décret législatif n° 1039

10. <http://www.programacanon.org.pe/>

11. Confiep, IFC, PCM, SNMPE, Poniendo el Canon Minero al Servicio del Desarrollo Local – Acuerdo Interinstitucional para el Programa Nacional del Canon Minero en el Perú-. PCM, 2007. <http://sd.pcm.gob.pe/contenido/631/CONVENIO%20Canon%20Minero.pdf>

venait préciser et spécifier les pouvoirs et champs d'action de cette nouvelle entité. C'est ainsi que nous apprenions, le 26 juin 2008, que les évaluations d'impacts des activités extractives resteraient pilotées par le ministère des Énergies et des mines (MINEM) et que le nouveau ministère aurait le droit, s'il le réclamait, de réviser l'adéquation des opérations avec la normativité du Système d'évaluation de l'impact environnemental.

Il est aujourd'hui de notoriété publique qu'Alan Garcia ne se réjouissait pas à l'idée d'être le président qui favoriserait l'émergence d'un cadre légal de protection de l'environnement. Or, la création du MINEM était une des conditions imposées par les États-Unis pour signer le Traité de libre commerce entre les deux pays. Utiliser l'inexpérience de l'équipe du MINEM, une fois le traité signé, pour légitimer le pilotage des évaluations d'impacts environnementales par le MINEM fut un coup politique très bien joué par le chantre du modèle de croissance économique basé sur l'extraction et l'exportation des ressources non renouvelables de la terre inca [Merveille et Lahmani, 2011].

Finalement, ce stratagème éclairait ce qui se déroulait dans les coulisses de l'État : institutionnaliser l'incohérence pour la rendre systémique afin de garder le pouvoir. Le gouvernement Garcia usait d'une stratégie qui est également employée aux échelles régionale et municipale au Pérou : pouvoirs forts-État faible.

La déferlante de chiffres économiques colportée par les entreprises d'extraction et certaines administrations publiques ne nous informe en rien sur la nature des incidences de cette vague d'investissements. Le travail de Javier Arellano Yanguas a le mérite d'insister sur les précautions à prendre lorsqu'on aborde le montant des transferts, leurs utilisations et leurs impacts réels sur les dynamiques territoriales.

Isabelle Stengers, dans son ouvrage *Penser avec Whitehead*, reprend la jolie formule de celui-ci « l'erreur du concret mal placé » (*misplaced concreteness*) qu'elle explicite par le fait que « l'erreur est d'abord une exagération, une portée exagérée accordée à un incontestable succès » [Stengers, 2002, p. 133]. Pour ma part, je montrerai dans les prochaines lignes que c'est la potentialité des activités d'extraction comme vecteur de bien-être et de progrès qui verse dans l'exagération tandis que ses conséquences sociales sont clairement mésestimées.

Reconfiguration des dynamiques sociales en région Ancash

Amorçons notre exploration en découvrant la routine du personnel de l'industrie de l'extraction. En règle générale, le roulement entre les périodes d'activité et de repos s'organise de la façon suivante : 20 jours successifs œuvrés pour dix jours de congé. L'employé qui est responsable de famille profitera de ce moment pour retrouver les siens. Dans le cas inverse, la personne choisira de se reposer et de



se divertir dans la ville de Huaraz. Le pouvoir d'achat de la main-d'œuvre des entreprises minières est supérieur à celui de la fonction publique ou des PME de la région. L'étude de marché sur le logement social de la ville de Huaraz, réalisée par le fond Mivivienda, fait état d'un niveau de revenu familial mensuel net qui varie entre 700 et 1 500 nuevos soles (44%) alors que seul 4,3% des foyers interrogés affirmaient percevoir des revenus mensuels supérieurs à 3 000 nuevos soles.

La ville de Huaraz qui compte 119 039 habitants selon le recensement de 2007 dont 56,4% de la population est âgée de 25 à 34 ans a vu l'apparition d'un marché sexuel concomitant à l'expansion des activités extractives et de l'industrie du tourisme. Il n'y a, à ce jour, aucune donnée fiable qui pourrait nous aider à quantifier le phénomène mais l'installation, dans les années 1990, d'un district « rose » illégal à la sortie de Huaraz, dans le bourg de Vishay, nous incline à penser que le nombre de femmes qui se prostituent s'élève à plusieurs centaines. À ce chiffre il nous faut ajouter de nombreuses adolescentes qui monnaient leurs relations dans les bars et discothèques de Huaraz pour payer leurs études et améliorer leur quotidien.

Revenons à un employé représentatif d'une compagnie minière de la région Ancash pour typiser ses pratiques nocturnes. Après une période de vingt jours passés en altitude le voilà immergé dans un terrain de jeu cathartique puisque Huaraz compte d'innombrables lieux de divertissements où l'on s'adonne à la consommation de cocaïne. Le produit, qui vient tout droit de l'Alto Huallaga, est jugé d'excellente qualité et s'achète à un prix très inférieur aux prix pratiqués en Occident [Undoc, 2011]. Le mélange alcool-cocaïne augmente *in fine* la quantité consommée des deux produits. Désinhibé, le comportement de l'employé favorise la rencontre avec des prostituées. Le profil type de la jeune femme qu'il rencontrera dans le bourg de Vishay est une mère-célibataire, d'origine provinciale, qui pour financer l'éducation de son ou ses enfants a choisi, souvent, de les confier à leurs grands-parents¹² le temps de générer un peu d'épargne en se prostituant.

La jeune femme paye généralement le loyer (200 dollars par mois) de la pièce où elle reçoit ses clients. Elle leur facture 10 soles pour l'acte. L'objectif fixé par le responsable de l'établissement est de 100 soles par jour. Une fois l'objectif atteint, elle peut s'enfermer pour se reposer. La majorité de ces femmes travaillent tous les jours jusqu'à souffrir d'un problème de santé qui les obligera à renoncer. En moyenne, une jeune fille, « qui a du succès », peut accueillir quotidiennement une quinzaine de clients. De temps à autre, elle recevra un employé d'une entreprise minière qui lui proposera de la « rémunérer » 50 soles pour l'acte, c'est-à-dire 5 fois plus que la tarification en vigueur, afin de s'affranchir de l'usage du préservatif. Au 30 septembre 2011, la Direction régionale de santé d'Ancash (Diresa)

12. Les grands-parents sont souvent mis dans la confiance et mentent délibérément à leurs petits-enfants.

avait enregistré 728 personnes infectées par le VIH et 441 personnes qui avaient déclaré être atteintes du sida. Les enquêtes démontrent que dans 96 % des cas, la contraction de la maladie est la conséquence d'une relation sexuelle non protégée. Selon l'Unicef, le Pérou compte aujourd'hui plus de 75 000 personnes qui ont contracté la maladie et la tendance va à la féminisation de la maladie.

L'ensemble de ces chiffres sont tout à fait critiquables du fait du système d'enregistrement des personnes contaminées. En effet, tous les hôpitaux ou centres de santé de la région ne renseignent pas les bases statistiques de l'administration centrale. Qui plus est, l'activité touristique liée au Parc national Huascarán et le patrimoine archéologique de la région Ancash démultiplient les risques de contamination entre la population résidente et les touristes. La base statistique du ministère du Commerce extérieur et du Tourisme (MINCETUR) nous informe que les hôtels de Huaraz ont logé 76 362 touristes nationaux et internationaux pour l'exercice 2011. Sans pour autant céder à l'alarmisme, nous souhaitons attirer l'attention sur les relations qui existent entre les personnes non-résidentes et l'industrie du sexe et de la drogue. Une proportion non négligeable de visiteurs s'adonne à des pratiques illicites, participant de ce fait, à l'essor économique de ce secteur. Le voyageur, quel qu'il soit, pourra contracter ou transmettre le VIH à Huaraz sans que cela soit enregistré ou consigné par les administrations.

Le monde de la paysannerie, loin d'être spectateur, s'initie à de nouvelles pratiques dans l'habitat urbain. Nombreuses sont les communautés paysannes qui ont créé leurs associations de porteurs et guides afin de prêter leurs services aux touristes. Les organisations à finalité non lucratives environnementalistes ont vu dans l'activité touristique un nouveau levier d'amélioration des conditions de vie des *campesinos* d'Ancash. Elles précipitent, chaque fois plus, la petite paysannerie dans la logique mercantile sans pour autant l'assurer de maîtriser les évolutions de ce marché. Le père de famille qui aspire à un meilleur dessein pour sa filiation la pousse à étudier et cherche à l'installer dans la ville. Rapidement, les jeunes hommes et femmes de la campagne s'affranchissent des règles et des codes de leur collectivité pour adopter les manières de faire des *gens de la ville*. Les premiers clients des maisons closes de Vishay sont désormais les jeunes hommes issus des communautés paysannes implantées dans la périphérie de Huaraz :

« Moi, je travaille essentiellement avec des adolescents des communautés. Au fil des années ils sont de plus en plus jeunes, pressés par leurs aînés pour se dépuceler. Le problème, c'est qu'ils ne veulent pas utiliser de préservatif »¹³.

L'étude épidémiologique des patients diagnostiqués séropositifs pour le VIH nous enseigne que les malades sont généralement des hommes d'une trentaine d'années qui vivent à Lima ou dans les villes moyennes du littoral. Cependant, le

13. Entretien réalisé avec une jeune femme qui se prostitue dans un bordel de Vishay, septembre 2005.



profil des patients dans *la sierra* et *la selva* péruvienne tend à se diversifier¹⁴ et les campagnes de dépistage découvrent chaque année de nouveaux porteurs du VIH dans des zones jugées, jusqu'alors, peu vulnérables parce que difficiles d'accès ou isolées.

Dans la région Ancash, en 2011, 13 personnes abandonnaient le traitement¹⁵ contre la maladie pour des raisons domestiques (éloignement des centres de soins, complication familiale, migration) et depuis le premier cas de VIH dépisté à Huaraz en 1988, 48 personnes sont décédées des suites de la maladie.

Ces dix dernières années, l'office des Nations unies contre la drogue et le crime (Undoc) a constaté une extension constante (de 4 à 5 % par an) des cultures de coca [Labrousse *et al.*, 2008]. En 2010, l'organisation estimait cette superficie à 61 200 ha :

«Jusqu'en 2000, le rendement moyen annuel d'un hectare de coca était d'une tonne de feuilles sèches. À partir de l'année 2004, ce rendement est passé à 2,2 tonnes pour atteindre ces dernières années plus de 2,5 tonnes par hectare. C'est-à-dire que l'augmentation de la surface agricole de la coca (41 % pour la décennie) s'est accompagnée d'un accroissement du rendement unitaire de 150 %. Ce gain de productivité a généré un impact direct sur le volume de production de cocaïne » [Undoc, p. 11].

Les économistes Peter Pedroni et Concepción Verdugo Yepes [2011] se sont essayés à caractériser les relations entre la production illicite de coca et l'activité économique licite au Pérou. Dans les années 1990, plusieurs chercheurs [Shams 1992; Thobani; Alvarez 1995] avaient déjà apprécié que le Pérou bénéficiât des revenus de l'exportation de la cocaïne à hauteur de 550 millions de dollars US (chiffre de Thobani) et 1 milliard 600 millions de dollars US (chiffre d'Alvarez), c'est-à-dire entre 23 et 40 % des exportations légales de l'époque. Ces estimations, qui variaient du simple au double, soulignaient, plus que tout, l'absence de fiabilité des données existantes. La tâche de Pedroni et Verdugo a été compliquée par le même type d'obstacle. Toutefois, les deux auteurs, qui sont convaincus de la contamination du licite par l'illicite, invitent les autorités publiques à enquêter sur les intrications du légal et de l'illégal pour, *a posteriori*, mieux appréhender les leviers ou au contraire les freins qui participent, ou contrarient, le dynamisme économique des territoires [Valencia *et al.*, 2003].

Au plan national, l'Institution de supervision et contrôle des activités extractives (Osinermin) collabore étroitement avec les équipes de l'anti-drogue péruvien (Dirando) afin de tracer l'origine des investissements. Le 13 janvier 2012 à Huaraz, le conseiller régional d'Ancash Jesús Rodríguez Fuentes

14. Les adolescents sont dès à présent identifiés comme la population la plus vulnérable.

15. Dans la région Ancash, 282 malades bénéficient du programme national de traitement contre le VIH et 218 autres personnes sont également prises en charge par des organismes privés.

s'adressait dans son discours au président du Conseil régional pour le sensibiliser à l'émergence du problème de l'extraction minière illégale financée par les activités du narcotrafic. Les services du ministère de l'Énergie et des mines ont recensé 15 000 personnes travaillant de façon informelle et illégale à l'extraction de l'or du sous-sol de la Cordillère noire du Callejon de Huaylas. C'est huit fois plus que le nombre d'employés de l'entreprise Antamina après l'extension de son site d'extraction en 2010.

Lors du 10^e Symposium de l'or¹⁶, Elmer Cuba, directeur du cabinet d'audit Macroconsult, a annoncé que 22% de la production¹⁷ de l'or au Pérou est illégale et ampute le budget de l'État de plus de 350 millions de dollars US de recette fiscale¹⁸. Plus de 100 000 personnes seraient directement insérées dans cette activité informelle et 400 000 de manière indirecte, ce qui motive Elmer Cuba à considérer que le secteur minier illégal est désormais plus important en volume financier que le narcotrafic.

L'enjeu de la production et la gestion des connaissances

Les phénomènes et situations que j'ai décrits précédemment sont le produit d'une méconnaissance totale et d'une incompréhension certaine des dynamiques sociales par la jeune technocratie de l'administration publique péruvienne. Si, bien souvent, les critiques de la société civile se focalisent sur la conception des projets d'aménagement, je considère, pour ma part, que le monde universitaire péruvien a également une grande part de responsabilité dans ce fiasco social [Merveille, 2013b].

De fait, l'investissement dans la pratique de la recherche ainsi que dans la production de nouvelles connaissances scientifiques est quasiment nul depuis la fin des années 1980. Les analystes des politiques publiques notent, d'ailleurs, qu'elles ne s'adosent pratiquement plus à des études scientifiques rigoureuses mais répondent souvent à des logiques clientélistes :

« Il n'est pas besoin de chiffres pour exercer un pouvoir autoritaire, gouverner en autocrate, instaurer le despotisme ou un régime totalitaire. On pourrait même dire que la quantification en est un antidote. Ce sur quoi je veux insister, c'est que la numérisation du politique conduit insidieusement à rendre légitime l'idée selon laquelle une décision prise au nom du bien commun, peut, pour assurer son efficacité et sans porter atteinte aux droits des citoyens, se passer de procédure de délibération » [Ogien, 2013, p. 59].

16. 10^e Symposium de l'or, 14-15-16 mai 2012, Lima.

17. L'exportation d'or illégale représenterait pour l'année 2012 : 1,8 milliard de dollars US.

18. La somme annoncée ne prend pas en compte la production informelle de Madre de dios qui est la plus importante du pays.



Ce qui ressort de ces faits, c'est que toutes les conditions ont été réunies pour marginaliser des sujets déjà vulnérabilisés par le contexte sociopolitique contemporain du Pérou. Les propos du 6 mars 2014 du ministre Eleodoro Mayorga¹⁹, lors de la présentation du « Livre blanc des hydrocarbures »²⁰ à la Société péruvienne des hydrocarbures, ont confirmé la politique d'accaparement de l'ensemble des espaces et des ressources du territoire national afin de les valoriser sur des marchés internationaux.

La raison invoquée par le ministre est d'assouplir les procédures juridiques afin de faciliter l'obtention des permis d'extraction. Si cela se concrétisait, ce serait une remise en cause des efforts qui ont été menés depuis 2008 pour formuler la nouvelle normativité du Système national d'évaluation d'impact environnemental, une fragilisation supplémentaire du précaire ministère de l'Environnement.

La seconde étape sera, sans nul doute, la remise en cause de la *Ley de Consulta* qui a été ratifiée par le premier gouvernement d'Ollanta Humala. Vécue comme un obstacle majeur par les organisations privées à finalité lucrative, elle est également perçue comme un véritable « bug » par les fonctionnaires des ministères des Finances, de l'Énergie et des Mines et de l'Intérieur. À l'instar de la normativité environnementale, on assistera vraisemblablement dans ces prochaines années à la modification des textes de loi qui permettraient aux populations autochtones d'émettre un point de vue sur leur devenir.

19. Ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou.

20. Le livre blanc des hydrocarbures signale que dans le cadre des modifications du *Règlement pour la Protection de l'Environnement* (en cours d'élaboration), il se discutait la possibilité de supprimer « les études d'impacts environnementales pour les activités sismiques ». Une initiative jugée intéressante par le ministère de l'Énergie et des Mines qui a été mentionnée dans sa note de presse n° 451-14.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN Peter, ENGELEN Guy, SANGLIER Michèle, « L'évolution des collectivités humaines », in Jean-Pierre BRANS, Isabelle STENGERS et Philippe VINCKE (dir.), *Temps et devenir*, Genève, Éditions Patiño, 1988.
- ANDRÉ Pierre, DELISLE Claude-E, REVÉRET Jean-Pierre, *L'évaluation des impacts sur l'environnement : processus, acteurs et pratique pour un développement durable*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 3^e édition 2010.
- ARELLANO YANGUAS Javier, *¿Minería sin fronteras?: conflicto y desarrollo en regiones mineras del Perú*, Lima, IEP, PUCP, UARM, 2011.
- BELL Simon, MORSE Stephen, *Sustainability indicators, measuring the immeasurable?*, Londres, Earthscan, 1999.
- BERTHOZ Alain, *La simplicité*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2009.
- COMPAÑIA MINERA ANTAMINA, *Plan de Cierre de la Mina Antamina*, 2006.
- COMPAÑIA MINERA ANTAMINA, *Reporte de Sostenibilidad 2003*, édité par la Gérance de communication corporative, 2004.
- DELEUZE Gilles, *Foucault, historien du présent*, extrait de l'intervention au colloque « Michel Foucault, philosophe », *Magazine littéraire* 257, septembre 1988.
- DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.
- ECHAVE DE J., DIEZ A., HUBER L., REVESZ B., LANATA X.R., TANAKA M., *Minería y Conflicto Social*, Lima, IEP, CIPCA, CBC, CIES, 2009.
- LABROUSSE Alain, FIGUEIRA Daurius et CRUSE Romain, « Évolutions récentes de la géopolitique de la cocaïne », *L'Espace politique* [En ligne], 4 | 2008-1, mis en ligne le 11 mai 2009, Consulté le 17 mai 2012. URL : <http://espacepolitique.revues.org/index691.html>
- McPHAIL Kathryn, *Sustainable development in the mining and minerals sector: the case for partnership at local, national and global levels*, Londres, ICMM, 2008.
- MERVILLE Nicolas, « La relation au temps chez Jacques Weber », in Meriem BOUAMRANE et al. (dir.), *Rendre possible, Jacques Weber, itinéraire d'un économiste passe-frontières*, Paris, Quae éditions, 2013(a).
- MERVILLE Nicolas, « La nature sur mesure », *Revue du MAUSS – Que donne la nature ? L'écologie par le don*, n° 42, La Découverte, p. 191 – 201, 2013(b).
- MERVILLE Nicolas, « Déferlante d'enclosures au Pérou : une nouvelle vague d'altération du lien social et des rapports Nature-Cultures », *Droit et cultures*, 2011, n° 62, p. 177-193.
- MERVILLE Nicolas, « Logique procédurale et dispositifs de mesure. Ethnographie d'une ONG de conservation et développement au Pérou », thèse de doctorat d'anthropologie sociale, EHESS-LAS, 2010.
- MERVILLE Nicolas, LAHMANI Jacqueline (dir.), « L'homogène et le pluriel », *Droit et Cultures*, 2011, n° 62.
- MIYASHIRO Luis, MAZUELOS Gisella, VEGA Rosario et YAIPEN Yulliana, *Estudio De Mercado De La Vivienda Social En La Ciudad De Huaraz*, Fondo Mivivienda S. A. Lima, Agosto 2009.
- OGIE Albert, *Désacraliser le chiffre dans l'évaluation du secteur public*, Paris, éditions Quae, 2013.
- PEDRONI Peter, VERDUGO YEPES C., *The Relationship between Illicit Coca Production and Formal Economic Activity in Peru*, IMF, Working paper 11/182, 2011.
- SAINT-SERNIN Bertrand, *Whitehead, un univers en essai*, Paris, Vrin, 2000
- STENGERS Isabelle, *Penser avec Whitehead. Une libre et sauvage création de concepts*, Paris, éditions du Seuil, 2002.
- TARDE, GABRIEL, *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraintes*, Paris, Institut Synthélabo, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 1999.
- UNDOC, *Peru Monitoreo de cultivos de coca 2010*, Undoc, Devida, 2011. www.unodc.org/unodc/en/crop_monitoring/index.html
- VALENCIA Franco, RIOS J., TOURRAND Jean-François et PIKETTY Marie



Gabrielle, «Coca et violence : le témoignage du Alto Huallaga au Pérou», *Autrepart* 2/2003 (n° 26), p. 157-171,

2003. www.cairn.info/revue-autrepart-2003-2-page-157.htm

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Au Pérou, l'insuffisance de l'investissement dans les activités de recherche scientifique complique l'exercice d'évaluation et de prospective des impacts générés par les projets d'aménagement. Pour la dernière décennie, la *Defensoria del Pueblo* a constaté l'accroissement du nombre des conflits sociaux engendrés, en grande partie, par une méconnaissance des dynamiques territoriales de la part des autorités publiques ainsi que des acteurs privés. Partant d'une étude de cas en région Ancash dans les Andes centrales péruvienne, l'auteur propose une lecture originale de l'évaluation des impacts sociaux générés par le secteur minier. L'idée transversale de l'article est de compléter la logique de mesure par l'impératif d'évaluation où les variables latentes (non chiffrable) jouent un rôle de premier plan dans l'appréciation des effets et des conséquences induits par un méga-projet.

In Peru, insufficient investment in research makes evaluation as well as prospective studies of the impacts generated by development projects difficult. For the last decade *Defensoria del Pueblo* noticed an increase in the number of social conflicts generated in large part, by a lack of knowledge about territorial dynamics by public authorities as well as private actors.

Based on a case study in Ancash region in the central Peruvian Andes, the author proposes an original reading of the social impacts studies generated by the mining sector. The central idea of the paper is to combine the logic of measuring impacts indicators, with the need for assessment where some hidden variables (uncountable) play a fundamental role in assessing the effects and consequences induced by a megaproject.

En el Perú, la insuficiencia de recursos financieros en la investigación científica dificulta la realización de estudios de evaluación y de prospectiva de los impactos generados por los grandes proyectos industriales. En la última década, la *Defensoría del Pueblo* constató el aumento del número de conflictos sociales provocados en gran parte por la ignorancia de las dinámicas territoriales por parte de las autoridades públicas y de los actores privados. A partir de un estudio en la región Ancash en los Andes Centrales Peruanos, el autor propone un análisis original de la evaluación de los impactos sociales generados por el sector minero. La idea transversal del artículo es de completar la lógica de medida cuantitativa de los efectos por un imperativo de evaluación donde las variable latentes (non cuantificables) juegan un papel de primera importancia en la apreciación de los efectos y de las consecuencias inducidas por un mega-proyecto.

MOTS CLÉS

- Pérou
- mines
- études d'impact
- évaluation des politiques publiques
- Ancash

KEYWORDS

- Peru
- mining sector
- evaluation
- impact study
- public policies
- Ancash region

PALABRAS CLAVES

- Perú
- sector minero
- estudio de impacto
- política pública
- evaluación
- región Ancash

Vildan Bahar Tuncay*

Un estudio sobre el uso del patrimonio cartográfico indígena como material pedagógico en América hispana

Una función marginal en comparación con la función estratégico-legal

Mapas, planos y otras formas de representación geográfica son testimonios del ámbito socio-político, económico y cultural de los pueblos a través de los cuales se entera de lo que ha sido el desarrollo de varios campos del saber en distintos períodos de la historia [León Portilla, 2005]. El material cartográfico describe el mundo como cualquier otro tipo de fuente primaria en términos de relaciones y prácticas de poder, preferencias y prioridades culturales [Harley, 2005, p. 61 et 73]. Dicho material constituye un sistema de significados por el cual se comunica, reproduce, experimenta y explora un orden social. Por lo tanto, forman parte del patrimonio cultural de los pueblos. Hay un consenso entre los académicos en la pertinencia de usar las representaciones iconográficas y cartográficas como material pedagógico.

En los sistemas educativos modernos, a partir del fin del siglo XIX, las representaciones iconográficas fueron incorporadas a los textos escolares como un recurso eficaz de aprendizaje [Fernández Rueda, 1999, p. 78]. Estas representaciones

* Université Laval, Québec, Canada.

cumplen funciones pedagógicas como motivar la lectura del texto, clarificar un concepto que está explicado en forma escrita o extraer información que sirve para el tratamiento de un tema de mayor amplitud [Casablanco, 2001, p. 82-83]. Sin embargo, esta valorización de las representaciones iconográficas en los manuales escolares no implicó la integración de las representaciones cartográficas indígenas en la enseñanza de las ciencias sociales. A pesar de los avances legislativos en materia de educación intercultural bilingüe y de reconocimiento de los derechos culturales, el uso del patrimonio cartográfico de los pueblos indígenas como material pedagógico en la enseñanza de la historia y la geografía quedó marginado.

En este contexto, el presente estudio plantea que dos factores explicativos están asociados con esta marginación. El primero es la ausencia de valoración de los saberes y conocimientos indígenas –incluyendo el patrimonio cartográfico como fuente de conocimientos científicos por las ideologías dominantes de las sociedades hispanoamericanas tanto en la época colonial como en la republicana. El segundo factor explicativo es la atribución por parte de los pueblos nativos de América hispana de una función estratégica al patrimonio cartográfico. De hecho, desde el principio de la época colonial, frente al peligro de perder sus tierras, éstos acudieron al uso de la cartografía para legitimar y apoyar sus peticiones ante las autoridades coloniales. Esta tradición aún sigue viva en el marco de las reivindicaciones territoriales indígenas en donde los pueblos usan el patrimonio cartográfico como herramienta de empoderamiento territorial. A pesar de que los saberes indígenas forman parte integrante de los sistemas filosóficos y de las cosmovisiones indígenas, en estas reivindicaciones el enfoque es la función pragmática o estratégica de este patrimonio y no su valor intrínseco como elemento constitutivo del patrimonio cultural.

En lo que se refiere al primer factor explicativo (la ausencia de valoración del patrimonio cartográfico como material pedagógico) se hará un recorrido histórico sobre las representaciones a cerca del patrimonio cartográfico indígena en el periodo colonial y republicano. En cuanto a la conceptualización, se referirá al concepto de *colonialidad del saber* desarrollado por Gómez Quintero [2010], Castro-Gómez [2000], Lander [2000] y a los estudios de Latour [1995], Taddei [2007] y Carillo Trueba [2013] sobre la ausencia de valoración de los saberes indígenas como fuente de conocimientos científicos y universales.

Con respecto al segundo factor explicativo (la atribución por parte de los pueblos indígenas de una función estratégica al patrimonio cartográfico) se discutirá sobre la práctica de usar las representaciones cartográficas desde la época colonial hasta hoy para justificar las demandas ante autoridades y reforzar los argumentos. La función atribuida a los proyectos de cartografía en las reivindicaciones territoriales indígenas actuales forma parte de esa misma tradición que contribuyó, según este estudio, a la marginación del potencial pedagógico del patrimonio cartográfico indígena.



La colonialidad del saber o la ausencia de valoración de los saberes indígenas como fuente de conocimientos científicos y universales

La colonización no solamente implicó la apropiación y la explotación económica del continente sino también la subordinación de las cosmovisiones de los pueblos nativos. En este proceso, el conjunto de sus saberes fue evaluado según los esquemas epistemológicos y ontológicos del Occidente, y se redujo a un sistema de prácticas, supersticiones o creencias aproximativas e imprecisas [Latour, 1995, p. 518]. De hecho, los sistemas de pensamiento y representación de la realidad eurocéntricos impedían la posibilidad de considerar las poblaciones locales e indígenas como productores de conocimientos científicos [Gómez-Quintero, 2010, p. 92].

Esta representación acerca de los saberes indígenas se debe a que los esquemas epistemológicos de los sectores dominantes de las sociedades hispanoamericanas conciben el conocimiento científico como procedente del campo técnico y no de la experiencia humana [Taddei, 2012, p. 4]. Por ejemplo, en la época colonial, para los pueblos nativos, los seres humanos y la naturaleza, lo natural y lo sobrenatural, el individuo y la sociedad formaban una unidad indisociable mientras que para los españoles, los seres humanos y la cultura se definían en oposición a la naturaleza que querían dominar [Carrillo Trueba, 2013, p. 62-63]. Desde esta perspectiva, tanto los saberes indígenas en general, como el patrimonio cartográfico en específico, se consideran como parte del folklore de las poblaciones locales y no como fuente de conocimientos universales.

El patrimonio cartográfico indígena en la época prehispánica y colonial

En la época prehispánica, los pueblos nativos de América hispana tenían conocimientos geográficos avanzados sobre sus territorios [Herlihy, 2003, p. 324]. La mayoría se desplazaba en superficies muy extensas en función del clima, de cantidad de precipitaciones y disponibilidad de los recursos como los grupos de Darién en Panamá, las poblaciones prehispánicas de la costa ecuatoriana o los pueblos nativos de la Amazonía [Herlihy, 2003, p. 324]. Todo este conjunto de saberes, prácticas y experiencias constituyeron la base del capital espacial¹ y de la herencia cartográfica de los pueblos nativos. También, las habilidades cartográficas de los pueblos eran muy variables, los de Mesoamérica tenían las técnicas

1. En las ciencias geográficas, el capital espacial se define como el conjunto de conocimientos y experiencias acumulados que permiten beneficiar de los recursos disponibles. Tal como el capital económico que implica un patrimonio y la capacidad de sacar provecho de ello, el capital espacial implica un patrimonio y unas competencias.

más avanzadas de la época y los de la Amazonía funcionaban más bien con mapas mentales [Herlihy, 2002, p. 135].

Lo poco que se sabe acerca de la cartografía (códices², lienzos³, mapas pictográficos) que se produjo en la época prehispánica se lo encuentra en los *Códices prehispánicos de Mesoamerica* y en las crónicas de los conquistadores⁴ y frailes. Las representaciones cartográficas de los Códices se encuentran en las láminas que no son mapas propiamente dichos. Se trata de documentos pictóricos en donde se reflejan el mundo y la cosmovisión indígena de las civilizaciones mesoamericanas y se conjugan elementos de connotación espacial y temporal. En su mayoría, son de tipo mapas-paisaje que carecen de escala y en los cuales aparecen los principales accidentes geográficos de una determinada región: montañas, barrancas, ríos, cuevas, litorales, así como animales, plantas, seres humanos, poblaciones y caminos. De los Códices muy pocos existen actualmente debido a que fueron destruidos desde el inicio de la colonización española.

Como era de esperarse, el hecho de no tener ningún interés por el valor histórico y cultural de este patrimonio no impidió que las autoridades coloniales lo instrumentalizaran con fines económicos. Precisamente, los mapas y planos elaborados según la tradición prehispánica sirvieron a las autoridades para *conducirse en las extensas regiones recién descubiertas, saber dónde había agua, sitios donde existía el ansiado oro y otros productos valiosos, pueblos que tributaban y otra información pertinente a su gobierno* [Instituto nacional de estadística, geografía e informática e Instituto geográfico, 1992, p. 112].

En este contexto, a pesar de haber sido destruidos sino desaparecidos durante el proceso de la conquista y la colonización, los pueblos conservaron su capital espacial y su herencia cartográfica [Herlihy et Knapp, 2013, p. 303]. Cabe subrayar que desde el punto de vista de los pueblos nativos, el contacto con el mundo occidental implicaba también un contacto cartográfico. Durante el proceso de colonización empezaron progresivamente a sufrir cambios en sus

2. Se llaman códices los documentos pictóricos de imágenes realizados como productos culturales de las civilizaciones maya, azteca, mixteca, otomí etc. Surgieron y se desarrollaron en Mesoamérica y reflejan la cosmovisión de esos pueblos y sus relaciones con el tiempo y el espacio. Con el inicio de la colonización, nuevos temas aparecieron como la religión cristiana, los problemas originados por el contacto entre dos civilizaciones. Los códices se siguieron produciendo hasta el siglo XVIII [Arqueología mexicana, 2009, p. 6]. Los elementos cartográficos más representados en ellos son montes y montañas.
3. Documentos pintados en el centro y suroeste de México para registrar orígenes, linajes y hazañas, la mayoría elaborados en grandes telas de algodón a mediados del siglo XVI. Estas telas contienen historias reales que a veces se remontan al inicio de la época posclásica (800/900-Conquista). Su contenido ha sido estudiado en varias publicaciones especializadas [Van Doesburg, 2003, p. 3].
4. A las personas encargadas de pintar y dibujar estos documentos les llamaban *tlacuilo*s y se les escogían desde muy jóvenes. En realidad, los *tlacuilo*s sobresalían por sus cualidades artísticas y tenían una responsabilidad social muy importante, la de fijar el saber y perpetuarlo [Arqueología mexicana, 2009, p. 7].



representaciones espaciales y territoriales igual que en sus prácticas cartográficas. Los artistas adaptaron rasgos estilísticos europeos o pintaron en papel europeo [Hill Boone, 1998, p. 541]. El capital espacial de los pueblos que venía evolucionándose, se refleja principalmente en las llamadas *Relaciones cartográficas de Indias*⁵ que eran en realidad, respuestas dadas por oficiales españoles a unos interrogatorios compuestos de 225 preguntas. Estas *relaciones*, elaboradas por los funcionarios coloniales entre los siglos XVI y XVIII tenían como objetivo recolectar datos del vasto imperio de ultramar y contienen unos mapas para ilustrar los datos. En este contexto, acudieron a los nativos del continente destacados por sus habilidades cartográficas. En las ilustraciones que formaban parte de las *Relaciones*, a diferencia de los españoles que usaban coordenadas matemáticas para representar el espacio, las élites indígenas usaban coordenadas culturales y referencias a los lazos históricos, religiosos y sociales que unían los habitantes a este espacio [Carrera, 2011, p. 45 et León-Portilla, 2005, p. 185].

Se encuentra un ejemplo de este tipo de representaciones en la obra *El primer nueva corónica y buen gobierno*⁶ de Felipe Guaman Poma de Ayala (1530?1540?-1616).

ILUSTRACIÓN 1. MAPA MUNDI DEL REINO DE LAS INDIAS EN *EL PRIMER NUEVA CORÓNICA Y BUEN GOBIERNO (HACÍA 1615) SEGÚN DELER*



Fuente. Deler, 2008, p. 386.

5. En algunos de ellas, se observa la técnica indígena y en las otras, se mezclan las tradiciones cartográficas indígenas y europeas [Harley, 2005, p. 528].
6. Los errores de sintaxis y gramática en el título de la obra se debe a que el autor fue un inca que recién aprendió el castellano en el inicio de la colonización.

En esta interpretación del *Mapamundi del Reino de las Indias* por el geógrafo francés Deler [2008] se refleja precisamente la jerarquía simbólica de las ciudades incas en relación a Cuzco considerado como el ombligo del mundo sin tener en cuenta las ubicaciones objetivas de cada una (Quito está al sur de Loja y Chuquiapo-La Paz al sur de Chuquisaca). Cabe recordar que por encima de reflejar las concepciones del espacio, del tiempo y de la historia en el Imperio inca, en *El primer nueva corónica y buen gobierno*, Poma de Ayala relata los problemas de la administración colonial española.

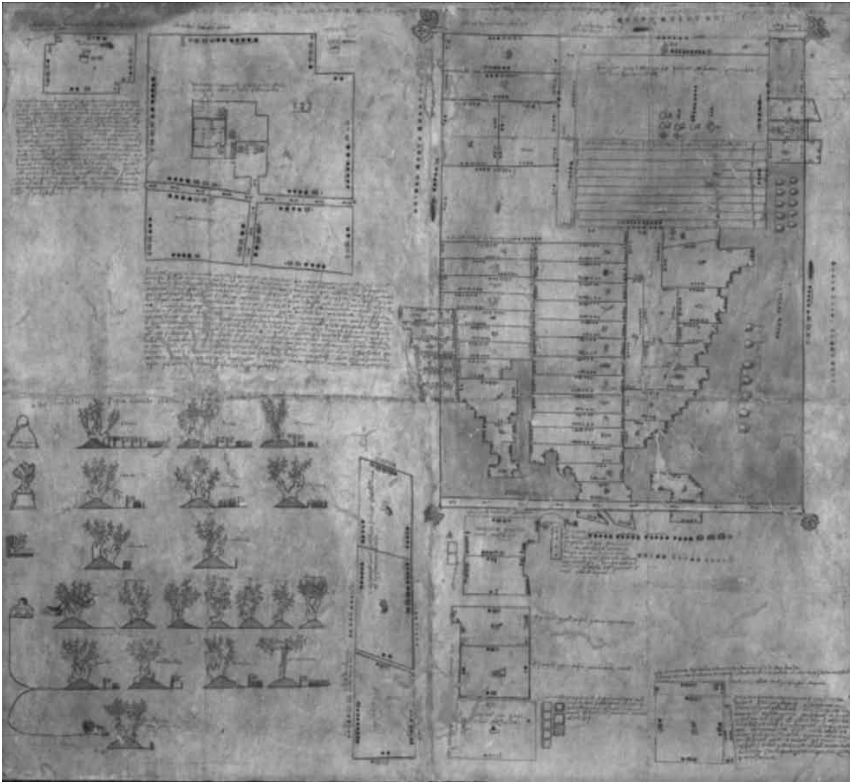
Con el inicio de la época colonial, frente al peligro de perder sus tierras, las poblaciones indígenas agregaron a sus documentos y peticiones mapas, planos y pinturas de sus antepasados que mostraban las parcelas sobre las cuales tenían el derecho de uso [Adorno, 2011, p. 74-75], los lugares por donde pasaron o donde se asentaron y sus migraciones desde lugares mitológicos, acompañados de sus dioses patronos y sus jefes dirigentes para apoyar sus peticiones ante las autoridades coloniales. De ahí que, el uso de la cartografía por los pueblos nativos para legitimar y apoyar demandas territoriales no es un fenómeno recién aparecido.

*El mapa de las tierras de Oztotícpac*⁷ de 1540, uno de los más antiguos documentos pictóricos indígenas pintados después de la conquista española del México Central, ejemplifica la consolidación progresiva de esta tradición indígena-mesoamericana de respaldar reclamos con dibujos utilizando glifos y papel amate. En ese sentido, la creación de una nueva producción cartográfica indígena era un medio según los pueblos para reducir tensiones sociales y mantener una identidad colonial indígena [Craib, 2000, p. 25].

7. El Mapa no proviene del pueblo de San Nicolás Oztotícpac, situado en la municipalidad de Otumba, en la sección nororiental del Estado de México, sino que más bien se refiere, principalmente, a un lugar no identificado cerca de la ciudad de Texcoco, al este de la ciudad de México [Noguez, 1996, p. 2]. Se remonta a 1540 es un documento pictórico escrito en español y náhuatl, está vinculado con un litigio por los bienes del patrimonio de don Carlos Ometochtli Chichimecatecotl. El litigio comenzó en 1540 cuando un hombre, identificado como Pedro de Vergara, solicitó a la Inquisición que le devolviera ciertos árboles frutales que se habían confiscado de la propiedad de don Carlos. Éste reclamaba los árboles en virtud de un contrato que había concluido con éste varios años atrás. Otras personas sostenían que las tierras ocupadas por don Carlos no le pertenecían a él personalmente sino a la familia -los nobles de Texcoco- en su conjunto. Es probable que este mapa haya sido encargado por Antonio Pimentel Tlahuilotzin, gobernador de Texcoco, para respaldar estos reclamos. Ver Mundy [2011, p. 56-60].



ILUSTRACIÓN 2. MAPA DE LAS TIERRAS DE OZTOTÍCPAC, 1540



Fuente. Cortesía de Library of Congress, Geography and Map Division en Washington, DC, Estados Unidos

El patrimonio cartográfico en la época republicana. Más continuidad que cambio

En términos generales, el fin del periodo colonial no generó un cambio en las representaciones acerca del patrimonio cartográfico de los pueblos nativos. En el contexto de formación de los Estados recién independizados, había la voluntad de ejercer una autoridad exclusiva sobre los territorios y eliminar otros tipos de territorialidad⁸ y de control, incluyendo las territorialidades indígenas y sus representaciones.

8. Para saber más a cerca de las intersecciones entre el territorio, la autoridad y los derechos, Sassen [2008].

De hecho, sedentarizar a los grupos móviles como cazadores-recolectores, gitanos, cimarrones, indígenas, personas itinerantes es un proyecto permanente de los Estados. Estos esfuerzos se inscriben dentro de las estrategias estatales para hacer *más legible* la sociedad con el objetivo de facilitar la recaudación, conscripción militar y prevención de las rebeliones [Scott, 1998]. Lo que es ilegible se vuelve inexistente, y en los imaginarios estatales, los territorios se convierten en tierras baldías que se puede o se debe explotar por el bienestar social.

Además de estas estrategias de los Estados para modelar los imaginarios geográficos, como se mencionó anteriormente, el uso del patrimonio cartográfico de los pueblos latinoamericanos como material pedagógico está también ligado a la ausencia de valoración de los saberes indígenas como fuente de conocimientos científicos y universales. A partir del siglo XIX, bajo la influencia de conceptos y perspectivas analíticas occidentales⁹ introducidos por científicos como Teodoro Wolf¹⁰ en el Ecuador y Alexandre von Humboldt¹¹, en México y los países andinos¹², dominaron las representaciones del espacio en relación con la altitud, la latitud y el clima¹³ [Orlove, 1993, p. 310]. Los trabajos de Wolf se destacan por sus cuadros técnicos y una autoridad positivista. Incluyeron informes topográficos, medidas geodésicas, descripciones extensas de la flora y la fauna de las regiones ecuatoriales, una serie de dibujos de las islas Galápagos, las selvas del litoral la cordillera andina o los alrededores de Guayaquil [Capello, 2010, p. 164]. Humboldt y su colega botanista Bonpland, por un proceder analítico basado en innumerables mediciones, métodos de observaciones cuantitativas e instrumentos modernos, llegaron a una precisión hasta entonces desconocida. Con estos perfiles detallados de los paisajes y la determinación sistemática y barométrica de la altura y de las diferencias térmicas, se pudo establecer una visión tridimensional de la diferenciación del espacio natural y de las culturas de alta montaña en los trópicos. Dicho modelo realizado sobre la base del ejemplo del Ecuador intratropical creó un tipo tridimensional de exposición de los niveles climáticos y vegetales, de los límites de distribución de la fauna y de la explotación

9. Cabe mencionar que esta influencia no se limitó a las ciencias geográficas. Para saber más acerca de la influencia de los científicos e intelectuales europeos en América Latina, Farré y coll., [2005].
10. Franz Teodoro Wolf (1841-1924), geólogo, botánico y explorador alemán, participó a varias exploraciones científicas en Amazonía y las islas Galápagos. Fue nombrado "geólogo oficial de Ecuador" en 1875.
11. Humboldt y su colega botánico Bonpland escribieron *Geografía de las Plantas o cuadro físico de los Andes equinociales* que fue publicado por primera vez en 1807. Entre 1799 y 1804, esta investigación llevó a ambos investigadores a Venezuela, Cuba, Colombia, Ecuador, Perú y México.
12. Sobre el caso peruano, leer Orlove [1993] y el caso ecuatoriano, Sevilla Pérez [2013] y Capello [2010].
13. Además, la descripción de estas altitudes era diferente en la geografía colonial y republicana. Mientras que en las geografías coloniales, se veían descritas como intercaladas con las tierras altas, en las geografías republicanas, se representaban en forma de una sola barrera natural e insuperable [Orlove, 1993, p. 317].



económica, en forma de perfiles del paisaje [Kohlhepp, 2003-2004]. La influencia de estas representaciones acerca de los territorios nacionales ha sido fundamental en la modelación de los imaginarios geográficos durante la consolidación de los Estados-nación y marginalizó otro tipo de representaciones. En cuanto a la doctrina indigenista en vigor en la gran mayoría de los países hispanoamericanos desde el principio del siglo XX hasta los años 70, consistía entre otros, en la exaltación del mestizaje y la integración necesaria de los grupos indígenas para poder consolidar las naciones mestizas [Favre, 2009, p. 41]. Dicha integración era concebida bajo la forma de aculturación de los grupos indígenas de modo que sus culturas y visiones del mundo se desaparecieran progresivamente. Por lo tanto, este contexto no era propicio ni para la valoración de los saberes indígenas en general ni del patrimonio cartográfico en específico.

El patrimonio cartográfico en la educación intercultural bilingüe

En la literatura académica reciente existen un conjunto de estudios enfocados en las representaciones sobre la diversidad cultural y los grupos indígenas en los manuales escolares desde los años setenta hasta hoy. En estos estudios se hicieron un análisis del contenido de los manuales escolares de países como Ecuador (Granda Merchán [2003], Flores Carlos [2006], Tuncay [2013]), Perú [Zarate, 2011], Chile [Beniscelli Contreras, 2012], Argentina [Saletta, 2012] y Venezuela [Ramírez y coll., 2005]. Se llama la atención que en estos análisis que incluyen las representaciones iconográficas no hay ninguna referencia al uso del patrimonio cartográfico de los pueblos indígenas en la enseñanza de las ciencias sociales.

De hecho, las representaciones cartográficas indígenas no forman parte de las representaciones iconográficas incluidas en los manuales estudiados. Precisamente, se observa que la manera más común para integrar las representaciones cartográficas en los manuales, es establecer relaciones entre las poblaciones nativas y los territorios nacionales actuales. Cada uno de los grupos se ve asociado o identificado con una región geográfica en particular. Esto tipo de representación da la impresión de que estos grupos se ubican en regiones específicas y parecen no estar presentes en todo el territorio nacional, ni convivir con otros grupos etno-raciales [Radcliffe, 2010, p. 209].

ILUSTRACIÓN 3. UBICACIÓN TERRITORIAL DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS DEL ECUADOR



Fuente. Ayala Mora, 2004, p. 28.

ILUSTRACIÓN 4. LOS PUEBLOS ORIGINARIOS EN CHILE



Fuente. Moreno Bustamente y coll., 2013, p. 51.

Eso demuestra que a pesar de los avances legislativos en materia de educación intercultural bilingüe, el monopolio de representación de los actores estatales a cerca de la historia y las dinámicas de formación de las naciones hispanoamericanas sigue siendo vigente. En ninguno de los manuales estudiados, el contenido abarca los saberes indígenas como fuente de conocimientos por los niños y jóvenes, ni el patrimonio cartográfico como fuente de datos al mismo nivel que las representaciones cartográficas estatales.

Marginación de la función pedagógica del patrimonio cartográfico en comparación a su función estratégico-legal

El período marcado por el fin de los regímenes dictatoriales y la transición a la democracia fue testigo de la emergencia de los movimientos sociales indígenas en varios países hispanoamericanos. En el marco de estos movimientos, la valoración de los territorios ancestrales y las reivindicaciones territoriales ocupan un lugar fundamental. No es sorprendente que en este mismo período, sea contestado, entre otras cosas, el monopolio de representación que perteneció durante siglos a las élites blancas y mestizas. Como se mencionó anteriormente, durante

siglos, las toponimias indígenas se vieron eliminadas de la cartografía oficial y las tierras indígenas se etiquetaron como baldías [Sletto, 2010, p. 44, Sletto y coll, 2013, p. 199]. Por lo tanto, no es sorprendente que en este contexto, con su poder de representación, el papel tan real como simbólico de la cartografía, adquiera una importancia muy particular.

En la realidad social y política contemporánea de América Latina, el monopolio de ese poder de representación está siendo cuestionado por los mismos representados quienes, cansados de jugar un rol secundario en una imagen del pasado creado por otros, retornan el escenario político para convertirse en sus propios imagineros¹⁴. [Muratorio, 1994, p. 9]

En este contexto, a principios de los años noventa, empezaron a llevarse a cabo varios proyectos de cartografía en diferentes comunidades indígenas. Algunos de ellos se realizaron por la iniciativa de las organizaciones socio-políticas indígenas regionales¹⁵ o nacionales como los mapas elaborados por la Confederación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE). Otros proyectos se desarrollaron en forma de cartografía participativa (mapeo participativo) en México, Panamá, Bolivia, Honduras, Chile y Nicaragua con la contribución de los académicos europeos y norteamericanos con el objetivo de mejorar la comprensión geográfica y el manejo sostenible de los recursos disponibles en los territorios. El aporte de dichos proyectos para otorgar derechos de tierras ha sido reconocido. Sin embargo, también se vieron criticados por replicar métodos hegemónicos de clasificación de tierras, recursos y delimitación de límites y por apoyar procesos de dominación del Estado y del sistema capitalista [Sletto y coll., 2013, p. 194].

Algunas de estas iniciativas se cualifican como *contra-cartografías indígenas* por ser alternativas de los mapas oficiales producidos por Estados-naciones. Diferentes grupos o movimientos indígenas usaron el material cartográfico que elaboraron como herramienta de contestación política con el objetivo de demostrar la continuidad histórica de su ocupación del territorio subrayando las dimensiones espirituales, económicas y residenciales de la relación que les une a ese territorio [Hirt, 2009, 2012]. La cartografía se convierte entonces en una documentación escrita y gráfica de sus reivindicaciones por tierras, territorios y

14. Según el diccionario de la Real Academia española, el imaginero se define como estatuario o pintor de imágenes. Lo que Muratorio quiere subrayar es que son los grupos indígenas que proyectan sus propias representaciones en sus propios términos y sin intermediarios.

15. Por ejemplo, *El Atlas Amazónico* es un proyecto de las diez nacionalidades amazónicas del Ecuador, y está técnicamente realizado por el grupo de geoinformación y comunicación de AmazonGISnet. Éste último es conformado por un grupo de 30 técnicos comunitarios indígenas de la Amazonia, representando gestiones territoriales, ambientales, educativas y socio-culturales de una forma colectiva y regional para sus comunidades. Para más información : URL : <https://sites.google.com/a/amazongisnet.net/plataforma-web/>.

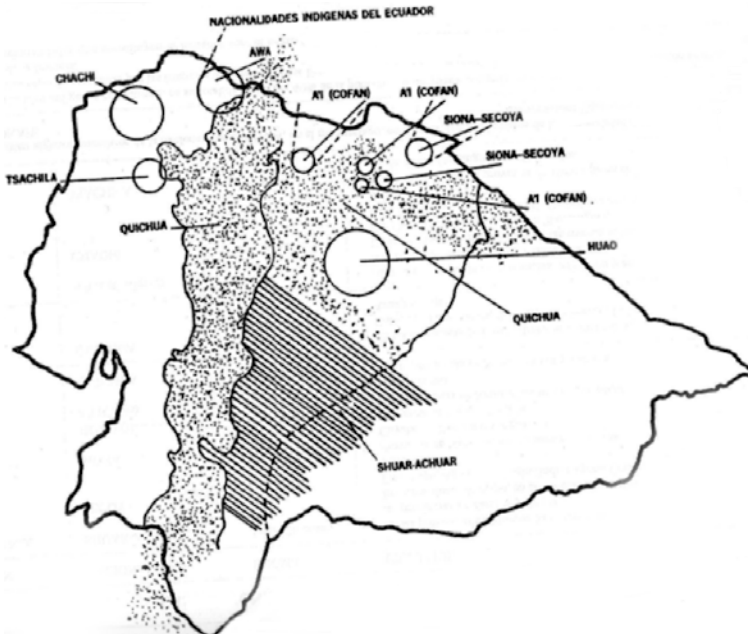


recursos, una herramienta que busca subvertir las relaciones de poder propias al colonialismo interno de las repúblicas criollas [Hirt, 2009, 2012].

Los ejemplos del uso de la cartografía como una herramienta de empoderamiento en busca del control de un territorio dado son numerosos. Uno de los más llamativos pertenece al movimiento mapuche. Las producciones cartográficas mapuche constituyen una expresión emblemática del proceso de reapropiación territorial y descolonización de los saberes y representaciones [Hirt, 2009].

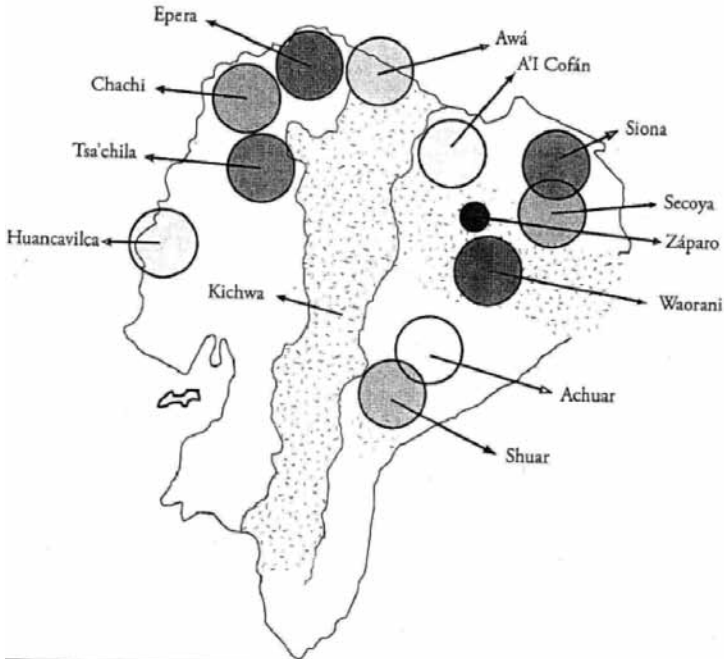
En el Ecuador, la Confederación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) elaboró una serie de mapas a lo largo de las décadas pasadas para demostrar la continuidad histórica de las nacionalidades. Los mapas elaborados al inicio de la década noventa solo representaban algunas de las nacionalidades sobrevivientes al período colonial y republicano. Con el progreso del desarrollo del proceso de la reestructuración del movimiento indígena al nivel nacional, se observa que los mapas que se venían elaborando, empezaron a abarcar más nacionalidades [Pajuelo Teves, 2007, p. 141].

ILUSTRACIÓN 5. NACIONALIDADES INDIGENAS DEL ECUADOR, 1988.



Fuente. CONAIE, 1988, p. 284.

ILUSTRACIÓN 6. NACIONALIDADES INDÍGENAS DEL ECUADOR, 1999



Fuente. CONAIE, 1999 en Pajuelo Teves, 2007, p. 143.

En Panamá también se observa una serie de actividades cartográficas que se iniciaron durante la década de los noventa. En las comarcas¹⁶ de Emberá-Wounaan¹⁷ Ngöbe-Buglé¹⁸ y la reserva indígena del Alto Bayano¹⁹ en donde viven unos grupos emberás (Emberás de Ipetí) y gunas, las invasiones de los colonos o taladores ilegales constituyen el punto de partida de las iniciativas cartográficas.

16. En el contexto panameño el término “comarca” tiene dos connotaciones. La primera es la oficial que la define como territorios geográficamente alejados del centro de poder político, que ofrece la concesión flexible del usufructo de la tierra a los indígenas residentes en ella sin afectar los derechos soberanos del Estado. La segunda es la que otorgan los pueblos indígenas: “la no adjudicación de la tierra, por un lado, por la relación ancestral Madre Tierra Naturaleza y por otro, como garante de no enajenación por terceros” [Rivas Ríos, 2009, p. 2].

17. En la provincia de Darién.

18. En las provincias de Chiriquí, Veraguas, Bocas del Toro.

19. En la provincia de Panamá. Con la Ley N°. 18 de noviembre de 1934, el Estado panameño creó la Reserva Indígena del Alto Bayano de 87,000 hectáreas.



FOTO 1. COMUNIDAD EMBERÁ DE IPETI, ALTO BAYANO. PANAMÁ



Fuente. ©Tuncay, 2011.

Sobre la relación entre los proyectos de mapeo y estos conflictos, Herlihy afirma que :

Indigenous leaders, having experienced such remarkable territorial changes, were understandably very interested in the mapping project. They learned the importance of accurate maps during their comarca campaigns, and they recognized problems with state maps that mislabeled or failed to show their settlements. Many felt either misrepresented or underrepresented, and they saw the mapping project as an opportunity to change this situation. Emberá authorities were also concerned about problems related to the invasion of comarca lands by colonists. They had a keen sense of the power of maps and understood the usefulness of systematic, “scientific” documentation of their lands for dealing with a variety of issues²⁰. [Herlihy, 2003, p. 324]

20. *Como era de esperarse, los líderes indígenas que experimentaron tales cambios territoriales estaban muy interesados en los proyectos de mapeo. Aprendieron la importancia de elaborar mapas precisos durante sus campañas comarcales y reconocieron los problemas en los mapas estatales que clasificaron mal o no representaron correctamente sus asentamientos. Muchos se sintieron mal representados o infra-representados. Vieron los proyectos de mapeo como una oportunidad para cambiar esta situación. Las autoridades Emberá también se preocuparon por los problemas relacionados con la invasión de sus tierras comarcales por los colonos. Entendieron el poder de los mapas y la utilidad de la documentación sistemática y científica de sus tierras para tratar una variedad de temas.* Traducción libre de la autora

En todos estos casos, los orígenes de las iniciativas cartográficas no son las necesidades cartográficas de las comunidades propiamente dichas, sino motivos de fortalecimiento de una organización política indígena, reivindicación o protección territorial frente a las políticas públicas o actividades de explotación de los recursos ubicados en sus territorios. A partir de estas experiencias, se formó una literatura constituida por los académicos europeos o norteamericanos que, en la mayoría de los casos, formaron parte de diferentes proyectos de cartografía participativa mencionados. Cabe señalar que en estos trabajos se reflejan más bien las percepciones y perspectivas de los académicos extranjeros sobre procesos de cartografía participativa y sus resultados para las comunidades en términos de definición de los territorios por fines de control y conservación de los recursos ante los intereses de terceros: autoridades estatales, colonos, talladores ilegales o empresas internacionales. Cabe recalcar que dentro de esta misma literatura hay precisamente visiones críticas que sostienen que los mapas elaborados en este contexto no siempre reflejan las complejas relaciones sociales del mundo indígena, incluso las dinámicas superpuestas y cambiantes de la concepción indígena del espacio [Sletto, 2010, p. 44].

En toda esta literatura, aunque se reconoce el vasto conocimiento cartográfico de los pueblos, se recurre a la producción de mapas mentales y se revisitan ciertas prácticas espaciales de las comunidades involucradas, estos elementos no están valorizados por su valor intrínseca y constituyen un elemento entre otros del proceso de reconstrucción contemporáneo de las territorialidades indígenas. Lo más importante, se observa que no se establece relaciones entre estos proyectos con el patrimonio cartográfico de los pueblos involucrados. Es decir, la literatura reciente sobre diferentes proyectos de cartografía participativa no relaciona estos proyectos con la tradición de usar deliberadamente los mapas como herramienta de reivindicación que toma sus orígenes en el principio del proceso de colonización. Como se mencionó anteriormente, esta práctica empezó en el siglo XVI para convertirse en una tradición de resistencia en las colonias españolas. Sin embargo, la manera como se presentan los diferentes proyectos de cartografía participativa en la literatura da la impresión de que se trata de prácticas nacidas en el período actual en el contexto de las reivindicaciones territoriales y luchas de derecho a tierras y recursos.

A modo de conclusión

En el inicio del período colonial, los conocimientos y los saberes locales de las poblaciones prehispánicas fueron eliminados o instrumentalizados con fines económicos. La ausencia de valoración del patrimonio cartográfico de estas poblaciones estuvo estrechamente ligada a su evaluación según los esquemas epistemológicos y ontológicos del Occidente. El fin del período colonial no generó



un cambio en las representaciones acerca del patrimonio cartográfico indígena. La voluntad de ejercer una autoridad exclusiva sobre los territorios y eliminar otros tipos de territorialidad y de control impidió dejar un espacio a representaciones alternativas de los territorios nacionales. A eso se agrega la influencia de conceptos y perspectivas occidentales del inicio del siglo XIX, orientados hacia las representaciones del espacio en relación con la altitud, la latitud y el clima.

Como lo señala Harvey, los mapas responden a una realidad sociopolítica e histórica específica y desde esta perspectiva, el contexto socio-político actual favorece una cartografía comprometida con reconfiguración territorial y los intereses cartográficos responden más bien a los objetivos políticos de diversos movimientos sociales indígenas que a la valorización cultural e histórica intrínseca del material cartográfico. El contexto actual de reivindicaciones territoriales no crea un entorno favorable a la integración del material cartográfico en los recursos pedagógicos ya que las contra-cartografías indígenas son elaboradas como alternativas a la cartografía oficial de los Estados-naciones. En ese sentido, la instrumentalización del material cartográfico por fines políticos contribuyó a la marginalización de la función pedagógica de éste. Esta situación puede explicar en parte la ausencia de representaciones cartográficas indígenas en los manuales escolares como fuente de información pertinente y científica. Paralelamente, como se mencionó anteriormente, en los trabajos académicos acerca de la cartografía participativa, los aspectos más destacados son la reapropiación territorial y la protección de los derechos territoriales una vez definidas las demarcaciones territoriales, igual que el uso de los resultados de estas iniciativas en las negociaciones con el Estado.

BIBLIOGRAPHIE

- **ADORNO Rolena**, “Andean Empire”, in **Jornada DYM y Karl OFFEN** (eds.), *Mapping Latin America. A cartographic reader*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011.
- **ARQUEOLOGÍA MEXICANA**, *Códices prehispánicos y coloniales tempranos*, Edición especial n° 31, 2009.
- **AYALA MORA Enrique**, *Ecuador Patria de Todos. Manual de cívica*, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, Corporación Editora nacional, 2004.
- **BENISCELLI CONTRERAS Leonora**, “Representaciones visuales de indígenas y suramericanas/os: Análisis de la relación imagen-texto en ilustraciones de libros de ciencias sociales para educación general básica. Chile, 1970-1980”, *Cuadernos chilenos de historia de la educación*, n° 1, 2013, p. 112-143
- **CAPELLO Ernesto**, “Cartógrafos y clérigos. Misiones geodésicas y religiosas en el conocimiento geográfico del Ecuador (siglos XVIII-XX)”, *Revista iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, 2010/24, p. 150-175.
- **CARRERA Magali**, *Traveling from New Spain to Mexico. Mapping practices of nineteenth-century Mexico*, London, Duke University Press, 2011.
- **CASABLANCAS Silvina**, En cuanto a las imágenes en textos escolares. Función, relevancia y características desde una perspectiva didáctica, Artículo escrito para la asignatura Tecnología educativa y Nuevas tecnologías aplicadas a la educación, Universitat de Barcelona, 2001, URL: [http://www.silvinacasablanacas.com/publicaciones/las_imagenes_en_textos_escolares_Silvina_Casablanacas.pdf], consultado el 01/04/14.
- **CASTRO-GÓMEZ Santiago**, “Ciencias sociales, violencia epistémica y el problema de la “invención del otro”, in **Edgardo LANDER** (eds.), *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas Latinoamericanas*, Buenos Aires, Clacso, 1993.
- **CARRILLO-TRUEBA César**, *Plurivers. Essai sur le statut des savoirs indigènes contemporains*, Paris, Harmattan, 2013.
- **CONFEDERACIÓN DE LAS NACIONALIDADES INDÍGENAS DEL ECUADOR**, *Nuestro proceso organizativo*, Quito, ILDIS-TINCUI, 1989.
- **CRAIB Raymond**, “Cartography and power in the conquest and creation of New Spain”, *Latin American Research Review*, n° 35, 2000/1, p. 7-36.
- **DELER Jean-Paul**, “La Ciudad colonial andina en los ojos de Guaman Poma de Ayala”, *Procesos. Revista ecuatoriana de Historia*, No. 27, 2008/1, p. 5-17
- **DYM Jordana, OFFEN Karl**, Maps and the teaching of Latin American History, *Hispanic American Historical Review*, n° 92, 2012/ 2, p. 213-244.
- **ESTRADA BELLI Francisco, HURST Heather**, “Palace Arts”, in **Jornada DYM y Karl OFFEN** (eds.), *Mapping Latin America. A cartographic reader*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011.
- **FARRÉ Joseph** y colaboradores, *Hommes de sciences et intellectuels européens en Amérique latine (XIX^e et XX^e siècles)*, Paris, Le Manuscrit, 2005.
- **FAVRE Henri**, *Le mouvement indigéniste en Amérique latine*, Paris, Harmattan, 2009.
- **FERNÁNDEZ RUEDA Sonia**, “El laberinto icónico: textos escolares en imágenes”, *Procesos: Revista ecuatoriana de Historia* n° 13, 1999, p. 73-87.
- **FLORES CARLOS Alejandra**, *Intercultural y textos escolares. Análisis de textos de estudio de cuarto año de enseñanza básica. Casos de Chile y Ecuador*, VII Congreso Latinoamericano de Educación Intercultural Bilingüe, 14 p, 2006.
- **GÓMEZ-QUINTERO Juan-David**, “La colonialidad del ser y del saber: la mitologización del desarrollo en América Latina”, *El Agora USB*, n° 10, 2010/1, p. 87-105.
- **GRANDA MERCHÁN Sebastián**, *Textos escolares e interculturalidad en Ecuador*, Universidad Andina Simón Bolívar, Tesis de maestría publicada. Quito, Ediciones Abya Yala, Corporación Editora Nacional, Serie Magister, 2003.



UN ESTUDIO SOBRE EL USO DEL PATRIMONIO CARTOGRAFICO INDIGENA COMO MATERIAL
PEDAGÓGICO EN AMÉRICA HISPANA

- **HARLEY Brian**, *La nueva naturaleza de los mapas. Ensayos sobre la historia de la cartografía*, compilación de Paul Laxton, México D.F, Fondo de cultura económica, 2005.
- **HARLEY Brian**, "Rereading the maps of the Columbian encounter", *Annals of the Association of American Geographers*, n° 82, 1992/3, p. 522-536.
- **HERLIHY Peter**, "Indigenous mapmaking in the Americas: a typology", in **Michael STEINBERG y Paul HUDSON** (eds), *Cultural and physical expositions: geographic studies in the Southern United States and Latin America*, Louisiana State University, 2002, p. 133-150.
- **HERLIHY Peter**, "Participatory research mapping of indigenous lands, in **Darién Panamá**", *Human Organization*, n° 62, 2003/4, p. 315-331.
- **HERLIHY Peter, KNAPP Gregory**, "Maps of, by, and for the peoples of Latin America", *Human Organization*, n° 62, 2013/4, p. 303-314.
- **HILL BONE Elizabeth**, "Cartografía azteca: presentaciones de geografía, historia y comunidad", *Estudios de cultura Nahuatl*, n° 28, 1998.
- **HIRT Irene**, "Mapping dreams/Dreaming maps: Bridging indigenous and western geographical knowledge", *Cartografica*, n° 47, 2012/2, p. 105-120.
- **HIRT Irene**, "¿Para qué construir irreversibilidades? La reconstrucción de Chodoy Lof Mapu, una experiencia autónoma de cartografía mapuche en el Sur de Chile", in **Jorge CALBACURA, Fabien LE BONNIEC** (eds.). *Territorio y territorialidad en contexto post-colonial Estado de Chile-Nación mapuche*, 2009.
- **INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, GEOGRAFÍA E INFORMÁTICA (MÉXICO), INSTITUTO GEOGRÁFICO NACIONAL (ESPAÑA)**, *Cartografía histórica del encuentro de dos mundos*, Madrid, 1992.
- **KOHLHEPP Gerd**, "Reconocimiento científico del viaje de Alexander von Humboldt por los trópicos latinoamericanos (1799-1804)", *Población y sociedad*, n° 10-11, 2003-2004, p. 41-69.
- **LATOUR Bruno**, *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*, Paris, Gallimard, 1995.
- **LEÓN-PORTILLA Miguel**, "Cartografía prehispánica e hispanoindígena de México", *Estudios de cultura Nahuatl*, n° 36, 2005, p. 185-197.
- **MORENO BUSTAMANTE María Elizabeth** y coll., *Texto del estudiante. Historia, geografía y ciencias sociales para segundo año de educación básica*, Santiago de Chile, Editorial Santillana, 2013.
- **MUNDY Barbara**, "Hybrid Space", in **Jornada DYM, Karl OFFEN** (eds.), *Mapping Latin America. A cartographic reader*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011.
- **MUNDY Barbara**, *The mapping of New Spain. Indigenous cartography and the maps of the relaciones geográficas*, Chicago, The University of Chicago Press, 2000.
- **MURATORIO Blanca**, *Imágenes e imagineros*, Quito, Flacso Ecuador Serie Estudios-Antropología, 1994.
- **NOGUEZ Xavier**, *Una edición facsimilar del Mapa de Oztoticpac*, Foundation for the Advancement of Mesoamerican Studies, 1996, [URL <http://www.famsi.org/reports/95020/95020Noguez01.pdf>, consultado el 5/05/14].
- **ORLOVE Benjamin**, "Putting race in its place: order in colonial and postcolonial Peruvian geography", *Social Research*, n° 60, 1993/2, p. 301-336, 1993.
- **PAJUELO TEVES Ramón**, *Reinventando comunidades imaginadas. Movimientos indígenas y procesos sociopolíticos en los países centroandinos*, Lima, Instituto de estudios peruanos, 2007.
- **RADCLIFFE Sarah**, "Representing the Nation", in **Jornada DYM, Karl OFFEN** (eds.), *Mapping Latin America. A cartographic reader*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011.
- **RAMÍREZ Tulio** y colaboradores, "La cultura indígena en las ilustraciones de los textos escolares de Ciencias sociales de la segunda etapa de educación básica en Venezuela", *Revista de pedagogía*, n° 26, 2005/75, p. 31-62.

- **RIVAS-RÍOS Francisco**, *Marco Institucional y Legal de los Pueblos Indígenas de Panamá*, Fundación para el desarrollo de la libertad ciudadana, URL : [http://www.libertadciudadana.org/archivos/Biblioteca%20Virtual/Documentos%20Informes%20Indigenas/Nacionales/Juridico/Marco%20Institucional%20y%20Legal%20de%20los%20Pueblos%20Indigenas%20de%20Panama.pdf], 2009, consultado el 23/11/13.
- **SALETTA María José**, “Fotografías de indígenas en manuales escolares argentinos: representaciones visuales y connotaciones textuales”, *Intersecciones antropológicas*, n° 13, 2012/1, p. 181-195.
- **SASSEN Saskia**, *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- **SCOTT Heidi**, *Contested territory. Mapping Peru in the sixteenth and seventeenth centuries*, Indiana, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2009.
- **SCOTT James**, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Heaven, Yale University Press, 1998.
- **SEVILLA PÉREZ Ana María**, *El Ecuador en sus mapas: Estado y nación desde una perspectiva espacial*, Quito, Flacso Ecuador, 2013.
- **SLETTO Bjorn**, “Autogestión en representaciones espaciales indígenas y el rol de la capacitación y concientización: el caso del Proyecto etnocartográfico Inna Kowantok, Sector 5 Pemón, La Gran Sabana”, *Antropológica*, n° 113, 2010, p. 43-75.
- **SLETTO Bjorn y colaboradores**, “Territorialidad, mapeo participativo y política sobre los recursos naturales: la experiencia de América latina”, *Cuadernos de geografía. Revista colombiana de geografía*, n° 22, 2013/2, p. 193-209.
- **SMITH Derek**, “Participatory mapping of community lands and hunting yields among the Buglé of Western Panama”, *Human Organization*, n° 62, 2003/4, p. 332-343.
- **TADDEI Renzo**, “Social participation and the politics of climate in Northeast Brazil”, in **Alex LATTA, Hannah WITTMAN** (eds.), *Environment and citizenship in Latin America: sites of struggle, points of departure*, Amsterdam, CEDLA, Latin American series, 2012.
- **TUNCAY Vildan Bahar**, *Les représentations à propos des groupes autochtones de la région littorale de l'Équateur. Une étude des imaginaires nationaux et étatiques équatoriens*, thèse de doctorat non publiée, Québec, Université Laval, 2014.
- **WAINWRIGHT Joel, BRYAN Joe**, “Cartography, territory, property: postcolonial reflections on indigenous counter-mapping in Nicaragua and Belize”, *Cultural geographies*, n° 16, 2009, p. 153-178.
- **ZARATE PEREZ Adolfo**, “Las representaciones sobre los indígenas en los libros de texto de ciencias sociales en Peru”, *Discurso y Sociedad*, n° 5, 2011/2, p. 33-375.



RESUMEN/RÉSUMÉ/ABSTRACT

El presente artículo aborda el uso del patrimonio cartográfico de los pueblos hispanoamericanos como herramienta pedagógica en la enseñanza de las ciencias sociales en un contexto histórico en el cual la colonización no solamente implicó la apropiación económica del continente sino también la subordinación de las historias y cosmologías de las poblaciones prehispánicas. Los conocimientos y saberes locales de estas poblaciones fueron eliminados sino instrumentalizados con fines económicos. La ausencia de valoración del patrimonio cartográfico indígena estuvo estrechamente ligada a su evaluación según los esquemas epistemológicos y ontológicos del Occidente que lo redujeron a un conjunto de prácticas, supersticiones o creencias aproximativas e imprecisas.

Al mismo tiempo, frente al peligro de perder sus tierras, desde el principio de la época colonial las poblaciones indígenas latinoamericanas acudieron al uso de planos y mapas para representar las tierras sobre las cuales tenían el derecho de uso y apoyar sus peticiones ante las autoridades coloniales. Esta tradición de atribuir al patrimonio cartográfico una función estratégica sigue viva en un entorno socio-político marcado por la emergencia de movimientos sociales indígenas que reclaman sus derechos territoriales y ancestrales. En este proceso histórico, la función de la cartografía como herramienta pedagógica en la enseñanza de la historia y de la geografía se quedó marginalizado en comparación con su función estratégico-legal para subvertir las relaciones de poder.

Le présent article traite de l'utilisation du patrimoine cartographique des peuples hispano-américains comme outil pédagogique dans l'enseignement des sciences sociales dans un contexte où la colonisation implique non seulement l'exploitation économique du continent,

mais aussi la subordination de l'histoire et des cosmologies des populations autochtones. Les connaissances et les savoirs locaux de ces dernières ont été soit éliminés, soit instrumentalisés pour des raisons économiques. Le dédain pour le patrimoine cartographique autochtone a été étroitement lié à son évaluation selon les schèmes ontologiques et épistémologiques de l'Occident qui le réduisait à un ensemble de pratiques, de superstitions ou croyances approximatives et imprécises.

En même temps, devant le danger de perdre leurs terres, depuis le début de l'époque coloniale, les populations autochtones hispano-américaines ont utilisé des plans et des cartes pour représenter les terres sur lesquelles ils avaient un droit d'usage et d'appuyer leurs demandes auprès des autorités coloniales. Cette tradition d'attribuer au patrimoine cartographique un rôle stratégique reste toujours vivante dans un environnement socio-politique marqué par l'émergence de mouvements sociaux autochtones revendiquant leurs droits territoriaux ancestraux. Dans ce processus historique, la fonction des représentations cartographiques comme outil pédagogique dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie a été marginalisée par rapport à sa fonction stratégique de subvertir les relations de pouvoir.

This article discusses the use of cartographic heritage of native populations of Hispanoamerica as a pedagogical tool for teaching social sciences in a historical context in which the colonization not only implied the economic exploitation of the continent but also the subordination of the cosmologies of these populations. The indigenous and local knowledge was either eliminated or instrumentalized for economic purposes. The mis-valorization of the indigenous cartographic heritage was closely linked to its assessment under the occidental epistemological and ontological schemes

that reduced it to a set of practices, superstitions or approximate and imprecise convictions. At the same time, facing the risk of losing their land, from the beginning of colonial period, native populations came to use plans and maps to represent the lands on which they had the right to use and to support their petitions to the colonial authorities. This tradition to attribute to cartographic heritage

a strategic role continues in a socio-political environment marked by the emergence of indigenous social movements claiming their territorial rights. In this historical process, using the indigenous cartographic heritage as a pedagogical tool for teaching history and geography was marginalized compared to its strategic -legal function to subvert relations of power.

PALABRAS CLAVES

- patrimonio cartográfico indígena
- saberes indígenas
- cartografía participativa
- mapeo participativo
- material pedagógico
- manuales escolares
- imaginarios geográficos

MOTS CLÉS

- patrimoine cartographique autochtone
- savoirs autochtones
- cartographie participative
- matériel pédagogique
- manuels scolaires
- imaginaires géographiques

KEYWORDS

- indigenous cartographic heritage
- indigenous knowledge
- participatory mapping
- pedagogical tools
- textbooks
- geographical imaginaries

Facundo Solanas*

Diplomáticos, Unión Europea y MERCOSUR: una primera comparación de los grupos profesionales de la integración en los casos de Argentina y Francia

Introducción^{1,2}

No es ninguna novedad que la Unión Europea (UE) y el Mercado Común del Sur (MERCOSUR) constituyen procesos de integración muy diferentes, por

* Investigador adjunto del CONICET y del Instituto de Investigaciones Gino Germani de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires, Profesor Adjunto de la Facultad de Humanidades de la Universidad Nacional de Mar del Plata.

1. Una primera versión de este trabajo ha sido presentada en las Primeras Jornadas de Estudios de América Latina y El Caribe, organizadas por el IEALC, Facultad de Ciencias Sociales de la UBA, del 26 al 28 de septiembre de 2012. El mismo se enmarca dentro de una investigación mayor titulada "La construcción de políticas públicas en el MERCOSUR y la Unión Europea y los grupos profesionales de la integración en los casos de Argentina y Francia", que hemos realizado en carácter de investigador-asistente y becario externo de postdoctorado del CONICET en el CREDA, CNRS y Universidad Paris 3 – Sorbonne Nouvelle, Francia.
2. El autor agradece, por un lado, a los pares evaluadores que gracias a sus críticas y sugerencias le han permitido mejorar el presente artículo. Por otro lado, a los diplomáticos y ex diplomáticos argentinos

su historia, sus instituciones, el grado de “desarrollo” alcanzado por los países que integran ambos bloques, su grado de interdependencia intra-bloque, las asimetrías entre los países que los conforman, las metas de ambos procesos, entre otras características. Si el primer bloque construyó instituciones supranacionales y una burocracia bruselista donde los eurócratas se han nutrido en buena medida de la tradición de la administración francesa; el diseño arquitectónico del segundo no previó la construcción de instituciones de esa naturaleza y, por ende, tampoco la existencia de mercócratas. En consecuencia, la mayor parte del diseño, implementación, coordinación y articulación de las acciones y políticas del MERCOSUR es llevada a cabo por funcionarios estatales, en especial por diplomáticos de carrera.

El propósito de este trabajo es analizar comparativamente el grado de impacto de la integración regional en cada caso sobre las trayectorias profesionales de uno de los actores fundamentales de estos procesos: los diplomáticos. Para ello, tomamos los casos de Argentina y Francia por dos razones principales: el peso de cada país sobre su respectivo bloque y la importante tradición de carrera de sus respectivos cuerpos diplomáticos. Por un lado, Francia además de ser uno de los principales países miembros de la UE, cuenta con una de las tradiciones de más larga data en relaciones exteriores. Ha sido el primer país en el mundo en contar con un ministerio de asuntos exteriores moderno, que ha influido notablemente en las tradiciones diplomáticas de otros países y, luego de la UE misma, por lo cual constituye un modelo de referencia indiscutible. Además, en cantidad de representaciones diplomáticas en el exterior, Francia se ubica en segundo lugar en el mundo detrás de Estados Unidos, con 161 embajadas bilaterales y 17 representaciones permanentes. Por otro lado, Argentina, además de constituir junto con Brasil el tándem clave del MERCOSUR, cuenta con una tradición diplomática y profesional inspirada en el modelo francés, que ha sido respetada institucionalmente por los diferentes gobiernos, así como sus dispositivos de reclutamiento y formación, lo que la convierte en una de las pocas excepciones del régimen de la función pública en este país.

Si bien, existe una importante literatura consagrada a la comparación de los distintos procesos de integración y en particular entre la UE y el MERCOSUR [Ventura, 2003; Duina, 2006; Malamud, Schmitter 2006; Santander, 2001 y 2008,

y franceses por su excelente predisposición en la mayor parte de los casos a proporcionarnos las entrevistas solicitadas oportunamente, sin las cuales este estudio no hubiese sido posible. Entre algunos de los más de sesenta diplomáticos y ex diplomáticos entrevistados queremos agradecer especialmente a : Raúl Estrada Oyuela, Eugenio Curia, Raúl Guastavino, Alberto Daverede, Gladys Huarte, Diego Tettamanti, Miguel Hildmann, Santiago Villalba, Luis Sobrón, Enrique Vaca Narvaja, Juan Archibaldo Lanús, Alfredo Chiaradía, Elsa Kelly [de Argentina], Jean-François Blarel, Pierre Guignard, Jacques Audibert, Delphine Borione, Christian Mareschal, Stephane Gompertz, Jean-Pierre Lafosse, Thierry Vallat y Laurent Delahousse [de Francia], entre otros por su colaboración. Debido al compromiso asumido al inicio de cada entrevista, sus nombres no serán mencionados a fin de preservar su anonimato.



entre otros] y, si bien abundan los trabajos relativos a los funcionarios europeos [Hocking, Spence, 2002; Georgakakis, de Lassalle, 2008, Georgakakis, 2012, entre otros] y a los “altos” funcionarios públicos franceses [Kesler, 1964; Suleiman, 1976; Birnbaum, 1977; Charle, 1980; Thoenig, 1988; Rouban, 1996, 1997, 2002; Kessler, 2008, 2012, entre otros] son escasos los estudios dedicados a los diplomáticos argentinos en tanto cuerpo y, prácticamente no hay registros sobre su papel en la integración en el marco del bloque regional y, menos aún, sobre el lugar estratégico que puede constituir este ámbito para el desarrollo de su propia carrera.

Teniendo en cuenta buena parte de la literatura académica que da cuenta del análisis de los vínculos entre los grupos profesionales y el Estado –buena parte comienza a aparecer en Francia a partir de los años 70, en especial, el desarrollo en los estudios sobre el peso de las élites [Birnbaum, 1977], los grandes cuerpos [Suleiman, 1976, Kessler, 1986] y los enarcas [Kesler, 1977; Rouban, 1996], por citar algunos de los más conocidos–, nos proponemos realizar un primer análisis comparativo entre los diplomáticos argentinos y los diplomáticos franceses, apuntando al lugar que estratégicamente puede ocupar la dimensión regional en la construcción o especialización de sus carreras profesionales y teniendo en cuenta el papel que desempeñan en la articulación de políticas regionales o comunitarias respectivamente.

Partimos de la hipótesis de que si bien tanto en Argentina como en Francia, los diplomáticos son reclutados a partir de un riguroso concurso público, sus trayectorias profesionales siguen los patrones fijados en sus respectivos escalafones –aunque sin estar exentas del peso de las redes personales–, pese a la importancia estratégica de los respectivos procesos de integración regional, estos no han logrado traducirse en variantes de especialización de carreras, aunque ello se aproxima en mayor medida en el caso de Francia que en el de Argentina. En otras palabras, nos preguntamos cuáles son los incentivos que puede tener un diplomático francés para especializarse en la UE o un diplomático argentino para hacerlo en el MERCOSUR, habida cuenta de la importancia estratégica que representan ambos bloques para cada uno de estos países.

A fin de llevar a cabo el análisis nos basamos en diversas fuentes documentales y, fundamentalmente, en entrevistas realizadas entre los años 2011 y 2012 con diplomáticos y ex diplomáticos argentinos y franceses, en su mayor parte embajadores en actividad o retirados.

El trabajo constará de cuatro secciones principales, siendo más descriptivas las dos primeras: la primera está consagrada al cuerpo diplomático francés, sus mecanismos de reclutamiento y profesionalización. De manera análoga, la segunda se concentra en el caso argentino. En tercer lugar, realizamos una muy breve comparación entre ambos cuerpos diplomáticos. En cuarto lugar, introducimos al análisis la dimensión de los bloques regionales, para finalmente cerrar con unas reflexiones.

Los caminos de la carrera de diplomático en Francia

No está demás comenzar por recordar que Francia cuenta con una fuerte tradición de la función pública notablemente estructurada en cuerpos. Esta “nobleza de Estado” posee características propias como su reglamento interno que regula su funcionamiento, establece sus mecanismos de reclutamiento³, su status particular, así como los deberes y derechos que implica la carrera. Desde la Tercera República se estabiliza e institucionaliza el procedimiento del concurso para la administración pública que comprende los grandes cuerpos⁴, aunque esto favoreció la colaboración entre estos últimos y las clases dirigentes: cada gran cuerpo reclutaba él mismo sus futuros miembros por su propio concurso, donde componían al mismo tiempo el jurado según su propio programa [Kessler, 1986, p. 65].

Desde 1945, la aparición de la Escuela Nacional de Administración (ENA) surge contra los grandes cuerpos administrativos, a los que les quita el privilegio de seleccionar y formar al conjunto de los altos funcionarios, aunque los primeros conservaron los logros y beneficios del antiguo sistema y también obtuvieron algunos nuevos, dado que es requisito contar con un alto nivel de capacidades y de conocimientos para acceder a estas escuelas [Kessler, 1986, p. 69 y 71]. Tanto para el caso de la Inspección General de Finanzas (*Inspection générale des finances*) como en el del Cuerpo Diplomático, la mayor parte de los ex alumnos provienen de las “*Grandes écoles*” [Bodiguel, 1978, p. 75-77]. El concurso de entrada es abierto a los estudiantes que cuentan con un diploma, en consecuencia, constituye una “escuela de aplicación” que implica una formación previa [Kessler, 1986, p. 71]. Si bien entre 1947 y 1955, la ENA permitió una apertura más democrática al canal de acceso a la función pública, a través de los concursos externos reservados a los estudiantes, y los concursos internos destinados a la promoción de los funcionarios y existió una penetración de las clases medias a los grandes cuerpos, esto ocurrió especialmente en el Consejo de Estado (*Conseil d'État*), la medida no produjo el mismo impacto en el cuerpo diplomático [Kessler, 1986, p. 54].

Entre los destinos de los enarcas, la Inspección de Finanzas continúa siendo hacia fines de los 70, el club más parisino y más cerrado, el 83% está compuesto por representantes de las clases sociales privilegiadas y 41% son parisinos, constituyendo el cuerpo más apreciado por los jóvenes egresados de la ENA. Le sigue el Consejo de Estado, con un perfil muy similar aunque un poco menos parisino y un poco más abierto socialmente. El tercer gran cuerpo, lo constituye el Tribunal de Cuentas (*Cour des Comptes*) que es más heterogéneo que los dos primeros.

3. El acceso por concurso al Cuerpo Diplomático se origina en los decretos del 13 de julio de 1868 y del 1ro de febrero de 1877.

4. Como señala Kessler [2005, p. 279], la calificación de un cuerpo en gran cuerpo se encuentra esencialmente vinculada a la reputación, basada sobre el poder y el prestigio de estos cuerpos.



El cuarto cuerpo es el diplomático, donde su democratización relativa parecería coincidir con una cierta disminución de prestigio. Por último y en la ubicación menos favorecida entre las preferencias de los enarcas, aparece el cuerpo de prefectos que atrae especialmente a los provincianos, hijos de empleados y agricultores [Bodiguel, 1978, p. 62-63 y 72-78]. Según Kessler, los grandes cuerpos constituyen para el Estado un medio de supervisar el conjunto de su administración y, en sentido contrario, los grandes cuerpos ejercen una autoridad global que es un medio de expresión de su poder [1986, p. 40].

Para acceder a los grandes cuerpos, los alumnos de la ENA deben situarse entre los primeros rangos de la clasificación (*le classement*) final, con lo cual la batalla por los primeros lugares es bastante feroz y el clima de rivalidad “detestable” [Kessler, 1986, p. 73]. La tabla final de las notas obtenidas a lo largo de la escolarización determina la clasificación que indica los grandes cuerpos a los que podrán ingresar o bien si continúan su carrera en el resto de la administración pública. Figurar en un buen rango de clasificación implica una ventaja inicial para lograr obtener los más prestigiosos empleos hacia el final del camino [Loriol, 2009]. Esto implica que no todos los “enarcas” pueden llegar a devenir diplomáticos, es necesario contar con calificaciones finales que les permitan estar ubicados desde la mitad del promedio general en adelante.

Si bien la ENA no contiene una formación específica para los aspirantes a integrar el cuerpo diplomático, constituye una de las dos vías de acceso a la carrera en Francia y, de hecho, de donde son reclutados la mayor parte de los altos cuadros diplomáticos. La otra vía de acceso es el “concurso de Oriente”, cuyo nombre proviene de la experiencia colonial francesa y la necesidad de contar con cuadros diplomáticos que sirviesen a esta nación en los países no occidentales. La mayor parte de los aspirantes son reclutados del Instituto Nacional de Lenguas y Civilizaciones Orientales (Inalco) y en general se distinguen tres grupos de idiomas: el primero dedicado a Europa Central y del Este; el segundo, al Sudeste Asiático y al lejano Este y, el tercero, a los idiomas del Mediterráneo del Este, el Magreb y África. Gran parte de los aspirantes además cuentan con una licenciatura o algún master en derecho, historia o ciencias políticas. De algún modo, estos asesores de oriente pueden considerarse como aquellos que cuentan con mayor vocación diplomática, dado que han consagrado varios años al estudio de un idioma y una cultura específicas [Lequesne, Heilbronn, 2012, p. 278].

Los perfiles de carrera de los diplomáticos provenientes de la ENA y los reclutados a través del concurso de Oriente presentan diferencias sustanciales. Por lo general, los primeros se inclinan mayormente a continuar su carrera orientándose hacia organismos multilaterales o internacionales como la Representación Permanente de Francia ante Naciones Unidas o en la UE, el Consejo del Atlántico Norte, en la OSCE o en la OCDE. Cuando ocupan un lugar en posiciones bilaterales suelen hacerlo en grandes países desarrollados, como Estados Unidos,

las capitales de la UE, Rusia, Canadá, Australia y Japón, o en los mayores países emergentes, como Brasil, China, India, México, Sudáfrica o Egipto [Lequesne, Heilbronn, 2012, p. 275]. Y, en general, desprecian las actividades consulares, cuando tienen que tomar un puesto consular es para acceder inmediatamente al rango de cónsul general en una ciudad prestigiosa como Quebec, San Pablo, New York, San Francisco. Este tipo de experiencia ocurre relativamente temprano en su carrera, después de 12 años de servicio y raramente después de 20 años de servicio en el ministerio [Lequesne, Heilbronn, 2012, p. 276].

En el caso de los diplomáticos ingresados a través del concurso de Oriente, no tienen vedado el ingreso a esos puestos, pero parecería ser que cuando no se es enarca, es necesario pasar por pruebas suplementarias como distintos pasajes satisfactorios en el exterior para poder hacerse acreedor de ellos [Loriol, 2009]. En general, parecería que se trata de diplomáticos más móviles, de algún modo porque su vocación consiste en servir en el exterior y, cuando se encuentran en la administración central, suelen tomar los puestos de dirección geográfica, al tiempo que son menos propensos a involucrarse en los gabinetes ministeriales en París [Lequesne, Heilbronn, 2012, p. 279].

El gran común denominador es que para ambas vías de acceso y profesionalización de la actividad diplomática es requisito indispensable cumplir con fuertes exigencias meritocráticas e ir adquiriendo nuevas competencias a lo largo de la carrera.

Por otra parte, si independientemente de la formación inicial de los diplomáticos estos se interesan a estas cuestiones, como veremos, buscarán la forma de acercarse a los puestos más vinculados a las cuestiones europeas, lo que no hay que confundir con los funcionarios europeos. Es decir, la carrera de funcionario europeo se realiza en el seno de las instituciones comunitarias, fundamentalmente la Comisión Europea, lo cual se encuentra totalmente dissociado de la formación diplomática de los distintos países que componen la UE.

Del ISEN al diplomático argentino

A diferencia del caso francés, en Argentina no existen los grandes cuerpos (una especificidad bien francesa), aunque de manera semejante se podría decir que la carrera diplomática cuenta con privilegios similares a los que posee su homónima en Francia. Constituye uno de los pocos regímenes de empleo público que queda exceptuado de la Ley Marco de Regulación de Empleo Público Nacional⁵.

A partir de la creación del Instituto del Servicio Exterior de la Nación (ISEN) en 1963, el sistema de selección de los cuadros diplomáticos en Argentina se institucionaliza alrededor de un riguroso concurso público, compuesto de distintas

5. Ley n° 25.164.



instancias de exámenes que convalida la elección de los postulantes. Si bien se han ido realizando incrementalmente distintas modificaciones a los contenidos de los concursos, esta instancia, así como la formación inicial que reciben estos “servidores profesionales” del Estado, constituyen el valor diferencial que los distingue desde hace larga data del resto de la administración pública. Una vez seleccionados, los futuros diplomáticos reciben una beca mensual (equivalente al 65% del sueldo de tercer Secretario, la categoría más baja con la que se empieza la carrera diplomática) durante los dos años de formación que duran los cursos y seminarios del ISEN. En palabras de un joven diplomático: “somos un bicho raro en la administración pública, tenemos el único organismo que forma funcionarios. Hasta hace poco también existía otro organismo civil: el de los guarda-parques, pero se cerró”⁶. Aunque luego de esa formación escolar intensiva de dos años, la profesión de diplomático se aprende a partir de los distintos cargos que van ocupando en el ministerio y en el exterior, donde en general parten al cabo de dos años en Buenos Aires.

Otra diferencia importante, con el caso francés, es que la Cancillería argentina resulta pequeña en comparación con el *Ministère des Affaires étrangères et européennes* (MAEE), cuenta con 108 representaciones diplomáticas: 82 embajadas, 19 consulados y 7 representaciones ante organismos internacionales. En la mayor parte de los casos se trata de embajadas más bien pequeñas en comparación con la talla y funciones desarrolladas por las embajadas francesas. Esto tiene implicancias directas sobre la profesión, dado que en los casos donde se cubren los mismos asuntos externos con menor cantidad de cuadros en las embajadas y el ministerio, los diplomáticos argentinos difícilmente pueden especializarse en determinados asuntos, a la vez que el perfil que se busca es de funcionario flexible, con amplios conocimientos generales y, en cierto modo, polivalente.

La única forma de acceso a la carrera diplomática es el concurso de ingreso al ISEN, aunque no todos los diplomáticos de carrera han pasado por allí. A comienzos de los 90, se produce una fusión entre el Servicio Exterior Económico (SEE) –también de carácter meritocrático–, dependiente del Ministerio de Economía y cuya función era promover el comercio exterior y los negocios con la Argentina, con el Servicio Exterior de la Nación (SEN). A partir de una ley de ministerios⁷, el SEE se incorpora en bloque con los mismos derechos y obligaciones al SEN, con lo cual se corta la relación de estos cuadros profesionales con el ministerio de Economía y pasan a depender directamente del ministerio de Relaciones Exteriores. Una de las consecuencias de esta fusión ha sido la profundización del “cuello de botella” en los ascensos a Ministro y, en especial, a Embajador. En palabras de un diplomático proveniente del ISEN: “Vinieron

6. Práctica de Observación participante durante una charla de ingreso al ISEN, Buenos Aires, 07/06/2011.

7. Ley n° 24.190, Sancionada el 16/12/1992 y Promulgada de Hecho el 07/01/1993.

más chicos que globos. Los de Economía ascendieron con nuestras vacantes” (Entrevista con un diplomático argentino, 26/06/2012).

Por otra parte, la ley del Servicio Exterior⁸ prevé la posibilidad de designar por decreto del Poder Ejecutivo y con carácter excepcional a personas relevantes como Embajadores Extraordinarios y Plenipotenciarios. Esta figura del “embajador político”, no se incorpora a la carrera diplomática y su nombramiento no se extiende más allá del tiempo que dure el mandato del Presidente que lo haya efectuado. En 1995 se estableció el límite máximo de 25⁹ para estos nombramientos “políticos”, que retomaremos posteriormente.

Además de las variables políticas, los importantes cambios sociales producidos en los últimos años también han repercutido en el Cuerpo Diplomático argentino. Si la “foto clásica”, resultado de los procedimientos de ingreso hasta fines del siglo pasado, estaba constituida mayoritariamente por hombres, abogados, católicos, la foto de las últimas promociones se ha modificado. Hombres y mujeres ingresan en la misma proporción sin que ello sea consecuencia de una política de cupos, sino que obedece a las transformaciones de la sociedad contemporánea; los ingresantes provienen fundamentalmente de cuatro carreras distintas: abogacía, ciencia política, relaciones internacionales y economía y pertenecen a diferentes tradiciones religiosas o no religiosas.

Argentina-Francia: diplomáticos en perspectiva comparada

En los años 60, uno de los principales teóricos de las teorías de la integración señalaba que en contraste con el modelo europeo, una de las debilidades más importantes del proceso de integración en América Latina consistía en la falta de articulación entre los “técnicos” y los tomadores de decisiones a nivel nacional [Haas, 1967]. A diferencia de lo que ocurría en aquel entonces con la Asociación Latinoamericana de Libre Comercio (ALALC) y, posteriormente, la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI), la creación del MERCOSUR en 1991 le imprimió al intercambio comercial en el bloque una dinámica más intensa, durante sus primeros años. Sin embargo y en contraposición al proceso europeo y los eurócratas, el MERCOSUR no fue acompañado por una política de formación de merco-funcionarios o “mercócratas”. Los trabajos de coordinación institucional recayeron enteramente sobre los cuerpos diplomáticos de las instituciones nacionales, de ahí que la mayor parte de la tarea de articulación

8. Artículo 5 de la Ley n° 20.957, promulgada el Junio 5 de 1975.

9. El Decreto n° 337/95 establece en 25 los cargos para Embajadores designados en virtud de lo dispuesto en el art. 5 de la Ley n° 20.957 del Servicio Exterior de la Nación o convocados al servicio activo en orden a lo establecido en el artículo 21, inciso s) del mismo texto legal que prevé la posibilidad de convocar a los funcionarios del cuerpo permanente pasivo.



entre cuadros “técnicos” y “políticos” también recaiga sobre estos actores. El “cuerpo diplomático” tanto en Argentina como en Francia es resultado de una tradición de servicio público meritocrático que hermana fraternalmente bajo ese principio a los diplomáticos de carrera. Una vez que acceden a “la carrera”, sus miembros cuentan con los privilegios de la profesión, empezando por la estabilidad en el empleo, la protección del Estado dentro y fuera de su territorio, la organización con sus propias reglas e intereses comunes que los distingue del resto de la administración pública y refuerza su espíritu colectivo y los distintos ritos de pasaje hacia los puestos más altos donde los primeros ascensos están casi asegurados.

La palabra “cuerpo” que deriva del orden social del Antiguo Régimen de las corporaciones, según Kessler [1986, p. 10], nunca desapareció de la sociedad francesa desde la edad media y en el siglo XVII y XVIII, “cuerpo” se empleaba para referirse a un conjunto de principios análogos, una alianza de jerarquía, control, particularismos y solidaridad. El término de un fuerte contenido simbólico se refuerza a través de distintas prácticas y códigos comunes que, por ejemplo, puede constatarse tanto en un país como en otro, mediante la utilización que hacen los respectivos diplomáticos de la noción “de la casa” para referirse al Ministerio de Relaciones Exteriores. Este concepto marca un límite entre quienes acceden al cargo por la vía meritocrática, es decir, los que “pertenecen” a “la casa”, y aquellos del exterior o bien que llegan a través de otra vía al Ministerio en el caso argentino, en particular cuando se trata de funcionarios “políticos” y, por lo tanto, no pertenecientes a “la casa” (situación más frecuente en el caso argentino).

Evocando las coincidencias entre ambos cuerpos, en primer lugar, las características comunes que van ligadas a la actividad diplomática en sí misma y a la difícil separación entre la vida privada y la vida pública. En general, la diplomacia se caracteriza por contar con profesionales acreedores de una importante vocación de servicio que implica estar dispuesto a viajar representando al país, pasar buena parte de la vida profesional, social y familiar en el exterior. Ello entraña ciertos privilegios en términos de condiciones de vida y de trabajo, así como también importantes sacrificios, en especial en términos familiares: parejas que difícilmente perduran –en ambos lados del Atlántico se señala que la tasa de divorcios en la profesión es particularmente elevada¹⁰–, en la mayoría de los casos el renunciamiento del cónyuge a su propia carrera profesional (algo que no se planteaba tanto en las viejas generaciones compuestas por diplomáticos varones y donde la mujer –en general ama de casa– seguía los destinos de su pareja) o bien el renunciamiento por parte del diplomático a verse compensado por determinados ascensos o puestos en pos del interés familiar, etcétera. En este sentido, para el caso francés existe una mayor flexibilidad para rechazar ofrecimientos de puestos

10. Aunque no existen cifras relevantes en ambos casos.

en el exterior que en el caso argentino, donde en determinadas oportunidades ello puede ser objeto de sanciones indirectas.

En segundo lugar, la construcción de la carrera diplomática tanto en Francia como en Argentina se encuentra sujeta a numerosos factores coyunturales que van condicionando fuertemente su trayectoria, tales como: las contingencias, negociaciones y consensos familiares; la organización ministerial y la política de la Dirección de Recursos Humanos; el “factor suerte” evocado en distintas entrevistas –tanto de un lado del Océano Atlántico como del otro–, consistente en oportunidades tanto en materia de puestos disponibles como de destinaciones abiertas justo en el momento apropiado y donde muchos destinos modifican en buena medida las trayectorias profesionales, así como la preferencias por países no considerados en la propia lista de prioridades; la trayectoria y experiencia acumulada y cómo éstas son vistas por colegas y superiores; las competencias especializadas en determinados temas; las redes personales y profesionales.

En tercer lugar, en cuanto a las trayectorias profesionales, tanto en Francia como en Argentina, la carrera diplomática aparece mayormente ordenada e institucionalizada en los primeros peldaños del escalafón, pero en la medida en que se avanza hacia lo alto de la pirámide, cuya cumbre es el ansiado puesto de embajador, al que aspira llegar la mayor parte de los miembros de ambos cuerpos, las reglas formales se tornan más difusas, la dimensión política se encuentra más presente, los puestos más codiciados son más escasos y la trayectoria final de la carrera se define más individualmente. La cantidad de puestos ocupados no constituye siempre una variable significativa. Los más “móviles” (geográficamente y en la función ejercida) no son necesariamente los que mejores trayectorias acumularon, la carrera se encuentra en buena medida determinada por la capacidad de construir una red y una reputación [Loriol, 2009].

En ambos países, las trayectorias se encuentran amarradas a una serie de plazos y tiempos que es conveniente respetar y cumplir (aunque ello no sea así en todos los casos), para llegar al cargo de embajador y para haber podido construir una carrera interesante. Los tiempos corren desde el inicio, por lo tanto, si se comienza más temprano la carrera, existirán mayores posibilidades para alcanzar las distintas etapas y metas necesarias para llegar a consagrarse embajador en el tiempo previsto. Un ex diplomático francés penalizado por esta temporalidad relataba de esta forma su experiencia:

“El verdadero diplomático hace carrera más o menos rápido. [...] Yo tenía el límite de edad como barrera, como había entrado tarde a la carrera porque era profesor [y después se volcó a la diplomacia], después tuve este límite para las promociones” (Entrevista, 06/07/2012).

Al mismo tiempo, en esta “carrera” tampoco hay que apurarse mucho, sino también saber respetar los tiempos de cada puesto. En palabras de otro



diplomático francés: “Para obtener las promociones no hay que ir muy rápido, respetando los tiempos y las jerarquías [...] si uno hace bien las cosas, es normal el progreso” [Entrevista, 27/06/2012].

En paralelo a esos tiempos, sobre el diplomático recae la voluntad de hacerse notar, aunque no mucho ni demasiado; de saber “hacer llegar” sus intereses a las jerarquías indicadas y de mostrar ciertas disponibilidades para asumir determinadas funciones.

Ahora bien, teniendo en cuenta las diferencias, habíamos partido de la base de las diferentes dimensiones entre ambos ministerios. Dentro de ellos, en el caso de Francia pudimos apreciar que existen dos vías meritocráticas de acceso a la carrera, aunque el punto de partida previo al acceso a la profesión en este país cumple un rol casi determinante de las aspiraciones que el diplomático pueda tener sobre su futura carrera, donde en general los enarcas constituyen los diplomáticos con mayores oportunidades de proyectarse hacia los cargos de mayor importancia, a la vez que hacen carrera más velozmente que aquellos que ingresaron por el concurso de Oriente.

En el caso argentino, una vez atravesada la primera barrera del concurso de ingreso, que ha actuado como el filtro principal inclusive previamente a la creación del ISEN, el acceso a los distintos cargos va a depender de diversos factores (trayectoria previa, redes profesionales, disponibilidad, etcétera), pero donde, salvo excepciones –como por ejemplo el caso de los perfiles orientados al derecho internacional, donde resulta indispensable haber cursado la carrera de abogacía–, la formación inicial de base poco va a determinar los futuros cargos a los que el diplomático y potencial postulante pueda aspirar.

Por consiguiente, podríamos concluir que una vez aprobada satisfactoriamente la ENA o pasado el concurso de oriente, no existe una formación o entrenamiento específico para devenir diplomático en Francia, mientras que en el caso argentino una vez pasado el concurso comienza la etapa de formación específica.

Si en el caso de Francia, el pasaje por la dirección de un gabinete ministerial o bien por el Palacio del Eliseo, suele convertirse para el diplomático en un acelerador en su carrera, así como los contactos políticos con que cuente, en el caso argentino constatamos un registro similar, aunque más pronunciado. Esto por dos razones principales, en primer lugar, porque existen al menos 25 “embajadores políticos”, es decir, en general se trata de cuadros políticos de confianza del Poder Ejecutivo, que son nombrados para ejercer el cargo de embajador, ya sea en áreas estratégicas del ministerio de Relaciones Exteriores o bien como embajadores a cargo de las embajadas consideradas políticamente más importantes, entre ellas, en general las de los países miembros del MERCOSUR. Cabe aclarar que estos embajadores, como los que son de carrera, son asistidos por diplomáticos profesionales y no por funcionarios políticos.

En segundo lugar, porque el organismo encargado de proponer los ascensos o promociones, la “Honorable Junta Calificadora”, se compone por cinco embajadores nombrados por el canciller y uno de esos puestos clave se reserva para uno de los “embajadores políticos”, con lo cual la participación de la dimensión política en el proceso de promoción de los cuadros diplomáticos cuenta con un lugar destacado. Es decir, si bien tanto en el caso de Francia como en el de Argentina la designación como embajador depende del poder político, su “proposición” resulta visiblemente más politizada en el segundo caso que en el primero.

Diplomáticos franceses y argentinos en la UE y el MERCOSUR respectivamente

Si entre los diplomáticos franceses y argentinos hemos encontrado importantes coincidencias y diferencias, al agregar la dimensión comunitaria o regional de cada país, la balanza parecería inclinarse más del lado de las últimas que de las primeras. Las características institucionales de la UE y el MERCOSUR de por sí trazan una gran diferencia entre las posibilidades de los diplomáticos de construir su carrera específica orientada o no hacia su respectivo bloque.

En relación a la UE y al caso de Francia, por un lado, se encuentra la opción de hacer carrera diplomática en las instituciones europeas o como en el caso de algunos enarcas de devenir eurócrata [Mangenot, 1998]. Por otro lado y teniendo presente que la arquitectura institucional de la UE combina instituciones supranacionales con intergubernamentales, es posible hacer carrera diplomática en Francia pasando por áreas dedicadas exclusivamente a los asuntos europeos, como la Representación Permanente de Francia frente a la UE, la Dirección de la UE del MAEE o por sus áreas más específicas.

Por su parte y dadas las características exclusivamente intergubernamentales del MERCOSUR, buena parte de los funcionarios estatales y, en particular, los diplomáticos, llevan a cabo la tarea de diseño, implementación, coordinación y articulación de las diferentes políticas que hacen a este proceso de integración regional, con lo cual, si bien existen perfiles de carrera mayormente orientados hacia los asuntos regionales, no existe como en el caso europeo la posibilidad de devenir mercócrata. Es decir, en el caso del MERCOSUR se estaría ante un clásico esquema de cooperación internacional donde, acorde al momento político del que se trate, existe una vocación o un consenso ambiguo de transformar el esquema de integración en una futura unión de naciones.

Existen dos factores adicionales interrelacionados y de orden político que podrían llegar a funcionar en ciertos casos como una suerte de desincentivo para aquellos diplomáticos con aspiraciones de especialización profesional –y en particular aquellos que se encuentran próximos a culminar su carrera– y con una fuerte vocación pro-integracionista. En primer lugar, la importancia estratégica de la



región como bloque se vincula fuertemente a la dimensión política del momento. Si el MERCOSUR se inauguraba en pleno auge del neoliberalismo y el bloque orientado al comercialismo lograba generar interdependencias inéditas entre los países de la región, la crisis del paradigma neoliberal (y mismo previamente) puso freno al creciente comercio intra-bloque; el relanzamiento del MERCOSUR y la creación de la Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR)¹¹ han colocado el eje en su dimensión estratégica en términos políticos más que económicos. Ahora bien, si esos intereses no se reflejan en la concreción de proyectos en otros ámbitos que logren generar mayores sinergias e interdependencias en el bloque, la importancia estratégica de la región estará sujeta a los posibles vaivenes políticos de los gobiernos de los países que la integran.

En segundo lugar, a excepción de los puestos estratégicos a nivel regional en la Cancillería como la Dirección MERCOSUR o la Subsecretaría de Integración Económica y MERCOSUR, el cargo de Embajador en los países miembros del MERCOSUR, suele estar reservado para los Embajadores “políticos”.

De ello podría llegar a deducirse que en términos de especialización de carrera, las posibilidades de abocarse a la integración regional aparecerían fuertemente vinculadas a las posibilidades del profesional de comprometerse en mayor o menor medida con la orientación política prevaleciente en el gobierno de turno, contrariamente a la supuesta tradición de servidor público.

Como señalamos anteriormente y retomando el caso de los diplomáticos franceses, en especial, los enarcas cuentan con la posibilidad de volcarse a la carrera de funcionario europeo, pero cuando este no sea el caso, pueden hacer carrera como diplomáticos orientados o especializados en la UE. Como señala Loriol, las carreras más rápidas, “coherentes” y las más “brillantes” son las de los enarcas que bien temprano supieron especializarse, en particular en lo multilateral ante la UE. El autor cita algunos ejemplos, entre ellos al Director de Cooperación Europea que estuvo en el gabinete del Ministro delegado en Asuntos Europeos, después segundo asesor en la Representación Permanente frente a la UE, sus pasajes por Washington al inicio de su carrera y Roma antes de ser director de Cooperación Europea a los 44 años pueden ser vistos como refuerzo de sus competencias políticas y multilaterales [2009]. Para algunos autores, ello formaría parte de una estrategia de relaciones exteriores de Francia, por la cual, los enarcas más brillantes son enviados prioritariamente para hacer carrera ante la UE, como parte de la voluntad política francesa de continuar como una potencia internacional a través de su influencia en Europa [Cogan, 2005].

11. La UNASUR se conformó a partir de la firma de su Tratado constitutivo suscripto en Brasilia el 23/05/2008. Se encuentra integrada por Argentina, Bolivia, Brasil, Colombia, Chile, Ecuador, Guyana, Paraguay, Perú, Surinam, Uruguay y Venezuela.

Por su parte, entre los “orientales”, también se encuentran ejemplos de carreras especializadas, pero dada su especificidad lingüística se trata de perfiles mayormente orientados a los países de Medio oriente, el sudeste asiático y África.

Reflexiones finales

En este trabajo comparativo entre los diplomáticos argentinos y franceses, hemos buscado centrarnos en aquellos aspectos vinculados a sus mecanismos de selección y profesionalización de ambos cuerpos, intentando dar cuenta del peso específico que tienen los respectivos procesos de integración regional sobre sus propias trayectorias profesionales.

Desde una perspectiva comparativa y a modo de cierre queremos rescatar dos elementos centrales: por un lado, la UE ya cuenta con funcionarios europeos distintos de los diplomáticos nacionales, mientras que en el MERCOSUR eso resulta algo muy restringido y acotado a su Secretaría Administrativa (SAM) y, por otro lado, en el caso específico de los cuerpos diplomáticos, en Francia se tiende más hacia la especialización en estas cuestiones que en el caso argentino.

En primer lugar, si en Francia existe un perfil de diplomático en mayor medida orientado hacia los asuntos europeos, existe otra “diplomacia”, disociada de la primera, que tiene su sede en las instituciones europeas. Por lo tanto –e independientemente de la coyuntura actual signada por el euroescepticismo y la crisis económico-financiera–, pese a la importancia estratégica del proyecto europeo, ello no logra traducirse en una especialización en el seno de los diplomáticos franceses, justamente porque existen eurócratas dedicados exclusivamente a estas cuestiones. En Argentina, al no existir instituciones supranacionales, el funcionamiento de la “mercocracia” se limita a funciones muy específicas en el seno de la SAM.

En segundo lugar, por su tradición, el tamaño del MAEE y las ventajas comparativas que pueden ofrecer las instituciones supranacionales, en Francia a partir del proceso de escolarización, en especial en la educación media, se define la posibilidad de construir la carrera profesional, mientras que en Argentina ello no se define ni al cabo de cinco años de formación universitaria. Este contraste entre definición e indefinición se prolonga durante la trayectoria de las carreras diplomáticas. Si las carreras más “brillantes” en el caso de Francia en general tienden a especializarse en determinados aspectos, como el multilateralismo y, de allí, hacia sus vínculos con la UE; buena parte de las carreras más “brillantes” en el caso argentino en general no han buscado una especialización –con la sola excepción y en ciertos casos, de los abogados y el área de consejería legal–, aunque por la importancia estratégica que ha cobrado el MERCOSUR en la última década, es visto como una de las prioridades más importantes en materia de política exterior y, por consiguiente, suscita la atención de sus diplomáticos. En este sentido, si



bien podría suponerse que al no existir instituciones supranacionales, la necesidad de especialización debería ser mayor en el caso argentino –dado que la mayor parte de las tareas de coordinación de las políticas regionales recae sobre el cuerpo diplomático–, a excepción de dedicarse al bloque en el seno de la administración central, difícilmente estos “servidores de Estado” se consagrarían enteramente a la integración, cuando las máximas aspiraciones para los cargos de embajador en los países miembros del bloque (y en especial en Brasil), constituyen puestos generalmente asignados a los “embajadores políticos”.

BIBLIOGRAPHIE

- **BAZOUNI Yvan**, *Le métier de diplomate*, Paris; Budapest; Torino, l'Harmattan, 2005.
- **BIRNBAUM Pierre**, *Les Sommets de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris: Seuil, 1977.
- **BODIGUEL Jean-Luc**, *Les anciens élèves de l'ENA*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.
- **BUCHET DE NEUILLY Yves**, « Devenir diplomate multilateral », *Cultures & Conflits* n° 75, automne 2009, [En ligne], mis en ligne le 20 janvier 2011, URL : <http://conflits.revues.org/index17719.html>, consulté le 30 août 2012.
- **CHARLE Christophe**, *Les hauts fonctionnaires en France au XIX^e siècle*, Gallimard Julliard, Paris, 1980.
- **COGAN Charles**, *Diplomatie à la française*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2005.
- **DUINA Francesco**, *The Social construction of free trade: the European Union, NAFTA, and MERCOSUR*, Princeton New Jersey – Oxford England, Princeton University Press, 2006.
- **EYMERI Jean-Michel**, « Comparer les hauts fonctionnaires en Europe : variations sur le thème de la carrière », in **Françoise DREYFUS & Jean-Michel EYMERI** (dir.), *Science politique de l'administration. Une Approche comparative*, Paris, Éditions Economica, collection « Études politiques », 2006, p. 39-52.
- **GEORGAKAKIS Didier** (dir.), *Le champ de l'Eurocratie : une sociologie politique du personnel de l'UE*, Paris, Economica, 2012.
- **GEORGAKAKIS Didier**, **LASSALLE de Marine**, *La nouvelle gouvernance européenne*, GSPE, Stasbourg, 2008.
- **GUGLIELMI Gilles J.**, **HAROCHE Claudine** (dir.), *L'esprit de corps, démocratie et espace public*, Paris: Presses universitaires de France, 2005.
- **HAAS Ernst B.**, “The Uniting of Europe and the uniting of Latin America”, *Journal of Common Market Studies*, vol. V (4), june 1967, p. 315-343.
- **HOCKING Brian**, **SPENCE David** (eds.), *Foreign Ministries in the European Union: Integrating Diplomats*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- **KESLER Jean-François**, « La création de l'Ena », Paris, *Revue administrative*, 1 vol. [78], juillet-août, 1977, p. 354-369.
- **KESLER Jean-François**, « Les anciens élèves de l'École normale d'administration », *Revue française de science politique*, 14, 2, 1964, p. 243-267.
- **KESSLER Marie-Christine**, *Les Ambassadeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- **KESSLER Marie-Christine**, « L'esprit de corps dans les grands corps de l'État en France », in **Gilles J. GUGLIELMI**, **Claudine HAROCHE** (dir.), *L'esprit de corps, démocratie et espace public*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 277-298.
- **KESSLER Marie-Christine**, *Les grands corps de l'État*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.
- **KESSLER Marie-Christine**, *L'École nationale d'administration : La politique de la haute fonction publique*, Paris : Presses de la Fondation nationale des

- sciences politiques, 1978.
- **KINGSTON DE LEUSSE Meredith**, *Diplomate : une sociologie des ambassadeurs*, Paris : L'Harmattan, 1998.
 - **LORIOU Marc**, « La carrière des diplomates français : entre parcours individuel et structuration collective », *SociologieS*, 2009. [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 02 juin, consulté le 25 avril 2012. URL : <http://sociologies.revues.org/2936>
 - **LEQUESNE Christian, HEILBRONN Jean**, "Senior Diplomats in the French Ministry of Foreign Affairs, When an Entrance Exam Still Determines the Career", *The Hague Journal of Diplomacy*, vol. 7 [3], 2012, p. 269-285.
 - **MALAMUD Andrés, SCHMITTER Philippe C.**, "La experiencia de integración europea y el potencial de integración del MERCOSUR", *Desarrollo Económico*, vol. 46 [181], abril-jun 2006.
 - **MANGENOT Michel**, « Une école européenne d'administration ? L'improbable conversion de l'Ena à l'Europe », *Politix*, vol. 11 [43], troisième trimestre 1998, p. 7-32.
 - **ROUBAN Luc**, *La Fonction publique*, Paris, La Découverte, 1996.
 - **SANTANDER Sebastian**, *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, IEE, Institut d'études européennes, 2008.
 - **SANTANDER Sebastian**, « La légitimation de l'Union européenne par l'exportation de son modèle d'intégration et de gouvernance régionale : le cas du Marché commun du Sud », *Études internationales*, Québec, vol. 22 (1), mars 2001, p. 51-67.
 - **SOLANAS Facundo**, "La Diplomacia intergubernamental y su papel en la articulación de políticas públicas regionales en el MERCOSUR", *Contextualizaciones Latinoamericanas*, Año 3 [4], enero 2011. *Revista Semestral del Departamento de Estudios Ibéricos y Latinoamericanos de la Universidad de Guadalajara*. Disponible en: http://www.contextualizacioneslatinoamericanas.com.mx/numeros_anteriores/contextualizaciones_n_4/pdf/n4_context/facundo_solanas.pdf
 - **SULEIMAN Ezra**, *Les Hauts fonctionnaires et la politique*, Paris, Seuil, 1976.
 - **VENTURA Deisy**, *Les Asymétries entre le MERCOSUR et l'Union européenne. Les enjeux d'une association interrégionale*, Paris, L'Harmattan, 2003.

RESUMEN/RÉSUMÉ/ABSTRACT

Las diferentes concepciones institucionales existentes en el MERCOSUR y la Unión Europea, hacen que determinados actores administrativos, como los diplomáticos de carrera en los casos de Argentina y Francia respectivamente, cuenten con perspectivas de desarrollo profesional distintas de cara a la construcción de las políticas vinculadas con estos procesos de integración regional en su propio bloque. A partir de la vasta literatura existente sobre el cuerpo diplomático en Francia, en este artículo realizamos una primera comparación entre los diplomáticos argentinos y franceses, a fin de dar cuenta del papel de estos grupos profesionales

en la articulación de políticas regionales o comunitarias respectivamente

The different institutional conceptions existing in the MERCOSUR and the European Union imply that administrative actors such as career diplomats in the case of Argentina and France respectively, must consider their career paths taking into account policies related to regional integration of their respective blocks process. Based on the vast literature dealing with the diplomatic corps in France, this paper presents a first comparison between the French and Argentine diplomats in order to reflect the role of these professional groups in the construction of regional or community policies, respectively.



DIPLOMÁTICOS, UNIÓN EUROPEA Y MERCOSUR: UNA PRIMERA COMPARACIÓN DE LOS GRUPOS PROFESIONALES DE LA INTEGRACIÓN EN LOS CASOS DE ARGENTINA Y FRANCIA

Les différentes conceptions institutionnelles existantes dans le MERCOSUR et l'Union européenne, font que certains acteurs administratifs, comme les diplomates de carrière dans les cas de l'Argentine et la France respectivement, doivent penser leurs trajectoires professionnelles en fonction des politiques liées aux processus d'intégration régionale de leurs blocs

respectifs. À partir de la vaste littérature qui traite du corps diplomatique en France, nous présentons dans cet article une première comparaison entre les diplomates français et argentins, pour rendre compte du rôle de ces groupes professionnels dans la construction des politiques régionales ou communautaires, respectivement.

PALABRAS CLAVES

- diplomáticos
- MERCOSUR
- Unión Europea
- comparación

KEYWORDS

- diplomat
- MERCOSUR
- European Union
- comparison

MOTS CLÉS

- diplomatie
- MERCOSUR
- Union européenne
- Comparaison

Mariano Di Pasquale*

La présence de l'Idéologie à Buenos Aires. Un élan philosophique dans le processus de professionnalisation de la médecine, 1820-1840

Introduction¹

Cet article souhaite démontrer qu'un des éléments significatifs du processus de rénovation des connaissances médicales à Buenos Aires est lié à la réception de l'Idéologie et particulièrement à l'intégration des études de Destutt de Tracy et Pierre Jean George Cabanis. Les savoirs dérivés de l'Idéologie, courant français de la fin des Lumières, ont circulé sur la scène locale grâce aux œuvres et aux enseignements de certains professeurs qui se sont approprié ces savoirs et les ont diffusés dans les cercles académiques supérieurs.

* Instituto de Estudios Históricos. Universidad Nacional de Tres de Febrero/CONICET (Argentine).

1. Cet article est issu d'un travail de thèse de doctorat en cours en histoire en co-tutelle entre l'université Denis-Diderot, Paris 7 et l'Universidad Nacional de Tres de Febrero (Argentine). Je remercie les commentaires et suggestions de mes deux directeurs, Pilar González Bernaldo et Jaime Peire. Je souhaite aussi remercier Diego Fracchia et Lourdes Braña pour leur lecture du manuscrit. Pour finir, je remercie Nadia Tahir pour son aide dans la traduction du texte.

L'Idéologie était un courant philosophique français de la fin du XVIII^e siècle, mené par des hommes qui se faisaient appeler les « Idéologues ». Sous l'époque napoléonienne, il sera remplacé par celui d'« Idéologues », qui avait une connotation péjorative. Ce mouvement englobe un ensemble de penseurs très différents tels que Condorcet, Condillac, Sieyès, Daunou, Volney, Destutt de Tracy, Cabanis, ou La Romiguière, entre autres. S'il est vrai qu'il existe des nuances parmi ces membres, ils s'inspirent d'une base théorique commune : l'idée de Condillac de réduire toute la connaissance humaine aux perceptions sensorielles. Ils se sont donc regroupés autour d'une théorie sensualiste de la connaissance dans le cadre de laquelle la prémisse fondamentale veut que les idées, les connaissances et toutes les facultés de la compréhension humaine se fondent sur des données sensorielles [Picavet, 1891; Moravia, 1974; Kennedy, 1978; Gusforf, 1978; Staum, 1980; Welch, 1984; Head, 1985, p. 7-34; Sánchez-Mejía, 2004, p. XI-XXXVIII]. Le terme est un dérivé du vocable Idéologie, la science des idées, attribué à Destutt de Tracy [Destutt de Tracy, 1970, I, p. 4-5].²

Le processus par lequel l'Idéologie a eu un impact significatif dans l'élaboration d'une culture scientifique à la fin du XIX^e siècle en Argentine a été traité par plusieurs auteurs [de Ghioldi, 1938; Soler, 1968; Korn, 1983; Terán, 1996; Conti, 1997, p. 3-47]. Toutefois, en approfondissant nos recherches, nous observons que ces savoirs se trouvent tout d'abord dans l'enseignement de la philosophie, particulièrement avec la chaire d'Idéologie créée aux débuts de la jeune université de Buenos Aires en 1821. Cette situation particulière suppose un processus de rétro-alimentation et un transfert de savoirs qui part de la philosophie fondée sur l'Idéologie et va vers l'espace médical montrant qu'il existe des points de convergence entre les deux disciplines.

De même, on observe que la réception de l'Idéologie est en lien avec le processus politique de transformation mené à bien par la gestion de Bernardino Rivadavia. Ces réformes ont cherché à renouveler les pratiques et les imaginaires coloniaux dans leur ensemble. Dans le cadre scientifique et académique, la médecine devait être un élément modifié et adapté aux orientations du régime gouvernemental républicain, ce qui a provoqué un récent processus de professionnalisation de l'activité et un besoin de délimiter la médecine dans le cadre de paramètres de la science moderne.

Dans ce travail, nous souhaitons tout particulièrement analyser un élément de ce processus de professionnalisation [Ramsey, 1988; Haber, 1991; Faure, 1994; Bonner, 1995; Grmek, 1997; Lecourt, 2004, p. 1208-1211; Bynum, 2006; Lindermann, 2010]. Il s'agit de l'introduction et de l'utilisation d'un langage précis qui opère comme une forme de différenciation et de recherche d'une certaine

2. Pour ce travail, nous utilisons cette édition plus récente qui reproduit textuellement la première de 1801, ainsi que l'ensemble des *Éléments*.



légitimité scientifique. Ainsi, il y eut une diffusion d'un langage physiologiste et idéologiste, nouveau et moderne, qui commença à être pris en compte d'abord dans le champ académique pour constituer une base pour la spécialisation des connaissances et des pratiques médicales en relation avec les savoirs précédents.

Précédents : la médecine de Buenos Aires entre le Protomédicat et la création de l'Institut médico-militaire

Le Protomédicat était l'institution chargée de contrôler l'exercice de l'art de soigner, ainsi que celui consistant à assumer une fonction enseignante et à s'occuper de la formation de professionnels. Il y avait un tribunal spécial pour punir les fautes commises par les médecins et poursuivre les guérisseurs. Il avait aussi une fonction financière puisqu'il fixait les tarifs des examens et des visites des apothicaires, il contrôlait les amendes, il administrait et distribuait ces fonds parmi ses membres et les concédait à ce qui leur semblait convenir le mieux.

Depuis le xv^e siècle, en Espagne, il existe des institutions de ce type qui, au xvi^e siècle, ont été développées dans les colonies, créant ainsi les protomédicats du Mexique et du Pérou. Dans le Río de la Plata, le Protomédicat a été créé à Buenos Aires de manière provisoire par le Vice-roi Vértiz en 1779, suite aux sérieux manques dans les services hospitaliers de la région [de Asúa, 2010, p. 155]. Il fonctionna de façon précaire jusqu'en 1798, date à laquelle le roi Charles III autorisa définitivement son fonctionnement indépendant de celui de la Castille.

En avril 1799, le docteur Miguel O'Gorman a été nommé titulaire de la chaire de médecine et le licencié Agustín Eusebio Fabre, titulaire de la chaire de chirurgie. L'école de médecine a alors entamé une période de cours le 2 mars 1801, avec 15 étudiants, qui pour la plupart, deviendront par la suite médecins militaires lors des invasions britanniques ou pendant la guerre d'Indépendance. Plus tard, Fabre sera remplacé par Cosme Mariano Argerich (1756-1820), qui deviendra ensuite le secrétaire du Protomédicat, en prenant la succession de O'Gorman en 1802 [Dalmases, 1947]. Les six années de formation étaient ainsi réparties : lors de la première, on enseignait l'anatomie, la seconde portait sur la chimie pharmaceutique et botanique, la troisième était consacrée à la matière médicale, la quatrième aux maladies, la cinquième aux opérations et enfin la sixième était constituée de leçons de médecine clinique.

Le plan d'études s'inspirait de celui de l'université d'Édimbourg. Pour l'enseignement de la médecine, on utilisait les textes de William Cullen et de James Gregory. Pour la chirurgie, on recommandait des textes espagnols, tels que le *Curso completo de anatomía* (Cours complet d'anatomie) de Jaime Bonells et Ignacio Lacaba, en cinq tomes, et les *Operaciones de cirugía* (Opérations de chirurgie) de Francisco Villaverde [Cantón, 1921, p. 235-240]. Ainsi, la médecine générale s'inspirait du modèle écossais et la chirurgie, du modèle espagnol.

En 1813, sous l'inspiration de l'Assemblée, les études de médecine s'organisèrent autrement. L'Institut médico-militaire fut créé dans le contexte d'une dynamique favorable due aux victoires de l'Armée du Nord à Tucumán et Salta et suite aux requêtes de Belgrano qui demandait qu'on lui envoyât des chirurgiens militaires nécessaires dans un contexte de guerre d'Indépendance [de Asúa, 2010, p. 159]. Par la suite, le directoire militarisa encore plus l'Institut de médecine en affectant ses enseignants au Corps de médecine militaire. En 1815, Francisco Cosme Argerich – le fils de Cosme Argerich – rentra de l'Armée du Nord et occupa la chaire d'anatomie. La chirurgie était à la charge de Cristóbal Martín de Montúfar et Cosme Argerich continua d'exercer la tâche de directeur de l'Institut. La première année de formation commença en 1815 et en 1820 dix étudiants étaient diplômés. Un an plus tard, l'Institut médico-militaire était absorbé par le département de médecine de l'université de Buenos Aires.

Si l'on trace un itinéraire qui commence par l'ouverture du Protomédicat et va jusqu'à la création de l'Institut médico-militaire, on peut en conclure que la médecine à Buenos Aires était conçue comme un champ de savoirs ample : un médecin devait étudier la physique, la logique, l'agriculture, la botanique, la chimie végétale, la tannerie, la minéralogie, la météorologie, entre autres. L'importance accordée à l'utilisation des savoirs d'autres disciplines, autres que ceux de la spécialité, se manifestait dans le fait que les opportunités éducatives étaient rares et l'on souhaitait établir une formation complète, souple et adaptable à de multiples fonctions.

Ce profil intégral dans la préparation des médecins issus de Buenos Aires changera à partir de 1821 avec la création de l'université de Buenos Aires. À partir de ce moment, les savoirs médicaux allèrent dans une autre direction. La médecine prit les traits de la science moderne, ses fondements portaient de connaissances particulières et expérimentables et tentaient donc de s'éloigner des schémas religieux associés au caractère humain. Dans ce sens, on encouragea la professionnalisation du champ médical puisque ce dernier institutionnalisait ses études grâce aux études supérieures. On observe donc que la diffusion de l'Idéologie sur la scène locale a constitué un facteur significatif, parmi d'autres, pour la mobilisation et la capacité à rendre possible le passage à la modernisation de la médecine de Buenos Aires. Les enseignements diffusés par Juan Crisóstomo Lafinur, Juan Manuel Fernández de Agüero et Diego Alcorta ont été fondamentaux pour lancer le premier mouvement.

La réception de l'Idéologie dans le contexte de Buenos Aires

Avec le début de la Révolution, le groupe idéologiste a participé activement à la reconstruction de la nouvelle vie politique française. Parmi ces philosophes, la figure de Destutt de Tracy s'est particulièrement distinguée. Il prit de plus en



plus d'importance à partir de l'époque consulaire et impériale. Antoine Louis Claude Destutt, comte de Tracy, est né à Paris en 1754 et y est mort en 1836. Il a reçu une éducation universitaire à Strasbourg en accord avec son rang aristocratique. Il a ensuite intégré l'armée où il a suivi une carrière militaire qui l'a amené jusqu'au grade de chef de cavalerie dans l'armée du général Lafayette. En 1789 il devient député des États généraux en représentation de la noblesse. Il a été d'un enthousiasme actif pendant la Révolution jusqu'à la période de la Terreur en 1792. Malgré sa défense du républicanisme, il a critiqué le gouvernement de Robespierre. Il a échappé à la guillotine suite au coup du 9 Thermidor en 1794 qui a été à l'origine de la chute de la Convention. Pendant le Directoire, il a participé à la vie politique en tant que membre actif du Sénat [Welch, 1984, p. 1-43].

Destutt de Tracy réussit à organiser et à diffuser les conceptions du mouvement à partir de la publication de ses *Éléments d'Idéologie*, dont il publia successivement quatre parties: *Idéologie* (1801), *Grammaire générale* (1803), *Logique* (1805) et *Traité sur la volonté* (1815), sans doute son œuvre la plus diffusée en France et en Amérique. Sa conception s'est centrée sur le développement d'une science moderne fondée sur une logique rationnelle et séparée de la métaphysique scolastique qu'il associait au pouvoir absolutiste.

Alors que l'Europe de la Restauration tournait le dos aux Idéologues, la région du Río de la Plata devint un lieu ouvert et fécond pour expérimenter leurs conceptions. La chute du système politique du Directoire, suite à la bataille de Cepeda en février 1820, déboucha sur la perte de contrôle de Buenos Aires sur les provinces du reste du pays. L'ascension des pouvoirs provinciaux s'affirma avec la consolidation des autonomies politiques, fondées sur les préceptes de constitutions dans plusieurs d'entre elles, et avec l'apparition des chefs locaux (*caudillos*) qui aspiraient à des pouvoirs régionaux. Buenos Aires, vaincue et humiliée, dut abandonner ses ambitions d'un contrôle social et politique plus englobant, qui avaient caractérisé ce qu'on a appelé la «course vers la révolution» de l'époque du Directoire [Halperín Donghi, 1972, p. 353]. La ville se consacra alors à l'organisation de ses propres fondations institutionnelles dans un contexte où les conditions de gouvernabilité étaient quelque peu critiques.

Dans ce cadre, sous la direction du gouverneur de Buenos Aires, Martín Rodríguez, on instaura un dessein d'un espace politique fondé sur le modèle républicain de gouvernement pour lequel il fallut introduire de nouveaux mécanismes. Parallèlement à la mise en place de ce nouvel ordre politique, Bernardino Rivadavia, ministre du gouvernement de Rodríguez, développa un éventail de réformes institutionnelles, économiques, ecclésiastiques, éducatives, culturelles et militaires. L'objectif était d'établir les bases de l'organisation d'un État moderne en accord avec les conceptions illustrées et républicaines de l'époque et pour ce faire, il fallait consolider une nouvelle culture politique.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'Idéologie pénétra significativement dans l'espace de Buenos Aires grâce à sa diffusion dans l'université de Buenos Aires, très récemment créée en 1821. À ce propos, Tulio Halperín Donghi signale que cette université constitue l'une des « pièces fondamentales dans la reconstruction de l'État qui commence précisément en 1820 » [Halperín Donghi, 1962, p. 35]. Ainsi, la composante politique et l'émergence de cette organisation sont très étroitement liées grâce au climat réformiste du nouveau gouvernement.

De même, l'université tenta de contrôler tous les niveaux d'éducation de la province de Buenos Aires, en partant des écoles primaires jusqu'aux niveaux supérieurs d'enseignement. Sans entrer dans les détails de sa structure départementale, ce qui nous amènerait à présenter une histoire précise de cette institution, il est intéressant de signaler que sa construction impliqua le regroupement de différentes institutions déjà existantes³. Cependant, il y eut aussi de nouveaux éléments. Un de ces changements fut l'introduction de l'Idéologie qui devint une matière obligatoire au sein des enseignements préparatoires pour tous les étudiants souhaitant intégrer ce nouveau cours. Et malgré le peu d'étudiants dans cette première décennie de vie de l'université, ce niveau préparatoire fut un des espaces les plus essentiels et le plus demandé par les élèves [Halperín Donghi, 1962, p. 36 ; González Bernaldo, 2001, p. 113].

L'enseignement de l'Idéologie (et un peu de médecine aussi)

Pendant les mandats de gouverneurs de Martín Rodríguez (1821-1824), de Gregorio Las Heras (1824-1825), de Bernardino Rivadavia (1826-1827) puis de Manuel Dorrego (1827-1828), les manuels de philosophie intitulés *Principios de Ideología* (*Principes d'Idéologie*) faits par Juan Manuel Fernández de Agüero ont circulé. L'apparition de ces écrits pédagogiques et les polémiques qui les accompagnent sont des éléments qui permettent de soutenir que la diffusion du discours de Destutt de Tracy fut plus présente à cette époque.

Dans les *Principios*, les références à cet auteur en particulier sont nombreuses. On trouve même des citations textuelles de ses ouvrages. Les références explicites permettent de dire que le professeur analyse directement les œuvres de Destutt de Tracy. Fernández de Agüero signale à propos des *Éléments d'Idéologie*: « Dès

3. Par exemple en médecine: le Protomédecin en 1780 devenu ensuite l'Institut de médecine en 1813. En 1817, on rouvre le Colegio San Carlos, qui avait été utilisé comme caserne pendant les guerres d'indépendance, qui devient le Colegio de la Unión del Sur. Il deviendra ensuite le Colegio de Ciencias Morales et dépendra de l'université de Buenos Aires. La structure de l'université a été finalement organisée en six départements: celui des premières lettres, celui des études préparatoires, celui des sciences exactes, celui de médecine, celui de la jurisprudence et celui des sciences sacrées.



la première lecture rapide que nous avons réalisée, nous avons remarqué cette œuvre» [Fernández de Agüero, 1940, I, p. 137]. Le manuel a été le résultat d'un processus de circulation de textes fragmentaires manuscrits que le titulaire de la chaire, Fernández de Agüero, avait préparé pour que les élèves aient un guide ou un schéma d'études de ses conférences.

Par la suite, le gouvernement, par le biais d'un décret, finança la publication et la première édition. La première partie – *Idéologie élémentaire ou Logique* – parut en 1824, la seconde – *Idéologie abstraite ou Métaphysique* – en 1826, alors que la troisième – *Idéologie Oratoire ou Rhétorique* – ne fut jamais publiée. Fernández de Agüero se fit connaître sur la scène de la province de Buenos Aires vers 1820 lorsqu'il obtint la citoyenneté. À partir de là, il développa une grande activité publique qui le plaça dans le cercle de Rivadavia, en exerçant plusieurs responsabilités telles que professeur à l'université entre 1822 et 1829, membre de la Société Littéraire et député de la Chambre des représentants entre 1823 et 1824 [Cutolo, 1958-1985, III, p. 54-55]. Sa formation scolastique initiale l'a probablement conduit à des tensions lorsqu'il soutint le processus révolutionnaire, même si elle dut être revue au contact des savoirs de Destutt de Tracy. Fernández de Agüero affirma : « Nous n'avons plus à faire appel à cette multitude de philosophes dogmatisants qui pendant très longtemps ont dominé dans nos lycées » [Fernández de Agüero, 1940, I, p. 133], ce qui permet de voir le changement. La transformation a tout de même été un peu traumatisante : « Le jargon scolastique que je regardais déjà à cette époque avec méfiance, ce qui me valut quelques invectives, avait corrompu le goût et en est arrivé par la suite à tourmenter mon esprit » [Fernández de Agüero, 1940, I, p. 135].

Un premier relevé du manuel montre de grandes ressemblances avec l'œuvre de Destutt de Tracy. Dès le départ, le mot *Idéologie* apparaît dans le titre du texte comme un point de connexion entre les deux auteurs. Le changement sémantique, de philosophie à *Idéologie*, n'est pas un hasard. Au contraire, il renferme toute une re-signification des concepts. Destutt de Tracy utilise le terme *Idéologie* pour fonder une nouvelle science qui étudie la formation des idées en lui donnant un nom et une méthode d'analyse différente de la métaphysique habituelle [Head, 1985, p. 7]. Dans ce sens, il présente une philosophie de type scientifique pour se différencier des études métaphysiques liées à l'Antiquité et au Moyen Âge : « Pour faire faire de grands progrès à la philosophie rationnelle, et pour porter à sa perfection la connaissance de l'homme, il fallait donc à l'indépendance des anciens joindre plus de science et plus de réserve, et en observant comme les modernes, pouvoir tout examiner et tout dire » [Destutt de Tracy, 1970, II, p. 10].

En suivant ces prémisses, le remplacement de la dénomination de philosophie par celui d'*Idéologie* dans le nom de la chaire, ainsi que dans le texte utilisé comme encadrement au sein de l'université de Buenos Aires, impliquait donc, au moins, d'envisager cette matière comme un corpus scientifique moderne, promoteur d'une

philosophie qui apparaît comme différenciée des méthodes scolastiques d'enseignement, elles-mêmes considérées comme les produits éducatifs du pouvoir absolutiste.

Fernández de Agüero dessine une logique, une morale et une métaphysique liées aux orientations de Destutt de Tracy. À l'instar de la chimie, séparée de l'alchimie, le professeur – dans la lignée du philosophe français – prétend s'éloigner du concept traditionnel de « métaphysique » lié à l'art de l'imagination. Cette dernière devait être revue dans la mesure où elle était constituée par des systèmes de croyances et de suppositions. Ainsi, son intention consiste à actualiser les plans éducatifs pour réduire l'influence de la métaphysique scolastique et de la pensée religieuse. Dans ce sens, Fernández de Agüero remet en cause la question de l'âme dans la formation philosophique lorsqu'il signale que « Nous ne souhaitons absolument pas parler directement de la nature de ce qu'on appelle l'âme de l'homme, puisque nous sommes convaincus qu'une telle recherche, bien qu'elle incombe à un philosophe, n'est pas vraiment utile » [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 105].

La morale reconstruite par le titulaire de la chaire provient d'une théorie rationnelle fondée sur une base physiologique, c'est pour cela qu'il précise qu'on doit « écouter les physiologistes et abandonner les théologiens » [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 139]. Les principes moraux acquièrent une tendance idéologiste très proche de celle de Destutt de Tracy lorsque Fernández de Agüero soutient :

« Ainsi donc le physique et le moral se confondent dès leurs origines, ou plutôt le moral n'est que le physique envisagé à partir de certains points de vue particuliers. Pour bien comprendre cela, il suffira de voir que la vie est un tissu de mouvements exécutés en vertu des sensations reçues par les différents organes ; et que les opérations de l'âme et de l'esprit résultent aussi des mouvements exécutés par l'organe cérébral et ses changements sont le résultat d'impressions reçues et communiquées par les extrémités conscientes des nerfs dans les différentes parties ou excitées par cet organe qui semblent agir immédiatement sur lui » [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 29-30].

Le tournant rénovateur qui se trouve dans la pensée de Destutt de Tracy consiste à présenter la science des idées dans le cadre d'un paramètre biologiste en allant bien plus loin que ses pairs. Cela se perçoit à partir de l'inclusion de l'Idéologie dans la zoologie. Destutt de Tracy signale que « [l'on] n'a qu'une connaissance incomplète d'un animal, si l'on ne connaît pas ses facultés intellectuelles. L'Idéologie est une partie de la Zoologie, et c'est surtout dans l'homme que cette partie est importante et mérite d'être approfondie » [Destutt de Tracy, 1970, I, préface : XIII-XIV].

D'ailleurs, la subordination de l'Idéologie en tant que branche de la Zoologie lui permet de créer le cadre préalable à l'argumentation d'un des points les plus importants de sa théorie : la non-existence d'une distinction qualitative entre



l'homme et le monde animal. Pour Destutt de Tracy, tous deux partent du même point: «Il n'est pas douteux que nos forces intellectuelles, comme nos forces physiques, s'accroissent et augmentent avec le développement de nos organes» [Destutt de Tracy, 1970, I, p. 5]. D'après lui, la science des idées se comprend à partir d'un composant physiologique qui l'amène à établir une dimension corporelle et matérielle de la nature humaine à un même niveau. Dans le cas de Fernández de Agüero, on est face à un cas analogue lorsqu'il indique :

«Ainsi, un homme mis à la tête des animaux, suite à des circonstances particulières de leur organisation, participe aux facultés instinctives de ces derniers qui à leur tour bien que privés en grande partie de la capacité des signes, le vrai moyen pour comparer les sensations et les transformer en raisonnements, participent jusqu'à un certain point aux capacités intellectuelles de l'homme. Et si l'on y regarde de plus près, il est possible que la distance qui sépare l'homme de certaines espèces, selon ce dernier point de vue, n'est pas aussi importante par rapport à celles qui séparent la plupart de ces espèces les unes des autres» [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 64].

La différence dans la pensée de Tracy réside dans le fait que les impressions sont générées dans les organes des sens. Cependant, ces derniers dérivent à leur tour des conditions de notre système nerveux: «...les nerfs sont en nous les organes de la sensibilité. Leurs principaux troncs se réunissent en différents points, et surtout dans le cerveau, dans lequel ils se perdent et se confondent» [Destutt de Tracy, 1970, I, p. 30]. Fernández de Agüero poursuit dans le même sens lorsqu'il s'interroge: «Et que nous reste-t-il, si ce n'est de conclure avec la même affirmation qui est que: le cerveau digère d'une certaine façon les impressions pratiquées organiquement par la sécrétion de la pensée? Elle est si évidente qu'on dit familièrement que ceux qui raisonnent bien, digèrent bien leurs idées» [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 71].

C'est ce qui amène Fernández de Agüero, à travers l'inclusion du discours de Destutt de Tracy, à développer une philosophie exempte d'une métaphysique de type scolastique qui permettrait de mettre en relation les fonctions corporelles avec celles de l'intelligence. Le savoir physiologique doit s'intéresser au point de vue sur les pensées et à nos façons de sentir. Selon lui, une médecine articulée dans une matrice physiologique servirait les objectifs de la philosophie et de la politique :

«La médecine doit faire connaître [les maladies] qui modifient particulièrement l'état de la sensibilité et trouver les moyens qui permettent de rétablir l'ordre naturel. De ce point de vue, l'étude physique de l'homme est très intéressante pour le philosophe, le moraliste et le législateur, puisque c'est là qu'ils peuvent trouver de nouvelles connaissances portant sur la nature humaine et faire des observations fondamentales sur sa perfection» [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 32].

Pour l'approfondissement de ces recherches, il conseille sans hésiter des pratiques médicales peu fréquentes. Par exemple, il invite à l'«observation des malades et l'ouverture des cadavres pour présenter un tableau des phénomènes ordinaires de la sensibilité par rapport aux différents états du cerveau» [Fernández de Agüero, 1940, II, p. 79].

Après 1827, la chaire passe aux mains de Diego Alcorta. Ce dernier a fait ses études au Collège de l'Union du Sud où il a reçu les enseignements de philosophie du professeur Crisóstomo Lafinur, qui l'a initié à cette discipline [Gutiérrez, 1998, p. 104]. En 1824, lorsqu'il était étudiant, il créa avec un groupe de camarades, la *Sociedad Elemental de Medicina* (*Société Élémentaire de Médecine*), au sein de laquelle chaque membre obtenait un numéro d'ordre équivalent à son niveau académique. Dans ce groupe se trouvait Juan José Montes de Oca, major de sa promotion et futur professeur titulaire de chirurgie clinique et doyen de la Faculté de médecine. Des réunions hebdomadaires étaient organisées pendant lesquelles chaque membre présentait différents sujets. Ainsi, Alcorta présenta ses travaux sur les affections pathologiques combinées des organes et ceux sur les variations du pouls artériel [Alcorta, 1821].

Par la suite, il fut nommé médecin chef du service de l'Hôpital Général des Hommes. En 1827, il termina ses études en recevant son diplôme de docteur en médecine avec un travail de thèse intitulé *Disertación sobre la Manía Aguda* (*Dissertation sur la Manie Aigüe*). À partir de l'analyse de sa thèse, on peut observer la présence de savoirs idéologistes. Dans la *Disertación*, une étude fondée sur six patients internés à l'Hôpital Général des Hommes, apparaît un discours physiologique lié à l'analyse des facultés humaines. Certains passages révèlent la volonté d'étudier cette maladie mentale à partir des principes idéologistes : « Dans le traitement de certaines maladies, le médecin a autant besoin des lumières de la philosophie comme c'est le cas pour celui de la manie » [Alcorta, 1827]. Le savoir médical a besoin de la philosophie moderne pour acquérir un vrai statut de science et c'est en ce sens, qu'Alcorta signale :

« Les médecins modernes, libérés des obstacles [...] regardent l'intelligence comme la fonction d'un organe. Éclairés par l'anatomie et la pathologie, ils tentent de connaître ses mécanismes. Partout, ils font des essais et il est possible que l'époque de nouveaux éclairages à ce propos ne soit pas loin et permette à la médecine d'avoir plus de certitudes au sujet des maladies mentales, ce dont elle manque cruellement » [Alcorta, 1827].

« Sans obstacles », par exemple, laisse entendre la possibilité d'étudier les cadavres humains sans aucune réprobation. À l'instar de Cabanis, il affirme que les organes impriment les sensations des objets et sont, de ce fait, ceux qui produisent les idées et les sentiments de l'homme. Ainsi, Alcorta comprend que les maladies mentales ou morales sont le produit des altérations organiques [Cabanis, 2005,



I, p. 203-214]. À ce propos, il indique que l'« on a découvert, suite à un grand nombre de dissections comparées, que les maladies sont souvent liées à des altérations des facultés morales » [Alcorta, 1827].

Au schéma des sensations que déduisent Crisóstomo Lafinur et Fernández de Agüero de Destutt de Tracy, Alcorta inclut celui de Cabanis, lorsqu'il signifie que :

« Les différentes époques de la vie sont accompagnées du développement particulier de certaines facultés intellectuelles et certains sentiments intérieurs nés du statut actuel des organes de l'économie » [Alcorta, 1827]. Dans ce sens, il précise aussi que « toute impression trop forte, aussi bien physique que morale, peut déterminer la manie, mais pour cela il faut une prédisposition individuelle qui, soit, existe à la base, soit, est occasionnée par l'éducation, l'âge, la manière de vivre, le sexe, etc. » [Alcorta, 1827]. On remarque que ces savoirs articulent le fonctionnement biologique et organique des sujets avec les comportements qu'ils expérimentent : les maladies mentales traversent l'aspect physique et moral à un même niveau, mais ce dernier est finalement plus déterminant » [Cabanis, 2005, I, p. 161-184].

Il convient d'ajouter aussi que la *Disertación* s'inspire des travaux de Philippe Pinel (1755-1826), célèbre médecin français dont les savoirs sont à l'origine de la législation psychiatrique française de 1838. De son côté, Alcorta a repris son idée de chercher dans les tissus externes le point d'origine des maladies [Alcorta, 1827 ; Pinel, 1798, II, p. 160-162]. Par ailleurs, il inclut la classification des maladies mentales élaborée par Pinel dans son *Traité médico-philosophique sur l'aliénation mentale*. Dans cette œuvre, on distingue la mélancolie, la manie (dans laquelle on trouve deux sous-groupes : la manie sans délire et la manie avec délire), la démence (faiblesse intellectuelle généralisée) et l'idiotisme (perturbation totale des fonctions intellectuelles). Pinel estimait que les maladies mentales telles que le dérèglement des facultés cérébrales dû à plusieurs causes pouvaient être physiques (directement cérébrales ou sympathiques), héréditaires ou morales, ce à quoi il attribue plus de la moitié des cas et peuvent être séparées en deux catégories : celles qui dérivent des passions intenses et celles qui sont dues aux excès de tout type [Pinel, 1813, p. 135-137]. Parallèlement, Alcorta commente :

« Il faut isoler les objets pour pouvoir bien les connaître. C'est là que réside le besoin d'une classification des maladies mentales qui, ne pouvant être élaborée à partir des changements organiques qu'elles occasionnent puisqu'elles ne sont pas assez connues, doit être faite à partir des symptômes qui les caractérisent. À mon sens, la classification de Pinel est la plus pertinente. Il distingue l'aliénation mentale en quatre catégories distinctes : manie, mélancolie, démence et idiotisme. Chacune de ces catégories a un nombre infini de variantes. La manie, la plus connue des maladies mentales, doit ainsi bénéficier d'une attention particulière » [Alcorta, 1827].

Par ailleurs, il convient de préciser que, comme travail pédagogique, il a élaboré un guide pour l'enseignement des cours nommé *Leçons de philosophie*, œuvre éditée en 1835. Les notions de Cabanis peuvent être identifiées tout au long des *Leçons*. La première chose que doit apprendre un étudiant est l'aspect physique d'un homme : identifier les parties du corps et son organisation, mais aussi déterminer le fonctionnement des différents organes car ils génèrent nos sens [Alcorta, 2011].

Pour résumer, Diego Alcorta a introduit, à partir de son intérêt pour les œuvres de Cabanis et Pinel, un langage physiologique plus évident que celui de son prédécesseur lorsqu'il s'agit de s'intéresser à des questions de philosophie. Il fit circuler ces notions de manière continue car il occupa plus longtemps la chaire. Toutefois, pour compléter le tableau de l'introduction de l'Idéologie dans la constitution des savoirs médicaux dans la province de Buenos Aires, il nous semble pertinent de nous intéresser à la diffusion et à la portée de ces enseignements.

Apprendre la médecine sur les bancs de l'université. La diffusion auprès des étudiants

La publication des écrits pédagogiques évoqués ci-dessus permet d'affirmer que la présence et la circulation du discours idéologiste prenaient plus d'ampleur à cette époque. Ainsi, les travaux de Destutt de Tracy et Cabanis ont-ils été surtout diffusés à l'échelle locale grâce à ce type de relectures et à leur répercussion immédiate dans la presse, plus que par l'accès direct à leurs œuvres. On a trouvé plusieurs références dans la presse de l'époque, par exemple : *El Centinela* (1822), *El Argos de Buenos Aires y Avisador Mercantil* (1822-1825), *La Abeja Argentina* (1822-1823), *El Correo Político y Mercantil* (1827), entre autres.

Dans les archives de l'université, on peut voir que les *Principios de Ideología* et les *Lecciones de Filosofía* circulaient parmi les étudiants. On trouve d'ailleurs des reçus comme preuves d'achats. Par exemple : «J'ai reçu du comptable de l'École des Sciences Morales, quinze pesos en échange de deux douzaines de cahiers de Principes d'Idéologie», [Buenos Aires, 28 février 1826, signé par Avelino Díaz, in Archivo General de la Nación, Sala X, Educación, ref. 42-8-2]. Bien que cette donnée ne soit pas une preuve irréfutable du degré de diffusion, c'est tout du moins une preuve de l'existence d'une certaine distribution et circulation de ces œuvres parmi les étudiants.

La présence du langage idéologiste à l'université a laissé des traces importantes surtout, pour ceux qu'on appelle la *Generación del '37*. Vers 1822, Esteban Echeverría assistait au cours de Fernández de Agüero. Juan Bautista Alberdi, Vicente Fidel López, Miguel Cané, José Mármol, Félix Frías et Juan María Gutiérrez, entre autres, ont assisté au cours d'Alcorta. Dans son *Autobiographie*, Vicente Fidel López donne son opinion : «dans cette classe et dans ce cadre



commence ma propre personnalité» [López, 1896, p. 196]. Juan María Gutiérrez et José Mármol se souviennent aussi, avec beaucoup de plaisir, de la formation proposée par leur professeur de philosophie [Gutiérrez, 1998, p. 104].

Toutefois, tous les membres de cette *Joven Generación* ne s'accordaient pas sur la validité de ces enseignements. Dans ce sens, on peut revenir sur un commentaire de Juan Bautista Alberdi au professeur de philosophie Salvador Ruano en 1838. Alberdi signale que :

«[...] la philosophie de M. Tracy, dernier corollaire de la philosophie de Cabanis, Helvetius, Locke, Condillac, a rempli glorieusement sa mission critique, sa mission d'analyse, de décomposition, de destruction, en un mot de révolution ; et notre siècle, siècle de reconstruction, de recomposition, de synthèse, de génération, d'organisation, de paix, en un mot d'association, veut aussi une philosophie appropriée et propre qui ne reproduise pas la philosophie du siècle passé, dont le dernier vestige est M. Tracy» [*El Nacional*, Montevideo, 19 décembre 1838, in Alberdi, 1996, p. 91].

Dans cette optique, la critique, l'analyse, la décomposition et la révolution étaient des termes qui n'étaient plus à la mode : ils avaient perdu leur substance dans le vocabulaire politique. Chaque étape historique avait sa propre configuration, ses problèmes concrets et ainsi Alberdi différenciait ceux de son époque et ceux des époques antérieures. Après trois décennies de légitimité au cours du XIX^e siècle, les savoirs idéologistes ne constituaient plus une base théorique qui permettait de réfléchir à des problèmes de société et d'ordre politique. La société et la politique avaient changé et les conflits à résoudre étaient d'un nouveau genre.

À cette époque, le régime de Juan Manuel de Rosas commençait à se constituer et, en exil, Alberdi s'interrogeait sur deux sujets centraux : la liberté de droit et l'organisation politique constitutionnelle. Cependant, alors que la philosophie politique du Río de la Plata s'intéressait avec hésitation à l'héritage de l'Idéologie, le champ médical naissant se nourrissait lui plus largement de ses fondements et de ses principes. Comme nous l'avons signalé, le processus de diffusion de l'Idéologie sur la scène de la province de Buenos Aires voulait être fonctionnel dans le renouvellement des études philosophiques et éliminer l'enseignement scolastique, hérité de l'époque coloniale.

Ce processus de circulation de savoirs a été alimenté par le programme de Rivadavia pour construire une citoyenneté en accord avec les idées républicaines et représentatives de gouvernement. Bien qu'il s'agisse là de l'objectif de départ, il est vrai que le contexte local orienta ces appropriations de savoirs vers le champ médical. Plusieurs facteurs ont contribué à générer un processus d'*idéologisation* de la médecine. Une manière d'expliquer ce processus de transfert de savoirs réside dans le fait que les notions de Destutt de Tracy ainsi que celles de Cabanis donnaient une tournure biologiste et physiologiste dans leurs fondements autour

de l'origine des idées et du caractère humain, ce qui permit le rapprochement entre philosophie et médecine. Les enseignements de Fernández de Agüero et de Diego Alcorta, présents dans leurs ouvrages respectifs, ont ouvert ce nouvel horizon en expliquant des questions d'ordre philosophique avec l'inclusion d'un langage sensualiste et physiologiste.

Le travail d'Alcorta fut un second mécanisme qui donna de l'élan au processus de diffusion dans le champ médical. À partir de 1828, l'enseignement de la philosophie est resté à la charge de ce médecin de renom qui s'est attaché à diffuser les notions de l'Idéologie dans un espace fondamental du cadre universitaire. Ainsi au cours de sa trajectoire personnelle – de pratiquant à titulaire de la chaire, d'opposant à Rosas à homme avisé et silencieux, de médecin à philosophe –, il a été un modèle pour les étudiants qui souhaitaient s'instruire dans l'art de soigner.

Il convient aussi d'évoquer un autre motif lié à la conjoncture locale: la nécessité croissante de la part de l'élite proche de Bernardino Rivadavia, de se différencier des pratiques et des savoirs antérieurs. L'Idéologie est devenue un apport bénéfique pour la médecine puisqu'il constitue une proposition rénovatrice face aux connaissances « natives », jugées archaïques et « superstitieuses », puisque dérivées des cultures autochtones et issues de l'héritage colonial. Dans ce contexte, la création de l'université et de l'Académie de médecine ont constitué un phénomène d'institutionnalisation du champ médical par le gouvernement provincial. La diffusion des savoirs idéologistes et physiologistes dans l'espace académique a été un saut nécessaire pour commencer à établir une médecine moderne et scientifique.

Les périodes de crises politiques coïncident avec la baisse de production de thèses. Dans les dédicaces en début de thèses, on trouve des références à des proches mais également à des processus politiques: « Vive la Sainte Confédération Argentine! », « Mort aux sauvages Unitaires! », « Mort au traître fou et sauvage Urquiza! », entre autres devises. En voici quelques exemples significatifs. Pour obtenir un diplôme de docteur en médecine, Juan Gutiérrez Moreno a écrit sa *Thèse sur la rage* en 1830. Il y évoque que :

« L'invasion, symptômes et autres phénomènes énumérés ont tendance à s'orienter vers l'opinion qui établit l'assise de la rage dans le système nerveux; l'augmentation de sensibilité de relation exprime la sensibilité exagérée des nerfs correspondants aux sens et les hallucinations qu'ils expérimentent, une exagération des propriétés sensitives, soit des nerfs que l'impression transmet, soit du centre, soit du point de convergence où terminent toutes les sensations » [Juan Gutiérrez Moreno, 1830].

Le raisonnement idéologiste et physiologiste se perçoit dans le rappel constant de la question de la sensibilité. Il convient de montrer comment, dans ces argumentations sur les effets de la rage, le fait de prendre en considération les sens et leurs dérivés a de l'importance: cette maladie augmente le fonctionnement de



l'appareil sensoriel. La rage provoque alors des hallucinations qui modifient l'activité nerveuse et surtout l'organe principal, le cerveau. On retrouve ces théories dans la thèse de Claudio Mamerto Cuenca, *Las simpatías en general, consideradas en sus relaciones con la anatomía, fisiología, patología y terapéutica*, (Les sympathies en général, considérées dans leurs rapports à l'anatomie, la physiologie, la pathologie et la thérapeutique) défendue en 1838, lorsque celui-ci signale :

« En effet, les maladies ne vont vite et ne passent aussi superficiellement dans les organes que si elles laissent des traces plus ou moins apparentes de leur existence. Pour savoir, donc, observer ces désordres organiques qui accompagnent, ou plutôt, constituent les maladies, il importe de savoir observer ce qui les maintient. Ce savoir est le merveilleux secret de la guérison » [Claudio Mamerto Cuenca, 1838].

On trouve aussi certains registres du langage physiologiste, diffusés par les Idéologues locaux, dans la thèse de José Lucena. En 1848, Lucena obtint son diplôme de Docteur en médecine avec une étude intitulée *Sobre el histerismo, considerada como una enfermedad nerviosa* (À propos de l'hystérisme, considéré comme une maladie nerveuse). Son argument principal était de démontrer que l'hystérie était liée à un certain type de comportements et de pratiques sociales. Lucena explique que :

« Le tempérament nerveux et une constitution pléthorique, la menstruation, la ménopause sont des causes qui prédisposent à l'hystérisme, à celles-ci, il faut ajouter un amour contrarié, la jalousie, l'influence des lectures obscènes, la propension aux idées lascives, ainsi que l'abstinence et dans d'autres occasions les abus vénériens. C'est une impression morale vivante, la suppression des règles est considérée comme une des causes excitantes de la maladie [...] » [José Lucena, 1848].

Bien que l'hystérie ne fût pas considérée comme une maladie mentale, comme c'est le cas de la manie aiguë dans la *Disertación* d'Alcorta, les changements organiques correspondent aux conduites morales et, de ce fait, ces dernières pourraient constituer l'origine des maladies. Dans la thèse de Guillermo Rawson, défendue en 1848, on observe aussi la présence des savoirs idéologistes lorsque ce dernier s'exprime ainsi :

« Je crois, Messieurs, que le cerveau est un organe matériel de la pensée, que chaque faculté de l'esprit est représentée par une portion donnée de la masse encéphalique et que plus une partie aura de l'importance, plus elle sera active, plus elle dominera celui qui la possède de par l'influence positive de cette propension ou capacité » [Guillermo Rawson, s/f, p. 28-29].

Conclusions

Ce travail souhaite être une première approche sur les savoirs médicaux à Buenos Aires, en particulier ceux produits grâce à l'introduction de l'Idéologie dans le cadre universitaire. On a pu observer un intense échange de savoirs avec lequel il s'agissait de montrer qu'il y a eu un processus d'appropriation d'un discours philosophique et médical européen dans la province de Buenos Aires.

Les Idéologues du Río de la Plata ont inclus un nouveau langage qui a tenté d'adapter Destutt de Tracy et Pierre Jean George Cabanis au contexte des réformes sous le gouvernement de Rivadavia en matière morale et métaphysique : son intention a consisté à remplacer une philosophie scolastique encore en cours à l'époque. Ce travail d'appropriation intellectuelle inclut la réélaboration de perceptions et idéaux, ainsi que l'instauration de normes d'un autre genre. Ce processus se révèle aussi, de façon hypothétique, être le fondateur d'une logique de différenciation parfois porteuse d'une conscience de l'altérité d'un monde perçu jusqu'à présent comme l'apprenti de la métropole.

Parallèlement, sa diffusion et sa contribution la plus directe ont été développées dans l'espace médical de l'époque. Dans ce sens, les premiers pas de Juan Manuel Fernández de Agüero ont été suivis des enseignements de Diego Alcorta, qui a donné un trait physiologique en intégrant les œuvres de Philippe Pinel et les notions de Pierre Cabanis. Ainsi, Alcorta a réussi à présenter un discours qui a donné l'articulation de ce qui était organique et de ce qui était humain, du physique et du moral, en fin de compte, de la médecine et de la philosophie.

Les médecins apportent leur concours et une garantie à cette dynamique d'appropriation des idées portant sur la santé et la maladie, tout en y trouvant un vecteur de promotion significatif. Il n'est pas étonnant que la médecine naissante du Río de la Plata ait jeté son dévolu sur ces connaissances qui lui offraient, d'une part, une théorie physiologique qui liait les fonctions de l'esprit et du corps, et, d'autre part, la possibilité de se légitimer et de s'affirmer comme science moderne avec une ingérence minimale de l'église et sans l'intervention de savoirs « superstitieux » issus de l'héritage colonial. À partir de l'exploration de ce problème, on a observé que la place du médecin n'a cessé de croître en importance dans l'espace culturel de la province de Buenos Aires. Vers les années 1830, la médecine commençait à être considérée comme une activité scientifique, académique et professionnelle.

Dans ce sens, la construction de la vérité scientifique dans le champ médical, entre autres facteurs, a alimenté la constitution d'un nouveau langage académique pour établir et délimiter les frontières de la profession. La diffusion de l'Idéologie dans l'espace local a trouvé fondement, applicabilité et différenciation dans le processus de construction de la profession médicale de la province de Buenos Aires.



LA PRÉSENCE DE L'IDÉOLOGIE À BUENOS AIRES. UN ÉLAN PHILOSOPHIQUE
DANS LE PROCESSUS DE PROFESSIONNALISATION DE LA MÉDECINE, 1820-1840

BIBLIOGRAPHIE

- **ALBERDI Juan Bautista**, *Escritos de Juan Bautista Alberdi. El redactor de la ley*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 1996.
- **ALCORTA Diego**, « *Disertación sobre la manía aguda* », Universidad de Buenos Aires, 1827, in *Biblioteca Nacional*, Sala Tesoro, ref. 3A232210.
- **ALCORTA Diego**, *Diario literario por la Sociedad Elemental de Medicina*, 1821, in *Biblioteca Nacional*, Sala del Tesoro, ref. 3A63519.
- **ALCORTA Diego**, *Lecciones de filosofía*, Buenos Aires, Fondo Nacional de las Artes, 2001.
- **BONNER Thomas**, *Becoming a physician: medical education in Britain, France, Germany, and the United States 1750-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- **BYNUM William**, *Science and the practice of medicine in the nineteenth century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- **CABANIS Pierre Jean Georges**, *Rapports du physique et du moral de l'homme*, vol. I, Paris, L'Harmattan, 2005.
- **CANTÓN Eliseo**, *La facultad de Medicina y sus escuelas*, tomo I: *La medicina, su ejercicio y enseñanza en el pasado colonial y en la Independencia (1580-1821)*, Buenos Aires, Coni, 1921.
- **CONTI Norberto**, « Juan Manuel Fernández de Agüero y Diego Alcorta: Ideología y Locura en el Río de la Plata », *Temas de Historia de la Psiquiatría Argentina*, n° 2, Buenos Aires, Polemos, 1997, p. 3-47.
- **CUENCA Claudio Mamerto**, « *Opúsculo sobre las simpatías en general, consideradas en sus relaciones con la anatomía, fisiología, patología y terapéutica* », Universidad de Buenos Aires, 1838, in *Biblioteca de la Facultad de Medicina*, Universidad de Buenos Aires, ref. : 22522.
- **CUTOLO Vicente**, *Nuevo diccionario biográfico argentino: 1750-1930*, tomo III, Buenos Aires, Elche, 1985.
- **DALMASES Vicente**, *Apuntes biográficos del doctor Cosme Argerich: 1758-1820*, Buenos Aires, Peuser, 1947.
- **DE ASÚA Miguel**, *La ciencia de Mayo. La cultura científica en el Río de la Plata, 1800-1820*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2010.
- **DE GHIOLDI Delfina Varela Dominga**, *Filosofía argentina. Los ideólogos*, Buenos Aires, La Vanguardia, 1838.
- **DESTUTT DE TRACY Antoine Louis Claude**, *Éléments d'Idéologie. Grammaire. Deuxième partie*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 1970.
- **DESTUTT DE TRACY Antoine Louis Claude**, *Éléments d'Idéologie. Idéologie proprement dite. Première partie*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 1970.
- **FAURE Oliver**, *Histoire sociale de la médecine (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Anthropos, 1994.
- **FERNANDEZ DE AGÜERO Juan Manuel**, *Principios de Ideología. Primer Curso de filosofía dictado en la Universidad de Buenos Aires (1822-1827)*, tomo I : *Ideología elemental o lógica*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, 1940.
- **FERNANDEZ DE AGÜERO Juan Manuel**, *Principios de Ideología. Primer Curso de filosofía dictado en la Universidad de Buenos Aires (1822-1827)*, tomo II : *Ideología Abstractiva o metafísica*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, 1940.
- **GONZALEZ BERNALDO Pilar**, *Civilidad y política en los orígenes de la Nación Argentina. Las sociabilidades en Buenos Aires, 1829-1862*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001.
- **GRMEK Mirko (dir.)**, *Histoire de la pensée médicale en Occident*, vols. 2 et 3, Paris, Seuil, 1997.
- **GUSDORF Georges**, *L'homme romantique*, Paris, Payot, 1984.
- **GUTIÉRREZ Juan María**, *Noticias históricas sobre el origen y desarrollo de la enseñanza superior en Buenos Aires 1868*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 1998.

- **GUTIÉRREZ MORENO Juan**, « *Thesis sobre la rabia* », Universidad de Buenos Aires, 1830, Biblioteca Nacional, Sala del Tesoro, ref. 3A232210.
- **HABER Samuel**, *The quest for authority and honor in the American professions, 1750-1900*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1991.
- **HALPERIN DONGHI Tulio**, *Historia de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Eudeba, 1962.
- **HALPERIN DONGHI Tulio**, *Revolución y guerra Formación de una élite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1972.
- **HEAD Brian**, « Destutt de Tracy: Ideology, language, and the critique of metaphysics », in **Harold Bloom** (ed.), *French prose and criticism, 1790 to World War II*, New York, Chelsea House Publishers, 1985, p. 7-34.
- **KENNEDY Emmet**, *A Philosophe in the Age of Revolution: Destutt de Tracy and the Origins of « Ideology »*, Philadelphia, American Philosophical Society, 1978.
- **KORN Alejandro**, *Influencias filosóficas en la evolución nacional*, Buenos Aires, Solar-Hachette, 1983.
- **LECOURT Dominique**, *Dictionnaire de la pensée médicale*, Paris, Press Universitaires de France, 2004.
- **LINDERMAN Mary**, *Medicine and society in early modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- **LOPEZ Vicente Fidel**, « Autobiografía », *La Biblioteca* (Buenos Aires), año I, tomo I, 1896.
- **LUCENA José**, « *Sobre el histerismo, considerada como una enfermedad nerviosa* », Universidad de Buenos Aires, 1848, in Biblioteca de la Facultad de Medicina, Universidad de Buenos Aires, ref. : 23244.
- **MÁRMOL José**, *Amalia*, Buenos Aires, Gradifco, 2008.
- **MORAVIA Sergio**, *Il Pensiero degli Ideologues : Scienza e filosofia in Francia (1780-1815)*, Firenze, La Nuova Italia, 1974.
- **PICAVET François**, *Les Idéologues, essai sur l'histoire des idées et des théories scientifiques, philosophiques, religieuses, etc. France depuis 1789*, Paris, Félix Alcan, 1891.
- **PINEL Philippe**, *Nosographie philosophique ou la méthode d'analyse appliqué a la médecine*, vol. 2, Paris, Crapelet, 1798.
- **PINEL Philippe**, *Traité Médico-Philosophique sur l'aliénation mentale, ou la manie*, Paris, 1813.
- **RAMSEY Matheu**, *Professional and popular medicine in France 1770-1830: the social world of medical practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- **RAWSON Guillermo**, *Escritos científicos*, Buenos Aires, W. M. Jackson, s.f.
- **SÁNCHEZ-MEJÍA María Luisa**, « La teoría política de los ideólogos. Estudio preliminar », in *Textos políticos de los ideólogos*, Madrid, Centro de estudios políticos y constitucionales, 2004, p. XI-XXXVIII.
- **SOLER Ricaurte**, *El positivismo argentino*, Buenos Aires, Paidós, 1968.
- **STAUM Martin**, *Cabanis. Enlightenment and Medical Philosophy in the French Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 1980.
- **TERÁN Oscar**, *En busca de la ideología argentina*, Buenos Aires, Catálogos, 1986.
- **WELCH Cheryl**, *Liberty and utility. The French Ideologues and the transformation of liberalism*, New York, Columbia University Press, 1984.



RESUMÉ/ABSTRACT/RESUMEN

L'article présente une étude des textes produits par ceux que l'on appelait les « Idéologues » du Río de la Plata, au regard des connexions qui existent entre eux et les courants intellectuels européens, en particulier les notions issues des œuvres d'Antoine Louis Claude Destutt de Tracy et Pierre Jean Georges Cabanis. Il s'agit de démontrer que la diffusion de ces savoirs dans les enseignements de l'université de Buenos Aires a été d'une importance cruciale dans la constitution de la jeune médecine de Buenos Aires, au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, ces connaissances introduites s'articulent avec les savoirs médicaux dans le cadre du système politique de gouvernement républicain. Dans le cadre scientifique et académique, la médecine devait aussi être un élément modifié et adapté aux orientations du nouvel ordre politique, ce qui a provoqué le début d'un processus de professionnalisation de l'activité et le besoin de placer la médecine dans le cadre des paramètres de la science moderne.

THE PRESENCE OF THE *IDÉOLOGIE* IN BUENOS AIRES. A PHILOSOPHICAL STIMULUS IN THE PROFESSIONALIZATION PROCESS OF MEDICINE, 1820-1840

This article examines the texts produced by the so-called « Idéologues » from the Río de la Plata or River Plate according to identify emerging connections between them and the European intellectual currents, in particular, those notions or the concepts derived from Destutt de Tracy and Pierre Jean Georges Cabanis. It seeks to demonstrate that the dissemination of this knowledge through the classrooms of the University of Buenos Aires will have a crucial importance in

the incipient formation of Buenos Aires medical science in the first half of the 19th century. In addition, this introduced knowledge is articulated with the need to renew the medical knowledge in the framework of the Republican political system of Government. In the field of scientific and academic, medicine should also be one-piece modified and adapted to the guidelines of the new political order, which provoked an incipient process of professionalization of the activity and the need to put the medicine within the parameters of modern science.

LA PRESENCIA DE LA *IDÉOLOGIE* EN BUENOS AIRES. UN ESTÍMULO FILOSÓFICO EN EL PROCESO DE PROFESIONALIZACIÓN DE LA MEDICINA, 1820-1840

El presente artículo estudia los textos producidos por los llamados « ideólogos » rioplatenses en función de identificar las conexiones emergentes entre éstos y las corrientes intelectuales europeas, en especial, aquellas nociones derivadas de Destutt de Tracy y Pierre Jean Georges Cabanis. Se busca demostrar que la difusión de estos saberes a través de las aulas de la Universidad de Buenos Aires tendrá una importancia crucial en la incipiente conformación de la ciencia médica porteña en la primera mitad del siglo XIX. Asimismo, estos conocimientos introducidos se articulan con la necesidad de renovar los saberes médicos en el marco del sistema político republicano de gobierno. En el ámbito científico y académico, la medicina debía ser también una pieza modificada y adaptada a los lineamientos del nuevo orden político, lo cual provocó un incipiente proceso de profesionalización de la actividad y la necesidad de ubicar a la medicina dentro de los parámetros de la ciencia moderna.

MOTS CLÉS

- Idéologie
- savoirs médicaux
- professionnalisation de la médecine
- Buenos Aires
- XIX^e siècle

KEYWORDS

- Idéologie
- medical knowledge
- professionalization of the medicine
- Buenos Aires
- 19th century

PALABRAS CLAVES

- Idéologie
- saberes médicos
- profesionalización de la medicina
- Buenos Aires
- siglo XIX

Rubenilson B. Teixeira*

Por mar, terra e ar: Dakar, Natal e as conexões transatlânticas (1880-1940)

Natal, capital do estado do Rio Grande do Norte, no Brasil, e Dakar, capital do Senegal, mantiveram historicamente determinadas características funcionais em suas relações respectivas com o território, mas também entre si, neste último caso particularmente ao longo da primeira metade do século XX, de modo que se justifica um estudo de natureza comparativa entre ambas¹. Neste artigo, pretendemos relacionar as duas cidades em sua relação com o território, grosso modo circunscrito ao período que se estende de 1880 a 1940. A análise diz respeito à forma de inserção das duas cidades no novo momento decorrente das grandes transformações advindas particularmente do avanço do sistema de comunicações promovido pelo capitalismo industrial. Pretendemos identificar o processo de aproximação efetiva que começa a ocorrer entre as duas cidades, em função do papel que cada um dos sistemas ou meios de comunicação –seja por mar, por terra e por ar– desempenhou nesse processo, e como a relação cidade-território se afirma em cada caso. Começemos com as relações do tipo marítimas.

* Professor de Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal do Rio Grande do Norte (UFRN/Brasil).

1. O presente artigo é uma adaptação de um trabalho em andamento que se propõe a estudar as duas cidades numa perspectiva histórico-comparada. A pesquisa se intitula “Dois lados do Atlântico: o estudo de Natal e Dakar numa perspectiva comparada”. Iniciada em fins de 2006 no âmbito do Programa de Pós-Graduação em Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal do Rio Grande do Norte - UFRN, ela teve continuidade como pesquisa de pós-doutorado no CRHIA –Centre de recherches en histoire internationale et Atlantique– La Rochelle, França, entre julho de 2012 e janeiro de 2013. Em fase final de redação, terá como produção final um livro sobre o tema.

Por mar: o oceano atlântico como elo entre mundos

Apesar do potencial estratégico advindo da simples localização geográfica das duas cidades no que se refere às comunicações marítimas, uma vez que elas se localizam em pontos extremos do continente sul-americano, no caso de Natal, e da África Ocidental, no caso de Dakar, a relação marítima entre as duas cidades, por intermédio de seus portos respectivos, não parece ter sido intensa, ou pelo menos não tão intensa quanto a que se deu com a aviação, como veremos adiante. De qualquer maneira, essas duas cidades portuárias têm, também no porto, sua importância e seu lugar no presente artigo por pelo menos quatro fatores. Em primeiro lugar, porque áreas portuárias de ambas serviram como ponto de apoio à aviação nascente, particularmente a partir do final da década de 1920, entre as duas cidades. Em segundo lugar, porque os portos, aliados à ferrovia, mantêm um tipo de relação que também é passível da aproximação comparativa entre as duas cidades, nas relações que ambas mantiveram com o território. Em terceiro lugar, porque os portos respectivos no crescimento e desenvolvimento de ambas as cidades, particularmente no caso de Dakar. Em quarto e último lugar, os portos respectivos, que se tornaram bases militares no contexto da Segunda Guerra Mundial, foram muito importantes como estratégia de guerra, e novamente serviram de apoio à aviação, agora militar, que promoveu um trânsito intenso entre as duas cidades durante o conflito. Se os três primeiros fatores são tratados neste artigo, o terceiro de modo implícito na análise dos dois primeiros, a questão da aproximação entre Natal e Dakar durante a Segunda Guerra Mundial, que representa, por sinal, o ápice dessas relações, não é analisado neste trabalho. Ainda que o recorte proposto se estenda até os primeiros anos da Segunda Guerra Mundial, em 1940, a inclusão do período referente à Segunda Guerra tornaria este artigo por demais extenso.

As relações históricas entre a costa brasileira e africana desde o século XVI, em função principalmente do tráfico de escravos, ultrapassaram em muito as de tipo meramente comercial. Elas envolveram também relações socioculturais e políticas entre os dois mundos, principalmente entre a segunda metade do século XVIII e a primeira metade do XIX. Por demais conhecidas, essas relações se davam evidentemente por via marítima, único meio de comunicação então possível entre as duas margens do Atlântico. Nesse contexto, escravos provenientes do que é hoje o Senegal e regiões próximas aportaram, diretamente ou não em Natal, via portos de outras cidades costeiras no Brasil e na África. Contudo, essa comunicação entre as duas cidades ou pelo menos entre os territórios respectivos² é pouco expressiva

2. Natal, fundada em 1599, é bem mais antiga do que Dakar (a ocupação militar e oficial da península pelos franceses ocorreu em 1857 e o plano urbanístico da cidade, tal qual finalmente implantado, é de 1862). O tráfico transatlântico de escravos, que é essencialmente anterior à fundação de Dakar, não poderia, portanto, ocorrer entre as duas cidades, mas sim entre as regiões que hoje correspondem ao Senegal e países vizinhos, como a Guiné-Bissau, na África Ocidental, e o que é hoje Nordeste do Brasil, onde se encontra Natal.



ou pouco conhecida para que se considere esse período mais remoto. Os primeiros sinais de comunicação direta do porto de Natal com portos do exterior de um modo geral –e que podem ter incluído o de Dakar– datam da segunda metade do século XIX. Mas, é somente na década de 1920 que se estabelece uma linha de comunicação marítima direta e sistemática entre as duas cidades.

Cabe destacar que, enquanto o surgimento do porto de Dakar se confunde com a fundação da cidade em meados do século XIX, o qual sofre inúmeras intervenções e ampliações posteriores, especialmente na primeira metade do século XX e dessa forma contribui sobremaneira para o crescimento e desenvolvimento da capital senegalesa, tornando-a uma cidade portuária de primeira grandeza na África Ocidental, o porto de Natal não acompanhou com a mesma intensidade o desenvolvimento que se viu no outro lado do Atlântico, ainda que ele também tenha sido aperfeiçoado e tenha causado impacto na cidade. Além da grande precariedade do porto –que somente começa a sofrer intervenções e melhorias a partir de meados do século XIX para atender a necessidade de escoamento da produção principalmente açucareira– há de se considerar a pouca importância comercial de Natal, quando comparada, por exemplo, a Recife, que já mantinha desde há muito relações de importação e exportação consideráveis com o exterior³. Além do mais, subordinada a Pernambuco, a capitania do Rio Grande do Norte fazia suas exportações e importações com o exterior por cabotagem com o porto de Recife, mediante pagamento de tarifas alfandegárias que representavam um dos obstáculos ao desenvolvimento econômico da capitania. Somente em 1821, com a criação da Junta da Fazenda, a capitania –e pouco depois transformada em província– pôde finalmente comercializar a partir de seus portos sem a intermediação de Pernambuco [Monteiro, 2007, p. 81], ainda que essa prática tenha continuado. Desde então, tem-se notícias das relações comerciais diretas dos portos de Natal e de outras cidades litorâneas com o exterior, como nesse relato de 1870, do Presidente da Província do Rio Grande do Norte, Pedro de Barros Cavalcante de Albuquerque:

Como verá V. Excelência dos mapas sob n° 4 e 5 do 1° de janeiro do ano passado até 24 do mesmo mês do corrente ano, carregaram nos portos desta capital, Guarapes e Mossoró 31 navios estrangeiros 13,840 toneladas de algodão, açúcar, pau-brasil,

- Henry Koster, referindo-se a Recife e ao seu porto em 1810 informa que “[...] Pernambuco, alusivamente à sua importância política e com referência ao governo português, goza de terceiro lugar entre as províncias do Brasil, mas no ponto de vista comercial e em relação à Grã-Bretanha, creio não enganar-me dando-o em primeiro plano. Suas exportações principais são algodão e açúcar [...] esses artigos são permutados por mercadorias manufaturada, louças cervejas e outras coisas necessárias aos povos civilizados, e também objetos de luxo, mas em pequena escala. Dois ou três navios saem anualmente para Goa, na Índia, e o comércio de escravos com a costa d’África é considerável. Cada ano chegam ao Recife muitos navios dos Estados Unidos, carregados de farinha, consumida em grandes quantidades, mobílias para casas de famílias e outras espécies de Taboado. Levam, de retorno, açúcar, mel e aguardente”, [Koster, 1816, p. 10].

sola, couros e tatajuba, com destino a vários pontos da Europa, no valor oficial de 2,763:336\$247, produzindo de direitos 249:441\$247 [Relatório, 1870, p. 18].

TABELA 1. MAPA DEMONSTRATIVO DAS EMBARCAÇÕES MERCANTES, NACIONAIS E ESTRANGEIRAS, NO PORTO DE NATAL (1873-1874)

Anos	Mezes	Qualidade das embarcações		Nacionalidade		Toxelagem	Equipagem	Passageiros		Entrados		Salidos		En Tramento	Total	
		Vapores	Navios	Nacionais	Estrangeiros			Nacionais	Estrangeiros	Nacionais	Estrangeiros	Nacionais	Estrangeiros			
1873	Maio	5		5		1221	212	1082	13	10	1	87	2	1082	1935	
	Junio	8		8		6080	314	1181	12	58	2	83		1088	1138	
	Julho	8		8		8798	333	151	23	38	4	62	1	329	471	
	Agosto	8		8		6080	861	1238	51	49	2	90	5	1181	1274	
	Setembro	6		6		3712	214	818	7	35	3	35	1	213	833	
	«		4		4	780	28									
	Outubro	10		10		9166	182	631	11	80	...	57	...	537	692	
	«		11		11	2191	98									
	Novembro	7		7		6595	332	112	15	32	1	17	...	877	437	
	«		12		12	2883	91									
	Dezembro	8		8		6212	390	315	15	52	1	65	6	265	366	
	«		7		7	1207	61									
1874	Janeiro	8		8		6805	264	516	12	28	...	40	1	117	322	
	«		3			3	770	30								
	Fevereiro	7		7		7290	660	661	18	51	1	68	1	101	368	
	«		5		5	1280	40									
	Março	9		9		6165	301	968	22	29	...	81	...	821	291	
	«		7		7	1121	79									
	«															
	Abril	9		9		9601	122	653	21	30	1	41	3	266	314	
	«		2		2	501	29									
	Maio	13		13		10824	591	605	17	30	1	110	2	776	452	
	Junho	4		4		9835	179	286	10	40	...	40	3	291	288	
	Total		110	51	110	51	109117	5411	9217	247	562	17	876	23	7944	9181

Fonte. [Fala ... de 1874, Mapa anexo].

Da mesma forma, outros dados disponíveis também indicam a presença de embarcações mercantes, nacionais e estrangeiras com embarque ou desembarque de passageiros no porto de Natal, como mostra a Tabela 1 acima, para o período de 1873 a 1874. A tabela demonstra claramente as relações do porto –e da cidade– com o exterior, ainda que de forma incipiente. O número de embarcações e de passageiros nacionais é bem superior aos estrangeiros. Em pouco mais de um ano,



51 embarcações estrangeiras atracaram no porto de Natal; 247 passageiros de outras nacionalidades estiveram na cidade. É um número pouco expressivo, comparado aos 9 217 passageiros nacionais que passaram na cidade no mesmo período. Independentemente disso, importa destacar que a cidade já fazia parte do circuito internacional de navegação, ainda que não de maneira tão intensa quanto outros portos mais importantes do país. A tabela também fornece um dado expressivo da importância da navegação a vapor: das 161 embarcações que ancoraram no porto, 110 são movidas desse modo⁴. Os dados disponíveis na Tabela 1 não revelam a nacionalidade ou proveniência dessas embarcações estrangeiras, muito menos o seu destino ou origem, de modo que ela pudesse nos indicar uma relação regular com o porto de Dakar. De qualquer forma, não foi possível detectar, nos dados disponíveis, linhas diretas entre as duas cidades nesse período. Contudo, as evidências nos levam a crer que a rota Dakar-Natal-Dakar fosse parcial ou eventualmente praticada desde, pelo menos, a segunda metade do século XIX.

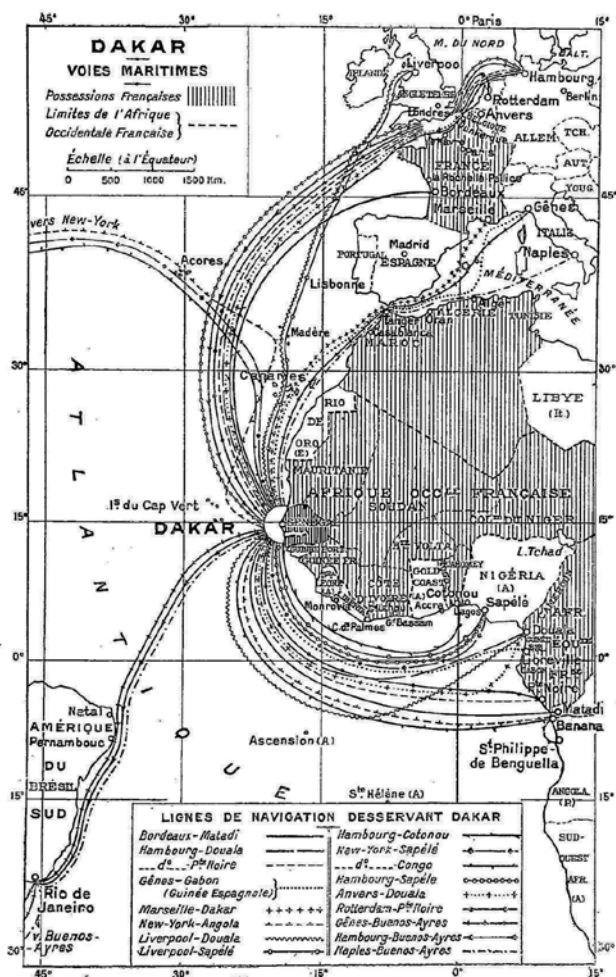
Seja como for, tem-se conhecimento da navegação marítima direta e regular entre as duas cidades desde o final da década de 1920. Ela surgiu como apoio à aviação nascente. Entre 1928 e 1935, e mesmo após esse último ano, no quadro de uma série de dificuldades para a travessia do Atlântico por via aérea, a *Compagnie Générale Aéropostale* –CGA, uma das empresas pioneiras da aviação aérea entre a Europa e a América do Sul via Dakar, contrata junto à Marinha francesa um serviço de avisos ou embarcações rápidas para fazer o trajeto Dakar-Natal-Dakar. A importância da ligação aérea e marítima entre as duas cidades foi expressa da seguinte forma, num documento de 1931.

Deve se destacar, além disso, que desde 1925 Dakar é servida por uma linha de navegação aérea que a coloca, para o serviço postal, a três dias da França. Desde o início de 1928, esta linha se prolonga até Buenos Aires, a travessia do Atlântico sendo feita, contudo, por avisos muito rápidos entre Dakar e Natal, enquanto se espera a efetivação de um serviço de hidroaviões potentes que possam atravessar o Atlântico com segurança. Esta ligação aérea, realizada pela “*Compagnie Générale Aéropostale*” (a antiga companhia *Latécoère*), vencendo dificuldades imensas, pode ser considerada um dos mais belos resultados obtidos pela aviação comercial francesa [Gouvernement de l’Afrique occidentale française... 1931, p. 148]⁵.

4. Denise Monteiro informa que “[...] até as décadas de 1850 e 1860, o escoamento marítimo da produção do Rio Grande do Norte, como de outras províncias, fazia-se por navios predominantemente à vela, cuja chegada nos portos era sempre imprevisível. A partir desses anos, os navios a vapor começaram a disputar com os veleiros o transporte internacional de mercadorias e grandes companhias de navegação estrangeiras estabeleceram linhas regulares para o Brasil. O incremento das atividades comerciais no Rio Grande do Norte implicou um grande aumento do número de navios que passou a frequentar os portos de Natal, Macau e Areia Branca [...]”[Monteiro, 2007, p. 103].
5. Os avisos também traziam diligências da América do Sul para a Europa, via Dakar, numa via de mão dupla.

A mesma fonte fornece o mapa abaixo (Figura 1). Ao mesmo tempo em que mostra a importância crescente do porto de Dakar como escala marítima internacional, a figura também indica a conexão entre esta e Natal. A área com hachura representa o território da França metropolitana, da AOF e parte da AEF⁶ em solo africano.

FIGURA 1. VIAS MARÍTIMAS COM ESCALA EM DAKAR, POR VOLTA DE 1931



Fonte: Gouvernement de l'Afrique occidentale française... 1931, p. 56.

6. África Ocidental Francesa e África Equatorial Francesa, respectivamente.



A conexão direta entre as duas cidades por via marítima é atestada do outro lado do Atlântico, pelo “presidente” –na verdade governador do Rio Grande do Norte– Juvenal Lamartine, no seu relatório de 1929. Ele também cita a ligação aérea já existente entre Natal e Buenos Aires, pelos aviões da CGA:

A “Compagnie Générale Aéropostale” tem mantido com certa regularidade o serviço de transporte de correspondências em aviões, pela linha “Natal Buenos Aires” e por uma outra que, partindo de Dakar, na África, se faz até Natal por meio de “avisos” rápidos, que nos comunicam com os centros europeus [Mensagem, 1929, p. 137].

No mesmo relatório, Juvenal Lamartine menciona um “varioloso”, isto é, doente de varíola, proveniente de Dakar que, ao chegar à costa potiguar, teve que ser isolado. A doença, diz ele, não se propagou. Enfim, a navegação marítima que começa a existir de fato entre as duas cidades –assim como a aviação da qual voltaremos a falar, são elementos de uma aproximação real entre as duas cidades. Representa muito mais do que uma simples aproximação geográfica, mas uma manifestação a mais de um mundo cada vez mais marcado pelas relações comerciais e pela ampliação de determinadas esferas de influência, em particular, naquele momento histórico, pelo papel preponderante de importantes cidades portuárias, como Dakar, em seguida pela aviação. Pode ser entendida também como preâmbulo de uma aproximação bem mais efetiva e estrategicamente fundamental entre Natal e Dakar, que se desenvolve no contexto da Segunda Guerra Mundial.

Por terra: a ferrovia e a inserção do território na economia-mundo

A locomotiva pode ser vista como a vertente terrestre dos modernos transatlânticos. O trem e os modernos navios, ambos movidos a vapor, estão profundamente associados à era industrial. Revestidos de uma aura de progresso e de modernidade, foram marcas indelévels de um novo momento na história da humanidade, o qual se revelava numa crença otimista e numa fé inabalável no futuro. A ferrovia, a exemplo da navegação a vapor, se expande paulatinamente pelos quatro cantos do planeta, impulsionado pela indústria principalmente britânica, que via na construção de linhas férreas e na venda de todo o aparato mecânico necessário ao seu funcionamento –das linhas propriamente ditas às estações ferroviárias, pontes, locomotivas e outros, passando pela contratação de seus engenheiros e técnicos– uma ótima oportunidade de negócios. Essa arquitetura do ferro⁷ e suas linhas também proporcionavam o escoamento mais eficaz

7. Como é chamada a arquitetura que passou a usar abundantemente o ferro, fruto das inovações da Revolução Industrial. Equipamentos inteiros –estações ferroviárias, mercados, pontes e até

da produção e em especial a exportação da matéria-prima proveniente dos países fornecedores, mais um modo de subordinação destes em relação aos países em processo de industrialização, importadores de matéria-prima e exportadores de produtos industrializados para os primeiros.

Um dado fundamental que une a navegação a vapor à linha férrea, para além do simbolismo que os associava à modernidade, reside nas relações físico-espaciais que elas mantinham entre si, visíveis não somente no âmbito das discussões, planos e projetos urbano-regionais, mas também nas intervenções concretas na cidade e no território. O porto, a linha férrea e, um pouco mais tarde, o aeroporto, faziam parte de uma mesma lógica de controle do território. Essa associação era particularmente visível entre os dois primeiros, e influenciou profundamente o pensamento e as intervenções na e sobre a cidade entre fins do século XIX e primeira metade do século XX.

Uma rápida revisão do pensamento urbanístico nesse período, que infelizmente não cabe nos limites desse artigo, demonstraria facilmente o papel preponderante que a linha de ferro teve nas reflexões, propostas e intervenções na cidade e no território⁸. Eram propostas urbanísticas que buscavam um “novo” tipo de cidade, profundamente associado à linha férrea e, aos poucos, ao transporte também rodoviário. Demonstravam preocupações com o ordenamento urbano-regional, uma vez que elas propunham formas de interação entre o mundo rural e o urbano e a expansão ordenada da rede de cidades no território. Várias delas também propugnavam a relação ferrovia-porto, isto é, incluíam frequentemente a função estruturadora do porto –marítimo ou fluvial– como elo entre os meios terrestre e marítimo de transporte. Seja como for, o impacto na formação e estruturação dos espaços urbanos provenientes dessa relação entre a linha férrea e o porto é perfeitamente visível e comparável nas duas cidades em apreço, e resultam desse pensamento que se impõe ao longo do século XIX e início do XX.

residências, sem falar em itens do mobiliário urbano como postes de iluminação, coretos, caixas d'água e portões – passaram a ser construídos em larga escala em ferro, entre fins do século XVIII e especialmente durante o século XIX, pela Inglaterra inicialmente, mas também pela França e outros países europeus à medida que desenvolviam suas indústrias. Esses equipamentos, fabricados e utilizados nos países em plena Revolução Industrial, também foram por eles exportados em peças e remontados nos países de destino. O ferro, assim como o vidro e o concreto, embora fossem conhecidos e usados desde a Antiguidade, são agora produzidos em larga escala, e se tornam, assim como o aço, materiais de construção-símbolo das inovações técnicas típicas da Revolução e da globalização da era industrial.

8. A “Cidade Linear” de Arturo Soria e Mata (1882), a Cidade Jardim de Ebenezer Howard (1902), a Cidade Industrial de Tony Garnier (1917) a cidade linear dos desurbanistas russos da década de 1920, ou, ainda, o centro linear industrial –um dos três tipos de estabelecimentos humanos propostos por Le Corbusier e o grupo por ele criado, denominado de *Ascoral*– Assembleia de Construtores para uma Renovação arquitetônica, criada em 1942 e presidida por ele, são exemplos disso.



Gostaríamos, nesse contexto, de nos deter à discussão da ação deliberada da classe política a favor do reforço dessas cidades como capitais também por meio do investimento na ferrovia, experiências comuns a ambas as cidades e que permitem mais uma vez aproximá-las comparativamente. Afinal, as elites político-administrativas e comerciais buscavam deliberadamente a centralidade da cidade-capital lhe subordinando o *hinterland*, para cuja finalidade utilizavam a ferrovia como meio. Assim, o trinômio ferrovia, cidade-capital e porto possibilitava a inserção, principalmente econômica, desse *hinterland* na economia-mundo.

Como afirmamos, o porto de Dakar teve papel fundamental no crescimento da cidade. Contudo, esse crescimento urbano não foi imediato. A cidade estagnou entre sua fundação, em 1857, e 1885, quando da inauguração da linha férrea que a ligou a Saint-Louis. A importação e exportação ainda se faziam em boa parte pelo porto de Saint-Louis, que era, no entanto, problemático em função das dificuldades de navegação imposta pela sua barra marítima (la “Langue de Barbarie”). Rufisque também servia como empório comercial, especialmente graças ao comércio de exportação do amendoim. A linha de ferro construída a partir de Dakar beneficiou, inclusive, o porto de Rufisque inicialmente, que se torna o grande entreposto comercial dessa mercadoria, uma vez que o de Dakar não havia ainda atingido um nível de expansão e desenvolvimento suficiente para receber navios de maior porte.

Contudo, por uma expressa vontade política dos dirigentes do Senegal, Dakar aos poucos se impõe às demais cidades⁹. A construção de outra linha férrea, a sudanesa, iniciada em 1881, ainda que tenha se estendido por 21 anos e tivesse, inicialmente, caráter militar, também reforçou o papel comercial de Dakar [Seck, 1970, p. 303-305]. Essas linhas terminam por desviar a importação e exportação para o porto de Dakar à medida que este se desenvolve, tornando a cidade o principal entreposto comercial entre o Senegal e a Europa. O caso de Saint-Louis é emblemático. Desde o início da colonização, o vale do rio Senegal fora utilizado como caminho de penetração em direção ao interior e como via de comunicação fluvial, pela qual produtos de valor comercial – a goma arábica, escravos, marfim, ouro em pó e outros – eram comercializados em escalas situadas ao longo do rio entre os povos que habitavam o interior do continente e os moradores, comerciantes de Saint-Louis e/ou oriundos do próprio continente europeu ou seus representantes locais. Tais produtos eram escoados para a Europa e para as Américas, via porto, situado em Saint-Louis, na foz do rio Senegal. Num processo longo e complexo, que passa pela reordenação e reestruturação territorial, e pelas dificuldades, já mencionadas, inerentes ao porto de Saint-Louis, à sua barra e ao

9. Para o processo paulatino de reestruturação urbano-territorial que favorece Dakar em detrimento de Rufisque, por exemplo, particularmente ao longo dos primeiros trinta anos do século XX, ver [Dubresson, 1979, p. 26-33].

aspecto sazonal do próprio rio, fatores que dificultavam a navegação, o comércio por via fluvial vai aos poucos cedendo lugar ao comércio por via férrea em benefício de Dakar:

Após a construção do caminho de ferro de Dakar a Saint-Louis, os navios de alto-mar abandonaram paulatinamente o rio em favor de Dakar, o tráfico proveniente ou destinado a Saint-Louis passando a ser atendido em parte por cabotagem, em parte pela linha de ferro [...] somente as pequenas embarcações ligadas ao tráfico comercial fortemente estabelecido em todo o vale até o Sudão permaneceram ativas ao longo do vale [Seck, 1970, p. 363-364].

Um resultado imediato disso é o crescimento da população de Dakar. Entre 1885 e 1888, ela mais do que duplica, e por volta de 1891 quase duplica novamente [James, 2005, p. 335-336]. O fato igualmente notório de Dakar se tornar a sede da AOF a partir de 1902, e a construção de outra linha férrea, a Dakar-Níger, entre 1906 e 1923, ligando Dakar a Bamako, capital do Mali, consolidaram a posição da cidade como sede do império ocidental francês na África.

Percebe-se, portanto, que o porto por si só não explica, naquele momento, o crescimento e reforço da cidade-capital, mas é a sua relação com a linha férrea que, aproximando e subordinando o vasto interior à capital e ao seu porto, especialmente pelo viés econômico, acelera esse processo. A construção da linha férrea, assim como do porto e suas constantes ampliações, resulta de uma clara vontade política das autoridades coloniais, que contribuiu para o desenvolvimento da cidade e para o seu status de capital de um vasto território. Assane Seck, que chama ainda atenção para o fato de que a construção das linhas de ferro em particular, consolida, também, cada vez mais a exploração e exportação do amendoim, principal produto comercial do Senegal naquele período, assim resume a ação político-administrativa em favor da capital, que terminou por fazer dela uma metrópole econômica na África Ocidental:

Nesse evolução [*de Dakar como polo comercial de importação e exportação, fator essencial de seu desenvolvimento*] a função político-administrativa foi de um apoio considerável, não somente pelo vasto campo de ação que o contexto administrativo oferecia, mas pela organização favorável que as autoridades davam à infraestrutura de comunicação do interior, e até mesmo por uma regulamentação discriminatória em favor do grande porto [...] a criação da zona de ação econômica de Dakar não podia se fazer sem danos aos velhos centros econômicos senegaleses [*Gorée, Saint-Louis, Rufisque*] [...] esses velhos centros urbanos são [...] progressivamente reduzidos ao papel de simples satélites do grande polo econômico [Seck, 1970, p. 302, 397, 350-351].



Percebe-se, portanto, que o crescimento e ascensão de Dakar em relação às demais cidades senegalesas e para além dessas, pois envolvia o império colonial francês na África Ocidental, foi um projeto consciente, deliberado, incentivado pelas autoridades coloniais. Aliás, a cidade foi fundada, como analisado em outro momento, como uma promessa nesse sentido, ainda que no momento de sua fundação, os projetos então futuros, como os das constantes ampliações do porto e o estabelecimento da ferrovia provavelmente não fossem antevistos com clareza. Eles foram surgindo ao longo do tempo.

Algo semelhante aconteceu do outro lado do Atlântico. Como no Senegal, a ferrovia se desenvolveu no Brasil principalmente a partir da segunda metade do século XIX. Era um empreendimento que alterava profundamente a escala espaço-temporal do território. Surgiu como um projeto de integração nacional, valorizando a conexão das redes de cidades em escala regional que tinham, nas cidades portuárias, os carros-chefes ou “cabeças” de todo o sistema. Iniciado com o capital privado, principalmente inglês, o sistema ferroviário no país passa paulatinamente para as mãos de um estado centralizador.

Essas considerações iniciais, de caráter geral para todo o Brasil, se aplicam perfeitamente à realidade de Natal. Natal, que sempre foi, de fato, a capital do Rio Grande do Norte desde sua fundação, em 1599¹⁰, foi questionada quanto a esse status no século XIX, no contexto das discussões e propostas de reordenamento territorial que se processou em todo o país, que incluía proposições, planos e projetos de mudança de capitais regionais ou provinciais –isso para não citar a própria capital do Brasil¹¹. Aventou-se em mais de uma ocasião a possibilidade, transformadas algumas vezes em proposta, de mudança da capital de Natal para outras localidades do Rio Grande do Norte, como São José de Mipibu, Macaíba e Mossoró, centros urbanos que, entre meados do século XIX e início do XX, passaram a ter grande importância comercial e com isso ameaçaram o status de capital detido por Natal. A manutenção da cidade como capital, porém, foi um ato político, das classes dirigentes locais, que deliberadamente agiram no sentido dessa manutenção¹².

10. Apesar de indícios de que Natal perdeu seu título de capital durante o domínio holandês em detrimento de uma localidade situada hoje no município de Macaíba, esse foi um evento efêmero, de pouca duração. A mudança, pensada desde 1638 e já realizada em 1646 pelas autoridades holandesas, se deveu a questões de ordem principalmente militar e da extrema precariedade da cidade naquele momento histórico [Filho, 1991, p. 64-65]. As razões que fundamentaram a proposta de mudança são, portanto, diferentes das ideias e proposições que ocorrem no século XIX.

11. Durante o século XIX surgiram propostas para a interiorização da capital do país, do Rio de Janeiro para algum ponto no Brasil central. Ver, a esse respeito [Vidal, 2009].

12. Isso não foi, porém, um ato unânime e consensual. Argumentos em defesa da transferência da capital também foram adiantados por setores dessa mesma elite dirigente, em determinados momentos. Essa opinião, contudo, não prevaleceu.

Uma das maneiras mais evidentes desse esforço político se verificou na busca, pela classe dirigente, de uma determinada organização do território e de sua rede urbana ainda em formação que os subordinasse principalmente do ponto de vista econômico, à cidade-capital. Assim, a produção da província e depois do estado do Rio Grande do Norte –especialmente a cana-de-açúcar e o algodão e seus derivados, que estão em plena ascensão na segunda metade do século XIX– deveria ser escoada por Natal, cidade cujo porto deveria ser o elo entre o interior e outras partes do país e do mundo, por meio do sistema ferroviário que então se implantava. O sistema ferroviário, cujas primeiras experiências se iniciam a partir de 1881, foi implantado, portanto, de tal forma a subordinar economicamente o território e, por conseguinte as demais localidades, à cidade em questão. É o caso do vale do Ceará-Mirim, zona produtora do açúcar, que tinha no porto de Natal seu ponto de escoamento. Esse reordenamento ou, melhor dizendo, o reforço dessa subordinação territorial, uma vez que Natal já era capital desde sempre, foi em grande parte possível graças à implantação da ferrovia, que desestabilizou o sistema anterior de comunicação fluvial pelo rio Potengi e com isso sufocou cidades que dele se beneficiavam, como Macaíba, gerou disputas acirradas com a elite política da cidade de Mossoró, curiosamente contrárias à mudança de capital, e permitiu o investimento no porto e na cidade do Natal, outras facetas desse mesmo processo. O porto e a ferrovia estavam indissociavelmente relacionados, fazendo parte de um mesmo e único sistema. Wagner Rodrigues resume a questão da seguinte forma:

Neste esforço, percebem-se três etapas na forma como o problema foi enfrentado. Inicialmente, o problema foi diagnosticado e o rio, visto como um obstáculo (assim como as dunas), foi aproveitado nas políticas de conexão da cidade com o interior [...] Neste momento, a cidade-capital não é questionada. Numa segunda etapa, a conexão da cidade com o território da província passa a ser pensada em termos de outros ordenamentos territoriais no rio; surgem novos entrepostos e cidades para suprir o escoamento da produção [...] o status da cidade como capital começa a ser questionado nesta segunda etapa [...] Esse questionamento ocorre por razões tanto de ordem técnica –a linha do trem– de ordem econômica –os interesses de setores da elite– e, talvez, de ordem ideológica –a mudança da capital como símbolo de modernidade, típico da época em outras cidades do Brasil. Na terceira e última etapa, iniciada em 1878, não somente a centralidade de Natal como capital volta a ser preconizada, mas a linha de trem vai ser considerada o elemento propulsor desta centralidade [...] as estradas de ferro serão utilizadas para construir deliberadamente a hegemonia de Natal, em meio à entrada do capital inglês, à decadência da cana-de-açúcar, à retomada da produção do algodão no interior, às continuas secas e à ascensão do regime republicano [Rodrigues, 2006, p. 80-81]¹³.

13. Tomamos emprestado desse autor a maior parte das considerações aqui apresentadas sobre o reforço de Natal como capital a partir da linha de ferro.



Ao contrapormos as duas cidades, Natal e Dakar, fica patente a semelhança dos dois processos históricos também no que se refere ao papel da estrada de ferro como elemento central da relação cidade-território, e da subordinação deste àquela. Essas semelhanças podem ser assim resumidas: 1) A implantação das linhas de ferro é um fato de vontade política, de subordinação do território à cidade-capital; 2) é também uma subordinação com claros interesses econômicos; as linhas de ferro reorganizam e reestruturam economicamente o território e a rede urbana de modo a privilegiar as duas cidades, diminuindo ou sufocando os centros urbanos concorrentes e permitindo investimentos na modernização e melhorias urbanas de ambas¹⁴; 3) o território, por meio do trinômio ferrovia, cidade-capital, porto se insere cada vez mais na economia mundial; 4) a rota fluvial –o rio Senegal e o rio Potengi– se tornam secundária em detrimento da linha de ferro, meio por excelência do escoamento da produção, em ambos os casos principalmente de produtos primários (o amendoim, a cana-de-açúcar, o algodão); 5) A relação ferrovia-porto é deliberadamente buscada em ambos os casos, como parte de uma percepção e concepção conjunta do sistema de comunicação terrestre e marítimo; 6) como em toda a parte, o porto e a ferrovia são, também nas duas cidades, símbolos da própria modernidade. Essas e outras semelhanças que ainda podem eventualmente serem apontadas, –como o fato, de modo algum irrelevante, de que a implantação inicial das duas redes de linhas férreas é concomitante, durante a década de 1880– não devem ofuscar algumas diferenças entre os dois casos. Primeiramente, a implantação da linha férrea no caso de Dakar faz parte de um processo de subordinação territorial que é mais intenso e mais relevante do que o de Natal, pois essa subordinação –ou pelo menos a tentativa nesse sentido– é bem mais ampla geograficamente, enquanto que, na capital potiguar, trata-se de uma subordinação em escala regional, ainda que a intenção fosse conectar o território com outras regiões do país. Essa diferenciação pode ser facilmente mensurada, por exemplo, pelos portos respectivos. Enquanto que o porto de Dakar caminha para ser, ao longo do século XX, o principal porto da África Ocidental, o de Natal está longe de assumir tamanha importância, nem mesmo em termos da região Nordeste do Brasil. No caso senegalês, a cidade-capital, seu porto e o sistema ferroviário que dele emana fazem parte de um amplo processo imperialista e militar francês, em escala internacional. Enquanto o processo de subordinação do território senegalês –e para além dele– ainda estava se processando –daí a importância da dimensão militar da cidade– o território sob o controle de Natal fazia parte de um país politicamente independente, cuja integridade territorial não era mais questionada, como no primeiro caso. Isso explica porque em Dakar tanto as linhas férreas como o porto, por exemplo, foram inicialmente criados –e no caso do porto isso é patente e permanente– com funções não só comerciais, como tem sido enfatizado nesta análise, mas também militares.

14. Essa modernização urbana de ambas as cidades não é, contudo, analisada no presente artigo.

Outra diferença a ser destacada reside no fato de que Natal sempre foi uma cidade-capital, enquanto Dakar não nasceu como tal, embora parecesse destinada a sê-lo desde sua fundação. Tornou-se capital primeiramente da AOF, em 1902. Posteriormente, entre 1958 e 1959, passou a ser a capital do Senegal, em detrimento da antiga capital Saint-Louis, decisão política que coroou um longo processo de reforço comercial, político-administrativo e geoestratégico que vinha ocorrendo desde, praticamente a fundação de Dakar. A transferência de capital gerou rancor e ressentimento por parte dos habitantes de Saint-Louis contra mais essa medida favorável à primeira cidade. Seja como for, as diferenças, naturais e esperadas em processos históricos distintos, não anulam de modo algum as semelhanças acima elencadas, válidas e esclarecedoras e mais uma forma de aproximação entre ambas.

Por ar: Natal e Dakar como pontas de lança da aviação nascente

Quando tratamos da navegação marítima acima (Item 1), constatamos que o início de uma conexão em moldes regulares e constantes entre Dakar e Natal se inicia no final da década de 1920 com pequenas embarcações –os chamados avisos rápidos– que as ligavam como parte de um itinerário muito maior por via aérea, entre a Europa e a América do Sul. Isso era necessário uma vez que tecnicamente as aeronaves ainda não tinham autonomia de voo suficiente para atravessar o Atlântico sem escalas, ou mal começavam a tê-la, naquele final dos anos 1920. O esforço de conexão aérea entre a Europa e a América do Sul resultava dos mesmos interesses da navegação marítima. Diferentes nações europeias –França, Itália e Alemanha, por exemplo– disputavam entre si rotas aéreas entre a Europa e a América do Sul, tanto por motivos econômicos quanto por prestígio. As rotas e suas respectivas escalas envolviam interesses nacionais, tanto dos países onde essas empresas se originavam quanto dos que deveriam fazer parte dos itinerários estabelecidos.

Ainda que a aviação seja uma “aventura” cujos primórdios antecedem a Primeira Guerra Mundial, é no período do entre as duas Grandes Guerras, particularmente na década de 1920, que a aviação apresenta progressos notáveis. As linhas aéreas se expandem aos poucos em várias direções do planeta. Nesse contexto, tanto Dakar quanto Natal, mais uma vez, apresentam grandes vantagens estratégicas, tendo em vista serem os pontos mais próximos entre a África e a América do Sul e, portanto, de onde a travessia do grande oceano representava as menores dificuldades.

Aviadores representantes das empresas interessadas empreendiam viagens e estudos prévios no intuito de verificar a viabilidade técnica e comercial das rotas pretendidas, assim como faziam negociações com as autoridades locais no lado americano do Atlântico, as quais estavam ávidas por incluir suas cidades no circuito mundial da aviação nascente. Isso é patente no caso de Natal. Desde a primeira



metade da década de 1920, pelo menos, a cidade passou a receber visitas desse tipo. O apoio político das elites locais necessário à efetivação desses empreendimentos resultava do desejo de facilitar a comunicação da cidade e do país com centros mais avançados do mundo pelos mesmos motivos comerciais e de prestígio que motivavam as nações do outro lado do Atlântico. Afinal, como o navio e a locomotiva a vapor, o avião era –e mais ainda– símbolo do progresso. O Quadro 1 resume as principais companhias aéreas que fizeram de Natal um ponto de escala incontornável em suas rotas para o Brasil e outros países da América do Sul, entre o final da década de 1920 e início da década de 1940, em plena Segunda Guerra Mundial.

Algumas características comuns às empresas do Quadro 1 podem assim ser resumidas: 1) As linhas foram estabelecidas por etapas ou trechos, os percursos aumentando gradativamente à medida que novos pontos geográficos, geralmente cidades localizadas em países da Europa, África e América do Sul, eram incluídos em suas rotas respectivas; 2) cada um desses trechos, e em especial a travessia do Atlântico, representava um grande obstáculo técnico a ser vencido; 3) Natal e, como veremos adiante, Dakar se tornaram escalas da maior importância para as empresas e nações envolvidas na ampliação dessas linhas em ambos os lados do Atlântico; as duas cidades entram, assim, num circuito mundial da navegação aérea nascente¹⁵; 4) As empresas aéreas transportam inicialmente correspondências, bagagens e mercadorias; somente num segundo momento, especialmente a partir da década de 1930, se torna possível e viável o transporte também de passageiros; 5) as empresas aéreas europeias referidas no Quadro 1, e outras como a espanhola Iberia, que passa a estabelecer uma linha com o Brasil via Natal logo após o término da Segunda Guerra Mundial, usam as colônias europeias na África como escala; 6) Essas empresas refletiam as disputas comerciais em âmbito internacional.

15. Evidentemente, outras localidades nos dois continentes –África e América do Sul– para nos limitarmos a esses dois apenas, assumem igualmente um papel fundamental nesse processo. Contudo, poucas cidades detêm posição geográfica tão privilegiada para o empreendimento.
- a. Esta empresa, por sua vez, representa a continuidade de outras empresas aéreas francesas sucessivamente criadas e substituídas desde, pelo menos, 1918: *Compagnies des Messageries Aériennes*, *Compagnie des Grands Express Aériens*, *Compagnie Aéronavale*, fundidas em 1923 na *Air Union*; em 1925, *Compagnie Internationale de Navigation Aérienne* (CIDNA) [Viveiros, 2008, p. 27-28]. A *Latécoère*, depois transformada na *CGA*, foi adquirida pelo empresário francês Marcel Bouilloux-Lafont, em 1927. Em 1931, os alemães mantinham uma linha aérea regular entre Friedrichshaven, na Alemanha, e Recife por meio dos dirigíveis *Graf Zeppelin* [Smith Junior, 1992, p. 18].
 - b. Desde 1933, e durante algum tempo após 1935, essas embarcações continuam a prover o suporte necessário, agora para a *Air France*, que assumiu o referido trajeto, fornecendo dados meteorológicos e informações radiotelegráficas, inclusive por meio de pontos fixos, como Fernando de Noronha [Seck, 1970, p. 343-344].
 - c. Além da *Aéropostale*, a *Société Générale des Transports Aériens*, a *Compagnie Internationale de la Navigation Aérienne*, *Air Union*, *Air Orient*.

QUADRO 1. A AVIAÇÃO COMERCIAL E ESTRATÉGICA EM DIREÇÃO AO BRASIL E À AMÉRICA DO SUL:
NATAL COMO ESCALA INTERNACIONAL (1920-1940)

Empresa	País de origem	Escala em natal	Observação
Compagnie Générale Aérienne - CGA	França	1928-1933	Substituiu as Lignes Aériennes Latecoère, que funcionou de 1918 a 1927 ^a . Entre 1928 e 1935 ^b , a travessia do Atlântico entre as duas cidades se fazia inicialmente por embarcações, os avisos rápidos, depois por hidroaviões.
Air France	França	1933-1940	Empresa estatal criada a partir da fusão de cinco companhias aéreas então existentes ^c
Condor	Alemanha	1930-1940	Sua subsidiária no Brasil era a Condor do Brasil Ltda. Associou-se a estatal alemã Lufthansa a partir de 1934. Mantinha fortes relações com as empresas brasileiras VASP e VARIG. Foi totalmente nacionalizada, no contexto da 2ª Guerra Mundial.
Pan American World Airways – Pan Am	Estados Unidos	1930-1965.	O interesse da escala em Natal surge a partir de 1929, com visitas de aviões da empresa americana NYRBA (New York Buenos-Aires). No mesmo ano, foi criada a subsidiária Nyrba do Brasil. Em 1930, essa empresa foi adquirida pela Pan Am e renomeada PanAir do Brasil, que vai atuar até 1965. A partir de 1941, no contexto da durante a 2ª Guerra Mundial, investe em vários aeroportos, inclusive no de Natal.
LATI (Linee Aeree Transcontinentali Italiane)	Itália	1939-1942	Teve uma atuação curta, pois suas ações foram interrompidas no Brasil em razão da Segunda Guerra Mundial.

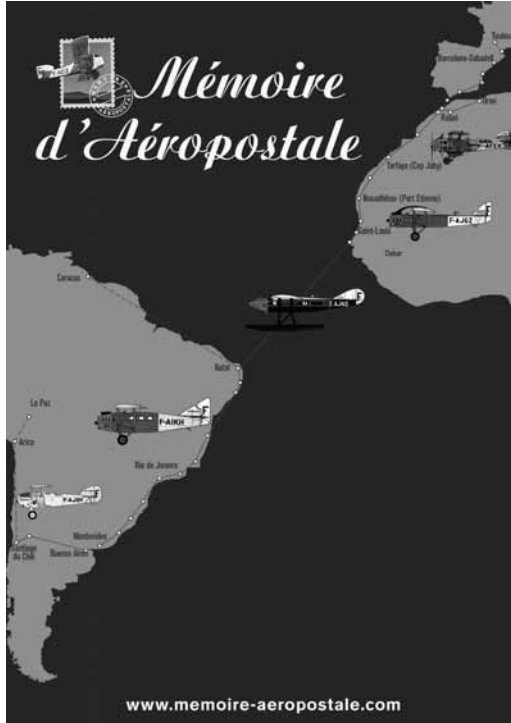
Com a proximidade da Segunda Guerra Mundial, as tensões e interesses militares e geopolíticos das nações correspondentes, assim como do governo brasileiro, inteiramente envolvido nessas questões, se refletem na operação dessas empresas em solo brasileiro e potiguar em especial. É assim que a Panair, americana, passa a dominar o espaço aéreo brasileiro a partir da Segunda Guerra Mundial, antes fortemente controlado comercialmente por empresas como a Condor, alemã. A Panair contribui, por meio de uma política do governo e do capital americano, mas também brasileiro, para o enfraquecimento, nacionalização e/ou desaparecimento da Condor e de outras empresas rivais, vistas como inimigas ou colaboradas em potencial dos governos do Eixo. A Condor, que se associa a Lufthansa a partir de 1934 no intuito de fornecer o serviço postal transatlântico, entre Natal e Bathurst, atual Banjul, capital da Gâmbia, na África, e de lá para a Europa¹⁶,

16. A Gâmbia era colonial britânica. A permissão pode ter sido concedida aos alemães pelos ingleses para contrabalançar a crescente influência da aviação francesa na América do Sul [Smith, 1992, p. 18].



sofreu consequências diretas desta política agressiva, sendo asfixiada aos poucos até ser nacionalizada com o nome de Serviços Aéreos Cruzeiro do Sul, em 1943 [Quintaneiro, 2009, p. 11-132]. A italiana LATI, por outro lado, deixou de operar no Brasil em 1942, por razões semelhantes [Quintaneiro, 2007, p. 223-234].

FIGURA 2. A LINHA AÉREA DA COMPAGNIE AÉROPOSTALE, COM ESCALA EM DAKAR E NATAL



Fonte: Cartaz da Mémoire d'Aéropostale (www.memoire-aeropostale.com) modificado pelo autor.

As três primeiras empresas de aviação do Quadro 1, francesas, são as que nos interessam de modo particular por utilizarem Dakar (e/ou Saint-Louis) e Natal como escalas de suas linhas para os países da América do Sul (Brasil, Argentina, Chile). O sonho dessa expansão se iniciou comercialmente com o empresário Pierre Latécoère, que apresentou ao governo francês em 1918 um projeto de expansão da linha aérea de sua empresa, a Latécoère, entre a França e a América do Sul, via o Marrocos e o Senegal, na África. O empresário propunha 3 etapas: de Toulouse para Casa Blanca; de Casa Blanca para Dakar; de Dakar para a América do Sul. A primeira etapa começou a funcionar em 1919; a segunda

em 1925. Seguem-se acordos para a extensão da linha até o Brasil, o Uruguai, a Argentina e o Chile. Em 1927, a empresa põe em funcionamento a linha Natal-Buenos Aires, mas a conexão entre Natal e Dakar se inicia somente em 1º de novembro de 1928, pelos avisos rápidos, posteriormente substituídos paulatinamente por hidroaviões. A Latecoère entra em falência e renasce com o nome de Compagnie Générale Aéropostale –CGA– em 1927. Em 1º de março de 1928, esta nova empresa já era responsável pela linha aérea cobrindo o trecho Toulouse-Dakar-Natal-Buenos Aires, ou 12 795 km no total, uma proeza na época. A linha ainda seria estendida até Santiago no Chile, a partir de 1929. O percurso era também feito em sentido contrário.

Em questões de meses, a partir de 1927, foram construídos 49 campos de pouso ao longo da costa oriental do Brasil, dos pampas argentinos e sobre os Andes [Peixoto, 2003, p. 27]. O campo de pouso de Natal era um deles. Em 1927, ainda na fase de negociações e estudos de ampliação da rota da CGA até a América do Sul, esteve em Natal o piloto da companhia Paul Vachet, que viajava ao Brasil desde 1925. Ele veio em busca de um local que servisse de aeródromo para os aviões da CGA. O Sr. Manoel Machado, rico comerciante e dono de muitas terras em torno da cidade do Natal, doou um terreno para tal finalidade em Parnamirim, perto da capital, a essa empresa francesa. Esse campo de pouso – ou aeródromo – passou a servir aos aviões enquanto que os hidroaviões continuavam a amerissar no Rio Potengi, nas imediações da chamada Rampa, que serviu de terminal de passageiros a algumas dessas empresas internacionais que amerissavam aqui e em outros lugares próximos ao longo do rio. A partir de 1927, a cidade tinha, portanto, dois campos de pouso, um fluvial, mais antigo, que já funcionava desde 1922, e um terrestre, em Parnamirim. Ambos iriam funcionar até a Segunda Guerra Mundial¹⁷. Em suas memórias, o piloto Paul Vachet registrou a sua passagem por Natal, das quais retiramos o seguinte trecho:

Era-nos necessário encontrar, nos arredores da cidade, um local conveniente para nele construir o aeródromo. Nossas buscas permaneceram infrutíferas, durante vários dias, até que o acaso nos colocou em presença de um Oficial do Regimento estacionado em Natal, monsieur Guerreiro, que era um grande caçador. Ele nos apontou, a uns 20 quilômetros da cidade, uma imensa planície, aparentemente lisa, cujo solo arenoso e duro era coberto por uma pequena vegetação, não maior do que a altura de um homem. Ele se ofereceu para conduzir-nos até lá. O terreno era apenas acessível pela Estrada de Ferro da Companhia Great-Western [...] Organizamos, então, uma pequena expedição para atingir essa planície, margeando os trilhos da linha férrea. Tendo considerado a planície conveniente para a construção de um

17. Com a diminuição paulatina dos hidroaviões, permaneceu apenas o aeródromo de Parnamirim, que se tornou uma grande base aérea militar americana e brasileira e, no pós-guerra, o aeroporto civil e militar da cidade. Essa base teve um papel fundamental no decorrer da Segunda Guerra Mundial.



aeródromo importante, procurei o proprietário do terreno. Tratava-se de um português, grande comerciante em Natal, monsieur Machado, que possuía uma imensa propriedade, na qual estava situado o terreno. Com uma surpreendente visão do futuro, dando-se conta imediatamente da valorização do restante da sua propriedade, pela construção de um aeródromo na parte que nos convinha, ele fez lavrar imediatamente uma escritura de doação do imóvel [...]” [Peixoto, 2003, p. 40-41].

A crise econômica mundial de 1929 abalou profundamente as empresas de aviação. As cinco companhias aéreas francesas que exploravam essas rotas, inclusive a CGA, passavam por dificuldades que levaram à sua fusão, em 1933, em uma única empresa, a Air France, de capital estatal, como parte da estratégia de fortalecimento dos interesses franceses diante da concorrência internacional nesse setor. Inicialmente destinado ao transporte de correspondências, o tráfego aéreo começa a transportar passageiros a partir de 1936. Até às vésperas da Segunda Guerra, a Air France mantinha uma linha aérea entre a Europa e a América do Sul com escalas em Dakar e Natal [Seck, 1970, p. 347]. Como ocorreu com as empresas alemã e italiana, que deixaram de usar Natal como escala em função da Segunda Guerra Mundial, a Air France também fez o mesmo a partir de 1940 provavelmente pelos mesmos motivos¹⁸.

Do outro lado do Atlântico, em Dakar, a história do início da aviação se repetia: a cidade como escala fundamental da aviação nascente, disputada por diferentes companhias; a passagem de aviadores pioneiros; a construção de hidrobase e de um aeroporto; a conexão regular com Natal a partir de do final da década de 1920; Dakar e Natal como “ponta de lança” ou “porta de entrada”, para vários pontos da África Ocidental Francesa e para outros pontos do Brasil e da América do Sul, respectivamente. Em 1937, a alemã Lufthansa assina acordo com o governo francês para usar Dakar como escala na travessia do Atlântico, em substituição Bathurst, na Gâmbia, possessão colonial inglesa. O aumento das tensões entre a Alemanha e a Inglaterra às vésperas da Segunda Guerra Mundial explicam essa mudança. Dois anos depois, é a vez da LATI, italiana, solicitar o uso de Dakar como escala. Ambas as companhias tinham conexões aéreas com Natal, como vimos.

As primeiras referências por parte das autoridades coloniais metropolitanas quanto ao uso de Dakar como base para a aviação militar datam de 1910¹⁹, mas os poucos recursos do governo disponíveis para tal encontrou ceticismo dos

18. O alinhamento do governo francês do marechal Pétain em favor da Alemanha nazista, em 1940, deve ter a ver com isso. O governo colonial do Senegal estava, então, aliada a esse governo colaboracionista.

19. As diversas informações sobre a escolha de Dakar como ponto central do sistema aéreo da AOF e sobre a estrutura aeroportuária da cidade nesse período, aqui resumidas, estão em [Seck, 1970, p. 336-348].

governadores das diversas colônias que compunham a AOF. Em 1918, no final da Primeira Guerra Mundial, o assunto volta à tona, com a proposta de criação de um serviço aéreo civil. Nova onda de ceticismo, não contra a aviação em si, mas contra a insuficiente disponibilidade de recursos a serem investidos. No entanto, a ideia tomou fôlego a partir de 1919. O Estado francês começa a investir pesadamente na questão, tendo em vista o contexto de disputa internacional da aviação comercial.

Nesse retorno, Dakar detinha vantagens que faziam dela a cidade ideal para a criação de uma base aérea: nela estavam instaladas as autoridades civis e militares da AOF; o seu porto permitia a importação de todo o material e equipamento, inclusive aviões desmontados, para a instalação aeronáutica na cidade; as oficinas da base naval dispunham de uma mão-de-obra especializada e necessária ao empreendimento; a posição geograficamente estratégica da cidade, já mencionada, em relação à América do Sul, à Europa e a África, é mais um dos fatores que contribuíram para a sua escolha como a base central do sistema aéreo na AOF em detrimento de outras localidades, como Bamako, Tambacounda, Kayes e Toukoto, cidades que deveriam, desde 1920, fazer parte desse sistema numa posição subsidiária ou secundária em relação a Dakar. Mesmo a *Compagnie Générale Aéropostale (CGA)* que investiu na construção de uma base aérea em 1927 em Saint-Louis, terminou privilegiando Dakar em seu projeto de atravessar o Atlântico e alcançar Natal, pois era de Dakar que partiam os avisos que conectavam as duas cidades por via marítima. Saint-Louis tornou-se uma escala de menor importância.

Como Natal, Dakar passou a dispor de duas bases para a aviação: um campo de pouso ou aeródromo, inicialmente uma base militar, construído entre 1921 e 1922 em Ouakam, então fora da cidade, e dotado de vários equipamentos e hangares; e uma base marítima para os hidroaviões, localizada ao norte do porto e prevista desde 1927, quando o governo decidiu investir um milhão de francos em sua construção. Essa hidrobases funcionou efetivamente como o ponto de partida ou de chegada para os voos aéreos sobre o Atlântico, particularmente da *Air France*, a partir de 1933, empresa que também tinha uma hidrobases em Natal. Contudo, não mais atendendo às exigências, essa empresa investiu numa hidrobases mais equipada, na baía de Hann, em 1939, ao norte do porto e protegida por um dique.

Além das semelhanças já citadas entre as duas cidades no que concerne a aviação de um modo geral, há que se destacar ainda as que dizem respeito às instalações aeroportuárias de ambas. Os dois aeroportos terrestres, por exemplo, inicialmente simples aeródromos, foram construídos fora e nas proximidades da área urbana das cidades de então, mantendo uma relação espacial periférica com estas; os dois aeroportos têm em comum o fato de passarem a funcionar como aeroporto civil e militar; ambos, e no caso de Dakar, principalmente o novo



aeroporto em Yof, receberão investimentos do governo americano como esforço de guerra, durante o segundo conflito mundial; esses aeroportos, que aos poucos substituem os campos de pouso fluvial ou marítimo –as hidrobases– trarão impactos visíveis no crescimento das duas cidades²⁰.

Cabe, finalmente, uma palavra, não menos importante, sobre os atores que fizeram parte da verdadeira saga da aviação nascente: estados nacionais progressivamente mais envolvidos e dispostos a investir na aviação, empresários visionários, o pessoal de terra, os técnicos de aviação, a indústria, as empresas de correspondência e de passageiros e, em particular, os pilotos ou aviadores. Estes destemidos –homens, mas também algumas mulheres– constituíam peças-chave do sistema. Ao superarem obstáculos naturais diversos –o oceano Atlântico, montanhas, desertos, campos de pouso precários e mal ou não iluminados– possibilitaram o desenvolvimento da aviação e contribuíram de forma decisiva para o que ela é hoje. Com as enormes limitações tecnológicas da época –desde o precário sistema de comunicação à pequena autonomia de voo ou à medição e previsibilidade pouco confiáveis das condições meteorológicas, entre outras– ser aviador nesse período era, no mínimo, um ato de coragem. As décadas que se estendem das primeiras experiências com a aviação, entre os fins do século XIX e início do XX até o início da Segunda Guerra Mundial, é tida, e não à toa, como a fase “heroica²¹” da aviação. Muitos perderam a vida nesse sonho²².

Entre a década de 1920 e o início da Segunda Guerra Mundial, Natal, como Dakar, recebeu inúmeros representantes ilustres da aviação nascente: franceses inicialmente, mas também italianos, portugueses, brasileiros, alemães, americanos e de várias outras nacionalidades. Paulo Viveiros listou e descreveu a experiência desses vários aviadores e de suas aeronaves –tão famosas quanto eles próprios– em sua passagem por Natal, e remetemos os interessados a essa obra [Viveiros, 2008]. O que desperta a atenção, nessas experiências, é o fato de que cada pouso era motivo de comemoração pública. Em caso de acidentes, os pilotos e equipe recebiam das autoridades locais e do povo o necessário socorro. As mesmas autoridades, inclusive os representantes consulares ou das empresas aéreas instalados na cidade²³, apressavam-se em receber os pilotos e suas equipes e em providenciar-lhes a melhor acolhida possível. O povo saía às ruas para ver os “heróis” e suas possantes máquinas voadoras, especialmente os hidroaviões, mais acessíveis porque amerissavam às margens do Rio Potengi e, portanto, no limite da

20. Como dissemos, as conexões entre Natal e Dakar durante a Segunda Guerra Mundial não são tratadas no presente artigo.

21. Como aparece em alguns trabalhos sobre o tema.

22. Só na Air France, foram 121 mortes até 1940. <http://senegalmemis.com/Senegalmemis/Aeropostale.html>. Acesso em 16 de outubro de 2013.

23. As empresas internacionais mencionadas, que atuaram em Natal nesse período, tinham todas representações e/ou escritórios na cidade.

cidade, ao contrário do aeroporto de Parnamirim, mais distante e de acesso mais difícil, ainda que ali também tenham ocorrido cerimônias semelhantes. Desfiles pela cidade, discursos comemorativos, jantares de gala, troca de presentes e de cartas oficiais eram de praxe nessas ocasiões. Muitos desses viajantes faziam previsões otimistas sobre o futuro de Natal, vista como escala incontornável da aviação mundial. A efervescência desse momento se revela, inclusive no forte interesse que a elite político-administrativa e intelectual local tinha na modernização da cidade, na visão dos quais ela estava destinada a ser o “cais da Europa” [Dantas, 2003].

FIGURA 3. MEMORIAL A JEAN MERMOZ E ÀS VITIMAS DE ACIDENTES DA CGA.
DAKAR. VISTA GERAL



Fonte. fotografia do autor.

FIGURA 4. MEMORIAL A JEAN MERMOZ E ÀS VITIMAS DE ACIDENTES DA CGA. DAKAR.
VISTA FRONTAL E POSTERIOR



Fonte. fotografia do autor.



A situação não era diferente, evidentemente, do outro lado do Atlântico. Em Saint-Louis, por exemplo, as mesmas festas, o mesmo alvoroço no pouso e na decolagem de aviões ou de hidroaviões, o mesmo interesse em ver as máquinas voadoras²⁴ em sua passagem pela cidade ao longo dos *raids* – como eram chamados esses voos internacionais à época – que aproximavam Saint-Louis, Dakar, e a África cada vez mais da América do Sul, via Natal.

Jean Mermoz (1901-1936) é um digno representante da aviação nascente. Depois de iniciar sua carreira na aviação civil na Latécoère, passou a ser piloto da CGA em 1924, e como tal, entrou para a história por ter sido o primeiro a ter atravessado o Atlântico Sul num voo sem escala, entre Saint-Louis do Senegal e Natal. A viagem foi realizada entre os dias 12 e 13 de maio de 1930, e durou 22 horas e 25 minutos, quando então amerissou na hidrobases da CGA, em Natal, localizada no Rio Potengi, na altura do Refoles. A façanha fazia parte do projeto da CGA de expandir sua linha aérea até o Chile. O avião, que carregava 100 quilos de correspondência, era um Laté 28. Mermoz realizou essa viagem inúmeras vezes e tornou-se uma figura conhecida e frequentadora de Natal, Dakar e Saint-Louis. Em uma dessas viagens, atuando como piloto da Air France, o seu avião desapareceu no Atlântico, em 7 de dezembro de 1936. Na ocasião, o acompanhavam Pichodou, Ezan, Cruveilhaer e Lavidalie [Viveiros, 2008, p. 119-121]. Jean Mermoz ganhou fama mundial, tendo recebido inúmeras homenagens, no Brasil, na França e no Senegal. Virou nome de rua e de escola em Natal e uma das zonas administrativas (*arrondissement*) de Dakar – o Jean-Mermoz-Sacré Cœur – além de ser nome de escola e de outros equipamentos nessa mesma cidade. Os “liceus” Mermoz se encontram ainda em Saint-Louis do Senegal e em outras cidades francesas. No centro de uma rótula viária localizada no cruzamento da Rue de la Pyrotechnie e da Avenida Cheikh Anta Diop, em direção ao aeroporto de Dakar, no *arrondissement* que tem o seu nome, foi fixada a Estela Mermoz, em 1938, dois anos depois de seu desaparecimento. Trata-se de uma homenagem da CGA a ele e às demais vítimas dos desastres aéreos da companhia, cujos nomes estão listados no lado posterior da estela. O medalhão da estela é dedicado ao piloto.

Considerações finais

Neste artigo, Natal e Dakar foram analisadas a partir da perspectiva do desenvolvimento dos meios de transporte – a navegação marítima, a ferrovia e a aviação – num período que se estende, grosso modo, de 1880, quando começam os investimentos nas ferrovias e quando a navegação marítima a vapor em escala internacional se impõe cada vez mais, até 1940, em plena Segunda Guerra Mundial, com o desenvolvimento da aviação. Nos três casos – a navegação marítima, a

24. <http://senegalmemis.com/Senegalmemis/Aeropostale.html>. Acesso em 16 de outubro de 2013.

ferrovia e a aviação— foi possível aproximar comparativamente as duas cidades, primeiramente porque elas guardam diversas semelhanças entre si. Em segundo lugar, porque as aproximações não são apenas em termos das semelhanças detectadas, mas porque houve uma aproximação real entre as duas cidades separadas pelo Atlântico, possibilitada por esses mesmos sistemas de comunicação.

No que se refere ao primeiro ponto, os das semelhanças encontradas, vários aspectos são dignos de nota. Primeiramente, a contemporaneidade com que os sistemas de comunicação —porto, linha férrea e equipamentos ferroviários, hidrobases e aeródromo/aeroporto— são paulatinamente instalados nas duas cidades. Entre 1880 e 1940 (e para além desse último ano), as duas cidades foram objeto de investimentos concomitantes no porto, na ferrovia, na hidrobases e no aeródromo, ainda que com intensidades diferentes, como no caso do porto, cujo investimento e ampliação foi bem mais visível no caso de Dakar. As características da localização dessas instalações e seu impacto nas duas cidades também as aproximam. Esses equipamentos direcionaram a expansão urbana em determinadas direções, além de contribuir para o crescimento populacional de ambas. A localização dos aeródromos fora da cidade ou a proximidade das hidrobases ao espaço urbano, ou ainda a aproximação física entre o porto e o terminal ferroviário, ponto terminal que unia a comunicação marítima à terrestre, são outros pontos comuns. Da mesma forma, ambas as cidades protagonizaram ou foram instrumentos do processo de subordinação do território, por meio da relação porto-ferrovia, de modo a inseri-lo nas relações do capitalismo internacional, via cidade. A produção agrícola desses territórios é transportada pela ferrovia aos portos respectivos, de onde é exportada para o exterior. Nesse esforço de subordinação territorial, ambas as cidades tiveram seu papel de cidade-capital reforçado; enquanto Natal, que sempre foi capital, foi ameaçada no seu status, sem tê-lo perdido, Dakar adquiriu importância tal que adquiriu o status de capital, primeiro da AOF e depois do Senegal, em detrimento de Saint-Louis. Em ambos os casos, outras localidades concorrentes foram “sufocadas” economicamente, numa atitude deliberada da elite político-administrativa com a finalidade de reforçar o papel de cidade-capital de ambas.

Quanto ao segundo ponto —a aproximação efetiva entre ambas as cidades por meio dos sistemas de comunicação— cabe inicialmente destacar que mesmo antes do período aqui analisado deve ter havido uma aproximação entre os seus territórios de influência, no contexto da navegação marítima decorrente do tráfico transatlântico de escravos. Há, por exemplo, notícias de escravos provenientes da África Ocidental em Natal desde o início do século XVII. Contudo, é com o desenvolvimento da navegação a vapor, particularmente na segunda metade do século XIX, que se processa a navegação internacional a partir dos portos de ambas as cidades. A partir da década de 1920 se estabelece uma linha direta entre Natal e Dakar, como apoio à aviação nascente. No que se refere à ferrovia,



a aproximação é evidentemente indireta, pela inserção do território sob influência de ambas as cidades na economia transatlântica e mundial pelo viés do trinômio ferroviária, cidade-capital, porto. É, contudo, com a aviação que a aproximação de fato acontece. A localização geográfica privilegiada das duas cidades foi fundamental num momento em que a autonomia dos aviões era muito limitada. As empresas de aviação fizeram das duas cidades escalas incontornáveis de suas linhas de comunicação entre a Europa ou a América do Norte e a América do Sul. Essa localização foi ainda mais fundamental no decorrer da Segunda Guerra mundial, quando os aeroportos de ambas as cidades receberam pesados investimentos norte-americanos e serviram como base militar daquele país no esforço de guerra.

BIBLIOGRAPHIE

- **DANTAS George Alexandre Ferreira**, *Linhas convulsas e tortuosas retificações: transformações urbanas em Natal nos anos 1920*, Dissertação de Mestrado: Programa de Pós-graduação em Arquitetura e Urbanismo, Universidade de São Paulo, USP, Brasil, São Carlos, 2003.
- **DUBRESSON Alain**, *L'espace Dakar-Rufisque en devenir. De l'héritage urbain à la croissance industrielle*, Paris, ORSTOM, 1979.
- **FALA com que o Exm. Sr. Dr. João Capistrano Bandeira de Mello Filho abriu a 1ª Sessão da Vigésima Legislatura da Assembleia Legislativa Provincial do Rio Grande do Norte em 13 de julho de 1874**, Rio de Janeiro, typographia Americana, 1874.
- **FILHO Olavo de Medeiros**, *Terra natalense*. Natal: Fundação José Augusto, 1991, p. 64-65.
- **GOVERNEMENT de l'Afrique occidentale française**, *La circonscription de Dakar et dépendances*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931.
- **JAMES Jones. A. Dakar**, in Kevin SHILLINGTON (ed.), *Encyclopedia of African History*, vol. 1. A-G, New York, Taylor & Francis Group, 2005.
- **KOSTER Henry**, *Travels in Brazil*, London, Longman, Hurst, Rees, Orms and Brown, Paternoster-Row, 1816.
- **MENSAGEM apresentada pelo Exmo Dr. Juvenal Lamartine presidente do estado do Rio Grande do Norte à Assembleia Legislativa por ocasião da abertura da 3ª sessão da 13ª legislatura**, Natal, Imprensa oficial, 1929.
- **MONTEIRO Denise Mattos**, *Introdução à história do Rio Grande do Norte*, 3ª Edição, Natal, EDUFRN, 2007.
- **PEIXOTO Carlos**, *A História de Parnamirim*, Natal, Z Comunicação, 2003.
- **QUINTANEIRO Tania**, *A LATI e o projeto estadunidense de controle do mercado de aviação no Brasil*. Varia Historia, Belo Horizonte, vol. 23, nº 37, p. 223-234, Jan/Jun 2007.
- **QUINTANEIRO Tania**, *A política estadunidense de desgermanização do sistema de transporte aéreo brasileiro: o caso da Condor*, Rev. bras. polít. int. [online], 2009, vol.52, nº 1, p. 110-132.
- **RELATÓRIO com que o Exm. Sr. Dr. Pedro de Barros Cavalcante de Albuquerque passou no dia 17 de fevereiro de 1870 a administração da província do Rio Grande do Norte ao 3º vice-presidente o Exm. Sr. Dr. Octaviano Cabral Raposo da Câmara**, Pernambuco, typographia de M. Figueiroa de F. de filhos, 1870.
- **RODRIGUES Wagner do Nascimento**, *Dos caminhos de água aos caminhos de ferro: a construção da hegemonia de Natal através das vias de comunicação (1820-1920)*. Dissertação de Mestrado: Programa de Pós-graduação em Arquitetura e Urbanismo da

Universidade Federal do Rio Grande do Norte, Natal, 2006.

- **SECK Assane**, *Dakar, metropole ouest-africaine*, Imprinta, Dakar, Ifan, 1970.
- **SMITH JUNIOR Clyde**, *Trampolim para a vitória: os americanos em Natal-RN/ Brasil durante a Segunda Guerra Mundial*, Natal, UFRN/Ed. Universitária, 1992.
- **VIDAL Laurent**, *De nova Lisboa a Brasília, A invenção de uma capital (séculos XIX-XX)*,

Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2009.

- **VIVEIROS Paulo Pinheiro de**, *História da aviação no Rio Grande do Norte*, Natal, EDUFRRN, 2008, p. 27-28.

SITES VISITADOS

- [HTTP://SENEGALMETIS.COM/SENEGALMETIS/AEROPOSTALE.HTML](http://senegalmetis.com/senegalmetis/aeropostale.html)
- [WWW.MEMOIRE-AEROPOSTALE.COM](http://www.memoire-aeropostale.com)

RESUMEN/RÉSUMÉ/ABSTRACT

POR MAR, TERRA E AR: DAKAR, NATAL E AS CONEXÕES TRANSATLÂNTICAS. (1880-1940)
Natal, capital do estado do Rio Grande do Norte, Brasil, e Dakar, capital do Senegal, situadas respectivamente em pontos extremos da América do Sul e da África Ocidental, situam-se na menor distância entre os dois continentes, separados pelo Atlântico. Historicamente, esses sítios urbanos foram estratégicos desde as grandes navegações, e permaneceram importantes nos tempos do desenvolvimento moderno nas comunicações advindas com a Revolução Industrial: a navegação a vapor, a ferrovia e a aviação. O presente artigo explora as semelhanças históricas que são perceptíveis na relação que as ambas as cidades mantiveram com esses sistemas de comunicação e nas suas consequências em termos urbanos e territoriais, entre 1880 e 1940. O artigo também analisa o processo de aproximação real entre as duas cidades no período estabelecido.

PAR MER, TERRE ET AIR: DAKAR, NATAL ET LES CONNEXIONS TRANSATLANTIQUES (1880-1940)
Natal, capitale de l'état du Rio Grande Norte, Brésil, et Dakar, capitale du Sénégal, situées respectivement dans des points extrêmes de l'Amérique du Sud et de l'Afrique Occidentale, se trouvent dans la distance la plus courte entre les deux continents, séparés par l'Atlantique. Historiquement, ces sites urbains ont été stratégiques depuis les grandes navigations, et sont restés importants aux

temps du développement moderne des voies de communications survenues avec la Révolution Industrielle : la navigation à vapeur, le chemin de fer et l'aviation. Cet article explore les similitudes historiques qui sont perceptibles dans la relation que les deux villes ont entretenu avec ces systèmes de communication et dans leurs conséquences en termes urbains et territoriaux, entre 1880 et 1940. L'article analyse également le processus de rapprochement effectif entre les deux villes au cours de la période établie.

BY SEA, LAND AND AIR: DAKAR, NATAL AND THE TRANSATLANTIC CONNECTIONS (1880-1940)
Natal, capital of the State of Rio Grande do Norte, Brazil, and Dakar, capital of Senegal, located respectively on extreme points of South America and West Africa, are settled in the shortest distance between the two continents, which are separated by the Atlantic. Historically speaking, both urban sites were strategic since the times of the great navigations, and remained important in the times of the modern development of communication systems brought about by the Industrial Revolution: steam navigation, the railroad, the aviation. This article deals with the historical similarities which can be detected in the relationship that both cities maintained with these communication systems and with their consequences in urban and territorial terms, between 1880 and 1940. The article also analyses the process of real approximation between the two cities in the period so established.



POR MAR, TERRA E AR: DAKAR, NATAL E AS CONEXÕES TRANSATLÂNTICAS (1880-1940)

PALAVRAS CHAVES

- Natal
- Dakar
- território
- navegação
- ferrovia
- aviação

MOTS CLÉS

- Natal
- Dakar
- territoire
- navigation
- chemin de fer
- aviation

KEYWORDS

- Natal
- Dakar
- territory
- navigation
- railroad
- aviation

LECTURES



J.-C. William et al., *Mobilisations sociales aux Antilles : Les événements de 2009 dans tous leurs sens*, Paris, Éditions Karthala, 2012, 364 p.

Il y a plus de quatre ans maintenant, une grève générale qui allait s'étendre durant 44 jours était déclenchée en Guadeloupe à l'appel de la coalition LKP (*Liyannaj KontPwofitasyon*), «Unité contre l'exploitation». Ce collectif de 48 organisations, initié le 5 décembre 2008 et toujours à l'œuvre actuellement, se donnait pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la «vie chère», en désignant le système d'échange économique entre la métropole et la Guadeloupe comme responsable d'une hausse des prix ressentie d'autant plus durement par la population que l'île subissait (il y a 4 ans) les conséquences de la crise économique. À ce constat d'iniquité était adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les «*pwofitans*») sur les ressources insulaires, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage. À partir du 5 février 2009, en Martinique, le K5F (*Kolectif 5 Fèvrié* – «Collectif 5 février») prenait le relais de la vague de contestation guadeloupéenne, à l'appel des responsables syndicalistes martiniquais et en synergie avec la population descendue dans la rue. C'est sur ces événements, dont le retentissement avait largement dépassé les milieux académiques ou les

cercles militants, que l'ouvrage dirigé par Jean-Claude William, Fabienne Alvarez et Fred Reno se propose de revenir, en mobilisant les contributions de plusieurs spécialistes de la Caraïbe française.

Le sous-titre de l'ouvrage résume bien l'ambition affichée par les auteurs : celle de restituer les événements de 2009 dans «tous leurs sens», c'est-à-dire d'adjoindre un travail de décodage et de signification politique à l'entreprise d'objectivation propre à la démarche scientifique. Au-delà de la posture critique revendiquée, le livre affirme également son ambition militante, comme une contribution à la compréhension de «*l'indignation clamée par Stéphane Hessel qui se répand [...] dans tous les pays du monde*», posant d'emblée la question de la signification et des vies ultérieures du mouvement de l'hiver 2009, au-delà d'un simple traitement d'ordre factuel. En outre, l'approche interdisciplinaire privilégiée par l'ouvrage – tout à la fois sociologique, historique, anthropologique, économique, linguistique et philosophique – ajoute à cette perspective, en articulant différentes pistes d'interprétation et d'investigation dans le champ des sciences sociales avec des thématiques proches des préoccupations des groupes mobilisés, permettant au lecteur de saisir rapidement les enjeux de la mobilisation des collectifs guadeloupéen et martiniquais. Il est une très bonne chose que cet ouvrage soit paru dans la foulée du mouvement de 2009, tant les travaux sur les mobilisations et les conflits sociaux

aux Antilles – ou plus généralement dans les DOM-TOM – sont rares, et sont particulièrement méconnus dans le champ académique français. Le peu de travaux sur l'histoire du mouvement ouvrier antillais comme sur les organisations politiques et syndicales qui s'en réclament, rend d'autant plus difficile l'analyse de la conflictualité sociale aux Antilles. C'est d'ailleurs à cette démarche que renvoie le deuxième chapitre de l'ouvrage, où Jacques Dumont pointe les difficultés du travail historiographique antillais, exposé aux « lignes de blessure » mémorielles d'une histoire qui demeure largement à écrire. Le traitement « à chaud » des événements de 2009 peine ainsi à trouver son cheminement du fait, d'une part, des controverses politiques autour de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation et, d'autre part, des legs contraignants de la période coloniale au travers du manque ou de l'absence de sources archivistiques (notamment préfectorales), ou encore dans la difficulté à collecter des témoignages.

Il s'agit d'abord de saluer la richesse factuelle de l'ouvrage, qui répertorie les acteurs principaux du mouvement, rend compte avec précision des déclinaisons organisationnelles de la mobilisation et analyse en détail les configurations sociales, économiques et politiques au sein desquelles ont évolué les coalitions protestataires. Le chercheur en sciences sociales y trouvera une introduction stimulante au foisonnement protestataire qui caractérise, de longue date, la vie politique des deux îles. Soulignons d'emblée qu'il paraît

difficile de rendre justice de façon exhaustive à l'ensemble de l'ouvrage, justement du fait de la diversité des approches qui y sont présentes.

Une part importante des questionnements soulevés par l'ouvrage tourne autour de l'« identité » du LKP et du K5F, toujours dans l'optique d'en restituer la signification et de faire « travailler » cette catégorie. Pour Pamela Obertan, du fait du caractère composite du LKP et de sa distance avec la politique institutionnelle, ce mouvement s'inscrit dans le spectre de la contestation altermondialiste – hypothèse qu'elle étaye par une analyse de la dynamique de mobilisation et des revendications mises en avant, symptomatiques du rejet d'un système capitaliste en crise et porteuses d'une ébauche de projet de société alternatif à partir des réalités locales. En parallèle, Fabienne Alvarez analyse la dénonciation de la vie chère portée par le LKP comme une critique à l'encontre des insuffisances d'un modèle de relation managériale où l'absence de transparence, de confiance de la part des salariés et de responsabilité sociale des entreprises rend inenvisageable la mise en place d'un dialogue social sur des bases pérennes. Quant au travail de Boris Samuel, il apporte des éléments essentiels pour comprendre comment l'opacité entourant la « *privatization* » a été dénoncée par les acteurs à travers la question des prix, au terme d'un travail de décodage et de publicisation qui a permis aux acteurs mobilisés d'accumuler un matériel critique « à charge » envers les élites politiques et



économiques, et de réclamer plus de transparence. On peut également lire la contribution de Danielle Laport intitulée « Refonder la démocratie martiniquaise » comme un appel à rénover les institutions en vue d'aménager des espaces de réflexion et de dialogue pour répondre aux demandes de la société civile telles qu'elles avaient été formulées par le Collectif du 5 février aux autorités de l'île.

Edmond Mondésir interroge la notion d'identité collective et ses évolutions à travers une comparaison des collectifs guadeloupéens et martiniquais, s'efforçant de rendre compte des nuances politiques et sémantiques qui différencient les deux coalitions – des nuances qui renvoient pour partie à des contextes historiques et sociaux distincts entre les deux îles. Dans une optique différente et à propos de l'identité guadeloupéenne, Eric Nabajoth remarque que le discours relatif à la thématique de l'indépendance renvoie encore et toujours à la construction d'une identité nationale et politique « négociée » qui a pu servir de support d'identification, mais dont les frontières n'ont pas forcément été clairement affirmées parce que cette identité ne faisait pas consensus. Cette question de l'identité est étroitement liée à celle de la question statutaire, qui demeure un point de discordance majeure entre les organisations, notamment en Guadeloupe – voir à ce sujet la contribution de Julien Mérian.

La contribution de Bernard Philips insiste sur le fait que ces questionnements sur l'identité vont

de pair avec les enjeux linguistiques et les usages sociaux de la créolité. Il revient notamment sur l'usage du créole comme « langue de la contestation », permettant à la fois de nourrir une trame d'autoréférence et de contester symboliquement la prétention à l'« hégémonie » du français. La communication peut également être envisagée au travers d'un examen du rôle des médias et des possibilités d'une information alternative en période de mobilisation. Olivier Pulvar analyse cette question avec un chapitre consacré à l'expérience de la « *Télé Otonom Marwon* ». Il revient sur les conditions de production et de diffusion de ces contenus alternatifs, et sur l'audience de cette expérience martiniquaise au cœur de la séquence de mobilisation.

La contribution de Yarimar Bonilla, traite du syndicalisme indépendantiste porté par l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, organisation sur laquelle elle travaille depuis de nombreuses années. Elle propose ici une anthropologie des pratiques syndicales de l'organisation indépendantiste, évoquant l'existence de formes de résistance « indigènes » très anciennes remontant à la période de l'esclavage, et formulant l'hypothèse selon laquelle la cessation d'activité et les autres modalités de l'action collective contemporaine emprunteraient notamment au « marronnage » – pratique par laquelle on désignait les fugitifs des plantations – et aux révoltes d'esclaves. Une piste d'investigation directement aux prises avec

le discours militant porté par les intéressés, qui sont prompts à revendiquer une forme de filiation entre résistance à l'esclavage et une pratique syndicale d'insubordination – en ce sens qu'elle touche aux fondements des rapports salariaux de domination auxquels il convient d'ajouter, dans le cas de la Guadeloupe, les rapports coloniaux. Cependant, ce travail mérite également d'être questionné par le fait qu'il existe, de longue date, des organisations ouvrières guadeloupéennes s'inspirant des organisations métropolitaines et possédant un fonctionnement similaire au leur. On pourrait, à titre comparatif, postuler une évolution symétrique des répertoires d'action entre la métropole et les Antilles, au moins en ce qui concerne la cessation d'activité ou les manifestations. Ces deux approches demandent donc à être croisées sans forcément accorder *a priori* de primat à leur potentiel interprétatif quant à la caractérisation des répertoires d'action en Guadeloupe.

Enfin, la contribution de Fred Reno, concernant l'«étatisation» du mouvement social de 2009, avance des éléments de caractérisation des structures des opportunités politiques aux Antilles. S'appuyant sur les travaux issus du courant de la mobilisation des ressources pour analyser le cycle de contestation de 2009, l'auteur avance l'idée selon laquelle le positionnement du LKP en Guadeloupe vis-à-vis de l'État serait sujet à plusieurs ambivalences : l'État français est envisagé à la fois sous l'angle d'une ressource – en

tant que fournisseur de prestations sociales et de politiques redistributives dont l'augmentation fait partie des revendications avancées par le LKP – et comme une contrainte, au sens où les acteurs contestataires peinent à s'émanciper de la figure tutélaire d'un État «démurge» dont l'action et l'arbitrage serait «l'alpha et l'oméga» de cette séquence de mobilisation. On peut regretter, malgré l'importance de l'appareillage théorique déployé pour caractériser cette structure des opportunités – marquée par une relation de sujétion et de dépendance à l'égard la métropole –, que ce travail demeure circonscrit à une analyse «synchrone» de l'environnement politique institutionnel et des règles du jeu étatiques au contact desquels évolue le LKP. Comprendre comment ces contextes insulaires et coloniaux ont participé à façonner des univers contestataires originaux demanderait de revenir plus en détail sur les jeux de concurrence et d'interdépendance qui relient les mouvements contestataires, mais également à analyser en détail les mécanismes de l'interaction conflictuelle, dans une mobilisation où les moments d'incertitude ont permis au LKP d'apparaître en position de force vis-à-vis des élites politiques et économiques locales.

Pierre Odin
Sciences Po Paris/Ceri



Irène Bellier (dir.), *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, Paris, Sogip, coll. «Horizons autochtones», L'Harmattan, 2013, 369 p.

Este libro trata del proceso de construcción de la categoría «pueblos indígenas», marcado por la legitimación jurídica e institucional adquirida a nivel internacional mediante la aprobación por la Asamblea General de Naciones Unidas en Septiembre de 2007 de la «Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas». Esta Declaración se produce luego de 25 años de complejas interacciones entre actores sociales y políticos, muchos de ellos siendo parte del movimiento indígena que se fue consolidando entre dinámicas nacionales, regionales e internacionales. Entender la categoría genérica «pueblos indígenas» y el efecto de universalización de sus derechos que establece la Declaración, no puede dejar de lado la comprensión de los contextos nacionales y relacionales en las cuales se declina esta categoría.

El prefacio de Rodolfo Stavenhagen (primer Relator Especial para los Derechos Humanos de los Pueblos Indígenas por la ONU) se inspira en un informe presentado al Consejo de derechos humanos de las Naciones Unidas. El texto hace un recorrido panorámico matizado entre avances, limitaciones y retos en la defensa de los derechos de los pueblos indígenas.

Señala el desafío mayor de transitar de la «retórica a la práctica» en materia de aplicación concreta de los avances alcanzados a nivel internacional. Irène Bellier proyecta en la Introducción un marco histórico y contemporáneo del proceso de emergencia y construcción de un espacio internacional en el que surge la categoría de pueblos indígenas. La primera parte del libro porta sobre lo que está en juego en los procesos de categorización. La segunda trata de los impactos del derecho en las dinámicas políticas nacionales.

L. Cloud, V. González y L. Lacroix abren la primera parte, haciendo un recorrido panorámico sobre la cuestión indígena en América latina. Se concentran en las dinámicas de institucionalización de la categoría de autóctono desde el régimen colonial hasta el presente. Analizan la centralidad del Derecho como forma de legitimación del control y el poder ejercido desde los estados, pero también como factor de movilización y de emancipación usado por los actores indígenas. En la actualidad, la reivindicación del derecho a la consulta y el consentimiento previo, libre e informado basado en el Convenio 169 de la OIT, se convierte en un elemento central de las luchas por el derecho a la autodeterminación. Silvia López Da Silva Macedo describe el proceso de transición de una categorización genérica atribuida a una forma de autoidentificación de los grupos indígenas de Brasil. Este proceso se da en un contexto de movilizaciones por los derechos territoriales que ahora se inscribe en el marco del

multiculturalismo implementado por el Estado.

Stéphanie Guyon y Benoit Trépiéd presentan el caso de los «autóctonos de la República», refiriéndose a los pueblos indígenas de Guyana, Tahití y el pueblo Kanak de Nueva Caledonia (Francia). El contexto histórico y contemporáneo común a la situación de estos pueblos gira en torno al legado colonial francés. Se da una especial atención al caso de los kanak, que se debaten en el dilema de su reconocimiento de pueblos indígenas en el marco de su pertenencia a la república, o la consecución de su independencia. Martin Preaud ofrece una mirada histórica al proceso de colonización en el Pacífico, analizando las formas institucionales de reconocimiento implementadas en países como Australia y Nueva Zelanda, como las situaciones particulares de las islas de Fidji y de Hawai o la isla chilena de Pascua. Subraya las ambivalencias de la movilización de los pueblos indígenas, que oscilan entre reivindicaciones de descolonización y soberanía, al lado de la realidad de su reconocimiento como pueblos indígenas en el seno de sus respectivos estados nacionales.

Virginius Xaxa recuerda, sobre el caso de la India, que el término indígena está ligado a la nominación de los grupos tribales y semi-tribales caracterizados por procesos específicos de territorialización y movilidad. En medio de un debate permanente sobre los niveles de reconocimiento por parte del Estado y a nivel internacional, se impone poco a poco, como criterio unificador de

una identidad indígena (que toma el nombre genérico *adivasi*), la conciencia de la experiencia de dominación colonial y de una diferencia social y cultural frente a los grupos dominantes, en un contexto de pérdida progresiva de control de sus tierras, los bosques, agua y otros recursos naturales y el crecimiento de su empobrecimiento. Scott Simon y Awi Mona exponen el proceso de construcción de un marco legal de la autonomía indígena en Taiwán, desde una perspectiva histórica. La población de las «tribus», población autóctona de la isla antes de la creación de Taiwán, se estima a aproximadamente el 2% de los 23 millones de habitantes. A partir de los años 1980 se visibiliza a nivel internacional un movimiento de los pueblos indígenas de Taiwán que recurre a la Declaración de 2007 en sus reivindicaciones frente a las políticas gubernamentales de reconocimiento restringidas.

Yves-Marie Davenel presenta las modalidades de reconocimiento de los pueblos indígenas en la Federación rusa, donde los pueblos de Siberia llamados «pueblos indígenas numéricamente débiles» han representado la alteridad desde el periodo zarista hasta hoy. Las políticas de estado han oscilado entre la voluntad de integración (forzada o no) y la voluntad de protección y/o no injerencia. A pesar de no haber suscrito ni la convención 169 de la OIT ni la Declaración de 2007, el estado ruso ha producido una legislación orientada por una política de reconocimiento. Sin embargo, el análisis pone en evidencia los límites



que se encuentran en la falta de voluntad política o la falta de determinación de las autoridades para poner en aplicación los avances logrados en las normas.

Nigel Crawhal hace un balance de la actitud de los estados africanos frente a la adopción de la Declaración. Partiendo de precisiones históricas y conceptuales acerca del significado del concepto de «indígena», el texto muestra como en África el término se refiere fundamentalmente a relaciones de poder internas y no a las políticas de colonización. El concepto permite identificar situaciones de discriminación, subordinación y marginalización padecidas por algunos pueblos. Pero el objetivo central del artículo es mostrar las contradicciones y ambigüedades entre las posturas de los diferentes actores africanos que jugaron algún papel en la oposición a, o en la aprobación de la Declaración en el seno de las Naciones Unidas. El artículo concluye planteando que África tiene, al igual que la mayor parte de las regiones del mundo, el desafío de adaptar los instrumentos que proporciona la Declaración a las condiciones regionales y nacionales.

A pesar de las especificidades nacionales, los estudios así como el prefacio de Rodolfo Stanvehagen coinciden en afirmar que el mayor desafío contemporáneo es la aplicación y adaptación a las condiciones específicas nacionales de los instrumentos que otorga la Declaración, sin caer en definiciones esencialistas de lo que representa «lo indígena».

La segunda parte del libro trata de mostrar los impactos de las normas y el derecho sobre las realidades políticas y sociales que conciernen a lo indígena. Raquel Yrigoyen analiza las formas del constitucionalismo pluralista, desde el *monismo jurídico* del siglo XIX hasta el *constitucionalismo integracionista* del siglo XX. El énfasis se ubica en los llamados *ciclos de constitucionalismo pluralista*: ciclo multicultural (1982-1988), pluricultural (1989-2005) y finalmente plurinacional (2006-2009). Las características de estos ciclos son articulados con el desafío de establecer la posibilidad real de los pueblos indígenas al ejercicio de un verdadero pluralismo jurídico en el espíritu de lo que en ese sentido plantea la Declaración del 2007. Marco Aparicio Wilheimi analiza un estudio de caso sobre la implementación de la autonomía local en Bolivia a partir de la comunidad de Jesús de Machaca, pueblo aymara del altiplano que solicita de acuerdo a lo estipulado en la Constitución adoptar el régimen de autonomía indígena originaria campesina. El proceso muestra la complejidad y los límites para poder articular la construcción desde la base de un verdadero estado plurinacional autónomo en el marco de un «estado unitario social de derecho» como lo plantea el marco normativo actual en Bolivia.

Apoyándose en el caso canadiense, Jean Leclair presenta una reflexión sobre el papel del derecho. La supremacía del derecho positivo se erige en un límite cuando este se presenta

como un mecanismo «autosuficiente» para dar respuesta a las problemáticas sociales. El derecho debe ser un regulador social que se adapte a los cambios. Solo así será una herramienta favorable a la sociedad y en particular para los pueblos indígenas y sus reivindicaciones de reconocimiento y autonomía.

Clive Baldwin y Cynthia Morel presentan enseguida un manual de instrucciones sobre la forma eficaz de recurrir a la Declaración en acciones de justicia frente a instancias nacionales e internacionales. Aunque la Declaración no es un instrumento vinculante, sí puede tener una incidencia significativa en el Derecho internacional y nacional. Existen varios ejemplos en los que movimientos de pueblos indígenas han hecho un uso favorable de elementos de la Declaración en sus demandas como el caso del pueblo Saramaka contra Surinam, el de comunidades mayas contra Belice, el de los pueblos Endorois y San en África y de los pueblos indígenas y afrodescendientes en Colombia. Lesle Jansen estudia la forma en que el derecho ha jugado un papel central en las reivindicaciones del pueblo San en Namibia, en aspectos relativos a la cultura y el derecho comunitario, la cuestión de las autoridades tradicionales, los derechos territoriales, la participación política, la gestión de los recursos naturales en un marco comunitario y la educación.

La segunda parte del libro finaliza con una entrevista a Mick Gooda, comisario aborigen de justicia social en Australia, que habla sobre las

dificultades para que la voz y los intereses de los pueblos aborígenes tengan una mayor audiencia en la sociedad australiana. Enfatiza en lo que él presenta como el desafío mayor para la sociedad australiana: sólo un «cambio cultural» de fondo permitirá un diálogo reconciliador entre las expresiones de la diversidad de dicha sociedad. En esta perspectiva la Declaración es para él un instrumento de gran ayuda para sensibilizar a las élites del estado.

Este libro recoge un nutrido trabajo de información y reflexión sobre diferentes matices de los procesos de construcción de la categoría de pueblos indígenas, el papel de las arenas internacionales y las formas en que el derecho incide en las problemáticas relativas a la situación y los intereses de estos pueblos.

La inclusión de estudios de caso muestra bien como la categoría genérica de «pueblos indígenas» que surge del espacio internacional, y en particular de las Naciones Unidas, no puede pretender a una definición unívoca y fija. Un aporte significativo de este trabajo es el de presentar estudios y problemáticas que en general han sido trabajadas separadamente en estudios de orden nacional o regional o agrupados por temáticas. El carácter pluridisciplinario expresado en las miradas cruzadas entre el derecho y la antropología, la sociología, las ciencias políticas y la historia, enriquece una mirada comparativa sobre los derechos de los pueblos indígenas en el mundo.



Pero la lectura de este trabajo deja también muchas preguntas abiertas acerca de una necesaria mirada reflexiva sobre las interacciones entre los actores individuales y colectivos que intervienen en la construcción de estas problemáticas de los pueblos indígenas. Por ejemplo, el libro estimula el interés por conocer con mayor profundidad etnográfica lo que fueron esos 25 años del proceso que llevó a la Declaración con todas sus tensiones, contradicciones, negociaciones. La complejidad y la extensión del tema abordado así como la riqueza de los estudios presentados hacen de este trabajo una referencia obligada para los interesados en la construcción de la categoría de pueblos indígenas, las políticas de reconocimiento y los desafíos para su implementación en un mundo simultáneamente único y diverso.

Carlos Agudelo
Urmis

Nicolas Ellison, *Semé sans compter*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2013, 456 p.

Peut-on aborder simultanément une communauté à travers l'anthropologie du développement, l'éthnobotanique, et l'anthropologie économique? C'est ce que propose Nicolas Ellison dans un ouvrage passionnant, bien construit, qui résulte d'un terrain mené entre 1999 et 2005 dans la Sierra

de Puebla, en pays Totonaque bordant le Golfe du Mexique.

Semé sans compter: c'est le maïs, bien sûr, que l'on sème et récolte indépendamment de la stricte rationalité économique, dans la mesure où cette plante accompagne et cimente la vie sociale, mais est aussi le résultat de mille équilibres par lesquels les esprits et divinités régulent les cycles cosmiques. L'hypothèse de départ de Nicolas Ellison est que le maïs, dont la récolte n'est pas suffisante à alimenter une famille et ses animaux domestiques (poules et porcs) à longueur d'année, est avant tout un élément structurant les communautés totonaques de la Sierra de Puebla; les semailles et la récolte, qui permettent l'échange de travail (*la mano vuelta*), ainsi que les repas collectifs, accompagnent également la vie religieuse des Totonaques, ceux-ci ayant, comme nombre de communautés paysannes, aligné leur calendrier agricole sur celui des fêtes catholiques.

La première partie de l'ouvrage retrace les aléas du pays totonaque, région difficile d'accès, dont l'intérieur est accidenté. Le relief passe ainsi de 1200 à 400 mètres d'altitude sur une distance de 10 kilomètres, ce qui accentue l'isolement tout en permettant des récoltes variées, notamment le café. C'est au XIX^e siècle que la politique nationale rattrape ces communautés, nombre d'entre elles étant issues de migrations internes, drainées par le statut de « zone refuge » de ce pays montagneux. Le nombre de méfis augmente alors, la vie politique

accompagne cette croissance, les chefs libéraux s'alliant aux communautés indiennes, nahua et totonaques, et créant ainsi les conditions d'une intégration à l'économie nationale. Après avoir retracé les épisodes visant tantôt à intégrer les indigènes dans le moule de l'identité nationale, tantôt à les transformer en emblèmes, Nicolas Ellison se penche sur la période qui va de 1970 à nos jours, depuis l'intégration à marche forcée – « crise culturelle et crise d'identité » – contrecarrée par la Théologie de la Libération, jusqu'à l'émergence d'Organisations indigènes, notamment l'OIT (Organización Independiente Totonaca, fondée en 1989), issue d'un programme d'éducation bilingue créé par les religieux. On voit alors émerger, dans les années 1990, une restauration des pratiques coutumières, favorisées par la crise du café qui s'était progressivement imposé à partir des années 1950. Les caféières cultivées sur un mode intensif régressent alors pour laisser à nouveau place aux polycultures traditionnelles – maïs, haricot, courges, arbres fruitiers – le café étant dorénavant cultivé sous couvert arboré. Cette réorientation agroécologique permet, partiellement, de compenser l'intense déforestation ayant abouti, dès les années 1960, à la disparition de la mégafaune (jaguars, pécaris, cervidés).

C'est à la diversité végétale et aux pratiques associées qu'est consacrée la deuxième partie de l'ouvrage. Grâce à des inventaires exhaustifs, Nicolas Ellison montre l'équilibre maintenu par l'horticulture traditionnelle

dans les *milpas*, autrefois des abattis, aujourd'hui espaces cultivés pérennes, faute d'espace. L'auteur décrit ces pratiques comme la recherche d'une harmonie entre les pôles « chaud » et « froid », éléments de base du système de classification. Cet équilibre associe espèces ligneuses (cèdre pour la construction, avocat, goyavier, orangers et autres agrumes) et non ligneuses, qu'elles soient sauvages, adventices comestibles ou médicinales, et espèces cultivées, notamment les différentes variétés de maïs – le maïs rouge étant « le chef » de cette céréale, la variété qui entraîne les autres et permet de maintenir les cycles végétaux et religieux. Nicolas Ellison souligne combien la *milpa*, même si elle est un choix économiquement moins judicieux que le travail journalier ou l'élevage bovin, est maintenue vaillamment que vaillamment, faisant corps avec le foyer.

La troisième partie de l'ouvrage est la plus audacieuse, puisqu'elle consiste à la fois en le dénouement des différents fils narratifs, et en propositions théoriques qui méritent réflexion. Dès l'introduction, l'auteur se proposait de discuter les théories portant sur l'économie paysanne, en partant de Chayanov, qui suggère que cette économie est déterminée par la taille du foyer, pour aboutir à l'hypothèse que cette économie repose sur des bases non monétaires – une économie sociale en quelque sorte. Selon les mots de l'auteur, « les pratiques « économiques » (comprises comme rapports sociaux de production) sont « dissoutes » dans la trame de la cohésion sociale » (p. 267).



Cette proposition rend compte de nombreux phénomènes, notamment de l'échec des politiques publiques cherchant à améliorer le revenu paysan par de nouvelles cultures et pratiques d'élevage: distributions de plants de bananes, production d'œufs, café biologique, vanille, autant d'alternatives visant à faire sortir le paysannat de l'état de pauvreté endémique, qui viennent buter sur l'inadéquation entre les projets proposés et leur impact sur l'organisation sociale. L'auteur de ces lignes, mais aussi nombre de lecteurs trouveront particulièrement stimulantes les réflexions de Nicolas Ellison à ce sujet, car elles s'appliquent entre autres aux communautés traditionnelles ou indigènes d'Amazonie. On peut ainsi observer, dans le bassin de l'Oyapock, des usines de dépulpage de cacao éventrées, de fabrication d'huile de carapa effondrées, des poulaillers modèles servant de resserre, et des châteaux d'eau rouillant dans des villages isolés.

Ce constat est accompagné d'une réflexion sur les politiques de développement durable et des politiques de transfert de revenu (le *Progesa* notamment) qui induisent une compétition entre foyers, une progression de l'individualisme et des politiques clientélistes. Cette évolution provoque toutefois des résistances à la logique capitaliste d'accaparement des ressources: «Les [...] sociétés [...] qui sont confrontées à ce processus comme à une logique extérieure, "bricolent" par nécessité, pour maintenir certains mécanismes de reproduction sociale selon leur

propre hiérarchie de préférences, avec plus ou moins de succès» (p. 381). Ce phénomène de résistance se produit lorsque «l'identité du collectif ne va plus de soi» (p. 380) expliquant ainsi les réactions d'affirmation identitaires. Un point plus polémique est l'extension de ce registre explicatif à l'essor des mouvements de filiation pentecôtiste «comme la recherche d'une redéfinition [d'espaces] d'autonomie relative dans l'insertion à la modernité» (*idem*). Il s'agit là d'un point de désaccord, peut-être lié à différentes traditions pentecôtistes, dans la mesure où la progression des mouvements évangéliques en Amazonie se traduit par des stratégies centrées sur l'unité domestique. Mais il s'agit là d'un détail, car l'essentiel de la thèse de Nicolas Ellison ne porte pas sur la seule relation entre communautés paysannes et société environnantes. Elle consiste dans l'affirmation «qu'il existe un certain conditionnement des représentations écologiques par les modes de relation ou de participation (*engagement* en anglais) dans l'environnement» (p. 394). On passerait ainsi, selon les mots de l'auteur, de la notion «d'enchâssement économique» (Polanyi) à celui «d'enchâssement écologique» (p. 395), permettant ainsi une approche englobant les configurations sociales et les conditions écologiques dans lesquelles celles-là peuvent se déployer – et c'est élégamment démontré.

Florent Kohler
Université de Tours, Creda

Georg CiccarIELlo-Maher, *We Created Chávez. A People's History of the Venezuelan Revolution*, Durham & London, Duke University Press, 2013

La littérature scientifique sur le Venezuela s'est enrichie d'un ouvrage intéressant sur un thème paradoxalement peu fréquenté par les spécialistes du pays depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir en 1999. La lecture croisée de la gauche populaire « antisystème » qu'offre Georg CiccarIELlo-Maher rompt avec la forme et le contenu auquel on était habitué dans les études sur le Venezuela dans la science politique nord-américaine. Des ouvrages collectifs¹ ont servi de baromètre à une lecture dépassionnée et empiriquement située, alors que d'autres contributions exaltaient les déboires de la Révolution bolivarienne², ou alors entreprenaient une lecture fortement « politiste »³. Avec CiccarIELlo, dont on reconnaît les ressemblances avec un autre

collègue, Luis Duno⁴, le ton est donné dès les premières pages. Fort d'une empreinte théorique postcoloniale (Frantz Fanon, C.L.R. James et Enrique Dussel) et poético-culturaliste (accompagné en cela par Ali Primera, le Victor Jara vénézuélien, qui apparaît en citation liminaire de chaque chapitre), il s'affaire à retourner à la source du chavisme et de la Révolution bolivarienne à l'aide d'une autopsie documentaire et testimoniale des trois dernières décennies du xx^e siècle. C'est un partisan de la « Révolution » et il ne s'en cache pas... Il prétend rompre avec le « mythe de l'harmonie » (p.147) qu'a entre-tenu le pouvoir au cours des quatre décennies de démocratie inachevée (1958-1998). Son propos central est de rendre aux acteurs « visibilisés » par la Révolution leur juste place et les espoirs qu'ils soutiennent après plus de dix ans d'institutionnalisation du processus chaviste, en déplaçant l'attention généralement engluée dans les interprétations sur le caudillisme égalitaire ou le césarisme progressif (pour les plus optimistes) ou le populisme et l'autoritarisme délétère (pour les plus pessimistes) incarnés par Chavez. Il s'attache en fait à dépeindre avec force références historiques et culturelles, le chavisme

1. Ellner Steve, Hellinger Daniel (dir.), *Venezuelan politics in the Chávez era*, Boulder, Lynne Rienner, 2003; Hellinger Daniel, Smilde David (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chavez*, Durham, Duke University Press, 2011.
2. Corrales Javier, Penfold Michael, *Dragon in The Tropics: Hugo Chávez and the Political Economy of Revolution in Venezuela*. Washington, DC, Brookings Institution Press, 2011
3. McCoey Jennifer, Myers David (dir.), *The Unraveling of Representative Democracy in Venezuela*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2004

4. « The Color of Mobs: Racial Politics, Ethnopolitics and Representation in Venezuela in the Chávez Era », in Smilde David, Hellinger Daniel (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy. Participation, Politics and Culture under Chavez*, Durham, Duke University Press, 2011.



radical des quartiers populaires en le croisant avec les espoirs déçus des rêves *guerrilleros* des années 1960-1970 et la grande métamorphose démocratique initiée en 1958 par le pacte tripartite fondateur, qui se déclinera tout au long de la seconde moitié du xx^e siècle en une doctrine de partage du pouvoir, le *puntofijismo*.

Partant d'une série d'entretiens avec des figures importantes d'anciens membres de la guérilla et des mouvements sectoriels autonomes (afrodescendants, féministes, étudiants) – qui deviendront des piliers de la politique chaviste –, et d'organisations chavistes (paysannes, urbaines), il tente en toile de fond une approche plus impressionniste, enrichie par un portfolio, d'un quartier emblématique de la capitale, le 23 de Enero, dans lequel opèrent des organisations politiques proches des thèses guevaristes (Tupamaros et «collectifs»). La plupart des entretiens ont été menés en 2008, période, à partir de 2007, pour le moins pivot d'une réorganisation sémantique autour du décrochage entre la masse et le pouvoir chaviste – avec notamment l'entrée dans l'arène discursive du terme de «bolibourgeoisie» et la première défaite électorale du grand virage «socialiste» lors de la réforme constitutionnelle.

Chaque chapitre est accompagné d'un exergue historique qui renvoie généralement à un épisode raccordé au propos de l'auteur, structure qui a pour effet parfois d'introduire des confusions tant elle conduit à «téléologiser» les luttes sociales dans ce pays.

Le matériel bibliographique est exhaustif, bien que très cloisonné à la production anglo-saxonne. De nombreux témoignages d'acteurs de la «base», issus d'un ouvrage paru en 2010, constituent une de ses sources privilégiées⁵. La genèse politique du chavisme, entre le temps de la guérilla et la réorganisation des partis de gauche, est bien documentée et enrichie des éléments biographiques et narratifs des principaux acteurs.

En dépit de la densité des éléments factuels, le récit du philosophe-historien s'appauvrit dans une vision très angélique et trop prisonnière du sens commun des acteurs étudiés. C'est le cas de la version qu'il offre de l'organisation politique et communautaire du quartier 23 de Enero. Il abonde parfois dans les poncifs révolutionnaires qui font perdre de la crédibilité à son propos, et réduit l'impact de son discours normatif et volontairement politique. La question du pouvoir et de la violence politique est mise de côté au profit d'une narration épique de la politique locale dans laquelle il «provincialise» l'État et les relations politiques au sein du chavisme. Dans un langage théorique très critique, son interprétation s'élimine au contact d'une expression idéalisée des pratiques politiques. Par ailleurs, la densité de ses propos et le renfort d'éléments factuels noient parfois l'effort analytique dans un océan de bonnes intentions

5. Fox Michael, Martínez Carlos, Farell Jojo, *Venezuela Speaks! Voices from the Grassroots*, Oakland, PM Press, 2010.

archéologiques. L'enthousiasme qu'il déploie tant dans le récit organisé de cette marée préchaviste que dans les conditions d'apparition et d'énonciation du chavisme fait parfois perdre du ressort à des propos plus contextuels. L'entropie inductive du théoricien armé de son bréviaire d'idées enchanteresses est partiellement applicable à une lecture purement événementielle. La pertinence des références théoriques est, dans certains passages, problématique. Son premier constat théorique est l'omniprésence de deux « fétiches » dans les lectures des processus révolutionnaires en Amérique latine : l'État et l'anti-pouvoir (p. 16). C'est à partir de cette prémisse théorique qu'il construit son récit à la recherche du « double pouvoir » vénézuélien.

Dans une herméneutique envahissante, on peine parfois à discerner une véritable contribution théorique ou disciplinaire au-delà du *wishful thinking* ; on ne sait pas qui de l'historien, du politiste, du philosophe ou de l'« intellectuel organique » parle. Un deuxième aspect repose sur une posture polie et conciliante à l'égard du chavisme, ce qui est même plus discutable au regard d'une contribution à l'intelligibilité de la scène populaire vénézuélienne. Ainsi par exemple la question de l'autonomie, qui pourtant imprègne toute la réflexion de Georg Ciccariello-Maher, est réduite à une explication ontologique de la logique charismatique : « Chavez opère comme un pôle centripète » (p. 142). C'est dans ces formes-là que l'on déplore souvent, au cours de la lecture, un point de vue

assertif dont les efforts de rupture avec une certaine orthodoxie disciplinaire peinent à trouver consistance.

Par ailleurs, partir de la guérilla pour nouer une histoire de la contestation et une approche populaire du politique est problématique dans le cas vénézuélien, dans la mesure où cela revient à accorder aux organisations de lutte armée le rôle de tenant de la « critique radicale de l'oppression et de l'inégalité » (p. 17). La guérilla, bien qu'ayant été l'une des plus pérennes de la région, a pourtant suscité en réaction une reconfiguration du système politique contre lequel elle se dressait et une certaine idéalisation de la Révolution cubaine. Elle est devenue un répertoire d'action référentiel dans la pratique chaviste, ce qui a occulté son propre sectarisme. Il manque alors à la réflexion proposée par Georg Ciccariello-Maher, une vision plus systématique de l'histoire de la gauche vénézuélienne qui depuis le Parti communiste vénézuélien et Action démocratique, les deux partis séminaux du système politique vénézuélien, et l'arrivée de Chávez au pouvoir, a toujours été tributaire de la redistribution de la rente pétrolière et des traits patrimonialistes de ses dirigeants.

On peut aussi regretter la faible présence des conseils communaux dans l'analyse de l'auteur, ces organisations participatives locales qui réélaborent et synthétisent une grande partie du récit idéologique de gauche, en tant que bras pragmatique de la Révolution et terre arable d'une politisation *in progress*.



Finalement, après plusieurs centaines de pages très exhaustives en matière de récits et de faits historiques, de témoignages politiques et d'une lecture postcoloniale et radicale des mouvements sociaux agitant la bannière chaviste, la question qui continue d'assaillir le lecteur, et vraisemblablement son auteur aussi, réapparaît en conclusion : « comment ce bloc unifié et consolidé, ce « peuple » récemment radicalisé se lie à ses ennemis et, plus généralement, à l'État ? » (p. 237). En réponse aux excès d'un État défaillant, cet « État magique » dont parle l'anthropologue postcolonial Fernando Coronil⁶, corrélait d'un processus d'accumulation politique de type féodal avant l'arrivée du pétrole, et patrimonialiste-clientéliste à l'issue des transformations des modes de production nationaux, l'auteur cherche à contourner la forme État en accordant une place centrale aux groupements autonomes partisans de la transformation radicale. Il propose ainsi une issue anarchiste, postcoloniale et non-occidentale aux thèses formulées par les acteurs rencontrés au cours de son travail de recherche. Cela contribue à introduire une confusion du fait d'une lecture rendue difficile par la concaténation d'instantanés thématiques et l'objectif d'un grand chantier théorico-historique. Il ne s'agit pas ainsi d'une analyse politologique des contours

du chavisme (notamment en termes d'érosion électorale, de rétribution politique ou d'évolution des appareils politiques tels que le Parti socialiste uni du Venezuela), mais d'une tentative d'inscrire celui-ci dans une histoire des idées politiques radicales. On aurait espéré une plus grande distance à l'égard des acteurs et une posture moins idéaliste dans la mesure où la contribution théorique reste inaboutie. C'est finalement dans une histoire des « avant-gardes » – plus que « populaire » – du chavisme que ce travail saura être pleinement apprécié.

Mila Ivanovic
Centre d'études latinoaméricaines
Rómulo Gallegos, Caracas

6. Coronil Fernando, *The Magical State: Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

AUTEUR.E.S



Vildan BAHAR TUNCAY est candidate au doctorat en sciences géographiques à l'Université Laval. Sa thèse porte sur les identités autochtones de la région littorale de l'Équateur. Elle détient un baccalauréat en études hispaniques, une maîtrise en science politique et un certificat en anthropologie sociale et culturelle à l'Université Laval. Dans le cadre de ses études, elle a réalisé de nombreux voyages académiques et stages en Amérique latine, notamment en Équateur, en Colombie, au Pérou, au Mexique et au Panama.

Zuleika CROSA est licenciée en anthropologie (Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, 2007). Elle est chercheuse-boursière à l'*Instituto de Ciencias Antropológicas*, professeur dans la section sciences anthropologiques et titulaire du séminaire «Para todos los hombres del mundo. Prácticas y discursos en torno a la inmigración en Argentina». Sa recherche tourne autour du thème de l'anthropologie et la migration, l'identité, les mouvements associatifs et la migration vers l'Argentine, et en particulier l'immigration uruguayenne. Elle a donné des cours et des séminaires en Argentine (Universidad de Buenos Aires) et en Uruguay (Universidad de la República). De même, elle a publié des articles et participé à des conférences et des réunions scientifiques en Argentine, au Chili, au Brésil et en Uruguay.

Mariano Di PASQUALE est doctorant en histoire à l'université Denis-Diderot-Paris 7 et à l'université nationale de Tres de Febrero (Argentine). Il est enseignant et chercheur rattaché à l'Institut d'Études historiques de l'université nationale de Tres de Febrero, titulaire d'un master (recherche) en histoire. Boursier du Conseil national de recherches scientifiques et technologiques (CONICET). Il a publié, en collaboration avec Jaime Peire et Arrigo Amadori, *Ideologías, prácticas y discursos. La construcción social del mundo cultural, siglos XVII-XIX*, Caseros, EdUntref, 2013 et *Construcciones identitarias en el Río de la Plata, siglos XVIII-XIX*, Rosario, Prohistoria, 2013. Son travail porte sur l'histoire intellectuelle et culturelle du Rio de la Plata dans la première moitié du XIX^e siècle.

Nicolas MERVILLE est docteur en anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales. Titulaire d'un master spécialisé en Ingénierie et gestion de l'environnement de l'École nationale supérieure des mines de Paris.

Nicolas Merveille réside au Pérou depuis février 2003 et a intégré l'équipe de l'université Antonio Ruiz de Montoya en mars 2010 en qualité de conseiller de la direction de recherche et incidence. Il est chercheur associé au Centre d'anthropologie sociale du Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (Lisst).

Florence OLIVIER, professeur en littérature comparée à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 depuis 2009, a été professeur en littérature latino-américaine au département de langues romanes de l'université de Paris 12 de 2003 à 2009, maître de conférences en espagnol (littérature latino-américaine) à l'université de Paris 10 Nanterre de 1998 à 2003 et à l'université de Bordeaux 3 de 1993 à 1998. Au Mexique, elle a été responsable de la formation en traduction à l'Ifal et secrétaire de rédaction de la revue culturelle bilingue *Alfil*. En sus de ses contributions aux éditions critiques de *Los días terrenales* de José Revueltas et de *Toda la obra* de Juan Rulfo dans la collection Archivos Allca-Unesco, elle est l'auteur de *Carlos Fuentes o la imaginación del otro*, Editorial de la Universidad Veracruzana (2007), dont la version originale est parue chez Aden en 2009 sous le titre *Carlos Fuentes ou l'imagination de l'autre*. Elle est membre du Centre d'études et de recherches comparatistes (EA 172) et membre associé du bureau du Criccal de l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3, dont elle co-dirige la revue *América*. Derniers volumes parus sous sa direction : *Violence d'État, Paroles libératrices* (2006) et *Exils, Migrations, Création*, vol. IV (2008), aux Éditions Indigo, *Cultures et conflits, cultures en conflits*, Michel Houdiard, 2009, *La littérature latino-américaine au seuil du XXI^e siècle. Un parnasse éclaté* (ed. avec Françoise Moulin-Civil et Teresa Orecchia-Havas), Aden, Londres, 2012.

Christian RINAUDO est professeur en sociologie à l'université Nice Sophia Antipolis et membre de l'Urmis (UMR CNRS 8245 - UMR IRD 205, Migrations et Société), il est spécialiste des migrations et des relations interethniques. En France, son travail a porté sur les processus d'ethnisation des relations sociales en milieu urbain. Entre 2003 et 2006, il s'est intéressé aux formes de production et de mise en scène des identités ethno-raciales dans la ville de Carthagène (Colombie). Depuis 2007, il travaille sur la ville de Veracruz au Mexique à partir d'une approche centrée sur les usages sociaux et politiques de l'héritage africain. Il est notamment l'auteur de *L'ethnicité dans la cité. Jeux et enjeux de la catégorisation ethnique*, Paris, L'Harmattan, 1999. « Consommer la ville en passant : visites guidées et marketing de la différence à Cartagena de Indias (Colombie) », *Espaces et Sociétés*, 135, 139-156, 2008 (avec E. Cunin). *Circulaciones culturales. Lo afrocaribeño entre Cartagena, Veracruz, y La Habana*, México D.F., Publicaciones de la Casa Chata, 2011 (avec F. Ávila et R. Pérez Montfort). *Afro-mestizaje y fronteras étnicas. Una mirada desde el Puerto de Veracruz*, Veracruz, Mexique, Editorial de



la Universidad Veracruzana, 2012. «The Issue of Blackness and Mestizaje in Two Distinct Mexican Contexts : Veracruz and Costa Chica», *Latin American and Caribbean Ethnic Studies*, 2014, p. 1-18 (avec O. Hoffmann).

Facundo SOLANAS est diplômé en science politique et docteur en sciences sociales de l'université de Buenos Aires (UBA) en Argentine. Il est professeur associé de la chaire de sociologie de la faculté des humanités de l'université nationale de Mar del Plata et chercheur assistant du Conseil national de recherche scientifique et technique d'Argentine (CONICET) et de l'institut de recherches Gino Germani.

Rubenilson B. TEIXEIRA est licencié en architecture et urbanisme de l'UFRN, Natal, Brésil (1986); diplômé du *Master of Architecture* de l'université McGill, Montréal, Canada (1990); docteur en études urbaines de l'École des hautes études en sciences sociales - EHESS (2002), Paris, France. Il a également effectué un post-doctorat à l'université de La Rochelle en 2013. Entre autres postes administratifs à l'UFRN, il a été coordinateur du programme de 3^e cycle (master et doctorat) en architecture et urbanisme de l'UFRN - PPGAU/UFRN, entre 2008 et 2010, poste qu'il occupe à nouveau depuis mai 2014. Professeur invité à l'EHESS, en janvier 2011 et professeur associé à l'UFRN, il a plusieurs travaux publiés, livres, chapitres de livres, articles, résumés, comptes rendus au Brésil et à l'étranger.

Achévé d'IMPRIMER septembre 2014
Imprimerie BOBILLIER • Morteau
Dépôt LÉGAL septembre 2014